

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'Immigration Organisée
et l'Emploi de la
Main-d'Œuvre Étrangère en France

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*(Sciences politiques et économiques)
présentée et soutenue*

le samedi 4 Décembre 1926, à 14 heures

PAR

André PAIRAULT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Président : M. NOGARO.

Suffragants : MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
WILLIAM OUALID.

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel,
PARIS

L'Immigration Organisée
et l'Emploi de la
Main-d'Œuvre Étrangère en France

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'Immigration Organisée et l'Emploi de la Main-d'Œuvre Étrangère en France

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)
présentée et soutenue

le samedi 4 Décembre 1926, à 14 heures

PAR

André PAIRAULT

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Président : M. NOGARO.

Suffragants : MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE,
WILLIAM OUALID.

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel,
PARIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. — <i>La France pays d'immigration. — Le</i> <i>« Problème de la main-d'œuvre étrangère »</i>	9
---	---

PREMIERE PARTIE

L'Introduction des travailleurs étrangers.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Aspect général de l'immigration en</i> <i>France avant 1919. — Les débuts de l'immigration or-</i> <i>ganisée</i>	15
Rappel du rôle des immigrations successives dans la formation de la Nation française	15
Immigration libre et immigration organisée. Les premières réalisations de recrutement collectif sélectionné	21
La guerre de 1914-1918 et l'organisation d'une im- migration contrôlée de main-d'œuvre étrangère ..	32
CHAPITRE II. — <i>Le développement de l'immigration orga-</i> <i>nisée après la guerre. — Conventions d'immigration et</i> <i>traités de travail</i>	45
La situation de la France après l'armistice de 1918.	45
Conclusion d'accords particuliers avec la Pologne, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Belgique. —	
Esprit de ces conventions	47
Les clauses relatives au contrôle de l'immigration et au recrutement collectif	53
Contrats et demandes-types	56
CHAPITRE III. — <i>Organes de la mise en œuvre des accords</i> <i>internationaux. — Services administratifs et Associations</i> <i>privées</i>	61
Les Services administratifs	61
Rôle de la Commission interministérielle de l'im- migration et du Conseil National de la main- d'œuvre	65
Les Associations patronales d'immigration	66
CHAPITRE IV. — <i>Nos principales sources de recrutement. —</i> <i>Organisation pratique de l'embauchage à l'étranger</i>	77
Pays avec lesquels nous avons un traité de travail ou une convention d'immigration	77

Sources diverses de recrutement	92
Caractères de nos méthodes de recrutement	108
CHAPITRE V. — <i>Transport, Réception et Répartition de la main-d'œuvre étrangère</i>	113
Les transports	113
La réception aux frontières	119
La répartition et son contrôle	126

DEUXIEME PARTIE

La main-d'œuvre étrangère en France.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Statut juridique. — Surveillance et protection de l'immigrant ouvrier</i>	133
Droits généraux des étrangers en France	133
Surveillance et contrôle	137
Protection particulière des travailleurs étrangers.	151
CHAPITRE II. — <i>La main-d'œuvre étrangère dans l'industrie.</i>	167
Les diverses nationalités dans nos principales industries	168
Rendement et valeur professionnelle	186
Résultats	193
CHAPITRE III. — <i>La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture</i>	199
La crise de la main-d'œuvre agricole et l'appel aux ouvriers étrangers	199
Les diverses races étrangères dans nos campagnes.	203
Difficultés et résultats de l'immigration agricole.	213
CHAPITRE IV. — <i>La main-d'œuvre étrangère et les Syndicats ouvriers</i>	221
Immigration ouvrière et organisation syndicale ..	221
Attitude de la C. G. T.	224
Attitude de la C. F. T. C.	233
Attitude de la C. G. T. U.	237
Les Syndicats libres	242
Attitudes des Confédérations étrangères et des Fédérations internationales	243
Les tentatives de constitution de Syndicats étrangers autonomes	245
Nécessité d'une meilleure orientation syndicale des ouvriers étrangers en France	247
CHAPITRE V. — <i>La vie morale de la main-d'œuvre étrangère. — Question religieuse et question scolaire</i>	251

L'assistance morale aux immigrés	251
La question religieuse	252
La question scolaire	263

TROISIEME PARTIE

Politique d'immigration.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Migrations et politiques nationales.</i>	281
Répercussions politiques des mouvements migra-	
toires	281
La politique des pays d'émigration	283
La réaction des pays d'immigration	293
Comment tenter de concilier les diverses politiques	
de migrations	303
CHAPITRE II. — <i>Les éléments d'une politique française d'im-</i>	
<i>migration</i>	311
Les buts	311
Les moyens	315
Les instruments	326
ANNEXES	337
Annexe 1	338
Annexe 2	343
Annexe 3	346
Annexe 4	349
Annexe 5	354
Annexe 6	355
Annexe 7	358



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553021_0063

INTRODUCTION

LA FRANCE PAYS D'IMMIGRATION LE « PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE ».

Parmi toutes les questions d'une actualité particulièrement vivante, celle de la main-d'œuvre étrangère en France retient de plus en plus, et à juste titre, l'attention de l'économiste, du sociologue, de l'homme d'Etat aussi bien que des grandes organisations patronales et ouvrières.

C'est que la France est devenue depuis quelques années un grand pays d'immigration ouvrière.

Dès avant 1914, en raison de sa natalité sans cesse décroissante, notre pays pouvait à peine faire face aux exigences de son développement économique, et nous commençons déjà à souffrir d'un manque certain de bras et de cerveaux qui restreignait nos possibilités de production et d'expansion.

Puis la guerre est venue, et pendant cinquante-deux mois tous les efforts, toutes les énergies se sont tendus vers un but unique : la victoire, but glorieusement atteint, mais qui nous laissa terriblement appauvris en toutes choses et plus encore en hommes. Il est à peine besoin, de rappeler que 1.400.000 des nôtres, pour la plupart en pleine force de l'âge, ne sont pas revenus de cette lutte tragique, et que les années 1914 à 1918 se sont soldées par un déficit de natalité d'une importance au moins égale. Enfin, une partie notable de la population active retournait à la vie civile diminuée quant à sa valeur de production par des infirmités, maladies ou blessures de guerre. Tout ceci, alors que dix départements nous étaient rendus couverts de ruines qu'il était urgent de relever, et que toute notre économie nationale

appelait un effort intense de redressement et de réadaptation à la vie normale.

Pour pallier à cette déficience de main-d'œuvre, l'on eut recours à l'introduction massive, spécialement dans les régions libérées, de travailleurs étrangers dont certains avaient été déjà fort utilement recrutés pendant la guerre. Cela permit un relèvement économique assez rapide, mais n'alla pas sans entraîner de nombreuses difficultés.

L'on peut évaluer à un million, au minimum, en chiffres ronds, l'excédent du nombre de travailleurs étrangers introduits en France de 1919 à fin 1925, sur celui des rapatriés (1).

L'importance du chiffre suffit à montrer l'ampleur du mouvement et à faire pressentir la multiplicité de graves questions que peuvent poser le recrutement sélectionné, la répartition, le contrôle, la protection et l'assimilation enfin aussi complète que possible de tous ces étrangers. Car tels sont bien les principaux éléments de ce que l'on appelle d'une manière courante : « le problème de la main-d'œuvre étrangère », problème qui se pose en définitive comme suit pour notre pays :

Etant donnés la situation démographique déficitaire de la France et ses besoins économiques, il s'agit :

1° De recruter, en sélectionnant d'une façon convenable au triple point de vue professionnel, sanitaire et ethnique, une quantité de main-d'œuvre correspondant à la demande des diverses industries et de l'agriculture.

2° De répartir cette main-d'œuvre dans le pays au mieux des intérêts particuliers et d'en assurer l'installation convenable et la protection sans que la main-d'œuvre indigène subisse de ce fait un préjudice quelconque.

3° De concilier dans la réalisation du programme ci-

(1) Ce million de travailleurs a été accompagné d'un nombre que nous estimons au moins égal de parents, femmes et enfants non comptés comme « travailleurs ». C'est donc de plus de deux millions d'étrangers que le chiffre de notre population s'est accru en six ans.

dessus les intérêts économiques individuels ou régionaux avec l'intérêt supérieur de la nation qui exige que ces apports hétérogènes ne nuisent pas à son unité profonde et ne compromettent pas son indépendance.

S'il est facile d'énoncer le problème, la solution en est beaucoup moins aisée. C'est qu'ici, à des données économiques et sociales très diverses, s'ajoutent des considérations purement politiques d'ordre intérieur et d'ordre international, et que ces différents éléments réagissent les uns sur les autres d'une manière toujours complexe, parfois même brutale et inattendue.

Cependant, il s'agit pour notre pays d'une question vitale, puisque tout son avenir est en jeu ; il fallait donc, il faut encore s'attacher avec opiniâtreté à mettre au point les solutions les moins imparfaites. D'où nécessité d'organiser pratiquement et de faire fonctionner avec souplesse des services d'embauchage à l'étranger et de répartition à l'intérieur, ce qui suppose une série d'accords avec les pays d'émigration de même qu'une législation et des institutions nationales appropriées. D'où nécessité encore de prévoir aussi complètement que possible quelles seront les répercussions multiples de ces transferts de main-d'œuvre, dans le domaine international aussi bien que dans notre économie interne, et d'éviter, ou tout au moins d'amortir les plus dangereuses, en exploitant au contraire à fond celles qui peuvent nous être favorables.

Les efforts dans ce sens se sont beaucoup précisés et coordonnés depuis quelques années, et l'on a vu se multiplier les initiatives privées ou officielles. S'il n'y eut peut-être pas toujours au début un parfait synchronisme d'action et une complète identité de vues entre elles, il n'en reste pas moins que des résultats intéressants sont acquis, trop faciles à constater pour que l'on puisse se borner à une critique toujours aisée.

Ce sont ces résultats que nous nous sommes proposés d'exposer dans cet ouvrage, dont les trois parties cor-

respondent sensiblement aux trois grandes divisions du problème tel que nous l'avons énoncé plus haut.

Nous commencerons donc par étudier le recrutement, nous bornant presque exclusivement à examiner comment s'est pratiqué, et surtout se pratique à l'heure actuelle, dans divers pays, l'embauchage collectif organisé, de beaucoup le plus intéressant par son caractère ordonné et les solutions rationnelles qu'il permet de mettre au point pour la sélection, le contrôle et le transport des immigrants.

Dès avant la guerre, quelques groupements avaient fait de l'embauchage collectif avec contrat après autorisation des pays d'émigration, mais c'est pendant guerre, à partir de 1916, et surtout après l'armistice que ce mode de recrutement se développe et s'organise. De nouvelles sources de main-d'œuvre se présentent, mais pour bien les utiliser, il faut mettre au point des accords spéciaux avec les gouvernements étrangers intéressés. De 1919 à 1921, c'est la période de conclusion des traités de travail et conventions d'émigration avec :

La Pologne,

L'Italie,

La Tchécoslovaquie (1).

Depuis 1921, après un ralentissement de l'immigration dû à la crise économique qui sévit cette même année et au début de 1922, c'est la période de pleine réalisation. L'importance des contingents de travailleurs étrangers croît rapidement tandis que les modalités pratiques du recrutement et du transport se perfectionnent grâce à l'action continue d'intelligentes initiatives privées.

Cette main-d'œuvre étrangère une fois introduite en France, comment va-t-elle s'y comporter ? Quels résultats donnera-t-elle ? C'est ce que nous examinons dans une deuxième partie de notre étude. Des mesures spé-

(1) Et un peu plus tard avec la Belgique.

ciales de surveillance mais aussi de protection sont nécessaires vis-à-vis de ces étrangers, et nous les précisons ; nous avons toutefois cherché surtout à nous rendre compte des résultats économiques de notre immigration industrielle et agricole et de ses principales répercussions sociales.

Notre troisième partie est consacrée à l'aspect politique de cette question de l'immigration, d'une gravité et d'un intérêt tout particuliers, puisque notre avenir national est directement mis en cause. Il serait très imprudent pour nous de ne considérer l'immigration ouvrière que sous l'angle économique et d'oublier que les pays d'où nous vient la plus grande partie de cette main-d'œuvre, visent à garder sur elle une emprise marquée et à empêcher à tout prix qu'elle se fonde dans la nation qui l'accueille. Nous ne pouvons cependant accepter d'être colonisés ; c'est donc la question de l'assimilation qui se pose. Nous essaierons d'en préciser les éléments qui déterminent les conditions d'une bonne « politique d'immigration », fonction elle-même par ailleurs des solutions que l'on veut apporter au problème plus général de la population en France.

Nous avons, en somme, tenté de répondre brièvement aux questions suivantes :

Où en sommes-nous en France à l'heure actuelle en matière d'immigration ouvrière organisée ?

Quels sont les principaux problèmes que pose dans l'ordre juridique, économique, social et politique cet apport démographique ?

Qu'avons-nous déjà tenté pour les résoudre et que reste-t-il encore à faire pour que cette immigration ne devienne pas un danger, mais au contraire un nouvel élément de vitalité ?

Le champ ainsi ouvert à nos investigations était bien vaste et difficile à explorer d'une manière complète. D'autre part, certains n'ont pas manqué d'attirer notre attention sur les inconvénients que pourrait présenter la publication d'une étude de ce genre sur une matière

qui passionne beaucoup plus d'esprits à l'étranger que chez nous.

Mais nous n'avons pas la prétention d'épuiser le sujet. Nous ne cherchons pas non plus, dans l'examen des questions sociales, politiques et religieuses que soulève l'immigration ouvrière, à éveiller inutilement certaines susceptibilités ni surtout à gêner l'action de nos missions privées ou officielles.

Nous avons pensé seulement qu'il pouvait être intéressant — voire même utile — de « faire le point », de donner un aperçu d'ensemble de la question, tout en essayant d'en dégager quelques enseignements, de préciser les résultats acquis, et d'apporter ainsi notre contribution, si modeste soit-elle, à l'étude d'une question très actuelle. Puisse-t-elle aider à mieux la faire connaître !

Nous croyons, en effet, qu'il serait désirable qu'un plus grand nombre de nos compatriotes sache comment se pose à l'heure présente chez nous ce grand « problème de la main-d'œuvre étrangère », de même que nous ne verrions que des avantages à ce que, vis-à-vis des pays d'émigration sans cesse sur la brèche pour la défense de leurs intérêts parfois si opposés aux nôtres, la France ne craigne pas à l'occasion de définir clairement et surtout de pratiquer avec continuité et énergie une sage politique d'immigration.

Nous avons été grandement aidés dans notre travail par l'obligeance de plusieurs importants groupements et de nombreuses, et souvent éminentes personnalités qui ont bien voulu nous communiquer leur documentation ou répondre longuement à nos questions.

S'il nous est impossible de les nommer toutes, qu'il nous soit permis au moins ici de leur adresser l'expression de notre gratitude, et puissent-elles ne pas trouver dans notre essai une image trop déformée de ces réalités complexes sur lesquelles elles ont bien voulu nous éclairer.

PREMIERE PARTIE

L'INTRODUCTION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS

CHAPITRE PREMIER

ASPECT GÉNÉRAL DE L'IMMIGRATION EN FRANCE AVANT 1919

Rappel du rôle des immigrations successives dans la formation de la nation française

L'immigration étrangère n'est pas un phénomène nouveau en France ; seuls ses caractères et son intensité ont varié au cours de notre histoire.

De par sa situation géographique et l'attraction marquée que son climat et ses richesses naturelles semblent avoir exercée en tous temps sur les peuples voisins, notre pays s'est trouvé être, en effet, le lieu de rencontre et de mixtion de masses ethniques très diverses.

Toute la préhistoire de ce qui devait être plus tard la Gaule, est constituée par la succession complexe et la fusion de races primitives, nettement différenciées, dont on a retrouvé les traces sur de nombreux points du territoire (1). Il semble bien, cependant, que dès l'âge de fer une certaine unité s'établisse et que, débordant même au delà de ses limites naturelles, vive alors sur notre territoire un peuple assez homogène de laborieux agriculteurs : les Ligures.

(1) Notamment à Chelles (Seine-et-Marne), à Saint-Acheul (Somme), au Moustier (Dordogne), à Solutré (Saône-et-Loire), à Fère-en-Tardenois (Aisne), etc...

Ce sont eux qui constituent en quelque sorte la trame dans laquelle s'inséreront par la suite des éléments venus soit du Sud, comme les Phocéens de Smyrne qui s'établissent à Marseille, et les Ibères d'Espagne qui s'éparpillent de Bordeaux à Nîmes, soit du Nord tels les Celtes descendus nombreux des rivages de la Mer du Nord et qui arrivent à occuper une grande partie du Centre de notre pays, de Soissons à Rodez et de Lyon à Saintes. Certains de ces derniers se donnaient le nom de Galates, dont les Romains firent Galli ou Gaulois, nom qui leur resta et s'appliqua même à l'ensemble des quelques dix millions d'habitants qui peuplaient alors la région de l'Escaut à la Méditerranée et des Alpes à l'Atlantique.

De nombreuses invasions pacifiques ou guerrières devaient incorporer à ce noyau d'autres éléments ethniques. Ce fut d'abord la conquête romaine qui s'étendit à la quasi-totalité de la Gaule et lui apporta la civilisation latine, puis les invasions germanes des Cimbres et des Teutons qui se succédèrent durant cinq siècles avec des fortunes inégales. Un peu plus tard, ce furent les invasions des races du Nord :

Goths de la Baltique,

Saxons de la région du Slesvig-Holstein,

Normands des pays scandinaves.

A peu près en même temps, se fixèrent sur notre sol ceux qui devaient lui donner leur nom : les Francs ; francs ripuaires qui étaient des rhénans et francs saliens qui étaient des bataves.

L'élément slave est représenté par les Burgondes qui se fixèrent dans nos provinces du Centre-Est, et par les troupes guerrières des Vandales et des Alains dont quelques tribus se sont certainement établies à demeure en divers points de la Gaule.

Si l'on ajoute à tout cela l'appoint d'éléments sémites venus pour les plus anciens d'Espagne et du Portugal puis de Germanie, d'éléments arabes laissés par le

reflux des hordes sarrasines au VIII^e siècle (1), enfin de petits noyaux tartares et bohémiens disséminés par le pays où ils se sont stabilisés accidentellement, l'on peut se faire une idée schématique de l'extraordinaire brassage de races d'où est sortie la nation française.

Et cependant, dès le X^e ou le XI^e siècle, celle-ci est une véritable réalité. Si à cette époque, pas plus que maintenant d'ailleurs, il n'existe à proprement parler une race française, la cohésion des éléments de souches diverses se présente comme tout à fait exceptionnelle dans l'Europe d'alors.

Pendant des siècles, la réalisation de l'unité nationale sera poursuivie avec opiniâtreté par les premiers Capétiens ; mais cet effort a été sans nul doute efficacement secondé par la rare puissance d'assimilation d'une nation que des apports si divers avaient contribué à former.

De fait, si l'ère des grandes invasions entraînant de vastes transferts de masses humaines semble être à peu près close pour notre monde occidental aux environs du X^e siècle, l'immigration spontanée ou provoquée, et l'installation dans notre pays d'étrangers qui s'y intègrent petit à petit, se poursuivent sans solution de continuité au cours des siècles suivants.

Les principaux facteurs de cette immigration continue sont :

1^o Les guerres qui entraînent d'importants déplacements d'hommes et dont les survivants ne reviennent pas toujours au pays natal.

Au moyen âge, par exemple, la France fut le théâtre de guerres fréquentes et de longue durée, telle la guerre de Cent Ans, qui amena en France de nombreux Anglais et Espagnols, dont beaucoup y demeurèrent. Plus tard encore, au cours des guerres de la Ligue, Paris hébergea pendant quatre ans une garnison espagnole, et il est assez probable que des unions passagères ou défi-

(1) Et dont on retrouve très nettement la descendance dans certaines régions du Midi.

nitives mêlèrent ces étrangers à la population indigène. Des circonstances analogues amenèrent chez nous, à plusieurs reprises, des étrangers dont certains restèrent ou revinrent ultérieurement.

2° Le recrutement des troupes mercenaires d'étrangers.

On sait qu'il fut très en honneur pendant des siècles, et que ces corps formaient souvent une véritable élite (1).

La Suisse semble avoir été en particulier un réservoir inépuisable d'hommes, et les régiments de gardes suisses comptaient parmi les plus belles unités de notre armée d'ancien régime.

Ce recrutement militaire étranger a été poursuivi très systématiquement, et Choiseul avait coutume de dire que chaque mercenaire représentait un gain de trois hommes : celui qu'on recrutait, celui qu'on enlevait à un souverain étranger et le paysan français qui restait à son village.

Beaucoup de ces soldats se fixaient en définitive chez nous en retournant à la vie civile. C'est ainsi qu'en Seine-et-Oise on retrouve plusieurs familles issues de soldats suisses qui, leur temps de service terminé, fondèrent un foyer dans ces villages de la région de Saint-Germain et de Versailles où ils avaient longtemps tenu garnison à proximité des résidences royales.

3° L'attirance de la Cour de France sur les élites étrangères : grands seigneurs, artistes, poètes, savants, dont plusieurs firent souche en France.

C'est ainsi que les Gondi, les Broglie, les Luynes étaient venus d'Italie, et que sous Louis XIV (de mère

(1) A la bataille de Crécy, l'armée française comptait quinze mille archers génois, Charles VII, Louis XI, François I^{er} eurent des gardes écossaises, Louis XIII cinq compagnies de hussards hongrois. Sous Louis XIV et Louis XV, un tiers au moins de l'armée était composé de régiments allemands, irlandais, wallons, italiens, suisses, etc... Le rôle général des effectifs indique pour l'année 1748 : 68.240 étrangers présents sous les drapeaux (d'après M. Paul Guériot, *Revue Politique et Parlementaire*, 10 juin 1924; page 419 et suivantes).

espagnole et de grand'mère italienne), les maréchaux de Rantzau et de Schomberg étaient d'origine allemande, de même que le maréchal de Berwick était anglais. A la même époque, Cassini, Lulli, Huyghens, Helvétius, qui furent des savants ou des artistes de premier plan, étaient des étrangers.

Plus tard, les noms illustres du maréchal de Lowendal, de Turgot, de Necker, sont encore ceux de bons serviteurs de la France, venus cependant de l'étranger ou issus de familles étrangères, et nous pourrions facilement poursuivre bien davantage cette énumération.

4° Le développement du commerce international.

Celui-ci fut, dès le moyen-âge, beaucoup plus important qu'on ne le croit généralement et s'intensifia d'une manière à peu près continue à partir du XIII^e siècle.

De nombreux marchands étrangers venaient de tous les pays voisins à nos grandes foires de Beaucaire, du Landy, de Lyon, de Champagne, etc... ; plusieurs se fixèrent dans nos ports et nos principales cités commerçantes, notamment à Marseille, Montpellier, Toulouse et Bordeaux qui se montraient particulièrement hospitalières.

5° L'appel à certains spécialistes étrangers grâce auxquels on put introduire en France des industries nouvelles.

Louis XI attira, le premier semble-t-il et malgré l'opposition des corporations locales, des ouvriers italiens tisseurs de drap d'or et de soie à Lyon et à Tours (1). Sous son règne également, trois Allemands : Krantz, Gering et Friburger vinrent installer à la Sorbonne les premières presses à imprimer. Plus tard, Henri IV et François I^{er} suivent son exemple, et ce dernier entretient à Fontainebleau une véritable colonie d'artisans italiens.

(1) De nombreux privilèges leur étaient accordés : ils étaient exempts, ainsi que leurs femmes et leurs enfants, du droit d'aubaine et de toutes les contributions diverses (tailles, aides, etc.,) alors en vigueur.

Plus tard encore, en même temps que quelques célèbres architectes, peintres et sculpteurs flamands, italiens, espagnols, Louis XIV et Colbert appellent de l'étranger des Hollandais pour développer la fabrication du drap et le travail des cuirs ; des Vénitiens pour les verreries et les dentelles ; des Hollandais encore, des Italiens et des Allemands pour l'ameublement et la tapisserie ; des Saxons pour la fabrication du fer blanc.

Sous Louis XV et Louis XVI, de nombreux ébénistes d'art et des plus célèbres : Beneman, Molitor, Riesener, Weisseler, etc... viennent d'Allemagne et des Pays-Bas. Une partie de ces artisans ne retournèrent pas à l'étranger, mais firent souche chez nous.

Au XIX^e siècle, de nombreux spécialistes étrangers furent également appelés en France pour le meilleur profit de notre grande industrie, dont ils secondèrent utilement l'essor. A partir du milieu environ du siècle dernier, ce ne sont plus seulement des spécialistes rares, mais des ouvriers ordinaires et même des manœuvres, que notre industrie demande à l'étranger parce qu'elle ne trouve plus sur place des travailleurs en assez grand nombre.

6° Les répercussions des troubles politiques à l'étranger qui amenèrent chez nous à plusieurs reprises un flot important de réfugiés politiques fuyant un pays qui leur devenait par trop inhospitalier.

C'est ainsi qu'après l'échec de chacun des soulèvements nationalistes de la Pologne opprimée en 1830 et 1863, nous vîmes chercher asile en France de nombreuses et parfois illustres familles polonaises dont les descendants se sont très vite francisés.

Ce n'est qu'à partir de 1851 que l'on a relevé la nationalité des habitants dénombrés en France : l'on possède ainsi, depuis cette date, des chiffres précis relatifs au nombre des étrangers. Celui-ci n'a fait que croître jusqu'à la guerre, comme le montre le tableau suivant (1) :

(1) Etabli d'après les données de la Statistique du mouvement général de la population en France.

Date des dénombrements	Population légalé	Etrangers	
		Nombre absolu	Proportion par 100 habit.
1851	35.783.170	379.289	1,06
1861	37.386.313	506.381	1,35
1872	36.102.921	740.668	2,03
1881	37.672.048	1.001.090	2,67
1891	38.218.903	1.130.211	2,97
1901	38.965.945	1.037.778	2,67
1911	39.606.992	1.132.696	2,86

Les principaux éléments de cette immigration de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle sont :

Les Italiens qui se fixent dans tout le Midi, l'Est (principalement la Meurthe-et-Moselle), les régions lyonnaise et parisienne ;

Les Espagnols qui s'établissent dans le Sud-Ouest, puis dans diverses villes plus au Nord ;

Les Belges qui viennent faire la moisson, arracher les betteraves ou travailler dans nos usines du Nord ;

Enfin les Allemands et les Suisses groupés surtout dans nos grandes villes.

Beaucoup de ces étrangers se sont bien assimilés, et nombreux ont été ceux de leurs descendants qui, mobilisés ou engagés volontaires pendant la guerre dans nos rangs, s'y sont brillamment conduits.

Immigration libre et immigration organisée.

Les premières réalisations de recrutement collectif sélectionné.

Si intéressante que pourrait être une histoire de l'immigration étrangère en France — qui nécessiterait l'accumulation de nombreuses monographies régionales — il n'entre pas dans notre dessein d'en esquisser même les grandes lignes.

Sauf quelques rares exceptions, il ne s'est agi d'ailleurs, pendant des siècles, que d'immigration libre déterminée seulement par le jeu de circonstances fortuites ou le bon plaisir des migrants.

Or, c'est l'étude de l'immigration organisée, c'est-à-dire de l'ensemble des opérations d'embauchage contractuel sélectionné et de répartition contrôlée de travailleurs étrangers, que nous voulons seule poursuivre.

Cette immigration a le plus souvent un caractère collectif et vise au transfert de masses ouvrières importantes.

Elle s'oppose donc à l'immigration libre qui est celle d'éléments divers, arrivant spontanément, individuellement ou par tout petits groupes, pour voyager ou s'établir là où il leur plaira et comme il leur plaira.

Le type de l'immigration libre est celle du touriste ou des commerçants étrangers qui se fixent pour un temps plus ou moins long dans la ville de leur choix. C'est encore celle des ouvriers saisonniers qui viennent, et venaient surtout avant la guerre, sans contrat et sans subir aucun contrôle, travailler quelques mois dans une région, puis s'en retournaient chez eux, pour revenir ailleurs l'année suivante.

L'immigration organisée qui tend, comme nous le verrons, à se substituer de plus en plus à l'autre, n'est pas cependant, en ses principes tout au moins, aussi nouvelle qu'on pourrait le croire.

On en retrouve déjà les premiers éléments dans ce recrutement d'ouvriers étrangers d'élite auquel le gouvernement royal fit procéder à plusieurs reprises, comme nous l'avons indiqué plus haut. Il y avait là un embauchage sélectionné pratiqué dans un but économique bien défini. Peut-être même, et cela semble assez probable, faisait-on signer à ces artisans des contrats spéciaux. Nous manquons malheureusement de détails précis sur la question.

Dans une certaine mesure aussi, le recrutement des mercenaires étrangers constituait une immigration organisée bien qu'elle n'eût pas comme fin immédiate la stabilisation chez nous des individus introduits de la sorte.

Ce n'est toutefois qu'au début du xx^e siècle, que des

propriétaires agricoles et des métallurgistes de l'Est devaient réaliser à peu près simultanément les premières tentatives de recrutement collectif organisé de main-d'œuvre étrangère.

L'agriculture commençait alors à souffrir cruellement du manque de bras, et dans nos régions de grande culture : Somme, Aisne, Oise, départements de l'Est, l'apport des ouvriers saisonniers belges ne suffisait plus à assurer convenablement les récoltes ou l'arrachage des betteraves. Aussi lorsque, en 1906, différentes personnalités de la Pologne autrichienne (Galicie) firent des ouvertures aux associations d'agriculteurs français pour favoriser l'émigration vers notre pays d'ouvriers agricoles polonais, leurs offres furent très bien accueillies (1).

Deux ou trois syndicats de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse décidèrent les premiers de tenter l'expérience de cette nouvelle main-d'œuvre, et quand on fut assuré de trouver le placement d'un premier convoi, celui-ci fut de Galicie dirigé sur la France. Quatre cents Polonais des deux sexes débarquèrent de la sorte à Nancy au printemps de 1907 et furent répartis dans les fermes lorraines.

Le mouvement d'émigration agricole vers la France était amorcé. Il rencontrait beaucoup de faveur auprès de nombreux Polonais et l'approbation officielle des autorités galiciennes. Aussi prit-il une plus grande importance en 1908 et 1909, et diverses agences pri-

(1) Le premier, en Pologne, M. le Député Stapinski conçut l'idée de détourner vers la France une partie des nombreux ouvriers agricoles polonais qui allaient travailler en Allemagne.

Ce projet fut pris en considération et la Diète du Gouvernement autonome de Galicie décida de s'adresser au Gouvernement français, par l'intermédiaire de l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris. Cette dernière fit des propositions au ministère de l'Agriculture, mais la question resta pendante de longs mois, puis le Gouvernement français répondit par une fin de non recevoir.

Les associations privées d'agriculteurs durent alors entreprendre d'organiser elles-mêmes l'immigration. (C. R. de la session générale annuelle de la Société des Agriculteurs de France, 1911, p. 177.)

vées, flairant là une source nouvelle de profits, s'empressèrent d'offrir leurs services aux syndicats agricoles français et recrutèrent pour eux plusieurs milliers d'ouvriers.

Cet embauchage était fait d'après des contrats de travail de modèles très voisins (1) qui précisaient le salaire, les heures de travail, les jours fériés, les retenues que les patrons pouvaient opérer sur le salaire à titre de garantie de la bonne exécution du contrat, et qu'ils rendaient à l'expiration de ce dernier ; les avantages en nature donnés à l'ouvrier et les causes de résiliation. L'employeur payait le voyage par fer de la gare de rassemblement en Galicie (Oswiecim en général) jusqu'au lieu d'emploi en France et donnait en fin de contrat à l'ouvrier une somme égale au prix du voyage de retour.

Malheureusement les agences plus soucieuses de la quantité que de la qualité, envoyèrent en France beaucoup de mauvais éléments. Aussi les syndicats agricoles de Meurthe-et-Moselle (qui avaient chargé la « Fédération des Sociétés agricoles du Nord-Est de la France » de centraliser les demandes), cherchèrent-ils à éliminer ces intermédiaires douteux.

A cette fin, ils entrèrent en relation avec le gouvernement autonome de Galicie, et celui-ci entreprit en 1909 d'organiser lui-même l'émigration. Il chargea donc le « Bureau Intermédiaire du Travail de Galicie » de recruter à Lemberg les ouvriers agricoles désireux d'émigrer vers la France, et envoya à Nancy un délégué officiel : M. Madurowicz, à titre de correspondant du Bureau intermédiaire.

Puis il préféra, dès 1910, confier le fonctionnement de ces nouveaux services à une société fondée spécialement dans ce but et offrant toute garantie : la « Société

(1) M. J. Hitier reproduit intégralement le texte de l'un d'eux dans son article sur « la Main-d'œuvre polonaise et l'Agriculture polonaise », *Revue d'Economie Politique*, n° de janvier-février 1911, p. 90 et suivantes.

Polonaise d'Emigration », présidée par M. Hupka, député à la Diète (1).

Par ailleurs, l'emploi de la main-d'œuvre polonaise se généralisant dans l'agriculture, la Société des Agriculteurs de France s'occupait à son tour de la question et fondait le « Syndicat français de la main-d'œuvre agricole », dont le but principal était l'organisation de l'immigration polonaise (2).

Parallèlement, fonctionna pendant quelque temps un « Syndicat Mutuel Français des Agriculteurs et Industriels Agricoles » qui poursuivait le même but. Puis ces deux sociétés prononcèrent leur dissolution pour constituer ensemble, au début de 1912, un organisme plus important : « la Société Nationale de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole » destiné à s'occuper non seulement de placement, mais de tout ce qui concerne la main-d'œuvre agricole.

C'est donc entre la Société Polonaise d'Emigration et les groupements français dont nous venons de parler que furent établis de nouveaux modèles de contrats mieux étudiés que les premiers (3).

Ils prévoyaient notamment la rémunération des travaux à la tâche, et l'ouvrier était engagé à exécuter fidèlement jusqu'au bout son contrat par des mensualités plus fortes à la fin qu'au début. S'il renouvelait son engagement au bout d'un an, il recevait un salaire plus élevé. Son voyage continuait à être payé par l'em-

(1) De son côté, M. Skolyszewski, chef du parti populaire, se mettait en rapport, de sa propre initiative, avec certains agriculteurs français pour placer des ouvriers agricoles polonais en France.

(2) Il encourageait en même temps la création, en France, par Mme la Comtesse Zamoyska, d'une « Société de protection de l'ouvrier polonais en France », qui se proposait de venir en aide aux immigrants polonais et d'aplanir les nombreuses difficultés surgissant entre employeurs français et ouvriers galiciens et que la différence de langue amplifiait singulièrement.

(3) Le texte de ces contrats a été donné *in extenso*, en 1911, par M. Numa Raffin, dans un rapport au ministère du Travail, sur « Le Placement et l'Immigration des Ouvriers Agricoles Polonais en France ». Imprimerie Nationale, Paris, 1911.

ployeur. Tout litige entre employeur et ouvrier devait être tranché par trois arbitres désignés par la Chambre Syndicale de l'Agriculture, la Société de Protection de l'Ouvrier Polonais en France et la Société des Agriculteurs de France. Le recrutement se poursuivait dès lors régulièrement dans des conditions plus satisfaisantes, et M. Souchon (1) a estimé que l'immigration polonaise a donné, pour chacune des années 1910, 1911 et 1912, environ 6.000 travailleurs à nos campagnes.

C'était là un résultat des plus intéressants. Par malheur, la plupart de ces étrangers ne respectaient pas leurs contrats et quittaient leurs patrons avant l'expiration du terme convenu ; d'où nombreuses récriminations contre la main-d'œuvre polonaise, qui de son côté se plaignait vivement de ce que les employeurs ne tenaient pas leurs engagements.

Il paraît certain que de part et d'autre il y eut des plaintes fondées ; cependant les causes principales des nombreux déboires qui marquèrent ces premières tentatives d'immigration collective organisée semblent bien avoir été :

1° Le défaut de sélection professionnelle, celle-ci étant pratiquée d'une façon beaucoup trop superficielle au départ ;

2° L'intervention mercantile de nombreuses agences douteuses qui ne virent dans cette immigration qu'un simple déplacement de « marchandise humaine » propre à leur rapporter de sérieux bénéfices ;

3° Les difficultés particulières très réelles créées par la différence de langue et d'habitudes. Les employeurs et les camarades de travail des ouvriers polonais ne respectèrent pas toujours assez, notamment, leurs traditionnelles pratiques religieuses. Ces derniers souffrirent aussi de leur isolement, éparpillés qu'ils étaient en France, pays de petite propriété, alors qu'en Allemagne

(1) « La Crise de la Main-d'Œuvre Agricole en France », Paris, 1914, pages 48 à 58.

on les groupait souvent par équipes de vingt, trente ou cinquante.

Pour toutes ces raisons, l'immigration agricole polonaise paraît s'être ralentie en 1913 et 1914 et n'a certainement pas donné tout ce que l'on en attendait. Néanmoins, l'agriculture française avait réussi à introduire environ 20.000 travailleurs et réalisé une expérience pleine d'intérêt.

Un autre effort, non moins remarquable que celui des agriculteurs, fut poursuivi par le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle à partir de 1908 pour développer et organiser l'immigration ouvrière italienne dans la région de Briey-Longwy.

Depuis quelques années déjà, l'essor rapide de la grande industrie minière et sidérurgique dans ce bassin avait attiré beaucoup d'étrangers et surtout des Italiens. Ces derniers, constituant une bonne main-d'œuvre, étaient recherchés, et les principales Compagnies de la région envoyaient à Chiasso, importante gare frontière italo-suisse, des agents chargés d'embaucher et de convoier les émigrants italiens qui s'y présentaient en quête de travail. Mais ces agents se faisaient concurrence et perdaient parfois en route une notable partie de leurs recrues.

Le besoin se faisait donc sentir de régulariser ce recrutement. Ce fut le rôle assigné au service de recrutement collectif que fonda en 1911 le Comité des Forges et Mines de Fer de Meurthe-et-Moselle.

Au nom de ce Comité, le directeur du service de recrutement, le regretté colonel Couturier, entama aussitôt avec le Commissariat Italien de l'Emigration, des négociations qui aboutirent à la signature d'un accord provisoire le 7 décembre 1911.

Cet accord avait surtout pour objet de garantir l'égalité de traitement (réalisée d'ailleurs en fait antérieurement) entre les ouvriers français et les ouvriers italiens employés en Meurthe-et-Moselle. Il devait avoir

pour complément l'octroi au Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle d'une licence de recrutement en Italie. Mais, l'accord une fois conclu, le commissaire général de l'Immigration, M. Di Fratta avisait le colonel Couturier qu'il ne croyait pas pouvoir lui délivrer immédiatement une licence définitive en raison : « de la grande diffusion des maladies syphilitiques dans les « masses ouvrières du bassin de Meurthe-et-Moselle et « aussi du nombre élevé d'accidents du travail survenant dans les mines de cette région ». Il acceptait cependant que le Comité recrutât en Italie pendant l'année 1912 ; mais cette autorisation provisoire serait retirée si au bout d'un an il n'avait pas été pris, dans le bassin minier, les mesures les plus urgentes pour combattre les maladies vénériennes et diminuer le nombre des accidents du travail. Le recrutement des mineurs italiens se poursuivit régulièrement en 1912. Les ouvriers embauchés après examen médical, étaient munis d'un contrat de travail individuel — dont les clauses avaient été approuvées par les autorités italiennes — puis dirigés sur Nancy par la Suisse et l'Allemagne.

Durant cette même année, les sociétés minières et métallurgiques avaient intensifié la réalisation de leur programme de constructions de maisons ouvrières salubres, de postes de secours et d'hôpitaux dotés de tous les perfectionnements modernes. Ils avaient obtenu de l'administration préfectorale la nomination d'une commission d'hygiène comprenant, avec les représentants du Comité, les maires de toutes les communes du bassin de Briey et de Longwy et cette commission, après étude des questions complexes qui lui étaient soumises, avait pris un certain nombre de décisions immédiatement appliquées. C'est ainsi que deux « bureaux d'hygiène » furent créés à Briey et à Longwy, qu'un règlement sanitaire fut édicté dans chaque commune et que la surveillance de la prostitution devint beaucoup plus sévère.

Aussi après une enquête personnelle de l'attaché d'émigration à l'ambassade d'Italie à Paris, M. Robert Pi-

not (1), était avisé le 1^{er} février 1913 que l'autorisation de recruter de la main-d'œuvre en Italie était accordée en principe au Comité des Forges et Mines de fer de Meurthe-et-Moselle, mais que le Commissariat de l'Emigration désirait qu'un représentant autorisé du Comité vienne à Rome sans tarder afin d'arrêter avec lui les conditions auxquelles serait soumise cette autorisation. De nouvelles négociations s'ouvrirent donc à Rome en mars 1913 ; mais il apparut très vite que certaines conditions, auxquelles le Gouvernement italien entendait subordonner l'octroi d'une licence définitive, étaient difficilement acceptables. C'est ainsi, par exemple, que le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle aurait dû s'engager à ce que tous les règlements miniers soient soumis au Commissariat italien de l'Emigration ou à son représentant, le consul d'Italie à Nancy. Il aurait fallu accorder aux agents consulaires italiens le droit de visiter à leur gré les chantiers où travaillaient des ouvriers de leur nationalité ainsi que leurs logements. Le projet italien précisait de plus que le Comité devait reconnaître la juridiction italienne pour tous les actes de son service de recrutement, non seulement en Italie, mais aussi à l'étranger : en Suisse, en Allemagne et même en France. Enfin le Commissariat exigeait que l'on accordât aux ouvriers italiens émigrants spontanés, se présentant d'eux-mêmes à l'embauchage en France, toutes les garanties données aux ouvriers recrutés sur le territoire de la péninsule, y compris la protection des tribunaux italiens en cas de différends sur les conditions d'embauchage.

M. Pinot fit observer, avec beaucoup de fermeté, que s'il ne faisait aucune difficulté pour reconnaître au Gouvernement italien le droit d'imposer au Comité toutes les prescriptions qu'il jugeait nécessaires, en ce qui concerne le fonctionnement, sur son propre territoire, du

(1) Secrétaire Général du Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle et Délégué Général du Comité des Forges de France.

service de recrutement, il lui était impossible d'admettre qu'un patron français puisse être justiciable de tribunaux italiens pour certains actes exécutés en France ou qu'il soit amené à modifier le règlement intérieur de son exploitation selon les instructions d'un fonctionnaire italien. Il ne lui appartenait pas non plus de reconnaître aux Consuls italiens des droits dépassant les prérogatives consulaires fixées par la loi et les coutumes internationales, droits qui auraient constitué un précédent d'autant plus dangereux que les mines de Meurthe-et-Moselle employaient de nombreux Alsaciens-Lorrains sujets allemands.

L'entente ne put donc se faire et les pourparlers furent suspendus. Peut-être le Commissariat italien de l'Emigration aurait-il abandonné quelques-unes de ses prétentions si, peu de temps après, une mine de fer de Normandie : la Compagnie des Mines de Soumont, pressée par un besoin urgent de main-d'œuvre, n'avait cru pouvoir faire « cavalier seul » et obtenu une licence de recrutement en acceptant toutes les conditions italiennes.

La situation devenait délicate pour les mines du bassin de Briey qui saisirent officiellement le Gouvernement français de la question en lui exposant les difficultés particulières auxquelles elles se heurtaient. L'on était au début de 1914 et l'activité du service de recrutement des Forges de l'Est continuait à s'exercer, à titre provisoire seulement, en Italie ; mais d'autres négociations poursuivies sur un plan nouveau, paraissaient s'imposer à brève échéance lorsque la guerre européenne éclata.

L'initiative du Comité de Meurthe-et-Moselle n'avait donc pas abouti complètement, elle avait néanmoins permis d'introduire en France quatre à cinq mille mineurs italiens, dans d'excellentes conditions de régularité et d'économie. Son organisme d'exécution : le service de recrutement collectif avait eu à mettre au point

des questions de sélection professionnelle et médicale, d'établissement de contrat, de transports collectifs, de répartition et même de rapatriement fort délicates. Son expérience, et tout particulièrement celle du colonel Couturier, devait être précieuse lors de la reprise de l'immigration italienne en France en 1916 puis en 1919. Enfin, les pourparlers menés avec tant de tact, de fermeté et de sens de l'intérêt national par M. Robert Pinot, avaient amené l'Italie à préciser ouvertement ses prétentions. Elles ne devaient plus surprendre ceux de nos représentants officiels qui allaient les rencontrer de nouveau et les repousser avec la même énergie, soit pendant la guerre, soit au moment de la conclusion du traité de travail de 1919.

Le développement continu de l'immigration libre au cours du XIX^e siècle et les premiers essais de recrutement organisé eurent pour résultat d'accroître considérablement le nombre des étrangers établis en France.

Le dernier recensement d'avant guerre, celui de 1911, donne en chiffres ronds :

1.130.000 étrangers résidant en France, soit pour une population légale de 39.600.000 âmes, une proportion de 2,86 % d'étrangers.

Au 1^{er} janvier 1914 il y avait une population étrangère totale de 1.732.868 (1) représentant 4,3 % de la population totale.

Il est intéressant de rappeler comment se répartissaient ces étrangers par nationalité et par profession. C'est ce qu'indiquent pour 1911 les deux tableaux suivants (2) d'où il résulte que cinquante pour cent environ des étrangers avaient été inscrits officiellement comme « travailleurs » (3).

(1) J. O. du 11 novembre 1925, p. 3.672.

(2) Donnés par M. E. Gauthier dans son livre sur « Le Marché du Travail en France », pp. 71 et 72, d'après les chiffres de la statistique générale (recensement de 1911).

(3) La seconde moitié comprenant les membres des familles de ces travailleurs et quelques milliers de touristes ou de rentiers.

Nationalités.

Etrangers, employés ou ouvriers, des deux sexes :
528.591 dont :

Italiens	204.213
Belges	132.934
Espagnols	45.768
Allemands	55.321
Suisses	35.109
Anglais	12.641
Luxembourgeois	10.453
Russes	9.512
Autrichiens	7.294
Hongrois	1.041
Autres nationalités et nationalités non déclarées.....	14.305
Total	528.591

Professions.

Extractions, Industries et transports	335.471
Agriculture	54.525
Commerce	51.154
Professions libérales.....	13.979
Enseignements et Administration	7.545
Domestiques (y compris 58.371 femmes) pour les deux sexes.	65.917
Ensemble	528.591

*La guerre de 1914-1918
et l'organisation d'une immigration contrôlée
de main-d'œuvre étrangère.*

Le bouleversement économique que déclancha en Europe la série de déclarations de guerre d'août 1914 se traduisit pour nous, en particulier, par l'immédiate nécessité d'accroître, dans des proportions énormes, l'activité de la plupart de nos industries en maintenant autant que possible la production agricole. Or, à ce même mo-

ment, la partie la plus importante et la plus active de la population mâle était appelée sous les drapeaux et beaucoup de travailleurs étrangers (mineurs italiens de Briey, par exemple), retournaient chez eux ou étaient internés comme sujets ennemis.

Dès le début de la guerre se posa donc une très angoissante question de main-d'œuvre (à laquelle s'ajoutait le difficile problème du ravitaillement de notre industrie en matières premières).

L'afflux de nombreux réfugiés de Belgique et du département du Nord auxquels autorités régionales, grandes associations patronales, œuvres privées, s'efforcèrent de trouver un emploi (1), permit de boucher quelques trous mais cela ne pouvait suffire.

Le Ministère de la Guerre et son Sous-Secrétariat d'Etat de l'Artillerie et des Munitions (plus tard érigé en Ministère de l'Armement), puis le Ministère de l'Agriculture pensèrent donc, tout naturellement, à faire appel aux travailleurs de nos colonies et de certains pays étrangers voisins.

Au Ministère de la Guerre fut créé, à cette fin, dès le début de 1915, un « Service des Travailleurs Coloniaux », rattaché à la Direction des Troupes Coloniales. Ce service fut chargé de recruter, d'introduire et d'organiser en France les contingents Nord-Africains, Indo-Chinois et Malgaches que nos possessions d'outre-mer pouvaient mettre à la disposition de la métropole. Il ne s'agissait pas là d'étrangers à proprement parler et c'est pourquoi nous n'insisterions pas sur son activité, s'il ne s'était occupé aussi de recruter des ouvriers chinois dont il réussit en quatre ans à introduire un peu plus de

(1) Initiatives coordonnées assez rapidement par la création, à Paris, le 26 octobre 1914, sous la direction des ministères de l'Intérieur et du Travail, de « l'Office Central de Placement des Chômeurs et Réfugiés » d'où devait sortir, plus tard, « l'Office Central de Placement » du ministère du Travail.

36.000 en France (1). Le recrutement sur place fut organisé, après accord avec le Gouvernement chinois, par une mission militaire dirigée par le lieutenant-colonel Truphil, du cadre de réserve. Cette mission ne recrutait d'ailleurs pas directement mais par l'intermédiaire de syndicats constitués par diverses personnalités chinoises qui, moyennant rétribution, se chargeaient de tout (transports, hébergement, etc.), sauf des opérations d'examen médical d'habillement et du voyage par mer (2).

L'ouvrier qui désirait se faire embaucher était soumis à une visite médicale. S'il était accepté, il signait un contrat (de cinq ans pour les manœuvres, quatre ou deux ans pour les spécialistes), puis, après différentes mesures d'hygiène, il était embarqué muni de ce contrat et d'un livret individuel d'identité, à destination de Marseille.

A Marseille avait été établi un important « dépôt de travailleurs coloniaux » qui recevait ces Chinois et procédait :

1° A une nouvelle visite médicale ayant pour but de déterminer l'aptitude de chaque ouvrier à supporter le climat et les fatigues des divers travaux auxquels il pouvait être employé ultérieurement. Les ouvriers dont l'état général laissait à désirer, étaient mis en observation et ne quittaient le dépôt que lorsqu'ils étaient reconnus capables de travailler et non susceptibles de propager une épidémie.

Ceux qui étaient atteints d'une maladie endémique ou contagieuse, étaient isolés et réembarqués dans le plus bref délai.

(1) Notons seulement que de 1914 à fin 1918, il recruta, en chiffre ronds, outre les 36.000 Chinois :

78.500 Algériens,
18.000 Tunisiens,
35.500 Marocains,
4.500 Malgaches,
49.000 Indo-Chinois.

Nogaro et Weil. — *La Main-d'Œuvre Etrangère et Coloniale pendant la guerre*, p. 25.

(2) Au sujet de ces syndicats recruteurs, voir Nogaro et Weil : Chap. II.

2° A l'application de toutes les mesures de désinfection et de propreté jugées utiles au point de vue de l'hygiène.

3° A l'immatriculation des travailleurs et à leur classement suivant leurs aptitudes professionnelles, puis à la constitution des divers groupements et à leur envoi dans les établissements employeurs désignés, après distribution d'effets d'habillement.

4° A l'administration des ouvriers dirigés pour une cause quelconque, au cours de leur contrat, sur le dépôt de Marseille et, le cas échéant, à leur envoi, le moment venu, sur un centre de travail, ainsi qu'au rapatriement des ouvriers à l'expiration de leur contrat d'engagement ou pour toute autre cause.

Le contrat des travailleurs chinois spécifiait que leur salaire devait être égal au salaire normal et courant de l'ouvrier européen de même catégorie et de même profession travaillant dans le même établissement ou la même région. Il fixait les droits et obligations de ces ouvriers ainsi que les sanctions qu'ils pouvaient encourir, sanctions assez légères d'ailleurs (blâmes, amendes, mutations), puisqu'ils n'étaient pas militarisés comme la plupart des autres ouvriers coloniaux.

Les garanties qu'il donnait à l'ouvrier et les différentes prescriptions d'ordre qui s'imposaient étaient détaillées dans un « Cahier des charges des clauses et conditions relatives à la mise à la disposition d'industriels de la main-d'œuvre chinoise ». Ce cahier des charges réglait :

La durée du travail : dix heures, sauf dans les exploitations où la législation française fixait une durée moindre ;

Le salaire en espèces, égal à celui de l'ouvrier européen de même catégorie dans l'établissement ou la même région, avec un minimum de base de 5 francs. Sur ce salaire l'ouvrier cédait par jour 0 fr. 25 pour les vêtements et chaussures qui lui étaient fournis par l'administration de la Guerre, et 0 fr. 25 pour les frais de ma-

maladie et l'assurance en cas de décès; ainsi qu'une somme variable (1 fr. 75 minimum) pour la nourriture et le logement, si ceux-ci étaient assurés par l'employeur ;

Les prestations en nature : habillement, couchage et nourriture s'il y avait lieu ;

Le traitement en cas de maladie ordinaire (l'ouvrier étant soigné les premiers jours aux frais de l'employeur puis hospitalisé, si besoin était, aux frais du Service des travailleurs coloniaux), et en cas d'accident du travail (application de la loi du 9 avril 1898) ;

Les versements que les employeurs devaient effectuer en vertu de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes (alors cependant que les chinois, contrairement aux coloniaux à statut civil, n'étaient pas appelés à bénéficier des dispositions de cette loi) ;

Le rôle des interprètes qui devaient servir de liaison entre l'employeur et les chefs d'équipe chinois ;

Le contrôle qui pouvait être exercé par les agents du Service des travailleurs coloniaux, les officiers du Service des forges et les contrôleurs de la main-d'œuvre étrangère ;

Le retrait et le remplacement d'ouvriers si le Service des travailleurs coloniaux le jugeait nécessaire.

En acceptant par écrit les dispositions de ce cahier des charges, l'employeur s'engageait, en outre, à verser à l'Etat, comme contribution aux dépenses engagées pour le recrutement des travailleurs chinois, une somme de 1 fr. 50 par journée de travail effectif d'ouvrier ou d'interprète, de 1 franc par demi-journée (redevance ramenée à 1 fr. 25 pour les travailleurs ayant renoncé au bénéfice de l'abonnement à l'habillement). Par contre, la somme de 0 fr. 50 (ou 0 fr. 25), cédée par l'ouvrier, pour les frais médicaux, l'assurance-décès et l'habillement s'il y avait lieu, restait acquise à l'employeur.

Cette main-d'œuvre revenait donc assez cher aux industriels puisque, payée au même taux que la main-d'œuvre française, elle donnait lieu à une redevance à l'Etat de 1 fr. 25 au minimum par jour et par tête. Elle

fut néanmoins très utile et les premiers contingents surtout fournirent d'excellents spécialistes de la métallurgie.

Grâce à la sélection sanitaire sévère et à l'encadrement sérieux de ces asiatiques, on évita les épidémies et les troubles sociaux que l'on pouvait redouter.

De son côté, dès le début de 1916, le Service Ouvrier du Sous-Secrétariat d'Etat de l'Artillerie et des Munitions (1), à la tête duquel avait été placé M. Nogaro (2), entreprenait un effort systématique de recrutement ordonné de main-d'œuvre étrangère européenne et s'adressait à quatre sources principales : Italie, Grèce, Portugal, Espagne.

En mai 1916 un accord de principe était signé par ses soins avec le Commissariat Royal Italien de l'Emigration et un premier contingent de travailleurs italiens arrivait en juillet. Le recrutement était opéré par le Commissariat Royal pour les demandes collectives et lui seul accordait ou refusait le passeport aux ouvriers désireux de s'expatrier individuellement. L'employeur qui voulait de la main-d'œuvre italienne devait signer une formule de demande, base type de contrat collectif, qui contenait les indications précises quant au salaire (égal à celui de l'ouvrier français), au travail demandé à l'ouvrier et à la protection de celui-ci. C'était lui qui devait payer le voyage complet du sujet ainsi recruté.

Une grosse difficulté fut d'arriver à faire abandonner par l'Italie sa prétention d'exiger l'insertion dans ces demandes d'une clause autorisant les Consuls Italiens ou Inspecteurs de l'Emigration à visiter les établissements des employeurs et à imposer leurs « bons offices » pour le règlement des conflits individuels ou collectifs

(1) Plus tard, Service de la Main-d'Œuvre Etrangère du ministère de l'Armement et rattaché au ministère du Travail, en octobre 1917.

(2) L'actuel professeur d'Economie Politique à la Faculté de Droit de Paris, et député des Hautes-Pyrénées, ancien ministre de l'Instruction publique.

entre patrons français et ouvriers italiens (1). Prétention inadmissible car elle aurait conduit à instituer une sorte de juridiction arbitrale étrangère à laquelle les employeurs français auraient dû se soumettre sur leur propre territoire et aurait établi un précédent des plus dangereux.

Grâce à la création au Service de la main-d'œuvre étrangère d'une équipe de contrôleurs interprètes, l'on put faire admettre que les autorités italiennes se contenteraient de signaler leurs desideratas à l'autorité française compétente, seule autorisée à intervenir auprès de ses nationaux en cas de litige (2).

Ce recrutement ne donna pas tout ce qu'on aurait pu en attendre car, d'après les statistiques du ministère de l'Armement, il n'entra ainsi en France, pendant la guerre que 3.300 travailleurs italiens (3).

Des Grecs furent « importés » en France de juillet 1916 au début de 1918, au nombre total de 25.000 environ (dont le plus grand nombre de juillet à octobre 1916). C'étaient, pour la plupart, des réfugiés venant des territoires envahis par les Bulgares ou les Turcs. Aménés à Marseille (où un dépôt spécial avait été aménagé pour les recevoir) par les bateaux ravitailleurs de

(1) Un décret italien du 2 mai 1915 sur l'émigration spécifiait en effet (art. 7) que quiconque entendait procéder à l'enrôlement d'ouvriers italiens pour l'étranger, devait présenter au Commissariat de l'Emigration une demande, en double exemplaire, reconnaissant entre autres obligations celle « de ne pas refuser les bons offices que le Consul italien de la circonscription, ou les fonctionnaires du Commissariat de l'Emigration, offriront pour aplanir les différends entre les patrons et les ouvriers enrôlés ».

(2) Il fut aussi admis par esprit de conciliation que des membres, spécialement désignés à cet effet, de la Commission militaire italienne de Ravitaillement qui fonctionnait alors à Paris, seraient autorisés à visiter les établissements employant de la main-d'œuvre italienne « dans la mesure nécessaire pour se rendre compte des conditions de travail et de l'installation du personnel ».

Mais ces membres ne pouvaient visiter les usines qu'accompagnés d'un officier français ou d'un chef de service de l'établissement, destinés à limiter strictement leur enquête aux buts définis plus haut.

(3) 5.500 d'après le *Bulletin du Ministère du Travail*, N° de janvier-février 1920.

l'armée d'Orient qui revenaient vides de Salonique, ils furent placés dans les usines de guerre et les ateliers de l'Intendance avec un contrat d'embauchage établi par le Service de la main-d'œuvre étrangère. Ce contrat garantissait à l'ouvrier grec le même salaire qu'à l'ouvrier français et la même protection quant aux dispositions de notre législation sociale.

Une prime de fin de contrat légèrement supérieure au prix du voyage de retour lui était accordée au bout de six mois. L'employeur versait au Service de la main-d'œuvre étrangère 70 francs pour remboursement des frais d'introduction.

Le recrutement portugais fut commencé en octobre 1916 après la négociation d'un accord avec le gouvernement de Lisbonne, accord particulièrement intéressant puisqu'il autorisait la sélection avant le départ, par une mission française.

Les travailleurs portugais munis d'un contrat (1) de six mois renouvelable, leur accordant des garanties sensiblement identiques à celles des grecs, étaient dirigés sur les établissements employeurs aux frais de ces derniers après passage au dépôt de Bayonne spécialement installé à cette fin.

Au début, par suite d'une sélection insuffisante, il y eut quelques mécomptes ; mais, grâce à l'intervention des contrôleurs interprètes de langue portugaise, les mesures nécessaires furent prises, et à l'armistice l'on avait introduit environ 20.000 Portugais dans les usines françaises.

Enfin le Service de la main-d'œuvre étrangère s'occupa aussi du recrutement espagnol. Celui-ci ne pouvait se faire dans le pays même, l'Espagne s'y opposant complètement. Mais, comme au début de 1917 de nom-

(1) Le texte des contrats portugais et espagnols a été reproduit en annexe par M. Ripert dans son ouvrage *Le Contrat de Travail et la Main-d'Œuvre Étrangère en France*, Marseille, 1921.

breux Espagnols passaient la frontière à Cerbère, à l'instigation d'agents recruteurs clandestins qui tiraient des profits lucratifs de leur opération, se faisant rétribuer à la fois par l'ouvrier placé et par l'employeur, un bureau officiel de main-d'œuvre fut installé en ce lieu afin de régulariser et de mieux répartir cette immigration. Il donna d'excellents résultats, mais des journaux espagnols s'étant émus de l'intensité de l'émigration par ce point, obtinrent que la frontière fut fermée pendant un mois (avril 1917). L'immigration se poursuivit d'ailleurs par d'autres passages, et finalement fut créé à Perpignan un « Bureau d'Immigration » avec centre de visite et d'hébergement analogue à celui de Bayonne. Mais le ministère de l'Armement dut bientôt abandonner cette source de recrutement au ministère de l'Agriculture pour ses propres besoins, l'Espagne ne fournissant d'ailleurs que fort peu d'ouvriers d'industrie.

De la sorte, il ne fut envoyé aux usines de guerre que relativement peu d'Espagnols (1), munis d'un contrat analogue aux contrats portugais et grecs, mais ne leur assurant cependant pas comme à ceux-ci la protection complète des lois ouvrières françaises. Aucune prime de fin de contrat n'était prévue. Les employeurs devaient verser au Service de la main-d'œuvre étrangère 30 francs par tête pour remboursement forfaitaire des frais d'introduction.

En dehors de ces grandes sources, le Service de la main-d'œuvre étrangère put recruter pour les usines de guerre quelques milliers (13.000 environ) d'étrangers divers (Monténégrins, Polonais, Suédois, etc...).

Soucieux de maintenir autant que possible en France une production agricole normale (2), le ministère de

(1) 20.000 d'après M. Nogaro (*Revue d'Economie Politique*, octobre 1920). — 15.000 d'après le *Bulletin du Ministère du Travail*, N° de janvier-février 1920.

(2) Plus nécessaire que jamais pour le double ravitaillement de la population civile et des armées.

l'Agriculture eut à s'occuper lui aussi de bonne heure de questions de main-d'œuvre.

Un « Office National de la Main-d'Œuvre Agricole » fut créé en 1915 et remplacé, ou plus exactement doublé, en 1917 par un Service de la Main-d'Œuvre Agricole, à la tête duquel fut placé M. Brancher, qui organisa de nombreux bureaux-frontières (Modane, Marignac-Saint-Béat, Hendaye, etc.) et intensifia le recrutement espagnol et portugais.

Voici ce que donnèrent ces derniers de 1915 à 1919 (1) :

ESPAGNOLS ET PORTUGAIS				
	Hommes	Femmes	Enfants	Total
1915...	9.814	2.755	1.892	14.461
1916...	36.141	6.849	5.596	48.586
1917...	36.883	6.897	3.530	47.310
1918...	29.034	5.310	1.745	36.089
	111.872	21.811	12.763	146.446

2.000 Italiens environ furent également recrutés pour l'agriculture.

Au total, un peu plus de 200.000 travailleurs européens furent introduits en France de 1915 à 1918 par les soins des divers services intéressés et répartis dans l'industrie ou l'agriculture.

L'effort avait donc été considérable. Il avait surtout permis de mettre sur pied toute une organisation de réception et de contrôle aux frontières, qui subsiste encore à peu de chose près, et d'arrêter les grandes lignes suivant lesquelles devait se développer plus tard notre politique d'immigration.

En effet, pour la première fois, l'on avait réellement pratiqué un recrutement sélectionné et une répartition

(1) D'après les statistiques officielles reproduites dans *La Main-d'Œuvre Agricole*, N° de mai 1923.

contrôlée de main-d'œuvre étrangère. Sans doute, pressé par la nécessité, l'on avait dû exploiter au maximum les possibilités qui s'étaient offertes, mais la sélection professionnelle et la sélection sanitaire avaient été au moins ébauchées, et même sérieusement pratiquées pour les recrutements chinois et portugais.

Les difficultés d'ordre diplomatique, celles d'ordre plus terre à terre rencontrées dans l'organisation pratique des transports et de la répartition, avaient utilement attiré l'attention sur la complexité de ces questions en même temps qu'elles servaient d'enseignement pour l'avenir.

L'organisation des contrôleurs interprètes qui subsiste, malheureusement trop réduite, a montré comment on pouvait assurer pratiquement la surveillance des conditions d'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Enfin et surtout la rédaction de contrats-types aux clauses très semblables avait permis d'imposer définitivement le principe de l'égalité de salaire, base essentielle de toute entreprise d'immigration ouvrière, ainsi que l'égle durée du temps de travail et le plus souvent aussi l'égle protection des lois sociales.

Depuis, il a été nécessaire de préciser, d'adapter en complétant ; mais les bases étaient posées, et c'est ce qu'il convient de bien remarquer pour apprécier l'importance de l'œuvre réalisée pendant ces années de guerre.

Ajoutons, enfin, que le Service de la main-d'œuvre étrangère au ministère du Travail et celui de la main-d'œuvre agricole, au ministère de l'Agriculture, créés en pleine guerre et organisés l'un par MM. Nogaro puis Oualid, l'autre par M. Brancher, ont été conservés et restent, le premier surtout, les instruments essentiels du contrôle administratif de l'immigration en France.

BIBLIOGRAPHIE

- BRUNHES. — *La Géographie Humaine*. - T. I. de l'*Histoire de la Nation Française*, publiée sous la direction de M. Hano-taux, Paris, 1923.
- PIC. — *Traité élémentaire de Législation Industrielle*, 5^e édition. Paris-Rousseau, 1922 (Chapitre II).
- NUMA RAFLIN. — *Le placement et l'immigration des ouvriers agricoles polonais en France*, Rapport à M. le ministre du Travail. Paris, 1911. Imprimerie Nationale.
- SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE. — *Compte-rendu des sessions générales annuelles de 1910, 1911 et 1915*.
- B. NOGARO et L. WEIL. — *La Main-d'Œuvre Etrangère et Coloniale pendant la Guerre*. Publication de la dotation Carnégie. Les Presses Universitaires de France, Paris, 1926.
- B. NOGARO. — *L'Introduction de la Main-d'Œuvre étrangère pendant la Guerre*. Revue Politique et Parlementaire, numéro de novembre-décembre 1920.
- MINISTÈRE DE LA GUERRE. — *Règlement du 30 mai 1918 sur l'Organisation et l'Administration du Service des Travailleurs Coloniaux*. Lavauzelle, Paris, 1918.
- Joseph LUGAND. — *L'Immigration des Ouvriers Etrangers en France et les Enseignements de la Guerre* (Chapitre II). Thèse, Paris, 1919.
- Henri RIPERT. — *Le Contrat de Travail de la Main-d'Œuvre Etrangère en France* (1^{re} Partie), Thèse, Marseille, 1921.
- E. GAUTHIER. — *Le Marché du Travail en France*. Angers, 1923, Imprimerie du Commerce.
- Paul GUÉRIOT. — *Politique d'Immigration*. Revue Politique et Parlementaire, numéro du 10 juin 1924.
- Divers articles de *La Main-d'Œuvre Agricole*, organe de la Société Française de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole. Années 1923, 1924 et 1925.

CHAPITRE II

LE DÉVELOPPEMENT DE L'IMMIGRATION ORGANISÉE APRÈS LA GUERRE CONVENTIONS D'ÉMIGRATION ET TRAITÉS DE TRAVAIL

La situation de la France après l'armistice de 1918

Pour bien préciser quelle était notre situation économique et démographique au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, il nous paraît nécessaire de rappeler ici quelques chiffres concernant l'étendue des pertes en hommes et des dommages subis par la France du fait de la guerre.

Tués et disparus à l'armistice (1) :

Officiers	37.232
Hommes de troupe :	
Européens	1.272.083
Indigènes de l'Afrique du Nord et colonies	75.000

Total..... 1.384.315

auxquels il faut ajouter au minimum 40 à 50.000 morts de leurs blessures après l'armistice, ce qui porte le total de nos pertes à 1.360.000 hommes en chiffres ronds (les Africains exclus).

De 1914 à 1918, les 77 départements non envahis ont eu un excédent de décès civils sur les naissances de 1.272.735. L'excédent total des décès normaux peut donc sans exagération être évalué à 1.500.000, alors que, sans la guerre, nous aurions eu vraisemblablement un excédent de naissances de 2 à 300.000.

(1) Total armée de terre et armée de mer d'après les statistiques officielles citées par E. Michel, dans son étude sur *La Réparation des Dommages de guerre*.

En résumé, la guerre nous a coûté environ trois millions de vie humaines.

De plus, 800.000 blessés et 690.000 mutilés furent rendus à la vie civile plus ou moins gravement atteints dans leur santé et leur puissance de travail.

Dommmages aux biens :

Superficie envahie ou bombardée : 4.255.089 hectares, sur lesquels 116.794 hectares nécessitaient pour la remise en état du sol des travaux dépassant la valeur de celui-ci.

Nombre d'immeubles d'habitation et de commerce détruits	293.043
Nombre d'immeubles endommagés	500.997

Total	794.040
Nombre d'édifices publics détruits	6.575
— — — endommagés	11.041

Total	17.616
-------------	--------

Nombre d'usines sinistrées et pillées : 22.900.

Enfin 4.800 km. de voies ferrées,

58.700 km. de routes,

6.150 ouvrages d'art,

et 1.036 km. de canaux

étaient à refaire plus ou moins complètement, et il y avait de plus environ 333 millions de mètres cubes de tranchées à combler et 373 millions de mètres carrés de réseaux de fils de fer à enlever.

En résumé, le bilan économique de la guerre pouvait, fin 1918, se résumer comme suit pour notre pays : La partie mâle la plus jeune et la plus robuste, donc la plus productive de la population, était décimée, et si l'Alsace et la Lorraine nous étaient enfin rendues, dix de nos départements les plus riches se trouvaient complètement dévastés.

Or, il nous fallait à toute force produire et travailler pour relever les ruines lamentables qui couvraient nos

régions du Nord et de l'Est, produire encore pour rétablir aussi vite que possible l'équilibre d'une situation financière qui s'annonçait très grave.

Un nouvel effort pour la reconstitution aurait pu être demandé à tous les travailleurs du pays : mais il aurait été, malgré tout, insuffisant, car avec la meilleure volonté, les survivants ne pouvaient remplacer à eux seuls les 1.400.000 victimes adultes de la guerre. D'autre part, aussitôt l'armistice signé, il faut bien reconnaître qu'un immense besoin de vie meilleure et plus douce se fit sentir chez tous. Avec le bel optimisme des victorieux, l'on crut qu'il était possible de se relâcher tout de suite de cet effort héroïque soutenu par la nation entière pendant quatre ans, et l'on mit un peu trop de hâte à faire passer dans la réalité des mesures excellentes par elles-mêmes comme la loi de huit heures, par exemple, mais dont il aurait sans doute été opportun de retarder ou tout au moins de tempérer davantage l'application.

*Conclusion d'accords particuliers avec la Pologne,
l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Belgique.
Esprit de ces conventions.*

Il fallut donc de toute nécessité rechercher des collaborateurs ouvriers à l'étranger, qui seul pouvait nous en fournir.

L'organisation des bureaux frontières et des dépôts de main-d'œuvre étrangère fut maintenue ; l'on chercha même davantage à attirer les travailleurs susceptibles de remplacer les coloniaux, les Chinois et une partie importante des Grecs et Portugais qui repartaient chez eux à fin de contrat.

A la même époque l'Italie, sortie elle aussi victorieuse de la grande lutte, avait la joie de constater que sa population, malgré ses lourdes pertes de guerre, n'avait pas diminué, grâce à sa forte natalité et à la suppression à peu près complète de l'émigration pendant quatre années. Elle avait combattu à nos côtés, et ses nationaux

connaissaient de longue date le chemin de la France. C'est donc avec elle d'abord que furent entamées des négociations ayant pour objet de développer l'émigration d'une partie de sa population ouvrière vers notre pays.

D'autre part, la Pologne tout nouvellement promue au rang d'Etat souverain par la réunion de ses provinces russes, autrichiennes et prussiennes, pouvait nous fournir de forts contingents de travailleurs. Elle envoyait depuis longtemps à l'étranger de nombreux ouvriers agricoles qui, plus que jamais, préféreraient aller en France qu'en Allemagne, et la crise de reconstitution qu'elle traversait poussait beaucoup de mineurs et d'ouvriers d'industrie à émigrer pour fuir le chômage. Avec elle aussi furent engagés des pourparlers menés par des délégués des ministères des Affaires Etrangères, du Travail et de la Reconstitution Industrielle.

Cette double négociation traîna un peu en longueur. L'Italie se rendant compte de notre besoin urgent de main-d'œuvre paraissait se montrer exigeante, et Varsovie, mis sans doute au courant de ses prétentions, ne se pressait pas de conclure.

Néanmoins, le 3 septembre 1919, nous signions avec la Pologne la première « convention d'émigration et d'immigration (1) ».

Quelques jours après, le 30 septembre, notre mission en Italie se mettait définitivement d'accord avec les délégués italiens sur les clauses d'un « traité de travail » plus complet, mais se rapprochant beaucoup de notre accord avec la Pologne (2).

Ce dernier était complété d'ailleurs l'année suivante

(1) Ratifiée par les Chambres le 15 avril 1920, promulguée par décret du 16 juin 1920 (*J. O.* du 27 juin 1920) et entrée en vigueur le 27 juillet 1920 aux termes de l'article 16 de ladite convention.

(2) Approuvé par les Chambres le 10 janvier 1921, promulgué par décret du 25 mai 1921 (*J. O.* du 29 mai 1921) et entré en vigueur dès l'échange des ratifications, soit le 17 mai 1921.

par une convention relative à l'assistance et à la prévoyance sociales à Varsovie le 14 octobre 1920 (1).

En 1920 également, était conclue, le 20 mars, avec la Tchécoslovaquie, une « convention d'émigration et d'immigration » reproduisant à peu près textuellement les clauses de la convention franco-polonaise (2).

Ce sont ces trois conventions, auxquelles devaient s'ajouter plus tard une convention d'assistance du 30 novembre 1921 (3), puis un traité de travail du 24 décembre 1924 avec la Belgique, qui ont jeté les bases internationales essentielles des échanges migratoires entre la France et les pays ci-dessus. Elles méritent à ce titre que nous en définissions les grandes lignes en marquant les principes qui les ont inspirées (4).

Ces principes ne sont d'ailleurs pas entièrement nouveaux ; ils sont, ce qui vaut mieux, le fruit de l'expérience acquise avant et surtout pendant la guerre. Pour la première fois cependant, ils sont affirmés avec beaucoup de netteté et de précision dans des conventions internationales destinées à durer.

La lecture comparée de ces accords permet d'en dégager quatre idées maîtresses qui constituent leur fondement :

1° La France, loin de chercher à entraver l'immigration de travailleurs étrangers sur son territoire, la favorisera en accordant à ces derniers toutes facilités admi-

(1) Ratifiée par les Chambres le 16 mai 1922 et promulguée par décret du 31 mars 1923 (*J. O.* du 5 avril 1923), entrée en vigueur aussitôt après échange des ratifications.

(2) Promulguée par décret du 12 janvier 1921 (*J. O.* du 15 janvier 1921).

(3) Ratifiée le 21 novembre 1923 et promulguée par décret du 21 décembre 1923. (*J. O.* du 27 décembre 1923.)

(4) Pour l'analyse détaillée et comparée des clauses de ces divers traités nous renvoyons aux ouvrages de M. Piganiol. *Le Traité franco-italien du 30 septembre 1919*, et de M. Y. Rodet, *L'Immigration des travailleurs étrangers en France* (2^e partie). Nous ne reproduisons pas le texte de ces accords, maintes fois publiés et bien connus maintenant par l'application journalière qui en est faite.

administratives pour s'établir chez nous et en s'interdisant de leur faire supporter aucune taxe spéciale.

Afin cependant que cette liberté ne risque pas de créer un désordre sur le marché du travail et de nuire à la fois aux intérêts légitimes des travailleurs français et à ceux de la main-d'œuvre étrangère, l'immigration individuelle spontanée, ou collective après recrutement à l'étranger sera contrôlée par la France et le pays d'émigration.

2° Les travailleurs étrangers recevront à travail égal la même rémunération que les nationaux de même catégorie. C'est le principe de l'égalité de salaire déjà inscrit dans nos conventions d'immigration avec l'Italie et le Portugal pour la période de guerre.

3° Les travailleurs étrangers jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et les usages pour ce qui a trait aux conditions d'existence et de travail (notamment aux accidents). Ils peuvent même, tout au moins en ce qui concerne les Italiens et les Belges, faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage en cas de conflits collectifs.

4° C'est l'administration française qualifiée et elle seule, qui est chargée de veiller à l'application des principes énoncés ci-dessus. C'est à elle que seront adressées directement, ou transmises par les autorités diplomatiques ou consulaires compétentes, les réclamations formulées par les travailleurs étrangers. Ce dernier point est important, étant donné ce que nous savons des prétentions italiennes à cet égard avant et pendant la guerre. Nous avons marqué ainsi définitivement notre volonté arrêtée d'écarter toute ingérence abusive des autorités étrangères sur notre territoire.

Ces traités comprennent enfin des clauses de détails (abondantes surtout dans le traité italien et les conventions d'assistance belge et polonaise) relatives au transfert des épargnes, qui est facilité ; aux sociétés de secours mutuels et de bienfaisance étrangère, dont l'action est largement autorisée ; aux règles généreuses

d'assistance et de rapatriement en cas de maladie ; au régime des retraites ouvrières et paysannes, etc... Ils spécifient aussi que des accords complémentaires régleront l'application pratique des articles principaux ou les cas particuliers de certaines professions (marins et pêcheurs par exemple).

Une des caractéristiques essentielles de ces conventions, c'est qu'elles ont toutes été conclues sous le régime de la réciprocité absolue. Leur lecture donne l'impression que les deux gouvernements signataires se sont accordés des avantages parallèles exactement équivalents, alors qu'il n'en est rien en réalité, le nombre de nos émigrants ouvriers étant tout à fait négligeable par rapport à celui des travailleurs étrangers que nous recevons chaque année d'Italie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Belgique. L'on peut même dire que cette réciprocité est un défaut de ces accords, si remarquables cependant à plus d'un titre.

Il s'agissait en fait d'établir un contrat entre un client : la France et des fournisseurs de main-d'œuvre, contrat d'un genre bien particulier sans doute en raison de l'élément humain qui en fait l'objet ; mais mettre sur le même pied les avantages précis accordés par le client et ceux beaucoup plus incertains accordés par le fournisseur, pour les cas très rares où la situation se renverse, a été une erreur. Elle nous a amenés à nous montrer fort généreux dans l'octroi de diverses garanties, mal placés que nous étions pour nous défendre vis-à-vis de ceux qui se montraient tout disposés, et sans grand mérite, à accorder les mêmes avantages à nos nationaux à l'étranger.

Il est vrai qu'au moment où ces traités ont été négociés, nous étions pressés d'aboutir. Il n'en reste pas moins que cette réciprocité sans contre-partie réelle, est quelque peu illusoire et n'incite pas la France à conclure sur les mêmes bases de nouveaux traités de travail.

Une autre disposition critiquable est « la clause de

la nation la plus favorisée ». Elle ne se trouve par bonheur pleinement explicitée que dans la convention franco-polonaise, dont l'article 4 stipule (1) :

« Si, postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, des conventions conclues entre l'une des deux parties contractantes et une autre puissance accordaient aux ouvriers de cette dernière des avantages plus étendus que ceux prévus à la présente convention, le bénéfice en sera accordé aux ressortissants de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes employées dans l'autre pays ».

Elle ne nous permet pas, quelles que soient les bonnes raisons que nous puissions avoir pour cela, d'accorder un avantage quelconque à un autre pays sans qu'immédiatement la Pologne en bénéficie.

Cette clause, si gênante, que l'on tend à faire disparaître des traités de commerce, est particulièrement mal venue dans une convention d'immigration. Elle ne peut que nous retenir dans l'octroi de certains avantages aux autres pays riches en main-d'œuvre avec lesquels nous sommes entrés en relations migratoires régulières depuis 1920 et nous rendre plus circonspects encore dans la conclusion de nouveaux accords.

Quoi qu'il en soit, nos traités avec la Pologne, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Belgique constituent des instruments diplomatiques de réelle valeur, qui ont eu un grand retentissement international. Bien souvent depuis, ils ont été cités comme modèle de ce que pouvait

(1) Le paragraphe I^{er} de l'article 3, identique dans le texte des conventions avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, précise déjà : « Ils (les travailleurs immigrés) jouiront de la protection accordée aux travailleurs par la législation intérieure des hautes parties contractantes, ainsi que de la protection que les parties contractantes pourraient leur assurer en vertu des conventions spéciales conclues, soit entre elles, soit avec d'autres puissances. » Mais cette disposition que l'on ne retrouve ni dans le Traité italien, ni dans le Traité belge, n'a pas grand sens puisque la protection assurée est déjà celle des travailleurs français, c'est-à-dire le maximum de ce que la loi peut donner chez nous (Voir à ce sujet Yves Rodet, *L'Immigration des Travailleurs étrangers en France*, pages 157-160).

donner le règlement bilatéral, sur des bases largement humaines, des échanges migratoires entre nations.

*Les clauses relatives au contrôle de l'immigration
et au recrutement collectif*

En raison de leur importance, les dispositions de ces accords relatives au contrôle de l'émigration individuelle et au fonctionnement du recrutement collectif méritent de retenir plus longuement notre attention.

L'émigration individuelle spontanée étant libre, il est simplement prévu (1) que les émigrants pourront pénétrer librement :

1° Sous réserve des lois et règlements sanitaires ou de police ;

2° Sous réserve que les contrats d'embauchage dont ils pourront être munis ne contiennent aucune stipulation contraire aux principes de la convention. Si les immigrants se présentent sans contrat, ils peuvent se rendre à la destination de leur choix, s'ils en ont les moyens, ou demander un emploi à nos services de placement des bureaux frontières. Ils y seront, si nécessaire, hébergés gratuitement. Enfin, si l'état du marché du travail est tel que la venue de travailleurs étrangers de certaines professions soit indésirable, c'est au gouvernement français d'en avertir celui du pays d'émigration qui préviendra ses nationaux. Des mesures destinées à enrayer dans ce cas une émigration inutile et dangereuse seront prises « d'un commun accord ».

Le recrutement collectif organisé, dont l'autorisation dans les pays d'émigration constitue la partie la plus nouvelle des conventions examinées, fait l'objet d'une réglementation plus stricte (2).

(1) Articles 6 à 9 du Traité tchécoslovaque.

— 6 à 10 du Traité polonais.

— 1 et 4 du Traité italien.

— 1 et 4 du Traité belge.

(2) Sauf dans le Traité franco-belge, qui n'en parle pas, l'émigration spontanée de Belgique en France suffisant à assurer la libre venue chez nous de tous les travailleurs belges désireux d'y trouver un emploi.

D'abord, les deux gouvernements intéressés auront à fixer ensemble le nombre et les catégories d'ouvriers à recruter (1). Il est même prévu qu'ils constitueront à cet effet une commission spéciale, qui se réunira au moins deux fois par an (traité italien) ou annuellement (traités polonais et tchécoslovaque).

Ensuite, il appartiendra :

au pays d'émigration de fixer les régions où devra s'opérer le recrutement,

au pays d'immigration de déterminer celles où les travailleurs pourront être dirigés.

Le but de cette triple détermination

— du nombre et de la catégorie des ouvriers à employer,

— des régions où ils pourront être recrutés,

— des régions vers lesquelles ils seront dirigés,

a pour but d'éviter de nuire au développement économique du pays exportateur de main-d'œuvre, dont certaines parties pourraient se trouver « vidées » brutalement d'un nombre trop important de travailleurs et d'éviter aussi de désorganiser le marché de travail du pays d'immigration (2). Il est, en effet, important pour les travailleurs nationaux de ce dernier, qu'ils n'aient pas à craindre un afflux inconsideré d'étrangers dans des contrées ou des professions ayant une main-d'œuvre suffisante.

Pour assurer le respect de ces prescriptions, les ac-

(1) Art. 5 du Traité franco-italien.

Art. 12, § 2 de la Convention franco-polonaise.

Art. 11-§ 2 de la Convention tchécoslovaque.

(2) L'avis des organisations patronales et ouvrières à ce sujet devra être sollicité dans chaque pays, tout au moins en ce qui concerne les recrutements polonais et tchécoslovaque. Nos accords avec la Pologne et la Tchécoslovaquie précisent en effet que « chacun des deux gouvernements présentera à cette Commission l'avis d'un Comité consultatif national, dans lequel figureront, avec des représentants des services intéressés, des représentants patronaux et des représentants ouvriers. »

Ce Comité consultatif est en France le Conseil National de la Main-d'Œuvre dont nous parlerons plus loin.

cords avec la Pologne et la Tchécoslovaquie précisent (1) :

1° Que le recrutement dans le pays d'émigration s'opérera par les organismes officiels de placement de ce pays et sous le contrôle de l'administration ;

2° Que les contrats de travail proposés par les employeurs et les demandes d'ouvriers présentées par eux seront conformes à des contrats et demandes-types établis par voie d'accord entre les administrations qualifiées des deux pays intéressés, et que ces demandes seront soumises au visa du pays d'immigration. Ce visa ne doit être accordé que si les besoins de main-d'œuvre justifient le recrutement de la part du demandeur, dans les établissements duquel il ne doit y avoir ni grève, ni lock-out ; que s'il peut être pourvu convenablement au logement et à l'alimentation des ouvriers et si les conditions contractuelles sont conformes aux principes arrêtés dans la convention.

Ainsi les administrations des deux pays intéressés sont armées pour contrôler le nombre, le lieu de recrutement et le lieu d'emploi des ouvriers recrutés collectivement. L'on aperçoit déjà tout de suite la supériorité d'une immigration organisée de la sorte sur l'immigration libre et spontanée ; mais une autre disposition insérée dans les mêmes conventions permet, de plus, la sélection sur place des travailleurs embauchés.

En voici le texte dans notre accord avec la Pologne (article 13 § 2).

« Les ouvriers ainsi recrutés seront, antérieurement
« à leur départ, acceptés et classés ou refusés, soit par
« une mission officielle du gouvernement du pays sur
« le territoire duquel ils doivent être employés, soit par
« le représentant de l'employeur opérant seulement
« pour le compte de l'établissement auquel il appartient,
« soit par le représentant d'une organisation professionnelle, lesquels devront dans l'un et l'autre de ces

(1) Art. 13, Convention franco-polonaise.
Art. 12, Convention franco-tchécoslovaque.

« deux derniers cas, être agréés par les deux gouvernements. »

On la retrouve en termes analogues dans la convention tchécoslovaque. Mais l'Italie n'a pas voulu nous accorder de pareilles facilités, qui n'attendent pourtant en rien à la souveraineté du pays d'émigration et permettent seules de donner aux employeurs les garanties nécessaires au sujet de la qualité des ouvriers recrutés.

Contrats et demandes-types

L'institution de contrats-types et de demandes-types, dont il est fait mention dans les accords, est particulièrement intéressante par la souplesse qu'elle a introduite dans leur mise en œuvre.

Elle est le fruit des premières expériences de recrutement polonais et italien avant guerre et surtout des réalisations si remarquables de la période de guerre.

Un contrat-type est un texte de contrat de travail dont toutes les clauses ont été arrêtées d'un commun accord entre le pays d'émigration et le pays d'immigration (1). Ces clauses reproduisent, en les précisant, les principales obligations édictées par les conventions, ainsi que toutes celles d'ordre plus spécial qu'il a paru nécessaire d'introduire (2). Elles doivent figurer textuellement dans les contrats passés entre employeurs et ouvriers, complétées seulement par des indications propres à chaque cas (noms des parties contractantes,

(1) Quelques auteurs ont discuté longuement sur la nature juridique du contrat-type dans lequel ils veulent voir une convention d'un caractère *sus generis* très différente des contrats de travail ordinaires, conventions collectives ou règlements d'atelier. Pour notre part, la question nous semble quelque peu oiseuse. Le contrat-type est simplement un cadre ou un modèle auquel doivent se conformer tous les contrats individuels concernant les ouvriers étrangers de telle ou telle nationalité. Le fait que la rédaction de ces derniers n'est pas entièrement libre, ne suffit pas à leur donner un caractère juridique particulier, car nombreuses sont les dispositions législatives ou les accords collectifs qui limitent déjà la liberté d'établissement des contrats de travail.

(2) Voir en annexe les textes du contrat-type pour ouvrier mineur polonais, du contrat pour ouvrier d'industrie yougoslave et du contrat pour ouvrier agricole polonais.

durée du contrat, taux réel des salaires, avantages spéciaux, lieu et modalités du travail, etc...)

La demande-type est le modèle de la demande qu'un employeur doit adresser à l'administration compétente pour obtenir les travailleurs étrangers qu'il désire. Elle reproduit les principales clauses du contrat et précise les conditions dans lesquelles cette demande doit être instruite, visée et transmise par l'administration (1).

Il existe naturellement pour chaque pays d'émigration autant de formules de contrats et de demandes-types qu'il y a de catégories bien distinctes de travailleurs :

Ouvriers mineurs.

— d'industriel.

— agricoles.

rédigées de telle sorte qu'elles peuvent facilement être utilisées, en les complétant, pour des ouvriers de diverses spécialités.

Ce système présente de multiples avantages. Il donne d'abord de grandes facilités pour le contrôle de la régularité des conditions offertes par l'employeur, puisque celui-ci n'intervient que pour compléter les imprimés de demande mis à sa disposition. Il permet l'uniformisation des conditions générales de travail, sans que cela puisse créer une gêne en raison de l'existence de différents types de demandes et de la possibilité de les compléter par certaines indications particulières.

Enfin les textes des contrats-types et les demandes corrélatives peuvent être aisément révisés d'un commun accord par les deux pays entre lesquels ils ont été discutés. L'on peut ainsi ne faire figurer dans les grandes conventions internationales que les principes généraux arrêtés après de longues et délicates négociations, et régler tous les détails par la voie du contrat-type dont les clauses sont facilement modifiables, lorsque les circonstances l'exigent. Il a même été possible d'établir des

(1) Voir en annexe le texte de la demande-type d'ouvriers d'industrie italiens.

textes et contrats-types avec des pays n'ayant pas signé de convention particulière d'émigration (c'est le cas par exemple pour l'Autriche, la Yougoslavie, la Lithuanie).

Telles sont en résumé les dispositions essentielles de nos traités de travail et la manière dont elles sont complétées par les textes des contrats-types.

Ces dispositions ont le mérite d'être simples, tout au moins en théorie, et de permettre une surveillance administrative efficace des mouvements migratoires, en même temps qu'elles assurent la protection des travailleurs des deux pays. Les traités polonais et tchécoslovaque garantissent même, comme nous l'avons vu, les exigences légitimes des employeurs en ce qui concerne la qualité du personnel embauché qu'il leur est loisible de sélectionner avant le départ.

Ce sont ces textes qui ont permis aux organismes administratifs ou privés appropriés de faire fonctionner, dans de bonnes conditions, des services de recrutement à l'étranger, de transport et de répartition, qui donnent à l'immigration ouvrière en France ce caractère ordonné qu'elle n'avait pas jadis.

BIBLIOGRAPHIE (1)

Texte des contrats-types de diverses nationalités (ministères du Travail et de l'Agriculture et Société Générale d'Immigration).

Bureau International du Travail. *Émigration et Immigration, Législation et Traités*. Genève, 1922.

E. MICHEL. — *La réparation des dommages de guerre*. Berger-Levrault, Paris, 1923.

Dossiers de l'Action Populaire. Dossier 28. *Vides à combler, ruines à relever*. Editions Spes. Paris, 1921.

B. NOGARO. — *Récentes Conventions d'Émigration et d'Immigration*. Revue Politique et Parlementaire, numéro du 10 octobre 1920.

W. OUALID. — *L'Aspect Juridique de l'Immigration Ouvrière*. Rapport à l'Association Nationale Française pour la Protection Légale des Travailleurs. Alcan, 1923.

Pierre PIGANIOL. — *Le Traité de Travail franco-italien du 30 septembre 1919*. Thèse. Toulouse, 1922. Librairie Marqueste-Guitard.

Yves RODET. — *L'Immigration des Travailleurs Etrangers en France (2^e Partie)*. Thèse, Paris, 1924. « Editions et Publications Contemporaines ».

Mémoires et Documents de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques. *La Situation actuelle des Etrangers en France*. Paris, décembre, 1924.

B. ROUILLON. — *Les Traités de Travail et d'Assistance*. Thèse, Paris, 1925. Sagot et Cie, éditeurs.

H. RIPERT. — *Le Contrat de Travail de la Main-d'Œuvre Etrangère en France*. Thèse, Marseille, 1921.

J.-B. GUITERA. — *Le Contrat-Type pour l'Emploi des Travailleurs Etrangers en France*. Thèse, Paris, 1924. Jouve et Cie, éditeurs.

(1) Nous ne faisons pas mention dans cette bibliographie, non plus que dans les suivantes, des traités et conventions aux articles desquels nous nous sommes référés. On en trouvera les textes dans la collection du *Bulletin du Ministère du Travail*, ou mieux encore dans celle du *Journal officiel*.



CHAPITRE III

ORGANES DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET ASSOCIATIONS PRIVÉES

Nous avons rappelé les débuts de l'immigration organisée de la main-d'œuvre étrangère en France et dit quels accords internationaux, complétés par des contrats-types, en ont fixé les principes actuels.

Il est nécessaire que nous sachions maintenant comment ces traités ont été pratiquement mis en œuvre. A cette fin, nous nous proposons d'examiner d'abord les institutions officielles ou privées qui se sont employées à transposer les textes dans le domaine des réalités.

Les Services administratifs.

A la fin de la guerre trois services officiels, bien distincts, s'occupaient d'introduire en France des ouvriers étrangers. C'était : le Service des Travailleurs Coloniaux au ministère de la Guerre, le Service de la Main-d'Œuvre Agricole, au ministère de l'Agriculture et le Service de la Main-d'Œuvre Etrangère, rattaché au ministère du Travail depuis octobre 1917.

Le premier cessa après l'armistice de recruter des travailleurs chinois et s'occupa au contraire d'assurer leur rapatriement progressif.

Le Service de la Main-d'Œuvre Agricole continua à fonctionner. Il comprend à l'heure actuelle un service central à Paris (78, rue de Varenne), chargé de transmettre, après visa, les demandes de main-d'œuvre agricole étrangère et de donner les instructions voulues à ses

agents des postes frontières et des missions à l'étranger (1).

Le Service de la Main-d'Œuvre Agricole est représenté, en effet, dans chacun des principaux bureaux-frontières, par un agent chargé de la réception et de la répartition des ouvriers agricoles étrangers qui s'y présentent. Il possède aussi, depuis 1923, en Tchécoslovaquie, une mission de main-d'œuvre qui embauche et introduit en France des ouvriers agricoles slovaques.

Le Service de la Main-d'Œuvre Etrangère est rattaché à la Direction du Travail du ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et son activité n'a fait que croître avec l'importance de l'immigration étrangère dans l'industrie. Sous les ordres d'un chef de service, résidant à Paris, sont groupés :

1° Le Service central (2, avenue Rapp, à Paris), qui possède sur place des contrôleurs interprètes et un bureau particulier de placement.

2° Des bureaux d'immigration avec dépôt ou centre d'hébergement à Toul, Modane, Marseille, Perpignan, Hendaye.

3° Des postes frontières complémentaires à Marignac-Saint-Béat et Cerbère, sur la frontière espagnole ; Menton, sur la frontière italienne ; Frasnè, à proximité de la frontière suisse ; Feignies et Roubaix-Tourcoing, à la frontière belge ; enfin au port du Havre.

Ces bureaux fonctionnent à la fois pour le ministère de l'Agriculture et le ministère du Travail. Les moins importants, comme ceux de Cerbère et de Marignac-

(1) Les questions d'immigration ne constituent qu'une des branches de l'activité de ce service. En effet, aux termes du décret du 2 novembre 1922 « le Service de la Main-d'Œuvre Agricole a pour mission de s'occuper de toutes les questions concernant « l'apprentissage et les conditions du travail, de faciliter la mise « en exploitation de petits domaines ruraux, en fournissant toutes « indications utiles aux intéressés, en ce qui concerne les domaines vacants et les agriculteurs à la recherche d'une exploitation. Il est également chargé de toutes les questions relatives « à l'immigration des travailleurs agricoles étrangers. »

Ce n'est donc pas un service spécial de main-d'œuvre étrangère comme celui du ministère du Travail.

Saint-Béat, n'ont même qu'un agent entretenu à frais commun par les deux ministères.

4° Des contrôles régionaux à Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux et Nantes. Chacun de ces centres possède un ou plusieurs contrôleurs interprètes qui secondent les offices régionaux de placement pour toutes les questions concernant la main-d'œuvre étrangère et assurent efficacement la surveillance et la protection des ouvriers étrangers.

5° Une mission de main-d'œuvre en Pologne, chargée de suivre la transmission, par voie diplomatique aux autorités polonaises, des demandes non seulement d'ouvriers industriels visées par le ministère du Travail, mais aussi d'ouvriers agricoles visées par le ministère de l'Agriculture. Elle contrôle aussi l'activité de la délégation des employeurs français qui opère sur place l'embauchage sélectionné et la mise en route des convois (1).

Mais les ministères de l'Agriculture et du Travail ne sont pas les seuls à s'occuper de la main-d'œuvre étrangère en France.

Le ministère des Régions Libérées a suivi de très près les questions de recrutement et d'emploi de travailleurs étrangers. S'il a cédé au ministère du Travail le Service de la main-d'œuvre étrangère et la mission de main-d'œuvre en Pologne, il possède toujours un « Service des questions ouvrières » qui s'est préoccupé beaucoup de développer et d'améliorer l'emploi des ouvriers étrangers dans nos départements sinistrés. C'est lui notamment qui réalisa deux expériences intéressantes dont nous aurons à reparler : l'emploi de main-d'œuvre allemande et l'utilisation de coopératives de main-d'œuvre italienne.

Le ministère de l'Intérieur, de son côté, doit surveiller tous les étrangers dès le moment où ils arrivent en

(1) Mission dépendant d'abord du ministère des Régions Libérées et rattachée au Service de la main-d'œuvre étrangère du ministère du Travail depuis 1921.

France. Sa tâche s'est donc singulièrement accrue et compliquée du fait de l'importance de l'immigration ouvrière de ces dernières années. Le service de la Sûreté Générale et les « Services des étrangers » des différentes préfectures se trouvent même quelque peu débordés depuis que ces dernières sont chargées de délivrer toutes les cartes d'identité.

Du ministère de la Justice dépendent toutes les questions de naturalisation ainsi que celles d'état-civil. L'afflux des étrangers a eu là aussi pour résultat de submerger un peu les services que l'on cherche, à l'heure actuelle, à dégager en simplifiant certaines formalités.

Les questions d'hygiène et de contrôle sanitaire sont réglées maintenant par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale depuis que l'on a rattaché à ce dernier les services de l'hygiène publique.

Tout ce qui est relatif à l'éducation des étrangers intéresse le ministère de l'Instruction Publique, qui se trouve ainsi avoir son mot à dire dans la grave question de l'assimilation des jeunes étrangers.

Le ministère des Affaires Etrangères assure toutes les transmissions par voie diplomatique, la protection et la surveillance de nos missions techniques de recrutement à l'étranger et dirige les négociations d'accords internationaux.

Enfin, le ministère des Travaux Publics et celui des Colonies ont parfois aussi à traiter des questions d'immigration étrangère.

Il en résulte que plusieurs administrations s'occupent des travailleurs étrangers en France, à des points de vue différents sans doute, mais qui peuvent se contrarier. Il serait désastreux qu'il n'y eût pas uniformité de vues sur les buts généraux à poursuivre et sur les moyens les plus propres à les réaliser. C'est pour éviter cet écueil réel que fut créée la « Commission Interministérielle de l'Immigration » par un décret du 18 juillet 1920.

*Rôle de la Commission interministérielle
de l'Immigration et du Conseil National
de la Main-d'Œuvre*

Cette Commission est chargée d'une part de préparer l'élaboration et de contrôler l'application générale des traités et conventions concernant l'immigration ; d'autre part d'établir la coordination entre les services des divers ministères qui s'occupent des travailleurs étrangers.

Elle siège au ministère des Affaires Etrangères et se compose de délégués des ministères (que nous venons d'énumérer) intéressés aux questions d'immigration.

L'un des membres, désigné par le ministre des Affaires Etrangères, remplit les fonctions de secrétaire général permanent et s'occupe spécialement des relations avec les agents diplomatiques et consulaires accrédités en France pour tout ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère.

Dans ses principales décisions, la Commission interministérielle doit s'inspirer des avis du « Conseil national de la main-d'œuvre ».

Ce Conseil, institué par le décret du 3 février 1920 n'a été effectivement constitué que par celui du 7 avril 1925.

Il est rattaché à la présidence du Conseil et compte 24 membres (plus six suppléants) : six parlementaires, six représentants (et trois membres suppléants), des employeurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, un nombre égal de représentants ouvriers (1), et un délégué de chacun des six ministères principalement

(1) Les membres patrons et ouvriers sont nommés par le ministre du Travail sur la proposition des organisations centrales des catégories professionnelles intéressées ; après avis du ministre de l'Agriculture en ce qui concerne les représentants, patrons et ouvriers de l'agriculture.

intéressés.

intéressés (Travail, Agriculture, Intérieur, Affaires Étrangères, Colonies, Travaux Publics) (1).

L'article 1^{er} du décret du 7 avril 1925 le charge de donner son avis sur les mesures propres :

1° A assurer, par la coordination de l'action des services de placement, l'utilisation et la répartition de la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail en tenant compte notamment des besoins de l'agriculture, de l'industrie et du commerce dans les diverses régions ;

2° A régulariser et à contrôler le recrutement, l'introduction et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre coloniale et étrangère.

Il se réunit au moins une fois tous les trois mois et il a été utilement consulté depuis sa création sur différentes questions, notamment au sujet du projet de loi sur la répression du débauchage (devenu la loi du 11 août 1926).

Les Associations patronales d'immigration

A côté des administrations officielles, les grandes organisations patronales françaises ont été vite amenées à créer des services particuliers chargés de renseigner leurs adhérents sur toutes les questions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et mieux encore de leur en procurer après sélection professionnelle convenable.

C'est ainsi que l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, le Comité des Houillères, la Confédération générale des Associations Agricoles des Régions Dévastées (par abréviation la C. A. R. D.), la Chambre syndicale des fabricants de sucre et plusieurs autres associations de moindre importance créèrent tour à tour des « Services de main-d'œuvre étrangère ».

Enfin le service de recrutement collectif du « Comité

(1) Des représentants des Offices publics de placement, des Services de main-d'œuvre étrangère des ministères du Travail et de l'Agriculture, de la Commission interministérielle, sont appelés aussi à siéger au Conseil national de la main-d'œuvre, avec voix consultative.

des Forges et Mines de Fer de l'Est » (1), fondé l'on s'en souvient en 1911, reprit en 1919 l'embauchage des ouvriers italiens pour nos mines et usines lorraines (2). Il a été transformé en 1925, en « Association d'Immigration des Forges et Mines de Fer de l'Est de la France » qui constitue une personnalité juridique distincte, mais dépend toujours du Comité des Forges de l'Est (3).

Les initiatives de la C.A.R.D. et surtout du Comité des Houillères ont été particulièrement fécondes.

La première ne s'occupa d'abord de recruter de la main-d'œuvre agricole que pour les régions dévastées et envoya à cet effet en Pologne, dès 1921, des agents sélectionneurs qui travaillèrent sous le contrôle de la mission de main-d'œuvre (4). Les résultats de ce premier recrutement ayant paru encourageants, surtout à partir du moment où la mission de la C.A.R.D. conjugua ses efforts avec la délégation du Comité des Houillères, l'on pensa à recruter aussi pour les régions non dévastées. Il parut alors nécessaire de substituer à la C.A.R.D. un nouvel organisme plus spécialement adapté à cette fin et c'est ainsi que fut fondé en février 1923 « l'Office Central de

(1) Nouvelle dénomination prise après la guerre par le « Comité des Forges et Mines de Fer de Meurthe-et-Moselle ».

(2) Nous donnons au chapitre suivant les statistiques concernant son activité depuis la guerre.

(3) Cette association comprend des membres permanents : les adhérents au Comité des Forges et Mines de fer de l'Est agréés par le Conseil, qui versent un droit d'entrée élevé et trois cotisations :

- une proportionnelle au nombre total des ouvriers employés;
- une par ouvrier étranger demandé,
- une par ouvrier étranger reçu,

et des membres temporaires qui, agréés par le Conseil d'administration, ne versent que les deux dernières cotisations (mais à un taux plus élevé). L'association doit arriver seulement à couvrir ses frais. En cas d'insuffisance des recettes, les membres permanents sont appelés à combler le déficit. En cas d'excédent, celui-ci est versé à un fonds de réserve. Elle n'a donc aucun but commercial.

(4) Son intervention et le rôle de ses agents furent officiellement confirmés par le ministère des Régions Libérées le 21 juillet 1921.

la Main-d'Œuvre Agricole », syndicat professionnel (1) investi pratiquement du monopole de l'introduction en France des ouvriers agricoles polonais. Cet office, qui existe toujours, possède à Paris un service central qui rassemble et remet au ministère de l'Agriculture, pour visa et transmission par la voie diplomatique en Pologne, les demandes de main-d'œuvre étrangère des agriculteurs qui lui sont affiliés. Il est chargé par ses adhérents des relations générales avec les ministères français ou la légation polonaise, ainsi que des opérations de répartition des ouvriers étrangers introduits en France.

Pour recueillir les demandes, donner tous les renseignements utiles aux employeurs et opérer pratiquement la répartition, il a créé ou développé (2) une cinquantaine de bureaux départementaux ou régionaux de main-d'œuvre agricole, organismes privés, mais encouragés et subventionnés, le plus souvent, par les Offices Agricoles Départementaux (3).

Quelques-uns de ces bureaux, tel celui d'Auch, créé en 1921 par M. Schaeffer, s'étaient occupés très activement de développer l'immigration agricole italienne. En les absorbant, l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole n'a pas anéanti leur indépendance et leur initiative, mais leur a donné la possibilité de chercher dans de nombreux pays la main-d'œuvre agricole qu'ils trouvent de plus en plus difficilement en Italie.

Enfin, jusqu'à la fondation de la Société Générale

(1) Dont le siège est à Paris, 8, rue d'Athènes.

(2) Car plusieurs avaient été fondés déjà pendant la guerre et avaient fonctionné en liaison avec l'Office de la main-d'œuvre agricole.

(3) Certains de ces bureaux fonctionnent sous les ordres directs du chef du Service agricole départemental. D'autres ont à leur tête un agent spécial de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole en liaison avec les services départementaux et les associations agricoles. Dans quelques départements, ils sont rattachés à des œuvres sociales agricoles préexistantes (comme celle de « la Maison et le Travail aux Champs »). Très souvent, enfin, ce sont des syndicats départementaux ou régionaux d'agriculteurs qui assurent le fonctionnement d'un bureau de main-d'œuvre installé dans leurs propres locaux, ce qui en facilite grandement l'usage à leurs membres.

d'Immigration, dont nous parlerons plus loin, l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole entretint en Pologne une délégation particulière qui assurait, sous le contrôle de la mission officielle, l'embauchage par contrat après examen médical et professionnel.

Le Comité des Houillères, qui groupe la totalité des charbonnages français, chercha, dès 1919, à leur procurer la main-d'œuvre étrangère dont tous, mais surtout ceux du Nord et du Pas-de-Calais, avaient un besoin urgent. Il s'adressa d'abord à l'Italie et négocia avec le Commissariat de l'Emigration pour la réception dans les mines françaises d'un premier contingent de 7.000 mineurs italiens. Il agissait, d'autre part, auprès de la Direction des Mines et du Service de la main-d'œuvre étrangère, au ministère du Travail, pour se faire réserver un contingent de mineurs proportionnel au nombre des travailleurs qui seraient embauchés en Pologne.

Le recrutement italien donna des mécomptes et fut interrompu assez rapidement après n'avoir fourni que 1.500 mineurs environ en 1919 et 1920 alors que, malgré les nombreuses difficultés inhérentes à un début, l'on pouvait introduire, dès 1920, 8.255 mineurs de nationalité polonaise. Cette même année, le Comité des Houillères amorçait une tentative de recrutement en Tchécoslovaquie, mais sans grand résultat. En 1921, la crise industrielle amena la suspension à peu près complète de tout recrutement étranger, mais le Comité des Houillères, qui venait d'envoyer une mission particulière en Pologne (1), poursuivait la mise au point de ses méthodes, ce qui lui permit de reprendre l'introduction de main-d'œuvre polonaise en 1922 et de la développer si rapidement que les divers bassins houillers avaient reçu, à la fin de 1923, tout près de 60.000 ouvriers mineurs étrangers. Presque tous ces ouvriers étaient polonais,

(1) Fonctionnant parallèlement à la mission de la C. A. R. D. et sous le contrôle, elle aussi, du fonctionnaire du ministère du Travail, chef officiel de la mission française de main-d'œuvre.

mais ils ne venaient pas tous de Pologne. Profitant, en effet, des événements de la Ruhr, le Comité des Houillères établit en 1923 un bureau particulier à Duisbourg, qui permit de diriger sur les houillères françaises un nombre considérable de mineurs polonais précédemment immigrés en Westphalie, mais qui ne demandaient pas mieux que de la quitter en raison de la crise économique et financière que traversait alors l'Allemagne. Cette opération, qu'un organisme administratif n'aurait même pas pu tenter, fut menée d'accord avec les syndicats locaux de mineurs polonais. Elle aboutit à transférer d'Allemagne en France environ 20.000 travailleurs de choix, pour la plupart avec leur famille. C'est en dire tout l'intérêt économique et politique.

C'est à partir de 1923 que la mission en Pologne du Comité des Houillères put se charger d'assurer pour le compte de la C. A. R. D. l'hébergement et le transport des ouvriers agricoles recrutés pour cette Fédération, et d'embaucher pour l'Union des Industries Métallurgiques et Minières des spécialistes de la métallurgie ou des manœuvres.

L'importance, rapidement croissante de ses services de main-d'œuvre étrangère mis ainsi à la disposition d'autres industries, amena le Comité des Houillères à fonder en 1924, avec l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole, une « Société Générale d'Immigration Agricole et Industrielle » (1), qui prit en main tous les services d'embauchage et de transport organisés par ces deux premiers groupements. Ayant adopté la forme de société anonyme parce qu'elle lui donnait plus de souplesse et de possibilité d'action (2), la Société Générale d'Immigration n'est pas cependant une entreprise commerciale ordinaire (3).

(1) Par abréviation la S. G. I.

(2) Surtout en matière financière, point essentiel en raison de l'importance du fonds de roulement nécessaire et des nombreuses opérations de change que doit réaliser journellement la S. G. I.

(3) Ne peuvent être actionnaires de la S. G. I., aux termes de ses statuts, que des groupements professionnels : Syndicats,

Elle n'a pas en effet pour but essentiel de faire des bénéfices plus ou moins importants, mais d'unifier, pour aboutir à un meilleur fonctionnement, les services d'immigration ouvrière des principaux groupements patronaux de l'industrie et de l'agriculture. Elle vise donc uniquement à agir en tant que mandataire des employeurs, pour la conclusion de contrats de travail avec les ouvriers étrangers après sélection médicale et professionnelle convenable et pour l'organisation de leur transport en France dans les meilleures conditions de régularité et d'économie.

A l'heure actuelle, la S. G. I. recrute dans divers pays, non seulement pour le Comité des Houillères et l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole, qui sont devenus naturellement ses premiers clients, mais encore pour l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (avec laquelle elle a passé un accord spécial), pour l'Association des Fabricants de Sucre, le Comité des Forêts et de très nombreuses autres associations d'employeurs. En fait, sauf en ce qui concerne la main-d'œuvre italienne et espagnole, elle centralise et satisfait par ses propres moyens (sous le contrôle de l'administration) la quasi-totalité des demandes collectives de main-d'œuvre étrangère de l'industrie et de l'agriculture françaises. La statistique suivante permet d'ailleurs de mieux se rendre compte des résultats de son activité.

Unions, Associations, etc., formés dans le cadre professionnel ou régional entre les employeurs de main-d'œuvre agricole ou industrielle. Les bénéfices que peut donner chaque exercice social sont répartis entre les actionnaires sous forme normale de dividende (limité à 10 % maximum) et à la constitution de fonds de prévoyance, ou affectés « à telles fins d'utilité économique ou sociale en connexion avec l'objet de la Société et visant à l'amélioration des conditions de transport et d'emploi de la main-d'œuvre étrangère ». (Article 49 des statuts).

STATISTIQUE DE LA MAIN-D'ŒUVRE RECRUTÉE, TRANSPORTÉE ET RÉPARTIE PAR LE C. H. F. et LA S. G. I.
DEPUIS LE DÉBUT DE LEUR FONCTIONNEMENT

	HOUILLÈRES	IND. METALL. et MINES METALL.	INDUSTRIE SUCRIÈRE	AGRICULTURE	DIVERS	TOTAUX ANNUELS	TOTAUX GÉNÉRAUX
1919- Ouvriers	9.629	—	—	2.262	—	11.891	
1920 Femmes	1.162	—	—	1.131	—	2.293	
Enfants	2.440	—	—	416	—	2.856	
Total des personnes.	13.231	—	—	3.809	—	17.040	17.040
1921 Ouvriers	6.107	40	—	120	—	6.267	
Femmes	737	—	—	63	—	800	
Enfants	1.548	—	—	39	—	1.587	
Total des personnes.	8.392	40	—	222	—	8.654	25.694
1922 Ouvriers	19.763	1.215	—	6.327	108	27.413	
Femmes	5.581	151	—	2.136	73	7.941	
Enfants	11.753	307	—	639	144	12.843	
Total des personnes.	37.097	1.673	—	9.102	325	48.197	73.891
1928 Ouvriers	29.104	1.690	—	14.872	—	45.666	
Femmes	9.470	260	—	8.172	—	17.902	
Enfants	19.888	543	—	2.767	—	23.198	
Total des personnes.	58.462	2.493	—	25.811	—	86.766	160.657
1924 Ouvriers	21.870	5.640	642	8.249	421	36.822	
Femmes	7.327	1.108	1	7.366	390	16.192	
Enfants	15.855	2.376	3	2.099	844	21.177	
Total des personnes.	45.052	9.124	646	17.714	1.655	74.191	234.848
1925 Ouvriers	10.788	7.537	494	9.784	450	29.053	
Femmes	3.353	1.680	3	4.577	657	10.270	
Enfants	6.709	2.560	5	1.247	1.060	11.581	
Total des personnes.	20.850	11.777	502	15.608	2.167	50.904	283.752

Ce rapide développement et l'importance mondiale croissante qui en est la conséquence ont valu à la S. G. I. de nombreuses critiques. Certains, en effet, ne voient qu'avec déplaisir la réussite de cette initiative patronale ; d'autres veulent se scandaliser que l'on ait mis en société une organisation d'immigration ouvrière, ce qui peut rappeler, disent-ils, l'ancien commerce immoral des « négriers ». Cependant la fusion en un seul organisme contrôlé de plusieurs activités parallèles et orientées vers les mêmes fins parfaitement honnêtes d'intérêt général n'avait rien que de très normal. La S. G. I. a d'ailleurs obtenu sans difficulté du gouvernement français et des autorités étrangères que lui soit transféré le bénéfice des facilités de toutes sortes accordées aux missions privées auxquelles elle se substituait. Comme ces dernières, elle travaille en liaison intime avec les ministères de l'Agriculture, du Travail et des Affaires Etrangères, qui accréditent ses délégués l'étranger auprès de nos agents diplomatiques et par eux auprès des autorités des pays d'émigration.

Ses accords avec les ministères ci-dessus précisent qu'ils doivent toujours pouvoir contrôler son activité. A cette fin elle doit leur faire connaître la composition exacte de son personnel ainsi que l'organisation de ses services extérieurs et ses tarifs d'introduction. Elle doit surtout les tenir au courant des négociations diverses qu'elle peut entamer avec les gouvernements étrangers et des conventions particulières qu'elle se proposerait de conclure avec eux, au sujet de questions d'immigration (1).

Ces accords, de même que tous les textes de contrats-type, doivent être approuvés par l'administration.

(1) C'est ainsi que dans l'accord du 11 septembre 1924, l'administration française précise que : « Les groupements privés devront s'interdire toutes négociations avec les autorités étrangères relatives aux questions d'immigration de main-d'œuvre auxquelles ils n'auraient pas été autorisés au préalable par les ministères de l'Agriculture et du Travail qui se réservent d'en saisir la commission interministérielle permanente de l'immigration.

Il en est bien ainsi dans la réalité et malgré quelques frottements passagers, une collaboration intelligente n'a cessé de s'affirmer de plus en plus entre la Société Générale d'Immigration et nos services administratifs pour le plus grand bien de l'organisation rationnelle de l'immigration ouvrière en France.

« Ils ne devront conclure aucun accord sur ces mêmes questions
« sans avoir, au préalable, soumis une demande d'autorisation
« aux ministères intéressés de l'Agriculture ou du Travail, sui-
« vant la spécialité dont il s'agit. »

BIBLIOGRAPHIE

- A. BOISSARD. — *Le Problème de la Main-d'Œuvre Agricole*. Leçon donnée à la XVI^e session des Semaines Sociales, Rennes, 1924.
- J. LUGAND. — *L'Immigration des Ouvriers Etrangers en France et les Enseignements de la Guerre*. Thèse, Paris, 1919.
- M. PAON. — *L'Immigration en France*. Payot, Paris, 1926.
- Informations diverses de :
- la « Revue Internationale du Travail », Genève;
 - la « Chronique Mensuelle des Migrations », Genève ;
 - « La Main-d'Œuvre Agricole », Paris.
- et du « Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère », Paris.

CHAPITRE IV

NOS PRINCIPALES SOURCES DE RECRUTEMENT. ORGANISATION PRATIQUE DE L'EMBAUCHAGE A L'ÉTRANGER

L'activité des organismes officiels ou privés dont nous venons de parler s'est développée de telle sorte ces dernières années que nous pouvons à l'heure actuelle embaucher, après sélection, dans de nombreux pays la main-d'œuvre industrielle ou agricole qu'ils sont susceptibles de nous fournir.

Leur législation propre et les accords particuliers passés avec chacun d'eux font que ce recrutement collectif organisé ne s'opère pas chez tous de la même manière, et n'a pas donné les mêmes résultats. Nous allons examiner d'abord comment nous opérons avec les quatre pays signataires d'un traité de travail ou d'une convention d'émigration et d'immigration.

Pays avec lesquels nous avons un traité de travail ou une convention d'immigration.

Belgique. — Les relations sont si fréquentes et continues avec ce pays, dont ne nous sépare qu'une frontière tout artificielle, que l'immigration spontanée est considérable et suffit à entretenir le très important courant de main-d'œuvre belge vers la France.

Si un employeur français désire embaucher des équipes d'ouvriers de cette nationalité, il lui est facile de les recruter par relations, par annonces de presse ou par demande à notre bureau-frontière de Roubaix-Tourcoing, en précisant au besoin toutes les conditions particulières d'ordre physique ou professionnel auxquelles devront répondre les candidats. En réalité, le Belge est

mis partout chez nous sur le même pied que le Français. Il peut facilement entrer sans passeport, sans contrat, en payant lui-même un voyage très peu coûteux, et c'est pourquoi il n'y a pas à proprement parler de recrutement collectif organisé de main-d'œuvre belge. Il s'agit donc là d'une immigration libre dans toute l'étendue du terme, le contrôle administratif à la frontière étant lui-même tout à fait illusoire en raison de la multiplicité des points par lesquels s'opère la pénétration en France.

D'après les plus récentes statistiques, il y aurait chez nous environ 200.000 ouvriers belges auxquels il convient d'en ajouter environ 30.000 qui passent la frontière chaque jour pour venir travailler dans nos usines et les quelques milliers de travailleurs saisonniers qui arrivent pour la moisson ou l'arrachage des betteraves.

Italie. — Le traité franco-italien du 30 septembre 1919 prévoit la possibilité d'un recrutement collectif de travailleurs italiens demandés par des employeurs français ; mais l'Italie a strictement réglementé ce mode de recrutement et n'a jamais voulu autoriser le fonctionnement sur son territoire d'une mission française de main-d'œuvre sélectionnant et embauchant elle-même les ouvriers désireux d'émigrer.

Les demandes des employeurs, visées comme nous l'expliquerons plus loin, sont transmises par les consuls ou l'attaché d'émigration italien en France au Commissariat de l'Émigration, qui se charge lui-même du recrutement et de la mise en route des ouvriers embauchés. Ce n'est qu'à notre bureau d'immigration de Modane qu'il nous est loisible de sélectionner nous-mêmes. Avec cette façon de procéder, si l'ouvrier est refusé, il a perdu son temps, et l'employeur, de son côté, perd le montant de la taxe de recrutement (5 livres par tête) versée au Commissariat de l'Émigration, ainsi que le prix du voyage de retour de l'ouvrier qu'il est tenu de lui rembourser. Ceci est même une des raisons pour lesquelles beaucoup d'employeurs français tendent à se

détourner de plus en plus de la main-d'œuvre italienne (1).

Néanmoins, l'Association d'Immigration des Mines et Forges de l'Est, forte de sa longue expérience et de sa parfaite connaissance des milieux italiens où elle jouit d'une heureuse influence, poursuit dans de bonnes conditions l'introduction méthodique de mineurs italiens pour la région de Briey.

Elle a ainsi recruté avec contrat depuis la guerre :

D'avril 1920 à mars 1921..	1.829	ouvriers	mineurs		
— 1921 — 1922..	1.457	—	—		
— 1922 — 1923..	6.215	—	—		
— 1923 — 1924..	11.572	—	—		
— 1924 — 1925..	5.025	—	—		

Ces ouvriers ayant fait l'objet de demandes collectives ou nominatives, sont rassemblés à Turin par les soins du Commissariat de l'Emigration, dont un agent est chargé de les convoier jusqu'à Modane.

C'est à Modane que les agents de l'Association d'Immigration procèdent, en liaison avec le personnel du bureau d'immigration, à l'examen médical et professionnel. Après l'accomplissement des formalités administratives, les mineurs acceptés sont convoyés jusqu'à Conflans où s'opère la répartition entre les différents employeurs (2).

Par ailleurs, notre agriculture continue à recevoir beaucoup d'ouvriers italiens venus spontanément chercher du travail en France ou recrutés par l'Office d'Emigration italien sur demandes collectives adressées par les employeurs français.

Voici, d'après les statistiques officielles françaises, le

(1) Une autre raison plus grave est la rareté croissante des éléments vraiment bons, retenus chez eux par les grands travaux d'intérêt public récemment entrepris par le gouvernement italien, par un certain regain d'activité de l'industrie et, enfin, par la dépréciation du franc par rapport à la lire.

(2) Ceux-ci prévenus par le bureau de Nancy de l'Association d'Immigration, envoient, en temps voulu, des agents pour convoier les ouvriers jusqu'à destination définitive.

nombre d'ouvriers italiens introduits en France ces dernières années (1).

	Ouvriers agricoles	Ouvriers d'indust.	Total	Rapatriés	Excédent
1922	7.704	49.495	57.199	33.484	+23.715
1923	10.542	103.013	113.555	39.383	+74.172
1924	15.274	83.881	99.155	23.920	+75.235
1925	13.263	41.768	55.031	32.801	+22.230
(2) Totaux ...	46.783	278.157	324.940	129.588	195.352

Pologne. — Dès le mois de décembre 1919, la Convention franco-polonaise du 3 septembre recevait un commencement d'exécution en ce qui concerne le recrutement collectif. Suivant les instructions du gouvernement, le général Henrys, chef de la Mission militaire française en Pologne, chargeait un de ses collaborateurs, le colonel Chaillot, d'organiser une mission de main-d'œuvre et de commencer de suite à diriger sur la France des convois de travailleurs polonais. Le colonel Chaillot mit en effet rapidement sur pied à Varsovie, avec le concours des autorités polonaises, un service d'embauchage qui envoya en France un nombre impor-

(1) Jusqu'en 1924 inclus, les statistiques concernant les ouvriers agricoles comprennent aussi les membres de leur famille introduits en même temps qu'eux. Les statistiques du ministère du Travail, au contraire, ne comprennent que les ouvriers d'industrie entrés avec contrat.

(2) Il est intéressant de rapprocher de ce tableau le suivant, établi d'après les statistiques italiennes données par le *Bolletino del Emigrazione*, organe du Commissariat Royal de l'Emigration :

Années	Total des émigrés ver la France	Rapatriés de France	Résultat
1922	85.815	36.096	+ 49.719
1923	190.589	63.396	+ 127.193
1924	231.090	88.243	+ 142.847
1925	174.445	103.299	+ 71.146
Totaux ..	681.939	291.034	390.905

Ces statistiques, dressées avec soin, par recoupements de renseignements provenant de sources diverses, doivent être considérées comme assez exactes. Il en résulte que l'on peut estimer à 400.000 environ de nombre d'Italiens dont s'est accrue notre population du 1^{er} janvier 1922 au 1^{er} janvier 1926, la moitié d'entre eux étant des travailleurs introduits avec contrat.

tant d'ouvriers robustes. Mais si le choix physique était bon, la sélection professionnelle avait complètement fait défaut et cette main-d'œuvre se montra de qualité déplorable.

Une mission envoyée par le ministère des Régions Libérées organisa alors, au début de 1920, un autre centre d'embauchage à Cracovie en s'attachant à mieux sélectionner les ouvriers d'industrie et agricoles (aidée pour ces derniers à partir de 1921 par des agents de la Confédération Générale Agricole des Régions Dévastées).

Après l'avance bolchevique qui jeta un trouble profond dans la vie polonaise en août 1920, le recrutement fut un peu désorganisé, mais à la fin de cette même année et malgré des débuts difficiles, c'est à Czeszowa que s'installait définitivement le centre d'embauchage de la Mission française de main-d'œuvre rattachée à partir de ce moment au ministère du Travail.

Ce centre devait fonctionner jusqu'en septembre 1921 puis être remplacé par celui de Poznan installé en août par M. Machwitz qui, d'abord comme chef de la mission officielle du ministère des Régions Libérées, puis successivement comme délégué du Comité Central des Houillères de France et de la Société Générale d'Immigration, doit être considéré comme le véritable organisateur et animateur en Pologne de l'émigration ouvrière vers la France (1).

A Poznan, il y eut dès lors une organisation complète d'embauchage sélectionné et de mise en route par convois spéciaux, ainsi qu'un centre d'hébergement géré par le gouvernement polonais.

(1) C'est à partir de cette date qu'à la suite d'un accord avec le ministère des Régions Libérées, le Comité des Houillères intervient comme organisateur direct de l'embauchage sélectionné, de la mise en route et du transport de la main-d'œuvre polonaise industrielle.

C'est entre lui et le Département du Travail et de la Protection Sociale du « Ministère des Anciennes Provinces Prussiennes », que fut signé, le 31 août 1921, le contrat relatif au fonctionnement du centre de Poznan.

En janvier 1923, pour intensifier le recrutement dans les provinces du Sud et faciliter le transport des émigrants de cette région, fut institué, sur les mêmes bases, un deuxième centre d'embauchage et d'hébergement à Myslowice (à la frontière de la Silésie et de la Galicie). Ce centre fonctionne encore et constitue même un modèle par la régularité et la rapidité avec lesquelles s'y exécutent les multiples opérations matérielles dont nous donnerons le détail.

Quant aux bureaux de Poznan, ils ont été supprimés et remplacés par ceux de Wejherowo (au nord-ouest de Dantzig, près du port polonais de Gdynia), où le centre d'hébergement est géré comme à Poznan par des agents officiels polonais (tandis qu'à Myslowice tous les services sont assurés par la Société Générale d'Immigration).

Donc, à l'heure actuelle, toute la main-d'œuvre recrutée par nous en Pologne passe soit par Myslowice, soit par Wejherowo selon les régions d'où elle provient. Voici maintenant quel est le mécanisme de ce recrutement (1) :

Les demandes d'employeurs français, centralisées presque toutes à Paris par le Service central de la S.G.I., sont remises soit au ministère du Travail, soit au ministère de l'Agriculture, qui les transmettent à l'Office d'Emigration polonais par la voie diplomatique (2), c'est-à-dire par l'ambassade de France à Varsovie.

Cet Office (3) qui est en liaison continue avec le Ser-

(1) Qui, bien au point à l'heure actuelle, a été fixé par les protocoles franco-polonais des 27 juin 1922, 17 avril 1924 et 3 février 1925.

(2) En même temps, et pour gagner du temps, un double des demandes visées par le ministère compétent est envoyé directement au délégué du Comité des Houillères qui peut ainsi préparer son recrutement d'avance avec l'Office d'Emigration et la Section IV (placement des ouvriers) du Département de la Protection Sociale au ministère du Travail polonais.

(3) Créé par décret du 22 avril 1920, il est autonome mais rattaché cependant au ministère du Travail. Il comprend trois départements : questions administratives, émigration continentale, émigration transocéanique. Son directeur actuel est M. Stanislaw Gavronwski.

vice de placement du ministère du Travail (Section IV du Département de la Protection Sociale), et par lui avec les offices régionaux de placement, qu'on désigne toujours en Pologne par leurs seules initiales P. U. P. P. (1) sait exactement quels sont les districts où se trouvent en chômage des ouvriers de la profession demandée. Il désigne donc, en conséquence, les P. U. P. P. qui seront chargés de présenter à l'embauchage français les travailleurs disposés à émigrer. Dans chaque P. U. P. P., ne peuvent se faire inscrire pour émigrer que les ouvriers habitant la région. Cependant, des permis individuels autorisant l'inscription à un autre P. U. P. P. peuvent être accordés à des ouvriers de certaines spécialités habitant des régions où le recrutement n'est que trop rarement autorisé.

La délégation de la Société Générale d'Immigration reçoit la liste des P. U. P. P. désignés, et ceux-ci sont directement avisés par le ministère du Travail polonais qu'ils auront à rechercher chacun tel nombre d'ouvriers.

La délégation française entre alors en relations directes avec ces P. U. P. P. afin de prendre avec eux, d'un commun accord, les décisions concernant les quantités à envoyer, les dates d'envoi et toutes précisions techniques complémentaires. Tous les calculs concernant le nombre sont établis en tenant compte du coefficient moyen de refus à la visite médicale.

Les P. U. P. P. procèdent à un choix sommaire de candidats émigrants qui paraissent le mieux correspondre aux desiderata des employeurs. Le plus souvent, surtout pour les ouvriers agricoles, un agent technique de la délégation française se rend sur place et opère une première sélection qui permet d'écarter de suite les sujets inintéressants.

Ensuite, les ouvriers retenus sont mis en route sur

(1) Abréviation de « Panstowy Urząd Posrednictwa Pracy » (traduction littérale : de l'Etat, Office intermédiaire du Travail).

Au-dessous des P. U. P. P., fonctionnent aussi, en Pologne, les U. P. P. (Urząd Posrednictwa Pracy), qui sont des offices communaux indépendants du ministère du Travail.

Poznan ou Myslowice, aux dates fixées, munis d'une « carte de présentation » (personnelle ou collective) qui leur donne droit au voyage en chemin de fer à demi-tarif (1).

Les ouvriers demandés nominativement par des employeurs qui ont entendu parler d'eux par leurs camarades déjà installés chez nous, ainsi que les ouvriers qui désirent payer eux-mêmes leur voyage et les familles rejoignant leur chef en France, doivent également passer par leur P. U. P. P. pour être ensuite dirigés sur le centre de la délégation française.

Arrivés à l'un de ces centres qui les attend et a tout préparé en conséquence, ces travailleurs sont d'abord examinés au point de vue professionnel, puis au point de vue médical. S'ils sont refusés pour une raison ou l'autre, ils sont renvoyés aux P. U. P. P. d'où ils viennent et se voient rembourser par la délégation française le prix de leur voyage aller et retour. Les P. U. P. P. leur délivrent un bon leur permettant de voyager à demi-tarif pour retourner chez eux.

S'ils sont acceptés, ils passent successivement :

à la désinfection (douche et étuvage des vêtements),

à la vaccination,

chez le coiffeur,

après quoi ils sont photographiés, ce qui permet l'établissement des passeports, et ils signent leurs contrats. Ils n'ont plus alors qu'à attendre que, les diverses formalités administratives étant achevées, on les forme en convoi pour les diriger en France par mer (via Gdynia-Le Havre) ou par voie ferrée.

Les deux tableaux schématiques ci-après donnent une idée plus précise de la façon dont se succèdent les diverses opérations que nous venons d'énumérer.

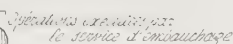
Grâce à la bonne organisation des centres, à l'expérience acquise, aux contrôles multipliés pour éviter les fraudes ou substitutions et à l'excellent esprit du per-

(1) Ils doivent également s'être fait délivrer par les autorités militaires une autorisation de partir en France (le P. K. U.).

Schéma communiqué par la Société Générale d'Immigration.
(Reproduction Interdite)

Operations executed on
the whole population

5 Les solutions de déviation d'aptitude sont envoyées aussi rapidement que possible au service de mise en route. Les noms inscrits au registre sont reportés sur un registre alphabétique qui permet de les retrouver plus facilement.



Certains ouvriers sont accompagnés de leur famille. Ils voyagent à demi tarif.

la Direction de la Société.

sonnel français et polonais, tout se passe très vite et sans à-coups. Les ouvriers ne séjournent en moyenne que 24 heures au centre d'hébergement, s'il s'agit de convois de 3 à 500 unités, et 48 heures pour les départs plus importants.

Des diverses opérations effectuées, les plus importantes au point de vue du rendement futur de l'ouvrier embauché, sont certainement l'examen professionnel et la visite médicale.

Cette dernière a été instituée dès les débuts de la mission française en 1919. Actuellement, ce sont d'anciens médecins militaires français qui la font passer avec le plus grand soin. Tous les sujets de trop faible constitution, les amputés ou gravement mutilés, ceux qui ont des hernies, des varices, des maladies contagieuses, une acuité visuelle inférieure à 50 %, sont impitoyablement écartés (1).

Le nombre de ces refusés est important, comme le montrent les statistiques suivantes relatives aux deux centres de Poznan et Myslowice en 1924 (2).

Poznan :

Catégories	Acceptés	Refusés	Pourcentage par rapport au nombre total d'examinés
Mineurs	1.846	662	26,3 %
Ouvriers d'industrie..	1.870	697	27,1 %
Ouvriers agricoles....	5.824	647	10 %

Myslowice :

Mineurs	9.855	1.010	9,3 %
Ouvriers d'industrie..	1.807	116	6,4 %
Ouvriers agricoles....	8.552	446	5 %

Cette sélection médicale est donc des plus efficaces. L'on voit de suite quelle supériorité présente une immigration organisée de la sorte sur l'afflux incontrôlable des immigrants spontanés, qui entrent chez nous avec

(1) Nous donnons en annexe une note du Comité des Houillères précisant les conditions d'acceptation médicale des ouvriers mineurs.

(2) La grosse proportion de refusés à Poznan tient sans doute à ce que 1924 a été la dernière année de fonctionnement de ce centre, auquel se présentaient moins de bons éléments.

leurs infirmités ou leurs tares, sans que nous soyons armés pour leur fermer nos frontières (1).

La sélection professionnelle représente également une garantie de premier ordre pour les employeurs. C'est parce qu'elle était alors inexistante ou mal faite que les premiers essais de recrutement collectif en Pologne avant la guerre et en 1919 n'ont pas donné de bons résultats. Aussi les délégations du Comité des Houillères et de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole se sont attachées dès le début à bien la mettre au point. Elle constitue une opération plus délicate qu'on ne pourrait le croire de prime-abord et demande à être opérée par des agents spécialistes très au courant de la technique des divers métiers.

L'examen des certificats de travail ou autres pièces analogues que peut fournir le candidat, donne des présomptions intéressantes, mais ne peut suffire en raison des nombreuses fraudes possibles. On le complète par un premier interrogatoire de l'ouvrier examiné : Où est-il né ? Où a-t-il été successivement employé ? Et l'examineur doit pouvoir contrôler les réponses en demandant au candidat les noms de ses anciens directeurs, par exemple, ou le montant de son salaire à telle époque (ce qui suppose bien entendu qu'il connaît lui-même ces particularités). Ensuite viennent des questions plus spéciales sur les choses de la profession à laquelle il déclare appartenir, sur les outils du boiseur de mines, par exemple, ou sur les précautions à prendre dans une mine grisouteuse, s'il s'agit d'un mineur du fond.

Très souvent aussi, d'un coup d'œil d'ensemble, le sélectionneur spécialisé aura tôt fait de se rendre compte si l'ouvrier qu'il a devant lui a bien exercé tel ou tel métier : un cultivateur ne se tient pas et ne répond pas comme un mécanicien, un citadin n'a pas le hâle carac-

(1) Il est vrai qu'un ouvrier refusé à l'embauchage de la délégation, peut, s'il en a les moyens, se rendre à ses frais en France, où personne ne l'empêchera de trouver du travail; mais le voyage est coûteux et le placement plus aléatoire. Aussi l'immigration spontanée de la Pologne vers la France est-elle quasi nulle.



Cliché de la Société Générale d'Immigration.

CENTRE DE MYSLOWICE

Le délégué de l'Office d'Emigration Polonais fait la lecture à haute voix des conditions générales des contrats. - Il explique aux ouvriers ce qu'ils doivent faire et à qui ils doivent s'adresser en France en cas de réclamation ou s'ils ont des différents avec leurs employeurs.



Cliché Société Générale d'Immigration.

CENTRE DE MYSLOWICE

Au premier étage les ouvriers se présentent avec leurs pièces d'identité pour la confection des passeports. - Au rez-de-chaussée ils signent leur contrat et reçoivent l'exemplaire qui leur est destiné.

téristique d'un ouvrier des champs, un piqueur à l'abatage du charbon ayant quelques années de pratique a toujours de petites traces bleues sur le front, etc..., etc...

L'examen attentif de la paume et des doigts de chaque main est particulièrement utile. L'étude précise des déformations plus ou moins accentuées et des usures de la peau causées par l'usage continu des mêmes outils, permet souvent en effet d'affirmer, à défaut de tout autre indice, que tel ouvrier qui se présente a manié longtemps le rabot, par exemple, et non la lime ou le pic du mineur, comme il voudrait le faire croire pour partir coûte que coûte en France.

Quelques questions d'ordre général permettent enfin de se rendre compte du degré d'intelligence et d'intellectualité moyenne du sujet, degrés qui sont très différents selon les spécialités. Cela aussi est important, car une sélection rationnelle pour des emplois manuels doit aboutir à recruter l'homme capable de bien faire le travail pour lequel il est recherché mais incapable de remplir une tâche beaucoup plus relevée. Sinon cet homme abandonnera tôt ou tard son métier pour un autre mieux rétribué, d'où instabilité et perturbations sur le marché du travail.

Ces considérations expliquent toute l'importance que les groupements d'employeurs attachent à une bonne sélection professionnelle. Les agents techniques de la Société Générale d'Immigration ont acquis dans ce domaine une grande expérience, et comme chacun signe le « bulletin de vérification » de tout ouvrier accepté par lui — ce qui permet les contrôles ultérieurs si l'ouvrier parvenu en France ne donne pas satisfaction à son employeur — ils apportent le plus grand soin à la bonne exécution de leur tâche. En fait, les réclamations sont rares, et la liste des professions diverses pour lesquelles la Société Générale d'Immigration recrute en Pologne s'allonge chaque jour.

En ce qui concerne les opérations de mise en route, nous n'avons rien de bien particulier à signaler sinon

que la plupart des contrats sont établis sur place et signés non par l'employeur, mais par le délégué de la S. G. I., agissant en qualité de mandataire.

Le nom de l'employeur auquel sera affecté en France l'ouvrier embauché ne figure même pas sur les contrats de mineurs et d'ouvriers agricoles. La raison en est que les grandes compagnies de mines ne peuvent pas faire de demandes exactes. Elles présentent seulement des prévisions globales, des programmes susceptibles d'être modifiés selon les variations de l'embauchage sur place, phénomène journalier aux résultats très irréguliers. Elles peuvent donc être appelées à modifier plusieurs fois leurs demandes pendant le laps de temps nécessaire à l'exécution des programmes d'ensemble du Comité des Houillères, qui seul est en mesure d'opérer la compensation entre les diverses compagnies au moment même de l'arrivée des convois à Toul ou au Havre. Ceci n'a d'ailleurs aucun inconvénient pour l'ouvrier, car très souvent on lui demande à l'arrivée s'il a des préférences pour telle ou telle région, et, en ce qui concerne les salaires, les mêmes minima sont indiqués sur tous les contrats. Les salaires effectifs varient suivant les bassins ; mais comme ils sont adaptés aux différences du coût de la vie, il n'en résulte non plus aucun préjudice pour le travailleur.

Pour l'agriculture, les modifications de demandes et les résiliations sont si nombreuses que l'organisme central doit se contenter d'établir des programmes globaux (souvent retouchés d'ailleurs en cours d'exécution) et n'opérer la répartition qu'à l'arrivée. Cette façon d'agir permet seule aussi de satisfaire les demandes « d'ouvriers express » (c'est-à-dire d'ouvriers dont un employeur se trouve avoir un besoin urgent), en prélevant ces ouvriers par priorité sur le premier convoi attendu.

L'Office d'Emigration polonais n'a pas cependant admis cette méthode sans difficultés. Il aurait voulu que tous les contrats de travail portent au départ de Pologne la désignation exacte de l'établissement employeur,

et ses délégués ont vivement insisté à ce sujet lors des négociations qui ont abouti au protocole du 3 février 1925.

Nous avons du céder sur le principe (Art. 5 du protocole), mais heureusement une double exception a été stipulée au profit des mines de charbon et de l'agriculture, ce qui explique pourquoi de nombreux contrats établis à Myslowice ou Wejherowo ne portent aucune indication de l'établissement employeur français (1).

Tel est dans ses grandes lignes le fonctionnement de nos organismes de recrutement collectif en Pologne qui ont permis d'introduire en France un nombre considérable de travailleurs polonais depuis 1920, comme l'indiquent les statistiques suivantes (2) :

Années	Agricult.	Industrie	Total	Rapatriés	Excédent
1919 et 1920....	1.893	8.255	10.148	»	10.148
1921	2.241	9.345	11.586	»	11.586
1922	9.077	28.370	37.447	»	37.447
1923	25.797	31.447	57.244	61	57.183
1924	17.749	23.265	41.014	89	40.925
1925	13.080	17.554	30.634	11	30.623
Totaux....	69.837	118.236	188.073	161	187.912

Tchécoslovaquie. — Très peu de temps après la signature de la convention franco-tchèque du 20 mars 1920, le ministère du Travail envoya en Tchécoslovaquie une Mission de main-d'œuvre, à laquelle se joignit un délégué du Comité des Houillères, et quelques centaines de

(1) Cependant les demandes nominatives et les demandes d'ouvriers agricoles destinés à certains travaux spéciaux (demandes par bordereaux), donnent lieu à l'établissement de contrats spécifiant à quel employeur est destiné l'ouvrier recruté.

(2) En raison de la façon très minutieuse dont elles sont établies, des nombreux contrôles au départ et à l'arrivée et de l'absence à peu près complète d'immigration individuelle clandestine, elles doivent être considérées comme beaucoup plus exactes que celles concernant les ouvriers italiens. Il est vraisemblable cependant que le nombre des rapatriés est supérieur à celui que donnent nos statistiques officielles.

mineurs et ouvriers d'industrie furent recrutés aussitôt (1).

Cette main-d'œuvre n'ayant pas donné les résultats attendus, et de nombreuses difficultés pratiques entravant sans cesse la bonne marche de la mission, celle-ci suspendit très vite ses opérations.

C'est en 1922 qu'elles devaient être reprises par une délégation du Comité des Houillères, puis par une mission du ministère de l'Agriculture, qui toutes deux fonctionnent actuellement dans de bonnes conditions.

La procédure officielle du recrutement organisé est réglée par les articles 10 à 13 de la convention de 1920 (reproduction presque littérale des clauses correspondantes de l'accord franco-polonais), et par des accords complémentaires intervenus entre les services compétents de France et Tchécoslovaquie au début de 1923, en mai 1925 et mai 1926.

Les demandes françaises sont transmises en Tchécoslovaquie, après visa, soit par le ministère du Travail, soit par le ministère de l'Agriculture, et ce sont les offices de placement tchèques ou slovaques qui recrutent les candidats à l'émigration, sélectionnés ensuite par nos agents techniques.

Le représentant du ministère de l'Agriculture réside à Prague (2). Il reçoit les demandes d'ouvriers agricoles et les transmet à l'Office du travail pour la Slovaquie, à Bratislava, qui s'occupe exclusivement du recrutement pour l'agriculture. Tenu continuellement à jour de la situation du marché du travail dans les provinces qui dépendent de lui, cet organisme désigne les offices régionaux chargés d'exécuter les demandes et fixe la date à laquelle les ouvriers ainsi rassemblés devront se pré-

(1) A ce moment, la Tchécoslovaquie ne put fournir de main-d'œuvre agricole et ce n'est qu'à partir de 1922 qu'elle se déclara prête à envoyer des ouvriers pour l'agriculture, notamment des vachers.

(2) C'est l'agent, dans cette capitale, de la maison Worms (transports internationaux), à laquelle le ministère de l'Agriculture confie le transport en France des ouvriers recrutés.

senter à Bratislava, pour subir la visite médicale et, s'il y a lieu, l'examen professionnel. Les ouvriers acceptés sont munis de leur passeport et photographiés par les services officiels tchécoslovaques, puis transportés en France par les soins de la maison Worms ou de la Société Générale d'Immigration (selon qu'ils ont été demandés directement au ministère de l'Agriculture ou par l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole).

Pour les mineurs et ouvriers d'industrie, les demandes sont transmises par le ministère du Travail français au ministère du Travail tchécoslovaque ; la mission de la Société Générale d'Immigration, qui a reçu copie de ces demandes, se met en rapport avec le Bureau central de placement de Prague, et ce dernier recrute par l'intermédiaire des offices locaux. Ce sont ceux-ci qui délivrent aux candidats agréés un permis d'émigrer et un billet gratuit de chemin de fer pour Prague, où les ouvriers sont examinés par les agents de la S. G. I. et formés en convoi dès qu'ils ont obtenu leur passeport.

Un accord signé à Paris le 19 mai 1925 entre M. Kominék, inspecteur du Bureau de placement de Prague, et la direction de la Société Générale d'Immigration, fixe les conditions dans lesquelles la délivrance des passeports et la photographie (tirage à huit exemplaires) sont exécutés par le Bureau de Prague moyennant remboursement forfaitaire par la S. G. I. à raison de 15 francs par ouvrier muni de contrat (1). Il précise que « La Société Générale d'Immigration choisit et paie « elle-même le médecin destiné à faire passer aux ouvriers l'examen médical » et qu'elle verse à chaque homme au départ une indemnité journalière de vivres de route fixée à 7 francs. Il est entendu enfin que « l'engagement des mineurs de charbon et de fer se fera collectivement et que leur affectation et leur répartition « seront faites à Toul, pourvu cependant que les salaires

(1) La S. G. I. ne supporte pas les frais de passeport et de photographie des membres de la famille accompagnant ou rejoignant un travailleur émigré.

minima soient fixés d'une manière uniforme pour chaque catégorie d'ouvriers.

Les contrats-types ne font que reproduire les clauses classiques relatives aux salaires et à la protection des travailleurs. Ils garantissent cependant (ce que ne font pas les contrats polonais) les soins médicaux et pharmaceutiques pendant une durée de 45 jours en cas de maladie moyennant une retenue de 2 %.

Ni à Prague, ni à Bratislava, il n'existe de centre d'hébergement, puisque les délégués français n'ont qu'à sélectionner puis à rassembler pour le départ les ouvriers munis de leurs passeports et photographiés par les soins des autorités locales.

Une deuxième visite médicale, la vaccination et la désinfection ont lieu à l'arrivée au dépôt de Toul.

Voici pour finir ce qu'a donné le recrutement en Tchécoslovaquie depuis 1922 :

Années	Ouvriers introduits avec contrat (1)		Emigration totale (2) vers la France
	Industrie	Agriculture	
1922	886	0	3.457
1923	1.265	3.224	5.957
1924	4.401	5.939	12.525
1925	2.814	3.313	7.279

Sources diverses de recrutement

Parmi les pays d'Europe que leur situation économique ou démographique oblige à voir émigrer chaque année un nombre important de leurs enfants, — et ces pays sont maintenant en majorité — il n'en est guère avec lesquels nous n'ayons entamé des négociations pour l'organisation du recrutement de la main-d'œuvre industrielle ou agricole qu'ils peuvent fournir. Les résultats obtenus ne sont pas cependant d'égale valeur.

(1) Statistiques officielles du ministère du Travail et du ministère de l'Agriculture.

(2) Statistique officielle tchécoslovaque du nombre total de passeports délivrés pour la France, nombre sans doute légèrement supérieur au nombre total des partants.

C'est ainsi que, malgré de nombreuses prises de contact officielles et officieuses, nous n'avons encore avec l'Espagne aucun accord qui nous permette le recrutement régulier sur place et l'application des clauses d'un contrat-type établi d'un commun accord. Ce n'est qu'à la frontière qu'il est possible d'opérer, par nos bureaux d'immigration, une sélection médicale et une répartition contrôlée des travailleurs espagnols qui veulent bien s'y présenter. Il est probable cependant que cette situation, quelque peu paradoxale, eu égard à l'importance de l'immigration espagnole en France, ne se prolongera pas indéfiniment.

Nous avons dit plus haut pourquoi la France hésite à signer de nouveaux traités de travail, qui lui imposent des obligations très lourdes vis-à-vis des travailleurs étrangers sans autre contre-partie qu'une réciprocité fictive. Il est donc possible qu'elle ne se montre pas disposée à répondre aux avances que l'Espagne semble faire actuellement. Si toutefois quelques concessions devaient nous obtenir l'autorisation de procéder sur le territoire de ce pays à un recrutement sélectionné, il serait sans doute conforme à notre intérêt de les accorder.

On peut en dire autant du Portugal qui ne permet plus de sélectionner chez lui comme pendant la guerre ses nationaux désireux de venir travailler en France.

Il est d'autres pays, par contre, avec lesquels, à défaut de traités de travail, nous avons signé des accords particuliers, ou dont une organisation patronale française a obtenu une licence de recrutement qui permet d'embaucher sur leur territoire, après examen médical et professionnel, des contingents importants de travailleurs. Il en est ainsi pour la Yougoslavie, la Grèce, l'Autriche et la Lithuanie. Nous allons exposer brièvement la manière dont se recrutent les ouvriers de ces différentes nations.

Yougoslavie. — Le désir de multiplier les sources de

recrutement de main-d'œuvre étrangère, afin d'être moins tributaires de chacune d'entre elles, provoqua en mai 1924 l'intervention de la Société Générale d'Immigration dans le royaume Serbe-Croate-Slovène.

Elle savait qu'un fort courant d'émigration transocéanique enlevait chaque année à ce pays pauvre et dépourvu d'industrie une partie de son abondante main-d'œuvre. Elle n'ignorait pas non plus que s'y trouvaient de nombreux réfugiés russes en quête de travail. Elle s'appliqua donc à diriger sur la France une partie de ces émigrants, aptes surtout aux travaux agricoles.

Pour les réfugiés russes il n'y eut aucune difficulté. Le recrutement et la mise en route de ces travailleurs ne nécessitaient, en effet, aucune autorisation préalable, et se trouvaient même facilités par l'existence à Belgrade d'une organisation active d'entr'aide russe, la « Technopomotch ».

Par contre le recrutement des ouvriers yougoslaves pour l'étranger est interdit par la loi, et il fallut à la Société Générale d'Immigration près d'un an de négociations persévérantes pour obtenir le 23 janvier 1925 du gouvernement du royaume S. C. S. l'autorisation de procéder sur tout son territoire, sous le contrôle du Commissariat de l'Emigration de Zagreb, à l'embauchage d'ouvriers agricoles. Le recrutement de la main-d'œuvre pour l'industrie ne fut autorisé que plus tard, en mai 1926.

Des contrats-types ont été élaborés pour ces diverses catégories d'ouvriers et soumis à l'approbation du Gouvernement français. Ils ne présentent d'ailleurs aucune particularité bien notable (1).

Comme suite à ces accords, fonctionne depuis l'année dernière à Zagreb un nouvel organisme de la S. G. I., qui a déjà envoyé en France plus de deux mille ouvriers

(1) Le texte du contrat agricole a été reproduit *in extenso* dans le numéro du 1^{er} mars 1925 du « Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole » et nous donnons en annexe le texte du contrat d'ouvrier d'industrie.

agricoles, dont un assez grand nombre de spécialistes : bûcherons, vachers et bergers.

C'est lui qui reçoit directement de France les demandes visées par le ministère de l'Agriculture et qui, par l'intermédiaire de la Bourse du Travail de Zagreb, en informe les Bourses locales. Celles-ci doivent alors porter ces offres de travail à la connaissance des ouvriers de leurs circonscriptions. Ceux d'entre eux qui s'inscrivent sont convoqués pour être examinés sur place au point de vue professionnel par des agents de la Société d'Immigration. Les ouvriers acceptés doivent s'occuper eux-mêmes d'obtenir un passeport, ce qui exige souvent un long délai. Ils signent ensuite à Zagreb leur contrat de travail, passent la visite médicale, et sont formés en convois dirigés vers la France.

Avec ses bureaux de Zagreb pour la main-d'œuvre indigène et de Belgrade pour les réfugiés russes, la S. G. I. possède dans cette partie des Balkans deux nouveaux centres de recrutement qui ont fourni à la date du 1^{er} octobre 1926 : 490 ouvriers russes et 2.363 yougoslaves (1). Il est probable qu'ils pourront facilement à l'avenir développer et intensifier leur activité, si cela devient nécessaire.

Grèce. — C'est en 1924 également que la Société Générale d'Immigration envoya sur place une mission étudier les possibilités de recrutement que pouvait offrir la Grèce. On s'aperçut vite que ce pays, qui nous avait déjà envoyé pendant la guerre plusieurs milliers de travailleurs, pouvait devenir à nouveau une source intéressante de main-d'œuvre. Aussi par l'intermédiaire de notre consul à Athènes, puis d'agents particuliers (de nationalité grecque), la S. G. I. commença au début de 1925 à introduire en France des ouvriers et ouvrières

(1) Auquel il convient d'ajouter quelques femmes et enfants mais en très petit nombre.

de nationalité hellénique, ainsi que de nombreux réfugiés arméniens (1).

Aucun accord spécial n'est intervenu à ce sujet avec les autorités grecques, qui ne s'opposent pas cependant à cette immigration organisée. Les contrats sont conformes aux contrats-types passe-partout pour ouvrier de toute nationalité, des ministères du Travail et de l'Agriculture, dont le visa est toujours nécessaire.

Autriche. — Ce pays traverse depuis la guerre une crise économique très grave, dont la conséquence naturelle a été, là comme toujours en pareil cas, de pousser beaucoup de ses enfants à émigrer.

Dès mars 1920, M. Oualid, alors chef du service de la main-d'œuvre étrangère au ministère du Travail, s'était rendu à Vienne pour examiner dans quelles conditions un important contingent de chômeurs autrichiens (il fut question de 20.000) pourrait être dirigé sur la France après embauchage sélectionné. Un projet de contrat-type avait été établi, mais différentes circonstances ne permirent pas alors la réalisation de ce recrutement.

De nouveaux pourparlers engagés à la fin de 1924 par la S. G. I. avec le Wanderungsamt autrichien (Office d'Emigration) aboutirent plus facilement et en 1925 un certain nombre de mineurs de fer de Styrie purent être sans difficulté introduits en France. Ce n'est cependant qu'au début de cette année 1926 que les clauses d'un contrat-type spécial furent arrêtées d'un commun accord entre le ministère du Travail français et l'Office d'Emigration autrichien.

A l'heure actuelle, la Société Générale d'Immigration a mis au point en Autriche un organisme d'embauchage qui fonctionne en liaison d'une part avec le Wanderungsamt (questions de contrat, de transport, de contrôle,

(1) Pour lui permettre d'intensifier ce recrutement, le ministère des Affaires Etrangères a même consenti, au début de 1926, à mettre en congé un de nos consuls : M. Dussap, qui remplit là-bas une œuvre d'intérêt général.

etc...), et, d'autre part, avec l'Industrielbezirks-Commission, qui est le service de placement du ministère de la Prévoyance Sociale, pour tout ce qui concerne le nombre et le classement professionnel des ouvriers demandés et le mode de recrutement.

Nous ne pouvons attendre de l'Autriche des ouvriers agricoles ; mais elle a commencé à nous fournir d'excellents métallurgistes et mineurs de fer, précieuses recrues pour notre industrie sidérurgique.

• *Lithuanie.* — C'est un pays essentiellement agricole, à main-d'œuvre abondante, qui devait naturellement attirer l'attention de la Société Générale d'Immigration.

En juin 1924, un délégué de cette société se rendit à Kowno, capitale de cet Etat, et entama des pourparlers avec le gouvernement lithuanien. On semblait devoir parvenir rapidement à un accord, et les opérations préliminaires de recrutement étaient commencées, lorsque ce gouvernement éleva des prétentions inacceptables au sujet des contrats-types : contrats de six mois seulement ; salaire-or ; rapatriement à Memel aux frais de l'employeur au bout de six mois, etc..., si bien que les opérations furent arrêtées. L'année suivante, les négociations étaient reprises, et cette fois la S. G. I. pouvait obtenir le double accord des autorités françaises et lithuaniennes sur les clauses d'un contrat-type normal (1). En mars 1925, le représentant en Lithuanie de la S. G. I. signait au nom de celle-ci, avec le ministre de l'Intérieur, une convention fixant pour un an les conditions auxquelles le recrutement serait autorisé, conditions qui reproduisaient simplement celles du contrat-type.

A la suite de cet accord, trois convois comprenant au total 733 ouvriers agricoles lithuaniens (hommes et femmes) arrivèrent en France en septembre et octobre

(1) Le texte de ce contrat a été reproduit *in extenso* dans le « Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole », numéro du 1^{er} juillet 1925.

1925. Malheureusement, en dépit des instructions reçues, la sélection au départ n'avait été opérée que d'une façon trop superficielle, et la plupart des ouvriers, et surtout des ouvrières, ainsi embauchés, ne donnèrent que des mécomptes aux employeurs qui ne purent les conserver. La Légation de Lithuanie à Paris se vit alors assaillie de demandes de rapatriement, ce qui n'alla pas sans créer une certaine mauvaise humeur et entraîna la suspension du recrutement en Lithuanie.

Depuis, nous avons cherché à revenir sur ce premier échec ; mais les pourparlers sont compliqués par l'instabilité des cadres administratifs de cette jeune nation, et, d'autre part, la première impression mauvaise subsiste encore, tant chez les autorités lithuaniennes que parmi les employeurs français. Elle arrivera sans doute à se dissiper, et si nous pouvons organiser, comme le désirerait la S. G. I., à Memel ou à Siaulai, un centre de recrutement établi sur le modèle des centres polonais, il est probable que nous pourrions recevoir, dans de bonnes conditions, d'excellents ouvriers agricoles lithuaniens.

En dehors des pays dont nous venons de parler, il en est d'autres qui, par suite de circonstances économiques ou politiques particulières, ne nous ont envoyé jusqu'à ce jour aucun contingent appréciable d'ouvriers, mais avec lesquels nous avons établi certains accords et tenté quelques expériences qui nous permettront peut-être de les compter un jour parmi nos fournisseurs habituels de main-d'œuvre.

C'est le cas de l'Angleterre, de l'Irlande, de la Suisse, des pays scandinaves et de l'Allemagne.

Grande-Bretagne. — Cette grande nation industrielle souffre depuis plusieurs années d'une crise de chômage aiguë. Il semble donc que nous aurions dû pouvoir facilement attirer chez nous un nombre important de ses chômeurs, pour la plupart excellents spécialistes de l'industrie. Des tentatives ont bien été faites dans ce sens,

mais pour diverses raisons n'ont pas abouti à un résultat pratique. Au début de 1923, un accord fut conclu entre les gouvernements français et britannique, aux termes duquel le « Service de placement dans les pays d'outre-mer », dépendant du ministère anglais du Travail, était chargé de satisfaire les demandes de main-d'œuvre des employeurs français. Ces demandes devaient être transmises par le Service de la main-d'œuvre étrangère de notre ministère du Travail qui les visait, après avoir examiné si elles étaient conformes aux clauses d'un contrat-type élaboré avec les autorités anglaises.

Ce contrat donnait à l'ouvrier anglais toutes les garanties habituelles concernant l'égalité de salaire et de protection. Ses frais de voyage lui étaient avancés par son pays; mais devaient être récupérés au moyen de retenues sur le salaire. Toutefois, le ministère anglais limitait ces avances aux dépenses nécessaires pour se rendre à une distance maximum de 300 kilomètres du port de débarquement en France (Calais ou Dieppe).

Signalons enfin que l'employeur avait la faculté d'envoyer un représentant vérifier sur place la capacité professionnelle des candidats présentés par les bureaux anglais (1). Malheureusement, les exigences des chômeurs anglais qui font hésiter nos employeurs, et la dépréciation de notre change, n'ont permis encore d'introduire en France que peu d'ouvriers de cette nationalité.

Le rapport pour 1924 du conseiller commercial britannique à Paris (2) donne les raisons principales de cette abstention. En réponse aux offres intéressantes qui leur furent transmises de diverses usines françaises (3),

(1) Consulter, au sujet de cet accord, la notice : « Renseignements relatifs à la main-d'œuvre étrangère », publiée par le ministère du Travail ainsi que le numéro d'août 1923, de la *Revue Internationale du Travail*. » (Vol. VIII, n° 2, p. 270.)

(2) Analysé dans le numéro de janvier 1925 de la « Chronique Mensuelle de l'Emigration. » (Informations Sociales, du B. I. T., vol. XIII, n° 5).

(3) Une grosse entreprise de matériel roulant de chemin de fer

les chômeurs firent valoir l'insuffisance des salaires, une fois ceux-ci convertis en monnaie anglaise, le changement de régime alimentaire et des heures de travail, la nécessité de travailler le samedi après-midi, le confortable insuffisant des maisons ouvrières françaises, enfin les difficultés provenant de la différence de langue. D'autre part, beaucoup d'employeurs français redoutaient, qu'après avoir pris la peine d'amener des ouvriers britanniques jusqu'à pied-d'œuvre, ceux-ci ne se montrent mécontents de leur nourriture et de leur logement et ne consentent pas à accepter les mêmes conditions que les immigrants d'autres nationalités. Ils craignaient également l'instauration parmi leur personnel d'un syndicalisme plus rigoureux et plus avancé, renforcé par la présence d'un « Shop Steward » (1), et un conflit possible entre les pratiques syndicales françaises et anglaises. En outre, ils reculaient devant la difficulté que représentait la sélection de la catégorie exacte d'ouvriers dont ils avaient besoin et l'ignorance où ceux-ci seraient des procédés de fabrication et de l'outillage utilisés en France.

Ces difficultés, quoique sérieuses, ne paraissent pas insurmontables. Il est à souhaiter, dans l'intérêt commun de l'Angleterre et de la France, que dans un avenir prochain de nombreux travailleurs britanniques puissent trouver chez nous l'emploi d'une activité inutilisée dans leur pays.

Irlande. — En 1923, le ministère de l'Agriculture

avait demandé, à elle seule, plusieurs centaines d'ouvriers (célibataires) spécialisés, pour une période indéterminée, aux conditions suivantes : ces ouvriers devaient toucher 22 francs de salaire par jour (nous sommes en 1924), être logés dans une chambre meublée à neuf et moyennant un loyer mensuel de 50 francs, avec pension de deux repas par jour au prix de 2 fr. 50 chacun. Des douches, des salles de jeux, ainsi que des terrains de football devaient être mis à leur disposition.

(1) On sait qu'en Angleterre, le « Shop-Steward » est l'ouvrier désigné par un syndicat pour veiller dans une usine déterminée à l'observation des contrats collectifs et à l'affiliation au syndicat de tous les travailleurs qu'il est chargé de surveiller.

essaya d'amorcer vers la France un courant d'ouvriers agricoles irlandais. Des formules de contrat furent établies qui prévoyaient la mise à la charge de l'immigrant de ses frais de voyage jusqu'au Havre, l'employeur devant payer le reste du trajet en France. Le recrutement et la sélection devaient être assurés par les organismes officiels irlandais.

En raison du prix élevé du voyage et de la perte au change, cet accord ne semble avoir donné aucun résultat appréciable jusqu'à ce jour. L'an dernier cependant, la Société Générale d'Immigration a repris l'étude de la question en envoyant une mission sur place. Il est permis d'espérer qu'un jour ou l'autre une partie des nombreux Irlandais qui émigrent chaque année pourra se diriger vers la France plus proche et plus accueillante que les Etats-Unis ou l'Amérique du Sud.

Norvège. — La possibilité d'une émigration organisée vers la France fit l'an dernier l'objet de nombreux articles dans certains journaux norvégiens. Diverses personnalités, notamment l'écrivain Johann Bojer, développèrent les raisons qui devaient attirer chez nous les ouvriers agricoles ou les petits métayers, trop nombreux dans leur pays, et la Légation française à Oslo reçut beaucoup de demandes de renseignements à ce sujet. C'est alors qu'en novembre 1925 un représentant de la Société Générale d'Immigration se rendit à Oslo pour étudier en détail les possibilités d'émigration norvégienne.

De son enquête, il résulte que la Norvège serait en mesure de nous fournir d'une part des ouvriers agricoles isolés, d'autre part des familles d'agriculteurs disposant d'un certain capital. Ces dernières pourraient donc payer leurs frais de voyage au moins jusqu'au point d'arrivée en France (Le Havre ou Rouen) et être installées ensuite comme métayers après un stage plus ou moins long d'accoutumance.

C'est dans ce sens que l'on va tenter prochainement

d'introduire quelques Norvégiens dans certaines fermes de la région du Sud-Ouest spécialement choisies à cet égard, car les Norvégiens, comme tous les peuples du Nord, sont assez difficiles pour le logement, et il y a tout intérêt à ce que les premiers essais donnent des résultats satisfaisants.

Il est possible aussi que nous puissions faire venir de Norvège certains artisans et ouvriers qualifiés victimes du chômage. Jusqu'à présent cependant, la plupart des milieux norvégiens semblent plutôt sceptiques en ce qui concerne les résultats à attendre de ce nouveau débouché pour les émigrants.

Suède. — La situation générale du pays est favorable à l'organisation d'un recrutement de main-d'œuvre : la hausse de la couronne gêne très fortement l'industrie, en particulier les mines de fer et la grosse métallurgie. Le nombre d'émigrants, qui s'était considérablement réduit au cours de la guerre et des premières années d'après-guerre, est revenu dès 1923 au taux normal d'avant 1914, soit 25.000 environ par an. C'est aux Etats-Unis, que se rendait la grosse majorité de ces émigrants, or l'Amérique ne consent maintenant qu'à en recevoir un nombre très limité. Il paraît donc possible de détourner vers la France une notable fraction des émigrants suédois.

Cette situation n'a échappé ni à nos grandes entreprises, ni aux travailleurs suédois, et d'importantes usines françaises firent faire directement l'an dernier des démarches en Suède par notre attaché commercial ; mais le gouvernement suédois s'opposa d'abord au départ des ouvriers spécialistes mineurs et métallurgistes demandés.

Il se montre maintenant plus conciliant ; une organisation d'embauchage et de sélection va pouvoir fonctionner sous la direction d'une personnalité suédoise agissant sur les instructions de la Société Générale d'Immigration. L'on espère ainsi, grâce à une publicité dis-

crête, arriver à recruter pour la France des mineurs de fer et des spécialistes de la grosse métallurgie et de la coutellerie.

Peut-être même, plus tard, la Suède pourra-t-elle fournir aussi des agriculteurs, mais pour l'instant le recrutement de ces derniers n'est pas envisagé.

Suisse. — La Suisse est à la fois un pays d'émigration et d'immigration.

De tout temps, elle a fourni à la France des travailleurs spécialisés dans certains métiers (hôtellerie, commerce, industrie fromagère), et des familles d'agriculteurs se fixant dans nos régions de l'Est et s'y assimilant d'ailleurs assez vite. Depuis la guerre, et malgré la dévalorisation du franc français, ce mouvement a continué. Grâce à un accord particulier intervenu entre notre ministère du Travail et les autorités helvétiques, il est possible aux employeurs français d'adresser au Service de la main-d'œuvre étrangère à Paris des demandes de spécialistes suisses.

L'embauchage est opéré par les bureaux suisses, et l'ouvrier vient à ses frais. Le contrat-type, dont les termes ont été établis d'un commun accord, doit seulement lui garantir du travail pour trois mois au minimum.

D'autre part, l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole fait des efforts pour développer la venue en France de familles de métayers ou fermiers suisses et a déjà réussi certaines introductions très intéressantes. Il est possible qu'il y ait là une source précieuse de recrutement agricole spécialement attirante, en raison de la facilité d'assimilation des Suisses émigrés dont la plupart connaissent notre langue.

Allemagne. — Gravement atteinte dans ses forces vives par les conséquences de la guerre et des difficultés financières qui la suivirent, l'Allemagne traverse depuis trois ans une crise de chômage, qui pousse à émigrer

un nombre important de ses nationaux. C'est ainsi qu'en 1925, 62.643 Allemands ont quitté le Reich (1).

Une partie d'entre eux, sur laquelle les statistiques donnent peu de précision, est certainement venue se fixer en France. Il ne s'agit là toutefois que d'immigration libre spontanée, fort peu encouragée chez nous dans l'ensemble ; car pour des raisons d'ordre à la fois politique et sentimental, l'on n'a pas voulu ouvrir trop tôt les portes de nos usines à ceux qui les avaient si méthodiquement saccagées dans les régions envahies.

Il y aurait eu là cependant un mode pratique de transfert de richesses au titre des réparations, qui aurait pu compléter heureusement le montant trop faible des prestations en nature et des versements en espèces. C'est pourquoi en 1919, pendant la négociation du traité de Versailles, l'on avait poussé assez loin les échanges de vues à ce sujet avec la délégation allemande et mis sur pied un projet de contrat individuel. Mais les populations du Nord auraient souvent mal accepté de voir revenir l'envahisseur, même s'il devait cette fois entreprendre de relever les ruines, et il n'était pas illusoire de redouter l'espionnage politique ou économique dans lequel excellent nos anciens adversaires.

Aussi, malgré une campagne de la Confédération Générale du Travail qui était favorable à l'emploi de travailleurs allemands dans les régions libérées (2) et les offres précises du gouvernement allemand, la main-d'œuvre germanique ne contribua guère à la reconstruction des zones dévastées.

Il faut mentionner cependant l'essai très intéressant auquel il fut procédé en 1923 avec une trentaine d'ouvriers rhénans. Recrutés avec le concours du bureau de main-d'œuvre de Trèves et munis d'un contrat individuel d'un an, ils furent groupés dans une même entre-

(1) Contre 58.328 en 1924 et 115.416 en 1923.

(2) Un accord à ce sujet avait même été signé en février 1921 entre les Fédérations ouvrières du Bâtiment de France et d'Allemagne. (Voir *L'Information Sociale*, numéro du 20 mars 1921, p. 8.)

prise qui avait pris à sa charge les frais d'introduction. La question des salaires était particulièrement délicate : il ne fallait pas donner à ces ouvriers des salaires trop supérieurs à ceux dont ils auraient bénéficié chez eux (et provoquer ainsi des demandes d'augmentations dans les provinces rhénanes), ni violer le principe de l'égalité des salaires payés par l'employeur français. Elle fut résolue en prescrivant à l'entrepreneur :

1° D'assurer le logement et la nourriture des ouvriers allemands ;

2° De verser à ceux-ci en francs français une somme correspondant à ses menues dépenses en France ;

3° De mettre à sa disposition en monnaie allemande une somme qu'il pouvait envoyer en Allemagne pour sa famille ;

4° Au cas où l'ensemble ainsi défini, ramené à sa valeur en francs, serait inférieur au salaire normal de la main-d'œuvre française, de verser la différence au Trésor.

Ce système fonctionna dans de bonnes conditions. Les ouvriers rhénans bénéficiaient de la même protection que les Français quant aux accidents du travail et pouvaient adhérer aux syndicats.

Comme l'hospitalisation aux frais des communes en cas de maladie aurait pu donner lieu à certaines difficultés, il fut décidé qu'une assurance-maladie couvrirait chacun de ces ouvriers. Mais étant donné le faible effectif embauché et l'absence de tables précises de morbidité en France, l'on eut beaucoup de mal à trouver une compagnie d'assurance française qui acceptât ce risque. Cependant, « L'Urbaine et la Seine » consentit à essayer une formule qui donna toute satisfaction, et les résultats de cette expérience, qui dura un an, furent excellents.

Le rendement des Rhénans, était un peu moindre que celui des travailleurs français, mais cette infériorité

était en partie compensée par une plus grande régularité dans le travail (1).

En ce qui concerne leurs rapports avec les autres ouvriers, aucune difficulté n'a été observée et l'on a même pu créer des équipes mixtes.

Il semble donc bien que l'on se soit quelque peu exagéré les inconvénients qui pouvaient résulter de l'emploi de la main-d'œuvre allemande, et il est certainement regrettable que l'on n'ait pu trouver là un moyen pratique d'organiser un nouveau système de prestations. A l'heure actuelle, il serait moins intéressant à cet égard d'introduire en France des contingents importants de travailleurs allemands ; toutefois, en raison des qualités de ces derniers, de la grande facilité avec laquelle on peut les faire venir des provinces les plus voisines de nos frontières (2) et de la forte natalité allemande, il est à prévoir que leur nombre s'accroîtra chez nous ces prochaines années.

Il appartient à nos services administratifs d'exercer le contrôle de sécurité qui s'impose, pour que cette immigration de travailleurs ne risque pas de devenir une infiltration dangereuse.

Les réfugiés russes. — Nous commettrions une grave omission si, parlant de nos diverses sources de recrutement, nous ne mentionnions pas les colonies de réfugiés russes éparpillées en Europe ou en Orient et dont beaucoup d'éléments ont pu trouver en France l'emploi d'une activité capable de leur assurer une existence décente.

La situation de ces réfugiés qui ont fui leur pays à la suite des luttes intestines de ces dernières années, a posé une série de problèmes délicats ; l'on sait com-

(1) « La main-d'œuvre allemande et la reconstruction des régions dévastées », article de M. R. Alluson dans *La Réforme Sociale*, numéro de janvier 1926.

(2) Qui sont aussi celles dont les habitants sont ethniquement le plus proche de ceux de nos régions de l'Est.

ment pour finir ils ont été « adoptés » par la Société des Nations qui a obtenu de la plupart des pays l'établissement d'un certificat d'identité spécial tenant lieu de passeport à ces « heimatlos ».

Le Bureau International du Travail a organisé dans les pays où se trouvaient le plus grand nombre de réfugiés russes et particulièrement à Varsovie, Constantinople, Sofia et Riga, un service spécial d'embauchage et de mise en route.

C'est à ces services que le ministère français du Travail transmet les demandes d'ouvriers russes qui lui sont fréquemment adressées par certains employeurs français ayant réussi à acclimater dans leurs usines des noyaux importants de travailleurs de cette nationalité.

La sélection est assurée à l'embauchage par les agents du Bureau International du Travail, et l'employeur français paie d'avance au ministère du Travail les frais d'introduction.

Nous avons dit plus haut comment, de son côté, la Société Générale d'Immigration recrutait des réfugiés russes en Yougoslavie, pays où ils se trouvent en grand nombre. Ajoutons qu'elle est depuis peu en mesure de sélectionner sur place et de faire mettre en route vers la France des réfugiés russes en Allemagne et dans les pays baltes, grâce à un accord avec le « Central Büro Arbeitsgenossenschaften » russe de Berlin (1).

Il est bien difficile d'évaluer le nombre des ouvriers russes en France. Selon que l'on consulte telle ou telle statistique, l'on trouve des chiffres allant de 100.000 à 400.000. Leur nombre augmente d'ailleurs sans cesse, car la France étant à peu près le seul pays d'Europe qui ne connaisse pas le chômage, attire petit à petit les réfugiés des autres pays.

(1) Qui est une organisation de protection des émigrés russes en Allemagne.

Caractères de nos méthodes de recrutement

De ce rapide examen de nos sources de recrutement et de la façon dont nous procédons à l'embauchage des ouvriers étrangers, désireux de venir travailler en France, nous pouvons dégager maintenant les principes caractéristiques de nos méthodes.

Un premier point essentiel est la collaboration étroite qui existe nécessairement entre les organes de nos groupements d'employeurs et l'administration française. L'appui de cette dernière est indispensable aux premiers pour que leur intervention dans les pays étrangers prenne toute l'importance et toute la valeur qui doit la différencier de l'activité trop sujette à caution des agences d'émigration. C'est certainement en grande partie parce que les délégués de la Société Générale d'Immigration sont accrédités auprès de nos agents diplomatiques et par eux auprès des autorités étrangères, qu'ils ont pu mener à bien plusieurs missions remarquables et qu'ils jouissent à l'étranger d'une réelle influence.

Si, par ailleurs, l'administration française, avec un personnel des plus réduits, est en mesure de contrôler effectivement, à peu de frais, l'introduction journalière de très forts contingents étrangers, c'est parce qu'elle est efficacement secondée par les services d'embauchage, de mise en route et de réception de nos organisations privées.

Ce qu'il est nécessaire de souligner aussi, c'est la collaboration ouverte et loyale de nos missions à l'étranger avec les autorités des pays qui les reçoivent et la répartition des différentes tâches du recrutement qui s'opère en elles.

Il convient même de remarquer qu'en raison de cette collaboration, le terme de « recrutement » est assez impropre pour désigner les opérations auxquelles procèdent nos délégations. Les mots de « recrutement », « recruteurs », impliquent, en effet, l'idée d'une recherche individuelle d'hommes destinés à enrichir une

collectivité. Ils évoquent le tableau d'un certain nombre d'agents s'occupant à la fois de faire une propagande intéressée et d'embaucher des ouvriers désirés. Or, telle n'est pas la façon d'opérer de nos délégations même dans les pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie, où elles fonctionnent le plus librement.

En Pologne, par exemple, un travailleur d'une province reculée souhaite un jour partir en France, soit parce qu'il chôme, soit parce qu'il désire venir y retrouver des parents. Il se présente au P. U. P. P. le plus proche. On lui donne les renseignements qui le décident définitivement à partir. Le P. U. P. P. dirige l'ouvrier sur le centre de Myslowice ou de Wejherowo. Là, il se présente à l'examen médical et professionnel, et selon le résultat, il est accepté ou refusé. A partir de ce moment seulement, commencent les opérations d'embauchage et de mise en route. Y a-t-il eu recrutement ? L'ouvrier dira-t-il « J'ai été recruté » ? Non, il dira « Je me suis présenté à l'embauchage, j'ai été accepté, ou refusé ». Il y a autre chose entre ces deux expressions qu'une simple nuance, et l'un des secrets de la réussite de nos méthodes se trouve dans la recherche systématique de ce résultat.

Si la délégation française dans un pays étranger se borne à encourager l'afflux vers les bureaux officiels du travail et à établir un barrage de sélection au centre d'embauchage, elle n'apparaît plus comme une entreprise jetant ses filets à travers une contrée pour en razzier au petit bonheur les éléments de production, mais comme une institution respectueuse des prérogatives nationales et de la liberté individuelle, qui propose ses services pour canaliser et organiser l'émigration dans un but d'utilité commune. Elle n'est plus confondue désormais avec les agents marrons des compagnies de transport à la recherche de fret humain, et son personnel de « techniciens » peut, en toute indépendance, procéder au triage des candidats à l'émigration.

Bien entendu, cette attitude n'exclut pas la possibilité

d'une discrète propagande ayant pour effet d'attirer l'attention des différentes classes sociales sur l'intérêt que présente l'émigration vers la France, palliatif au chômage et source d'un afflux appréciable de devises étrangères. La meilleure propagande est d'ailleurs celle de la boule de neige : des ouvriers se présenteront nombreux à l'embauchage parce que d'autres sont partis qui écrivent des lettres heureuses et envoient de l'argent.

Et c'est de la sorte, en créant habilement un afflux spontané, dirigé par les autorités locales elles-mêmes vers ses centres de sélection et d'embauchage dont nous avons dit la bonne organisation, que nos délégations fonctionnent dans les excellentes conditions de souplesse, de régularité et de rapidité qu'admirent tous les techniciens des problèmes migratoires.

BIBLIOGRAPHIE

MINISTÈRE DU TRAVAIL. — *Renseignements relatifs à la main-d'œuvre étrangère*. Paris, 1924.

R. ALLUSSON. — *La Main-d'Œuvre allemande et la Reconstruction des régions dévastées*. « La Réforme Sociale ». Paris. numéro de janvier 1926.

« Revue Internationale du Travail », Genève.

En particulier Vol. IX, N° 5 (mai 1924), et Vol. X, N° 1 (juillet 1924).

« Chronique Mensuelle des Migrations », Genève.

« Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre étrangère »,
35, rue Saint-Dominique, Paris.

CHAPITRE V

TRANSPORT, RÉCEPTION ET RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Lorsqu'il a été embauché à l'étranger un nombre d'ouvriers de chaque catégorie correspondant aux demandes des employeurs français, il s'agit d'en assurer l'introduction chez nous dans les meilleures conditions de rapidité, d'hygiène et d'économie, puis de répartir cette main-d'œuvre dont la destination et l'utilité réelle doivent être contrôlées.

Cette deuxième série d'opérations, plus délicate encore peut-être que l'embauchage lui-même, fait jouer de nombreux rouages de nos administrations et organismes privés, comme nous allons le voir.

Les transports

La question des transports est intimement liée à celle du recrutement lui-même.

Nous ne voulons pas dire ainsi que c'est, en définitive, pour transporter que l'on recrute — ce qui était l'ancienne conception « mercantile » de l'organisation des mouvements migratoires (1), — mais que le bon fonctionnement d'un transfert régulier de main-d'œuvre de *qualité voulue* dans un *temps déterminé* dépend étroitement de la façon dont est conçue et organisée la technique des transports.

Que demande, en effet, avant tout, l'employeur désireux de recevoir des ouvriers étrangers ? C'est d'avoir

(1) Organisation qui subsiste encore dans de très nombreux pays où le recrutement des émigrants est assuré par des agents de compagnies maritimes ou de réseaux de chemins de fer dont l'objectif est avant tout d'augmenter le trafic de leurs lignes.

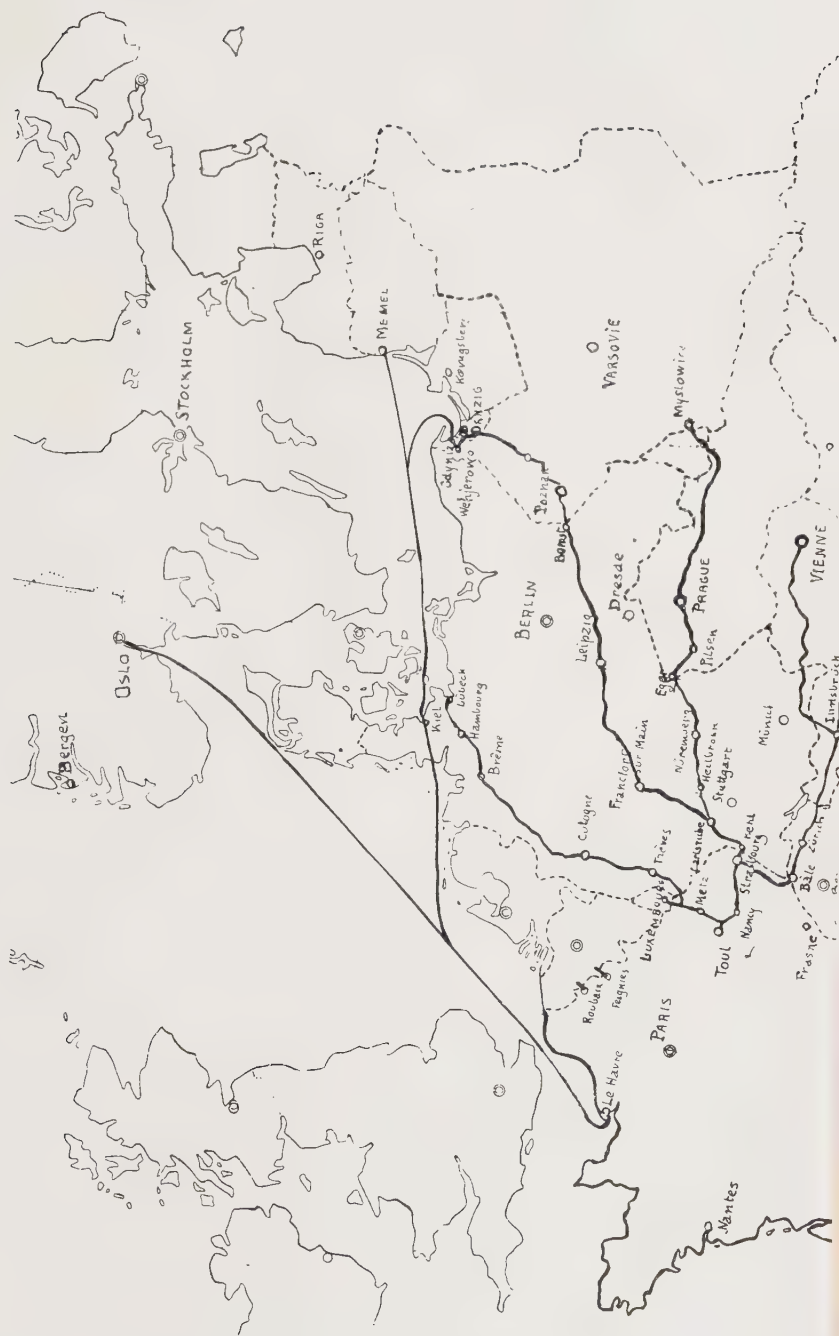
toute garantie sur l'exactitude du nombre et de la qualité des travailleurs qu'il attend, ainsi que sur l'époque à laquelle ils arriveront.

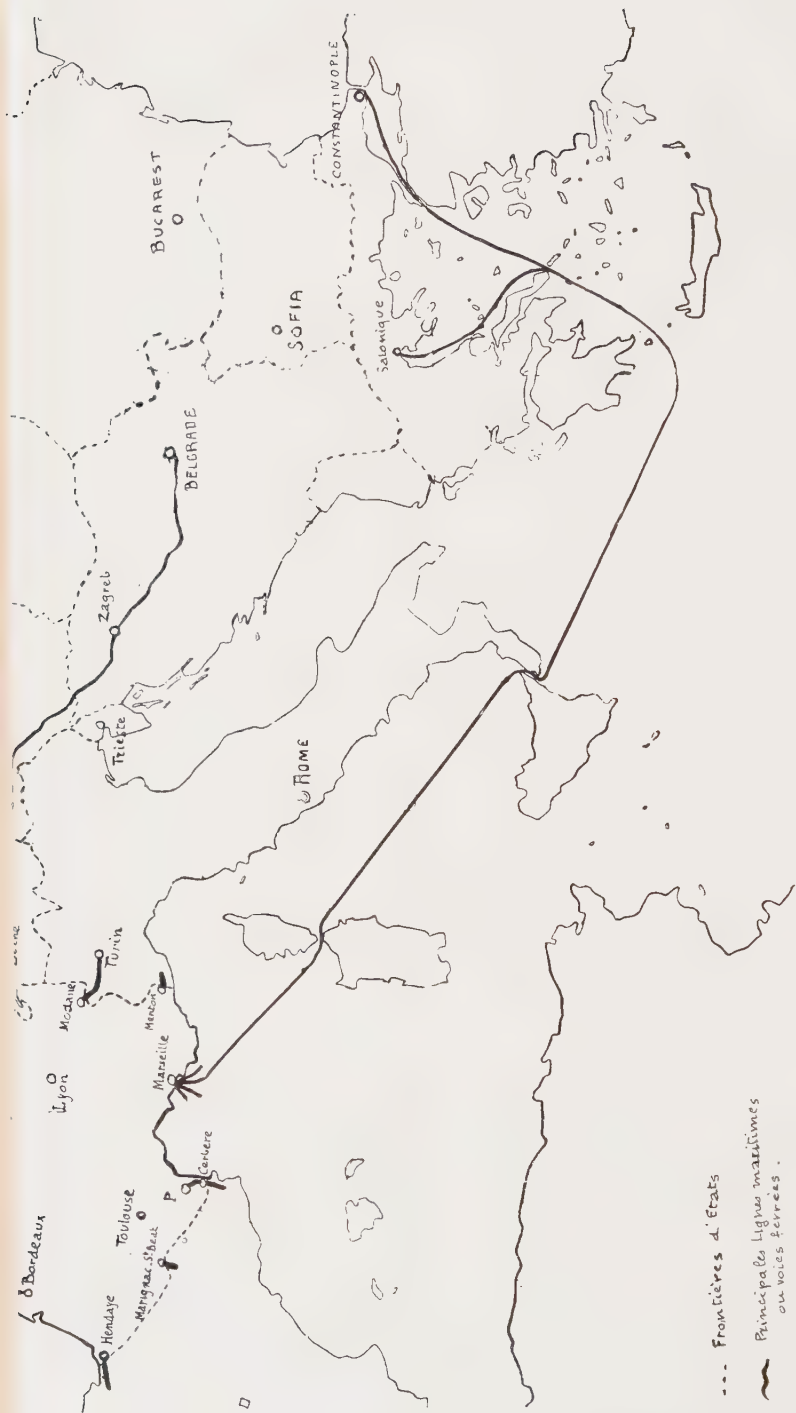
Ce serait une erreur de croire que, même pour les deux premiers points, une bonne organisation de sélection professionnelle et de mise en route puisse suffire ; entre le moment où l'ouvrier a été accepté par le mandataire de l'employeur et celui où il arrive sur le sol français, peuvent se glisser toutes les fraudes possibles qui changent la personnalité du sujet. Enfin, selon que les modalités de transports seront plus ou moins bien étudiées, le prix de revient et la durée des voyages, la régularité d'échelonnement des convois peuvent varier du tout au tout, autant de questions qui intéressent directement l'employeur puisqu'il en supporte en définitive les conséquences (1).

Ces considérations expliquent pourquoi il est nécessaire que le même organisme qui accepte de recruter se charge aussi d'acheminer jusqu'au bout l'ouvrier choisi par lui à l'étranger.

Tout ce que nous disons s'applique seulement, bien entendu, à l'immigration organisée par embauchage sélectionné à l'étranger. Aucune question particulière de transport ne se pose, soit pour l'immigration spontanée dont les éléments se présentent d'eux-mêmes à nos frontières, soit pour l'immigration collective, dont l'embauchage et la mise en route sont assurés comme en Italie, par les soins exclusifs des autorités locales. Au contraire, pour la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Yougoslavie, la Grèce, les pays baltes et scandinaves, où nous avons établi des centres d'embauchage, il a fallu

(1) C'est, en effet, l'employeur qui paie généralement l'intégralité des frais d'introduction. La plupart des contrats prévoient cependant qu'il se rembourse des frais de voyage jusqu'au centre de répartition en France (évalués forfaitairement à une somme fixe) par des retenues opérées sur le salaire de l'ouvrier dans la limite légale, mais ils précisent aussi que cette même somme est rendue à l'ouvrier à titre de prime de fin de contrat s'il exécute celui-ci jusqu'au terme convenu.





--- Frontières d'États

— Principales lignes maritimes
ou voies ferrées.

Les principales voies de transport utilisées pour l'introduction en France de main-d'œuvre étrangère.

compléter ceux-ci par une organisation bien étudiée de transports maritimes ou ferroviaires.

Dès 1919, le ministère du Travail avait organisé des transports par trains-navette entre Varsovie et Toul par l'Allemagne. Une conférence avait même réuni à Strasbourg, en novembre 1919, les représentants des réseaux français, allemands, tchécoslovaques et polonais et ceux du 4^e bureau de l'Etat-major français pour étudier l'organisation de services réguliers par trains complets, mais l'on se heurta à cette époque à de très grosses difficultés pratiques de tous ordres.

Aussi, à partir de 1921, le Comité des Houillères, puis la Société Générale d'Immigration s'attachèrent tout spécialement à mettre au point la question des transports. Ils y ont réussi, et leurs services assurent, à l'heure actuelle, d'une manière satisfaisante, le transport en France :

1^o Par voie maritime (1),

— des Norvégiens et Suédois, soit via Oslo-Le Havre, soit via Bergen-Lübeck (et ensuite par fer Lübeck, Cologne, Trèves, Metz, Toul).

— des Lithuaniens, via Memel-Le Havre.

— d'une partie des Polonais, via Gdynia-Le Havre.

— des Grecs, réfugiés arméniens et réfugiés russes d'Orient, via Salonique ou Constantinople et Marseille.

2^o Par voie ferrée :

— des Polonais, en provenance du centre de Wejherowo, qui arrivaient jadis à Toul par Berlin, Cologne, Trèves et Metz, mais qui sont dirigés maintenant via Bomst-Leipzig.

— des Polonais du centre de Myslowice, qui arrivent également à Toul, mais par : Oswiecim, Zebrzydowice, Petrovice (frontière tchèque), Prague, Pilzen, Cheb-Eger (frontière allemande), Nüremberg, Heil-

(1) La plupart de ces transports sont effectués par des navires de la Compagnie Générale Transatlantique dont l'efficace collaboration est précieuse à la S. G. I.

bronn, Carlsruhe, Kehl (frontière française) et Strasbourg.

— des Tchécoslovaques, qui empruntent les mêmes lignes que les Polonais de Myslowice à partir de Prague.

— des Autrichiens, arrivant de Vienne à Bâle, via Munich, Innsbrück et Zurich.

— des Yougoslaves et des réfugiés russes de Serbie, qui recrutés à Belgrade ou à Zagreb, arrivent à Bâle par Brod, Wergl, Innsbrück et Zurich, mais que l'on fera passer par l'Italie le jour où ce pays se montrera moins formaliste pour les immigrants en transit.

La carte ci-contre permet d'ailleurs de mieux se rendre compte des trajets effectués.

Sur les voies ferrées les transports se font, soit par wagons complets accrochés à des trains réguliers, soit par trains spéciaux.

Cette dernière méthode est une nouveauté en matière technique migratoire. Elle a permis d'obtenir des réseaux intéressés certaines réductions de tarifs très appréciables, mais elle nécessite une liaison parfaite avec tous les services d'exécution. S'il est relativement facile, en effet, de former et de faire passer un train quelconque dans un temps indéterminé sur un ensemble de réseaux, il devient beaucoup plus compliqué d'organiser des départs réguliers de trains spéciaux. Si dans ce cas les compagnies de chemins de fer se montrent disposées à consentir des réductions sensibles en raison du supplément de trafic ainsi procuré, elles imposent leurs horaires, leurs conditions particulières, et cela constitue alors un véritable casse-tête que d'accorder les obligations imposées dans chaque pays, de façon à aboutir malgré tout à des heures de départ et d'arrivée acceptables en même temps qu'à une durée minimum pour le trajet total. A plusieurs reprises, pour réaliser une bonne coordination, la Société Générale d'Immigration a dû réunir, en petites conférences techniques internationales les délégués

des réseaux polonais, tchèques, autrichiens, afin de régler avec les chefs de nos missions dans ces divers pays les mille questions de détails qui surgissaient.

A l'heure présente tout est bien organisé et la S. G. I. possède quatre « services de transports » qui veillent à régulariser, à « automatiser » toutes les opérations en les contrôlant sans cesse.

Ce sont :

1° Le Service des transports maritimes de la Baltique, qui dépend du chef de la délégation en Pologne.

Il transporte les ouvriers en provenance des pays scandinaves, de la Lithuanie et du port polonais de Gdynia.

2° Le Service des transports de l'Europe Centrale. C'est le plus important, aussi constitue-t-il un service indépendant, dont le chef est à Prague.

Il traite de toutes questions de principe et de tarifs avec les autorités des pays intéressés en conservant sa liaison avec les chefs des diverses missions de recrutement dans ces pays, afin d'assurer l'unité de vues et d'action. Il règle le passage des trains spéciaux, l'accrochage des wagons séparés ou la formation de trains mixtes (wagons accrochés à plusieurs gares qui finissent par former un train spécial). Il distribue les vivres de route à certaines gares et veille en particulier à ce que celles-ci puissent fournir ce qui est nécessaire aux tout jeunes enfants des familles rejoignantes. Il s'occupe enfin des relais de convoyeurs qui accompagnent chaque train spécial.

Cette question des convoyeurs est importante pour le contrôle. En général sur la partie polonaise du parcours, le convoyeur est polonais. Il cède la place à Petrovice à un convoyeur de nationalité tchèque, choisi et payé par le service des transports, qui va d'habitude jusqu'à Kehl. L'acheminement des ouvriers de Kehl à Toul est assuré avec ou sans convoyeur selon l'appréciation du chef de service de réception de Toul.

3° Le Service des transports de l'Europe méridionale,

qui est du ressort de la délégation en Yougoslavie, et règle l'organisation des transports sur la ligne de Belgrade à Innsbrück.

4° Le Service des transports de la Méditerranée. C'est le moins important. Rattaché au précédent, il s'occupe seulement d'assurer le passage des ouvriers grecs ou des réfugiés arméniens et russes sur des paquebots de lignes régulières.

Il faut signaler aussi que la seule délégation permanente d'embauchage à l'étranger qui soit indépendante de la S. G. I. : celle du ministère de l'Agriculture en Tchécoslovaquie, règle elle-même ses transports ou plus exactement s'adresse pour cela à la maison Worms (1).

C'est donc uniquement à des initiatives privées qu'est due l'organisation matérielle des translations migratoires vers la France et ceci est pour le mieux.

Il faut observer, en effet, que les opérations de transport de ce genre, moins que toutes autres, ne peuvent s'accommoder de la rigidité des règles administratives. Elles comportent des à-coups continus, des décisions immédiates lourdes de conséquences pécuniaires, parfois enfin l'emploi de procédés de persuasion qu'une administration peut difficilement utiliser. La moindre compression de crédits budgétaires, toujours possible pour un service public, peut désorganiser et paralyser une organisation de transport. D'ailleurs, plusieurs expériences récentes ont prouvé que dans ce domaine l'intervention directe de l'Etat était le plus souvent assez malheureuse.

Il convient de ne pas l'oublier lorsque l'on rêve, comme certains en France, de confier à l'Etat le soin de recruter, de transporter et de répartir lui-même, et lui seul tous les travailleurs étrangers demandés par l'industrie et l'agriculture.

(1) Cette dernière est une entreprise particulière de transports internationaux, qui possède une longue expérience en la matière et dont la Société Générale d'Immigration a même utilisé pendant quelques temps les services en Pologne et en Tchécoslovaquie.

La réception aux frontières.

Si l'administration laisse avec raison aux sociétés privées le soin de régler le transport vers la France des ouvriers embauchés à l'étranger elle reprend normalement tous ses droits à partir du moment où ces travailleurs franchissent nos frontières. Ils vont dès lors vivre librement sur notre sol, y gagner leur vie, fonder peut-être un foyer, il est nécessaire de savoir au moins quel est le sujet auquel nous ouvrons ainsi notre porte. Il est indispensable aussi que des précautions élémentaires soient prises afin d'éviter qu'il n'introduise en France certaines maladies contagieuses.

C'est pourquoi l'on impose aux travailleurs étrangers arrivant à la frontière, un contrôle d'identité et un contrôle sanitaire, qui si imparfaits soient-ils, comme nous le verrons, permettent cependant de les soumettre à une « réception » individuelle.

Ces opérations s'effectuent aux bureaux d'immigration dont nous avons déjà parlé. Les principaux sont par ordre d'importance :

Toul, qui reçoit la totalité des Tchécoslovaques, tous les Polonais embauchés à Wejherowo, des réfugiés russes et des Yougoslaves.

Modane, où se présentent presque tous les Italiens ;

Marseille, où arrivent par voie de mer des Italiens, des Espagnols, des Grecs, des réfugiés arméniens et russes, des Nord-Africains ;

Frasne, par où passent une partie des Yougoslaves et des réfugiés russes des Balkans ;

Hendaye, réservé aux Portugais ;

Perpignan, destiné aux immigrants espagnols ;

Le Havre, qui reçoit par bateaux les Lithuaniens, Suédois, Norvégiens et les Polonais embarqués à Gdynia.

Les bureaux des frontières terrestres ne sont pas tous placés, comme on le voit, à la frontière même. Ils sont complétés par des « postes » comme ceux de Cerbère,

Perthus et Bourg-Madame sur la frontière espagnole, qui dirigent les immigrants vers les bureaux principaux.

Le contrôle d'identité est effectué par le soin des commissaires spéciaux de la Sûreté Générale attachés à ces bureaux d'immigration. A Marseille, le commissaire ou l'un de ses agents se rend à bord de chaque bateau dont l'arrivée lui est signalée au port ; il est accompagné par un contrôleur du Service de la main-d'œuvre étrangère. Tous les passeports sont examinés et le commissaire remet entre les mains du contrôleur ceux sur lesquels figure la mention « travailleur ». En échange de ses papiers, on remet à l'intéressé une fiche qui porte, avec un numéro individuel de contrôle, la courte mention suivante rédigée en sept langues différentes :

« Le porteur de la présente note devra se présenter
« au service de la main-d'œuvre étrangère, rue Sainte-
« Claire, n° 11, à Marseille, pour retirer son passeport
« et demander une carte d'identité. Il lui sera procuré
« du travail en France dans la mesure du possible. »

Cette fiche permet à l'intéressé de circuler dans Marseille pendant quelques heures, ou même quelques jours s'il n'est pas pressé de délivrer ses papiers. Quand il se présente au bureau de la main-d'œuvre étrangère on lui délivre un sauf-conduit pour le lieu d'emploi où il désire se rendre, mais le passeport et le contrat de travail, s'il en a été établi un de suite, sont envoyés directement à l'employeur qu'on prévient de la prochaine arrivée d'un ouvrier étranger (1).

Si l'étranger n'a pas de contrat et qu'on ne peut lui procurer immédiatement du travail (2), il est hébergé

(1) Si par hasard, ce qui arrive assez fréquemment, l'ouvrier ne rejoint pas ledit employeur, celui-ci, au bout d'une dizaine de jours, doit renvoyer ces papiers au Bureau de la M. O. E. de Marseille qui fait rechercher le délinquant. Pour éviter ces ennuis, les gros « clients » du dépôt de Marseille envoient généralement un de leurs agents chargé de convoier les étrangers jusqu'à destination.

(2) Ce qui est exceptionnel, car le bureau de Marseille a généralement plus d'offres d'emplois que d'ouvriers capables de les satisfaire.

dans un des deux grands dépôts spéciaux que possède à Marseille le Service de la main-d'œuvre étrangère.

De cette façon, il est assez facile de contrôler l'identité des travailleurs étrangers arrivant par voie de mer dans notre grande cité méditerranéenne. Il y a lieu toutefois de remarquer que pratiquement, même si l'ouvrier n'arrive pas avec des papiers en règle, on l'accepte s'il y a du travail à lui fournir, en demandant à la préfecture l'autorisation de régulariser sa situation. D'autre part, les voyageurs de seconde et de première classe ne sont pas astreints aux formalités que nous venons de décrire.

Il est donc facile d'échapper au contrôle du bureau de Marseille en se payant un billet de 2^e classe ; mais le cas est assez rare, car la plupart des travailleurs étrangers arrivent dans ce port dénués de ressources (1).

Aux bureaux d'immigration des frontières terrestres, on opère d'une manière à peu près semblable, à cette différence près que le commissaire n'a pas à se déplacer. Les travailleurs arrivent directement à son bureau ou ils y sont aiguillés par les postes frontières et là il est procédé à la vérification de leurs pièces d'identité et à la délivrance des sauf-conduits (2).

Aux bureaux d'immigration est généralement annexée une salle de photographie qui délivre à prix réduit aux émigrants le nombre de photographies qui leur est nécessaire. Ce nombre est, en principe de six : une pour le sauf-conduit, une pour une fiche d'identité qui reste au bureau d'immigration et quatre que l'étranger remet-

(1) Dans un pareil cas, le travailleur aurait à payer de plus la taxe entière, soit 375 francs (comme nous le verrons au chapitre suivant), pour obtenir sa carte d'identité au lieu que celle-ci lui soit délivrée aux frais de l'employeur et à un tarif réduit comme pour ceux qui passent régulièrement par un bureau d'immigration à leur arrivée.

(2) Pour les immigrants espagnols saisonniers qui viennent en France quelques semaines au moment des vendanges, ces formalités sont simplifiées. Il leur est délivré directement aux postes frontières de Perthus et de Bourg-Madame, un sauf-conduit de vendangeur valable jusqu'au 15 octobre, qui les dispense de passer par le bureau d'immigration de Perpignan.

tra ultérieurement au commissariat de police ou à la mairie de son lieu d'emploi, lorsqu'il présentera sa demande de carte d'identité.

Le contrôle d'identité à l'arrivée est doublé d'un contrôle sanitaire qui s'exerce lui aussi au bureau d'immigration. Très importante, en principe, puisqu'elle devrait avoir pour objet de n'admettre en France que des éléments sains de corps et d'esprit, cette réception sanitaire se réduit en fait à un examen médical assez superficiel, qui se borne à voir si le postulant n'est pas atteint de maladie très contagieuse et à s'assurer qu'il a été récemment vacciné contre la variole. Si l'émigrant ne peut pas produire un certificat à ce sujet, on le vaccine sur place. La plupart des bureaux d'immigration n'ont qu'une salle d'examen médical bien sommairement installée. D'autre part, le médecin n'a pas le droit de refouler des immigrants atteints d'affections graves comme la tuberculose ou l'épilepsie, qui suffiraient pourtant à rendre indésirable leur présence en France.

Dans les ports, à Marseille et au Havre notamment, la sélection peut être un peu plus sévère par application des dispositions de la police sanitaire des ports encore réglée par la loi du 3 mars 1822. Partout ailleurs, l'examen médical à l'arrivée, qui peut suffire lorsqu'il s'agit d'ouvriers recrutés collectivement (en Pologne ou en Tchécoslovaquie, par exemple) parce que ceux-ci ont déjà fait l'objet d'une sérieuse sélection sanitaire avant le départ, est beaucoup trop superficiel pour opérer une véritable discrimination entre les éléments sains et ceux qui ne le sont pas.

Cet état de choses, d'autant plus paradoxal que la France est à peu près le seul des grands pays d'immigration qui n'ait pas édicté de sévères conditions restrictives d'ordre sanitaire à l'entrée des étrangers chez elle (1), attire de plus en plus l'attention des spécialistes

(1) Et qui, de plus, recueille une bonne partie des « laissés pour compte » des autres pays d'immigration, car les émigrants

des questions d'hygiène sociale. Tous sont d'accord qu'il conviendrait de soumettre l'introduction des travailleurs étrangers en France, et même d'une façon plus générale la délivrance de la carte d'identité de tout étranger quel qu'il soit, à des conditions sanitaires arrêtées par un texte de loi (1). L'Académie de médecine a émis un vœu dans ce sens le 19 janvier dernier, et M. Chauveau, sénateur, a déposé, le 17 avril 1926, une proposition de loi (2) aux termes de laquelle les étrangers astreints à l'obligation de la carte d'identité ne pourraient obtenir celle-ci qu'autant qu'ils seraient munis d'un certificat médical

à destination de l'Amérique, s'ils sont reconnus indésirables par les compagnies de transport aux ports français d'embarquement, demeurent chez nous.

(1) Voici, par exemple, quelles devraient être ces conditions, d'après le professeur Léon Bernard :

« 1° Absence de maladies mentales et d'épilepsie, de cécité et de surdi-mutité. Sur ce point, l'examen clinique peut être insuffisant, notamment en ce qui concerne certaines psychoses ou l'épilepsie; cet examen, peut, en périodes de trêve, n'être nullement révélateur. Il sera donc indispensable, à l'égard de cette catégorie de maladies, de procéder dans la mesure du possible à une enquête (celle-ci est aisée dans le cas du contrôle sanitaire au départ), et, en second lieu, d'exiger une déclaration signée de l'impétrant attestant qu'il est indemne de ce genre de tares ; une déclaration mensongère donnerait lieu à expulsion ultérieure.

« 2° Absence de toxicomanies, notamment d'alcoolisme; ici un examen averti est suffisant.

« 3° Absence de maladies infectieuses en activité.

« Ici, un commentaire s'impose et quelques exemples doivent être expliqués. Les tuberculeux ne doivent être exclus que s'ils sont porteurs de lésions nettement contagieuses; on n'arrêtera pas au passage des sujets suspects ou guéris, en particulier d'anciens malades guéris de lésions osseuses, articulaires, ganglionnaires ou même pulmonaires.

« De même il ne s'agit pas de refuser le passage à tout sujet vaincu d'avoir eu la syphilis; mais il y a toutes raisons d'interdire l'entrée à tout individu présentant soit des accidents contagieux, soit des déterminations graves (syphilis cérébrale, tabès).

« Même raisonnement pour la blennorrhagie et la chancreuse, pour l'amibiase et les autres maladies parasitaires ou microbiennes en puissance d'accidents contagieux. La lèpre, le trachôme doivent également être exclus.

« 4° Bien entendu, la vaccination anti-variolique, et la désinsectisation doivent être pratiquées, lorsqu'il y a lieu. »

(2) Doc. parl. Chambre des Députés, session ordinaire 1926, annexe N° 251 (J. O. du 30 août 1926).

« établissant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie
« contagieuse, d'aucune infirmité, tare physique ou men-
« tale susceptible de constituer un danger ou une charge
« pour nos nationaux. » Un décret pris en Conseil d'Etat
après avis du Conseil Supérieur d'Hygiène et de la Com-
mission interministérielle de l'Immigration désignerait
l'autorité sanitaire compétente pour délivrer le certifi-
cat, ou le passeport sanitaire dans les différents cas, et
pour arrêter la liste des maladies, infirmités et tares
incompatibles avec le séjour en France.

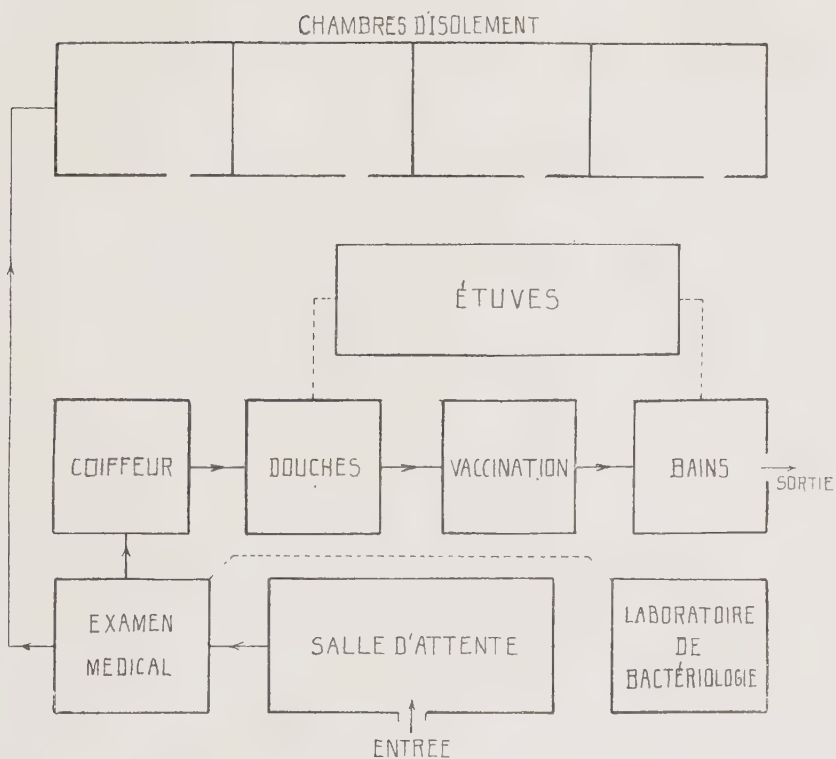
Nous ne pouvons que souhaiter le vote prochain par
les Chambres de dispositions de ce genre, car l'on cons-
tate à l'heure actuelle en France une recrudescence de
certaines maladies, en particulier des maladies véné-
riennes qui semble étroitement liée au développement
de l'immigration étrangère (1). Nous n'ignorons pas
que les traités ou clauses d'établissement qui nous lient
vis-à-vis de nombreux pays donnent à leurs nationaux
le droit de pénétrer et de demeurer très librement sur
notre territoire, mais ces textes réservent les droits de
police de l'état de résidence dans lesquels entrent, sans
aucun doute, ceux de police sanitaire. Le vote d'un texte
législatif relatif à celle-ci ne nous paraît donc pas devoir
entraîner des difficultés d'ordre international.

En attendant, ce qui est nécessaire si nous voulons
que notre immigration soit « organisée » au point de
vue sanitaire comme elle l'est déjà au point de vue éco-
nomique et professionnel, c'est développer le système

(1) Voici quelques chiffres cités par M. Chauveau dans l'exposé
des motifs de sa proposition de loi: « Parmi les 250 syphilitiques
hospitalisés à Saint-Louis, du 1^{er} janvier au 31 mars 1925, d'après
une communication de MM. Jeanselme et Burnier, à l'Académie
de médecine, on comptait 204 Français et 50 étrangers ou indi-
gènes de l'Afrique du Nord, soit une proportion de 20 %. Cette
proportion, si l'on considère que tous ces immigrants sont du sexe
masculin, atteint jusqu'à 34,4 %, par rapport à la population des
salles d'hommes. De même, parmi les 451 cas de syphilis récente
traités en 1925 au dispensaire de la clinique de Saint-Louis, on re-
lève 260 Français, 140 étrangers et 51 indigènes, soit une propor-
tion vraiment extraordinaire de 42 % de malades nés en dehors
des frontières de la métropole.

BUREAU D'IMMIGRATION DE MODANE

POSTE SANITAIRE



de la sélection sanitaire sur place à l'étranger avant le départ de l'émigrant. Cette sélection opérée, comme nous l'avons vu, par les représentants des employeurs, donne d'excellents résultats. D'après des chiffres fournis par la Société Générale d'Immigration, et cité par M. le Professeur Léon Bernard, les candidats émigrants polonais et tchécoslovaques qui se sont présentés à nos délégations d'embauchage en 1924, ont été refusés dans la proportion de 34 % et l'efficacité de ce contrôle a été attestée par le fait que la seconde visite effectuée à l'arrivée en France de ces migrants n'a dépisté que 0,8 pour 1.000 de malades (1). On voit tout l'intérêt d'un tel système que les Etats-Unis cherchent de leur côté à imposer à tous leurs pays fournisseurs de main-d'œuvre. Quand le texte de la loi que nous souhaitons aura été voté, il sera bon de plus, pour certains pays chez lesquels nous ne possédons pas de missions de recrutement mais dont les nationaux ne peuvent pénétrer chez nous que munis d'un passeport visé par le consul de France du lieu de départ, de subordonner ce visa à la production d'un certificat médical attestant que le sujet répond aux prescriptions sanitaires légales.

Ce que l'on peut faire aussi, dès maintenant, c'est perfectionner le contrôle médical bien restreint que nous exerçons à la frontière. Il suffirait de doter nos bureaux d'immigration de postes sanitaires pourvus de moyens d'examen moderne, et notamment d'un laboratoire de bactériologie (pour les examens de sang et de crachats) et même d'une annexe de radiologie. Ces postes seraient complétés par des installations convenables de désinsectisation et de désinfection. Il serait enfin des plus utiles qu'ils possèdent aussi quelques chambres de lazaret pour les mises en observation de sujets suspects.

(1) Comme il n'y a aucune raison de supposer que l'état sanitaire des immigrants d'autres nationalités ait été meilleur que celui des Polonais et des Tchécoslovaques, c'est un tiers de ceux venus en France autrement que par recrutement collectif qui étaient indésirables au point de vue sanitaire. Or, en 1924, sur 265.000 travailleurs introduits en France, 61.000 seulement recrutés collectivement avaient fait l'objet d'un examen au départ!

Le centre de Modane possède une organisation de ce genre qui tient tout entière dans un simple pavillon à un étage bâti sur cave et comprenant au rez-de-chaussée, salles d'examen, de douches, de vaccination et laboratoire ; au sous-sol une étuve pour la désinfection des effets ; au premier étage, quatre chambres de lazaret séparées par un couloir d'isolement des appartements du médecin et des infirmiers. Le graphique schématique ci-joint permet de se rendre compte de la manière très simple dont se succèdent les opérations par lesquelles passent les arrivants.

L'établissement d'un tel poste ne coûte pas une somme bien élevée. Si l'on admet qu'une douzaine d'entre eux (deux ou trois pour chacune de nos frontières terrestres du Nord, de l'Est, du Sud-Est, des Pyrénées, un à Marseille et un au Havre) suffirait pour assurer une sélection sanitaire beaucoup plus sérieuse de l'afflux des immigrants, l'on jugera sans doute que la dépense n'est pas de celles que l'on doit déclarer impossible à notre pays, même en période de restrictions.

Elle conduirait d'ailleurs à la réalisation d'économies sensibles sur le budget de nos hôpitaux, dont certains services sont encombrés de malades étrangers. Enfin, cette organisation s'imposera le jour, prochain nous l'espérons, où une loi aura édicté des conditions sanitaires plus sévères d'admission des étrangers en France, autant en entamer dès maintenant la réalisation.

La Répartition et son contrôle

Le principe de la répartition des ouvriers étrangers introduits en France est simple. Il s'agit d'affecter chacun d'eux à l'entreprise par laquelle il a été réclamé nominativement ou qui, d'après le programme des demandes à satisfaire, doit recevoir à ce moment un travailleur de la catégorie dont il fait partie.

Pour les ouvriers embauchés par les soins de la S.G.I. et dont le plus grand nombre ne connaissent pas au dé-

part leur destination définitive, cette répartition comprend une première phase de préparation sur le papier ; tous les éléments d'un convoi sont « ventilés » au mieux entre les différents employeurs et leurs contrats reçoivent les dernières précisions utiles. Ensuite, on passe à la phase d'exécution, c'est-à-dire, à la « distribution » aux employeurs des régions et des industries les plus diverses de la main-d'œuvre introduite pour eux.

La première opération s'effectue souvent à bord même du navire transporteur ou pendant le voyage en chemin de fer. Elle est assurée par les convoyeurs de la Société Générale d'Immigration et permet de réduire au minimum le stationnement au centre d'hébergement français. Elle s'achève à l'arrivée et c'est à Toul ou au Havre que la plupart des ouvriers recrutés collectivement reçoivent leur affectation définitive (1).

Après l'exécution de ce travail, les employeurs sont avisés télégraphiquement. Il leur appartient alors d'envoyer chacun au centre d'hébergement à l'arrivée (Toul, Le Havre, Modane, etc...), un de leurs agents qui « prend livraison » des ouvriers et se charge de les convoier jusqu'à destination définitive.

Les bureaux d'immigration des ministères du Travail et de l'Agriculture préviennent de la même façon les employeurs qui leur ont adressé directement des demandes de main-d'œuvre étrangère lorsqu'ils ont reçu des émigrants capables de les satisfaire.

Pour l'agriculture, il arrive souvent qu'il y a presque autant de destinations d'emploi que d'ouvriers faisant partie d'un même convoi, les exploitations agricoles qui demandent plus d'un ou deux ouvriers à la fois étant la très faible minorité. L'on se contente alors, d'après les instructions adressées par l'employeur en même temps que sa demande, de munir l'ouvrier étranger du

(1) Pour les travailleurs qui connaissent leur destination d'emploi au départ, c'est le cas pour ceux recrutés sur demandes par bordereaux, ainsi que pour tous ceux introduits par la mission du ministère de l'Agriculture en Tchécoslovaquie, il n'y a pas lieu, bien entendu, d'effectuer ce travail préparatoire.

billet de chemin de fer (à demi-tarif) qui lui permettra de se rendre au lieu de travail, et d'une fiche qui lui donne quelques indications sur le trajet à effectuer.

Souvent aussi, tout au moins en ce qui concerne les demandes adressées par l'intermédiaire des bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole à l'Office Central de la rue d'Athènes, les ouvriers destinés aux agriculteurs d'un même département sont convoyés jusqu'à son chef-lieu par un agent du bureau départemental seul convoqué. Là, leurs futurs patrons viennent les chercher, à moins qu'ils ne préfèrent qu'on les leur envoie séparément. De toute façon, l'ouvrier n'a plus alors qu'un court trajet à effectuer seul par le train, ce qui réduit les chances de perte ou de détournement en cours de route.

Ainsi arrive-t-on, avec de l'ordre et de bonnes liaisons, à adresser chaque ouvrier introduit en France là où il a été demandé. Mais toute la question de la répartition ne se résout pas dans cette série d'opérations, qui pourraient aboutir très facilement, si elles n'étaient contrôlées, au désordre et à l'encombrement du marché de la main-d'œuvre.

De ce qu'un ouvrier étranger a été demandé par un employeur, il ne résulte pas nécessairement que ce dernier en a un réel besoin, ni surtout que l'ouvrier exécutera ponctuellement son contrat là où il a été affecté. Or, soit que l'employeur ait fait une « demande de complaisance » n'agissant que comme prête-nom (1), soit qu'il préfère pour certaines raisons des travailleurs étrangers alors que des Français de la même profession cherchent du travail, soit enfin que l'ouvrier destiné à telle branche de l'industrie s'en aille au bout de quelques semaines chercher du travail dans une autre qui l'attire davantage, mais qui souffre du chômage, il peut en résulter de sérieuses perturbations sur le marché du travail.

(1) Ou même n'existe que d'une manière purement fictive, comme cela s'est vu.

Il faut donc être certain que l'ouvrier étranger n'ira que là où sa présence est utile et le meilleur moyen à employer à cette fin est le contrôle préventif des demandes patronales. C'est pourquoi depuis la guerre et, en exécution de nos conventions internationales, les demandes de main-d'œuvre étrangère doivent être visées par les autorités françaises.

Ce visa ne s'effectue pas dans les mêmes conditions pour l'agriculture et pour l'industrie.

Le manque d'ouvriers agricoles étant considérable, il n'y a aucun risque de chômage dans la profession. Il serait donc superflu d'enquêter sur place à propos de chaque demande d'agriculteur. Seul, le ministère de l'Agriculture reçoit à Paris toutes les demandes qui lui sont adressées directement ou par l'intermédiaire de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole. S'il s'agit de demandes nominatives, elles sont ensuite rendues aux employeurs qui les font parvenir aux intéressés.

Les demandes collectives sont adressées aux autorités étrangères par la voie diplomatique s'il s'agit de la Pologne, par nos missions particulières pour tous les autres pays.

Pour l'industrie, les demandes d'ouvriers étrangers doivent être visées successivement par l'Office Départemental du Travail dans le rayon duquel se trouve l'employeur, par l'Office Régional (qui pourrait être à même d'opérer certaines compensations entre départements voisins et d'annuler ainsi la demande de main-d'œuvre étrangère), enfin par le Service de la main-d'œuvre étrangère (Service central de Paris, s'il s'agit de demandes collectives à transmettre à nos missions de recrutement à l'étranger, contrôleurs de Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Nantes s'il ne s'agit que de demandes nominatives ou de demandes globales adressées à nos bureaux-frontières d'immigration).

En ce qui concerne les mines de houille, l'avis motivé est généralement donné par l'ingénieur en chef de leur arrondissement minéralogique qui transmet les deman-

des au préfet. Ce dernier les fait parvenir au ministère du Travail. Le Comité des Houillères (1) informé par le ministère de la suite donnée aux demandes, en avise les intéressés et prend toutes les mesures propres à en assurer l'exécution.

Avec cette façon d'opérer si les fonctionnaires des Offices départementaux et du Service de la main-d'œuvre étrangère remplissent consciencieusement leur tâche, on est assuré par avance que l'ouvrier affecté à son arrivée à telle entreprise demanderesse lui est bien nécessaire. En fait, malgré la découverte de quelques demandes fictives ou de complaisance qui avaient passé à travers les mailles de ce contrôle, on peut dire qu'il fonctionne dans de bonnes conditions à l'heure actuelle.

Quant aux ouvriers arrivant en France sans contrat s'ils se présentent comme ils le doivent à l'un des bureaux d'immigration (et c'est le cas pour la majorité), on leur procure du travail, s'ils le désirent, chez un des employeurs ayant adressé une demande régulière au bureau. Comme cette demande a dû être visée, le contrôle s'effectue encore. Si l'ouvrier refuse le travail qu'on lui propose et se rend par ses propres moyens là où il espère en trouver, ou si, évitant les bureaux d'immigration, il se rend immédiatement au lieu qu'il désire, son placement n'échappe pas cependant à tout contrôle. Lorsqu'il aura été embauché par un patron, celui-ci ne devant employer que des ouvriers étrangers munis de la carte spéciale d'identité (dont nous reparlerons au chapitre suivant), il faudra qu'il demande cette carte à la préfecture. Mais elle ne lui sera délivrée que sur présentation de différentes pièces, entre autres d'un certificat d'embauchage de son employeur visé par l'Office départemental. Or, ce visa ne doit être accordé que s'il n'y a pas de chômeurs français dans la même profession, par conséquent, le contrôle qui ne s'est pas exercé préventivement dans ce cas peut tout de

(1) Auquel les compagnies affiliées envoient un double de la demande soumise à l'ingénieur en chef des mines.

même jouer après coup avec efficacité. Si, par suite de chômage, le visa du certificat d'embauchage est refusé, il en est de même de la carte d'identité. L'étranger doit alors quitter la France dans les huit jours, sous peine d'être refoulé, c'est-à-dire reconduit à la frontière (1) ; sanction, malheureusement plus théorique que réelle, car les refoulements sont assez rares et d'ailleurs coûteux.

Il n'en reste pas moins que la répartition dans les diverses professions des étrangers arrivant en France peut être sérieusement suivie par l'administration.

Plus difficile est le contrôle de la stabilité de la main-d'œuvre étrangère dont trop d'éléments n'exécutent pas fidèlement leurs contrats et changent plusieurs fois de profession dans la même année. Mais ceci est une question relative à la surveillance des travailleurs étrangers déjà installés chez nous. Nous y reviendrons lorsque nous étudierons la manière dont se comporte dans notre économie nationale la main-d'œuvre étrangère introduite après embauchage, transport, réception et répartition pratiqués comme nous venons de le voir dans cette première partie.

(1) Le refoulement n'est pas l'expulsion. Cette dernière n'est pratiquée qu'en exécution d'un décret pris en vertu de la loi du 3 décembre 1849.

Si l'étranger expulsé rentre en France, il commet un délit qui peut lui attirer une condamnation. Au contraire, le refoulé qui pénètre de nouveau chez nous, s'expose simplement à être reconduit une seconde fois à la frontière.

BIBLIOGRAPHIE

- B. I. T. — *Émigration et Immigration. Législation et Traités*. Genève, 1922.
- Professeur Léon BERNARD. — *Rapport sur l'Immigration* présenté le 26 juin 1925, à l'Association « Le Foyer Français ». Paris, 1925.
- Professeur Léon BERNARD. — *Le Problème Sanitaire de l'Immigration*. Revue d'Hygiène. Tome XLVII, N° 9, Paris. Septembre 1925.
- BERCOVICI. — *Contrôle Sanitaire des Immigrants en France*. Thèse. Paris, 1926. Sagot et Cie, éditeurs.
- D^r CHAUMEAU, Sénateur. — *Proposition de loi relative au contrôle sanitaire des immigrants*. Doc. Parlem. Chambre, session ordinaire de 1926. Annexe N° 251.
- GAUTHIER. — *Le Marché du Travail en France*. Imprimerie du Commerce. Angers, 1923.
- Revue Internationale du Travail*, Genève.
- Informations sociales*, Genève.
- Chronique Mensuelle des Migrations*, Genève.

DEUXIEME PARTIE

LA MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

STATUT JURIDIQUE, SURVEILLANCE ET PROTECTION DE L'IMMIGRANT OUVRIER

Droits généraux des étrangers en France

Le statut juridique de l'étranger en France n'est pas déterminé par un seul texte législatif. Il faut en chercher les éléments dans une série de dispositions particulières du Code Civil, du Code du Travail, de lois complémentaires, de décrets, et enfin de multiples accords internationaux (1). Il se définit aussi en tenant compte de ce que toutes les lois de police et de sûreté obligent l'étranger, au même titre que les nationaux, à partir du moment où il vit sur le territoire français et que la protection des lois sociales s'étend automatiquement à lui, à moins qu'elle ne soit limitée par leur texte même à certaines conditions de réciprocité.

Cet ensemble de prescriptions laisse à l'étranger une grande liberté et lui donne de nombreuses garanties qu'il ne connaît pas dans tous les pays et qu'il était loin de posséder au même degré dans notre ancien droit (2).

Il a d'abord, sous réserve de l'application des lois de police et règlements sanitaires, le droit d'entrer librement en France. Il peut y circuler comme bon lui plaît ;

(1) Traités d'établissement, conventions consulaires, traités de travail, conventions d'assistance, etc...

(2) Au sujet de l'histoire du statut des étrangers en France, voir Albert Blanc : « *L'Immigration en France et le Travail national* ». Thèse, Lyon 1901, pp. 1 à 31.

les autorités administratives se réservant seulement de pouvoir contrôler à tout moment son identité, comme nous le verrons plus loin.

L'étranger qui désire se fixer pour un temps assez long dans notre pays et y vivre de son labeur, c'est-à-dire celui, qu'à défaut de définition officielle plus précise, nous appellerons « l'immigrant », a toute latitude pour exercer un commerce, une industrie et, d'une façon plus générale, une profession quelconque, en se pliant toutefois aux prescriptions législatives ou réglementaires relatives à l'exercice de ce métier (1). Les lois sociales françaises lui assurent, même à défaut d'accords internationaux particuliers, la plupart des avantages dont bénéficient les travailleurs français. C'est ainsi, par exemple, que les lois sur le travail des femmes et des enfants ou celles relatives à la durée du travail, leur sont applicables sans restrictions.

L'étranger a le droit de recevoir et de posséder sans trouble toutes sortes de biens mobiliers et immobiliers (2), dont il peut disposer librement par donation ou testament, car l'ancien droit d'aubaine a disparu depuis longtemps de notre législation. Depuis quelques

(1) Cependant, l'étranger ne peut exercer en France la profession d'avocat ni être titulaire d'un office de notaire, avoué, commissaire-priseur, etc.

Il ne peut servir dans les troupes françaises sauf dans la légion étrangère, ni être officier ou mécanicien à bord d'un navire français.

Le cabotage entre les deux rives françaises de la Méditerranée ou sur nos côtes, lui est interdit, sauf conventions diplomatiques contraires.

Il n'a pas le droit non plus de se livrer à la pêche sur un bateau étranger dans les eaux territoriales françaises.

(2) Il jouit en particulier de la même protection que le Français en ce qui concerne la propriété industrielle surtout depuis les conventions internationales de Madrid (1891) et de Bruxelles (1910).

La protection légale des œuvres artistiques ou littéraires s'applique aux œuvres publiées en France quelle que soit la nationalité de l'auteur. Celles qui sont publiées à l'étranger ne peuvent être exploitées en France sans droit depuis le décret du 28 mars 1852, mais en pareil cas la protection est subordonnée à l'accomplissement des formalités exigées pour les œuvres éditées en France, notamment au dépôt pour celles qui le comportent.

années cependant, en raison de l'importance croissante de l'immigration et des facilités exceptionnelles que la dépréciation de notre change donne aux étrangers désireux d'acquérir chez nous des biens fonciers, un mouvement d'opinion se dessine qui vise à obtenir l'introduction dans nos lois d'une certaine limitation de ce droit qu'ont les étrangers d'acquérir sans contrôle la terre française dans n'importe quelle région (1).

Comme les Français, les étrangers peuvent invoquer la protection de ceux de nos textes législatifs qui garantissent la liberté de conscience et le libre exercice des cultes. Comme eux également, ils jouissent du droit de libre réunion (2) et peuvent donner à leur pensée la publicité de la presse et du livre ; ils peuvent posséder des journaux, en être rédacteurs, les colporter ou les distribuer (3). Peut-être même trouve-t-on qu'ils usent un peu trop largement de ce droit, quand on constate la multiplicité croissante des feuilles étrangères qui s'éditent en France et dont plusieurs ne visent à rien moins qu'à bouleverser l'ordre social, alors que d'autres sont de nature à créer par leur opposition systématique à certains gouvernements des pays voisins, une mauvaise humeur imméritée à notre égard.

Les étrangers peuvent s'adresser à nos tribunaux en qualité de demandeurs. Mais ils sont tenus alors de

(1) Un projet de loi fut déposé dans ce sens le 27 janvier 1920 par le ministère Millerand. (Doc. Parl. Chambre des Députés, 12^e législature, n^o 247). Il fit l'objet d'un rapport favorable de la Commission de la législation civile et criminelle (Rapport Liouville. Doc. Parl. Chambre, 12^e législature, n^o 1376), qui accentua la sévérité du projet. Un avis favorable fut également émis par la Commission de l'Administration générale départementale et communale (Doc. Parl. Chambre, 12^e législature, n^o 4603). Ce projet voté par la Chambre, le 6 novembre 1922, n'est pas venu devant le Sénat. Il soumettait à l'octroi d'une autorisation gouvernementale, le droit pour tout étranger d'acquérir la propriété ou l'usufruit d'un immeuble, ou de conclure un bail de plus de neuf années.

(2) Ils ne peuvent cependant assister à une réunion électorale, puisqu'ils ne jouissent pas de droits politiques (loi du 30 juin 1881, art. 3).

(3) Mais ils ne peuvent pas être gérants de journaux (L. du 29 juillet 1881, art. 6).

donner caution pour le paiement des frais et dommages-intérêts qui peuvent résulter pour eux du procès (caution *judicatum solvi*), à moins qu'ils ne possèdent en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ces paiements éventuels, ou qu'ils soient dispensés de la caution, en vertu de conventions internationales. L'assistance judiciaire ne leur est toutefois accordée qu'en vertu de certains accords spéciaux établissant la réciprocité avec les nations auxquelles ils appartiennent.

Si notre droit public se montre très libéral vis-à-vis de l'étranger, il ne lui accorde pas cependant l'intégralité de certains droits quasi politiques tels ceux d'association et d'administration syndicale. Alors qu'une association française ne peut être dissoute que par le tribunal civil, dans certains cas bien définis (1), l'article 12 de la loi du 1^{er} juillet 1901 stipule qu'un simple décret pris en Conseil des ministres, peut dissoudre « les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du Code pénal. »

D'autre part, l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats, interdit aux étrangers d'être « chargés de l'administration ou de la direction » d'un syndicat quelconque.

Les sociétés de secours mutuel que les étrangers sont autorisés à constituer entre eux, ne peuvent exister

(1) Si elle est fondée « en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement », ou si elle accomplit des actes supposant la capacité juridique sans avoir été préalablement déclarée.

qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. S'ils préfèrent adhérer à des sociétés de secours mutuels françaises, ils peuvent le faire dans les mêmes conditions que nos nationaux, mais l'administration et la direction de ces sociétés ne peut leur être confiée.

Ils sont privés aussi, bien entendu, de toutes les prérogatives qui supposent la jouissance des droits politiques. C'est ainsi, et cela intéresse surtout les immigrants ouvriers, qu'ils ne peuvent participer à l'élection des délégués mineurs ni, à plus forte raison, être élus comme tels (1). De même, ils ne sont pas électeurs ni éligibles aux Conseils de prud'hommes (2), ni aux Chambres de Commerce. Enfin, ils ne peuvent faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage appelés parfois à statuer en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés (3). Cependant, ce droit a été accordé exceptionnellement aux ouvriers italiens, polonais et belges, en vertu de clauses particulières des traités de travail conclus en 1919 et 1924 avec leurs nations respectives.

Surveillance et Contrôle

Si l'étranger jouit en France, comme nous venons de le voir, de nombreux droits reconnus par notre législation, il n'en est pas moins soumis à quelques mesures spéciales de contrôle, au demeurant assez anodines bien qu'un peu plus rigoureuses en ce qui concerne l'immigrant ouvrier.

Avant la guerre, l'étranger pouvait pénétrer en France librement, la production obligatoire du passeport à la frontière ayant été supprimée chez nous comme dans la plupart des pays d'Europe.

Il était simplement tenu, aux termes du décret du 2 octobre 1888 de faire, à moins qu'il ne soit admis à domicile, une déclaration de résidence à la mairie de sa

(1) Code du Travail. Livre II. Tit. III. Art. 135 et 136.

(2) Loi du 27 mars 1907, modifiée par les lois du 30 mars 1920 et 20 juillet 1921, art. 5 et 6.

(3) Loi du 27 décembre 1892, art. 15.

commune et de la renouveler à chaque changement de commune. De plus, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1893, modifiée par celle du 16 juillet 1912, s'il voulait exercer une profession, il devait se déclarer au maire ou au commissaire de police de la commune, dans les huit jours de son arrivée, en justifiant de son identité. Il lui était délivré à ce moment, sous forme de certificat, un extrait du registre d'immatriculation des travailleurs étrangers que devait tenir chaque mairie. S'il venait à changer de commune, l'étranger exerçant une profession était astreint à faire viser son certificat d'immatriculation dans les quarante-huit heures de son arrivée à la mairie ou au commissariat de sa nouvelle résidence (1). L'article 2 (devenu article 64 du Livre II du Code du Travail), interdisait à toute personne d'employer sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation.

Cette loi de 1893 « relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national », ne méritait donc que très imparfaitement son titre puisqu'elle avait pour seul effet de renforcer, en ce qui concerne les travailleurs, le contrôle d'identité imposé à tous les étrangers, sans mettre aucune condition à leur pénétration en France ni à leur emploi dans les diverses professions.

Signalons enfin que la loi du 3 décembre 1849, toujours en vigueur, permettait au ministre de l'Intérieur, et même aux préfets des départements frontière (à charge d'en référer immédiatement au ministre), par mesure de police, d'« enjoindre à tout étranger, voya-

(1) Les nomades étrangers devaient posséder de plus, comme tous les nomades définis par la loi du 16 juillet 1912, un « carnet anthropométrique d'identité », qui ne leur était délivré par la préfecture du département frontière où ils pénétraient que contre justification « d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques ».

De plus, l'art. 3 de cette loi spécifiait que la délivrance du livret anthropométrique ne serait jamais obligatoire pour l'administration tenue, au contraire, de délivrer à tout étranger ordinaire le certificat d'immatriculation.

« geant ou résidant en France, de sortir immédiatement
« du territoire français et de le faire conduire à la
« frontière ». C'est le droit discrétionnaire d'expulsion
« acte de gouvernement » qui demeure la sanction la
plus certaine de toutes nos dispositions législatives et
réglementaires relatives aux étrangers.

Avec la guerre, la surveillance des étrangers devint beaucoup plus sévère. Le régime du passeport fut rétabli dans toute sa rigueur ; un étranger ne pouvait donc plus pénétrer en France que muni de cette pièce, délivrée par ses autorités nationales, mais visée ensuite par le consul de France de l'endroit. Cependant, des facilités particulières furent données aux travailleurs étrangers : grecs, espagnols, portugais, etc..., pour lesquels on admit que le passeport pourrait être remplacé par d'autres pièces.

Enfin, en 1917, deux décrets, l'un du 2, l'autre du 21 avril, instaurèrent le régime de la carte d'identité qui subsiste encore après avoir subi différentes modifications. Le principe était que tout étranger, âgé de plus de quinze ans, devant demeurer en France plus de quinze jours, était tenu dans les quarante-huit heures de son arrivée dans la première localité où il allait résider, de demander au préfet du département une carte d'identité, pour la délivrance de laquelle il était perçu (loi du 29 juin 1917) une taxe de cinq francs.

Quant aux ouvriers étrangers, il leur était délivré gratuitement, par le commissaire spécial de police du poste-frontière ou du bureau d'immigration, une carte d'identité, de couleur verte pour les ouvriers d'industrie, chamois pour ceux de l'agriculture.

Ainsi ces deux décrets apportaient un changement essentiel au régime d'avant-guerre, puisque précédemment l'étranger était simplement obligé de faire une déclaration d'identité aux autorités locales tenues de lui délivrer immédiatement un certificat d'immatriculation,

tandis que la carte d'identité pouvait être refusée pour telles raisons dont l'administration était seule juge.

Le décret du 2 avril 1917 abrogeait celui du 2 octobre 1888, mais non la loi de 1893. Plusieurs décrets sont venus modifier ultérieurement ceux de 1917. Ce sont : celui du 18 novembre 1920 abrogeant le décret du 21 avril 1917 ; celui du 6 juin 1922 abrogeant à son tour le décret précédent, mais seulement en ce qu'il avait de contraire aux nouvelles dispositions (1) ; enfin les décrets du 25 octobre 1924, puis du 9 septembre 1925 qui ont unifié les dispositions des textes antérieurs en établissant un système plus simple de délivrance des cartes et en déclarant abrogées toutes les dispositions contraires.

Le système actuel du contrôle de l'identité des étrangers est donc défini par le décret du 9 septembre 1925. Quant à la loi du 8 août 1893, bien qu'elle n'ait pas été abrogée explicitement, on peut cependant la considérer comme telle depuis que la loi du 11 août 1926 (2) modifiant l'article 64 du Livre II du Code du Travail, a substitué l'interdiction d'employer un étranger non muni de la carte d'identité portant la mention « travailleur » à celle « d'employer sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation exigé par la loi du 8 août 1893 ».

Voici quelles sont les principales dispositions du décret du 9 septembre 1925 et de la loi du 11 août 1926, concernant le contrôle d'identité des étrangers et particulièrement des travailleurs :

Tout étranger âgé de plus de quinze ans devant résider en France plus de deux mois, est tenu, dans les quarante-huit heures de son arrivée, de se présenter au commis-

(1) Le principal changement consiste en ce que le commissaire de police spécial ne délivre plus à la frontière qu'un sauf-conduit. C'est au commissaire de police ou au maire du lieu d'emploi que l'ouvrier doit s'adresser pour obtenir la carte d'identité établie par la préfecture.

(2) *Journal Officiel* du 12 août 1926.

sariat de police (ou, à son défaut, à la mairie) de sa résidence pour y faire une demande de carte d'identité (1). Récépissé lui en est délivré. Ce récépissé ne peut être refusé, mais, par contre, la délivrance des cartes d'identité n'est pas obligatoire (2), et, en cas de refus ou de retrait ultérieur de cette carte, l'étranger doit quitter le territoire dans un délai de huit jours.

La carte d'identité est constituée par un petit livret qui porte, outre la photographie de l'intéressé, tous les renseignements relatifs à son identité qu'il aura dû établir en produisant des pièces authentiques. Ces mêmes renseignements sont portés sur deux « fiches individuelles », avec photographie, dont l'une est conservée à la préfecture du département qui délivre la carte, et l'autre est envoyée au Service central des cartes d'identité des étrangers du ministère de l'Intérieur.

La carte d'identité vaut permis de séjour ; elle est valable pour une durée de deux ans (toute année commencée comptant pour une année entière).

Les travailleurs doivent se présenter à la frontière, à l'un des bureaux d'immigration, où, après examen de leurs papiers et de leur titre d'embauchage, on leur délivre un sauf-conduit pour se rendre à la localité de leur employeur. Là ils doivent signaler leur présence dans les quarante-huit heures au commissaire de police ou au maire en leur fournissant photographies et renseignements divers, exactement comme les autres étrangers. La carte d'identité est demandée de la même manière par les travailleurs étrangers qui ne se sont pas

(1) Il remet à l'appui de sa demande quatre photographies de face et sans chapeau et fournit, en outre, les indications suivantes : nom, prénoms, filiation (avec date et lieu de naissance), profession, nationalité, situation de famille, nom, âge et nationalité du conjoint, prénoms et âge des enfants au-dessous de quinze ans, dernier domicile à l'étranger.

(2) Comme sous le régime des précédents décrets, les représentants diplomatiques ou consulaires des pays étrangers accrédités en France ainsi que leur famille sont dispensés de la carte d'identité.

présentés aux bureaux d'immigration, mais, dans ce cas, les intéressés doivent justifier qu'ils sont munis d'un titre d'embauchage valable, c'est-à-dire visé par l'Office départemental du travail.

A l'occasion de la délivrance ou du renouvellement de la carte d'identité, il est perçu une taxe qui est maintenant de 375 francs depuis la loi du 3 août 1926 (1). Mais cette taxe est réduite à 40 francs pour les travailleurs salariés :

1° Lors de la délivrance de la première carte d'identité, s'ils sont porteurs du sauf-conduit justifiant de leur passage par le bureau d'immigration ;

2° Lors des renouvellements biennaux ultérieurs, si la première carte porte le cachet « travailleur agricole » ou « travailleur d'industrie », ou établit nettement la qualité de salarié de son titulaire.

Le paiement en est mis d'ailleurs, depuis la loi du 13 juillet 1925, à la charge de l'employeur.

La différence de taxation est donc sensible entre les étrangers ordinaires et des les travailleurs (2), mais il faut bien remarquer que pour la première carte ils n'ont droit à la taxe réduite et à sa mise à la charge de l'employeur, que s'ils peuvent prouver, par le sauf-conduit, qu'ils sont passés, comme ils le doivent, depuis 1917, par un bureau d'immigration.

C'est là, d'ailleurs, la seule sanction qu'il soit possible d'exercer pratiquement contre les travailleurs qui se

(1) Cette taxe, fixée d'abord par la loi du 29 juin 1917 à 5 fr., a été portée à 10 fr. par la loi du 29 avril 1921, à 68 fr. par la loi du 13 juillet 1925, enfin à 375 fr. par la loi du 3 août 1926.

(2) Les conjoints, pères, mères et enfants des travailleurs, bénéficiant de la taxe réduite, jouissent de la même faveur. Signalons que la taxe est également réduite à 40 fr. pour les pères et mères d'un enfant devenu Français, pour les étudiants et élèves des différentes catégories d'enseignement, pour les savants vivant en France et appartenant au personnel d'une Université (Académie ou Faculté étrangère), reconnue par le gouvernement du pays d'origine, enfin, pour les écrivains (auteurs et journalistes) pouvant faire état d'une attestation d'une autorité dûment qualifiée ou d'une association corporative.

sont abstenus de cette formalité et l'on a eu raison, à ce point de vue, de faire passer la taxe qu'on leur impose de 68 francs à 375 francs. Ces 375 francs constituent une somme des plus appréciable pour l'ouvrier qui hésitera, davantage, à pénétrer irrégulièrement en France.

Les employeurs d'ouvriers étrangers sont tenus de s'assurer, avant tout embauchage, que l'étranger qui se présente est dans une condition régulière, c'est-à-dire qu'il est porteur d'une carte d'identité revêtue de la mention « travailleur » ou du sauf-conduit qui lui permettra de l'obtenir, s'il arrive directement du bureau d'immigration. Il doit déclarer immédiatement au commissariat de police ou à la mairie le nom des étrangers ainsi embauchés. Il est tenu, de plus, aux termes du nouvel article 64 c du Code du Travail, de les inscrire, dans un délai de vingt-quatre heures, sur un registre spécial présentable à toute réquisition des inspecteurs du travail (dans les établissements industriels ou commerciaux seulement), ou des officiers de police judiciaire.

En cas de changement de domicile, l'étranger, travailleur ou non, doit, dans les quarante-huit heures, faire viser sa carte d'identité à la mairie ou au commissariat de police de son nouveau domicile.

Les sanctions prévues sont une forte amende pour l'employeur, et, pour l'étranger, le refoulement ou l'expulsion, selon la gravité de la faute.

Tel est le régime actuel du contrôle de l'identité et de la surveillance des déplacements des étrangers en France, tout au moins de ceux qui désirant y rester plus de deux mois peuvent être considérés, dans une certaine mesure, comme immigrants (1).

(1) Il suffit aux autres de pouvoir présenter à toute réquisition leur passeport régulièrement visé ou des pièces d'identité s'ils viennent d'un pays pour lequel l'obligation du passeport a été supprimée (Belgique, Espagne, par exemple). Le contrôle de leur déplacement est facile, tout au moins théoriquement, car les propriétaires hôteliers, et, d'une façon générale, tous ceux qui

Un autre contrôle, non moins important au point de vue économique, est celui de la régulière exécution de leurs contrats de travail par les étrangers introduits pour nos entreprises agricoles ou industrielles. Un des reproches que l'on adresse le plus souvent à la main-d'œuvre étrangère est, en effet, son instabilité et la facilité déconcertante avec laquelle certains de ses éléments abandonnent leur emploi avant l'expiration du terme fixé par le contrat d'embauchage. Il faut bien dire, d'ailleurs, que la crise de main-d'œuvre dont a souffert ces dernières années d'une manière si aiguë notre agriculture et certaines industries, surtout dans les régions libérées, a poussé quelquefois des employeurs peu scrupuleux à attirer chez eux des étrangers en cours de contrat dans d'autres entreprises.

Ces ruptures de contrat, amenées ou non par des faits caractérisés de débauchage, ont toujours été des plus préjudiciables aux employeurs. Non seulement ils perdent dans ce cas le montant des frais engagés pour l'introduction de l'étranger, mais son départ, surtout s'il se produit à un moment de presse, ce qui est fréquent, désorganise les équipes ou chantiers pour le plus grand dommage du rendement. Enfin, il serait inutile de chercher à surveiller, de la manière que nous avons indiquée (1), la répartition des étrangers sur le marché du travail national, si quelques semaines ou quelques jours après leur arrivée, ils pouvaient impunément abandonner l'agriculture pour l'industrie, ou telle profession manquant de main-d'œuvre pour une autre qui en possède en surabondance. Il est donc nécessaire de contrôler, dans toute la mesure du possible, la bonne exécution des contrats en sévissant contre les ouvriers infidèles à leurs engagements, et plus encore contre les

hébergent des étrangers à un titre quelconque, doivent, dans les vingt-quatre heures, en signaler la présence dans leurs immeubles ou établissements au commissaire de police ou au maire.

(1) Première Partie. Chapitre V.

employeurs ayant bénéficié de ces manquements ou même les ayant suscités.

Or, aucune disposition législative ne permet de punir efficacement un ouvrier en rupture de contrat (1). D'autre part, les sanctions contre ceux-ci risquent d'indisposer leurs gouvernements respectifs et de gêner par suite ou même de tarir le recrutement à l'étranger. On le vit bien, d'ailleurs, lorsque le ministre de l'Intérieur ayant prescrit, par une circulaire N° 58 du 23 juin 1923, que tout ouvrier agricole étranger trouvé en rupture de contrat serait mis en demeure (sauf le cas de maladie ou de force majeure), soit de reprendre son emploi, soit de quitter le territoire, les protestations de la Pologne amenèrent le ministre à rapporter cette circulaire en mai 1924. C'est donc contre les employeurs coupables de débauchage qu'il convient d'agir.

Les premières mesures furent d'ordre purement administratif. Par une circulaire n° 90, du 9 novembre 1921, M. Loucheur, alors ministre des Régions Libérées, annonçait que les entrepreneurs agréés qui débaucheraient des ouvriers étrangers introduits par leurs confrères, seraient considérés comme ayant commis une des fautes graves pour lesquelles le décret du 9 octobre 1920 prévoit la sanction du retrait d'agrément. Ce retrait devait être prononcé par les préfets lorsque, après un premier avertissement, un entrepreneur aurait embauché un ouvrier étranger sans avoir exigé la preuve de sa complète libération vis-à-vis de son précédent employeur. Cette circulaire, confirmée par la lettre collective N° 463, du 11 mai 1923, de M. Reibel, successeur de M. Loucheur au ministère des Régions Libérées, ne semble pas avoir produit grand effet. Aussi, l'administration fut-elle la première à encourager les employeurs, victimes de faits de débauchage, à introduire une ins-

(1) On peut évidemment obtenir une condamnation en dommages-intérêts, mais l'ouvrier, surtout s'il est célibataire et étranger, donc très mobile, évitera facilement la saisie-arrêt sur son salaire en allant se placer ailleurs sans laisser de traces.

tance judiciaire en vue de faire condamner à des dommages-intérêts les patrons coupables de leur avoir ravi leurs ouvriers étrangers.

Une telle condamnation ne pouvait être prononcée que par application de l'art. 1382 du Code Civil, bien connu : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à « autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il « est arrivé, à le réparer. » Il en avait été fait application à des cas particuliers de ce genre, dès avant la guerre. C'est ainsi que la Cour de Cassation avait estimé, dans un arrêt du 27 mai 1908, que constituait un quasi-délit donnant droit à réparation, « le fait d'avoir, « en connaissance de cause et dans un intérêt personnel, « amené ou facilité la rupture d'un contrat liant un em- « ployé à son patron ». Un arrêt du 13 novembre 1911, de la Cour de Besançon, était allé plus loin en décidant que la responsabilité du patron pouvait être engagée même sans qu'il ait personnellement débauché l'ouvrier. Il suffisait qu'il ait traité avec lui sachant qu'il était lié par un contrat de travail à un autre employeur (1). D'autre part, à plusieurs reprises, différents tribunaux et surtout des conseils de prudhommes, avaient prononcé des condamnations contre les employés ou patrons coupables de brusque rupture d'un contrat de travail.

Le premier jugement qui visa, après guerre, un cas défini de débauchage de main-d'œuvre étrangère, fut rendu, le 29 novembre 1922, par le Tribunal Civil de Senlis et confirmé par la première Chambre de la Cour d'Appel d'Amiens, le 19 avril 1923. Le plaignant était un cultivateur qui avait embauché, par l'intermédiaire du bureau d'immigration de Roubaix-Tourcoing, douze Hollandais en payant leurs frais de voyage. Trois de ces ouvriers le quittèrent quinze jours après, sollicités par un cultivateur voisin qu'il attaqua en dommages-inté-

(1) Arrêts cités par M. R. Allusson dans son étude sur « Le Débauchage », publiée par la « Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics », 9, avenue Victoria, Paris, en 1925.

rêts. Ce dernier fut condamné à une somme de 2.000 francs. Les attendus du jugement précisent que la responsabilité du second employeur se trouve nettement engagée, aux termes de l'art. 1382 du Code Civil, du fait qu'il avait « en dehors de toute intervention personnelle « des organes administratifs intermédiaires, embauché « des ouvriers étrangers non porteurs de leur carte « d'identité de travailleurs agricoles, ce qui devait faire « présumer qu'ils n'étaient pas dégagés de leur contrat « de travail antérieur ».

La Cour d'Amiens ne semble pas avoir retenu la considération à laquelle le tribunal de Senlis paraissait avoir attaché une certaine importance, du caractère spécial du contrat liant les ouvriers hollandais au premier employeur. Ce caractère aggravait peut-être la faute, mais ne la créait certainement pas.

Depuis, un certain nombre de décisions analogues sont intervenues dans le même sens. Nous citerons, en particulier, l'arrêt du 16 juillet 1923 du Tribunal de Commerce de Chambéry (Mines de Blanz y c. Grosse), qui définit, en termes particulièrement nets, la responsabilité encourue par la Société des Entreprises G., coupable d'avoir embauché un certain nombre d'ouvriers polonais ayant quitté les Mines de Blanz y avant l'expiration de leur contrat.

« Attendu — dit ce jugement — qu'il est bien certain
« que lorsqu'un employeur débauche des ouvriers sa-
« chant expressément qu'ils sont liés à une autre per-
« sonne par un contrat de travail, il commet à l'égard
« de cette dernière une faute dont il lui doit réparation;
« que ce principe a été consacré par la Cour d'Appel de
« Besançon dans son arrêt du treize novembre 1911,
« que dans l'espèce il s'agissait de deux concurrents,
« mais que la Cour a retenu, non la concurrence dé-
« loyale, mais bien la faute quasi délictuelle relevant de
« l'art. 1382 du Code Civil, que si la faute est plus grave
« entre deux concurrents, il n'en est pas moins vr-
« qu'elle existe entre deux tiers étrangers ;

« Que, dès lors, en débauchant des ouvriers pour les-
« quels elle n'a pas exigé la production de la carte
« d'identité et, par suite, ne s'est pas assurée que le
« contrat qui les liait à la Société des Mines de B...
« n'était pas expiré, la Société défenderesse a commis
« à l'égard de cette dernière une faute quasi-délictuelle
« qui engage sa responsabilité dans les termes de l'ar-
« ticle 1382 du Code Civil; que c'est en vain qu'elle pré-
« tend qu'elle n'a pas de responsabilité n'étant pas par-
« tie au contrat qui liait les ouvriers à la Société de-
« manderesse; qu'en effet, l'action de la dite Société ne
« découle pas du contrat de travail, mais, comme il est
« dit plus haut, de l'art. 1382 du Code Civil; que la So-
« ciété des Mines de B... conserve bien son recours
« contre les ouvriers; mais qu'ayant une action soit
« contre les ouvriers, soit contre la Société des Entre-
« prises G..., elle a le droit de choisir la partie à laquelle
« elle demandera réparation du préjudice qu'elle a subi;
« qu'en l'espèce, il est certain que l'action contre les ou-
« vriers serait pratiquement illusoire, car, dès que, pour
« exercer son recours contre eux, elle ferait pratiquer
« des saisies-arrêts sur leurs salaires, ceux-ci s'empres-
« seraient de chercher un emploi dans une autre loca-
« lité où ils n'auraient pas à craindre les revendications
« de leur premier employeur. »

Signalons aussi le jugement rendu par le Juge
Paix de Sauveterre (Aveyron), le 10 août 1923, et con-
firmé par le Tribunal Civil de Rodez, le 7 février 1924.
Une domestique polonaise, embauchée par G... pour un
an, par l'intermédiaire du Bureau Départemental de
Main-d'Œuvre Agricole de Rodez, l'avait quitté avant
l'expiration du contrat, attirée par un autre agriculteur.
V..., de la même commune, qui ne pouvait pas igno-
rer les conditions de la présence en France de cette Polo-
naise, Anna S...

A la requête de G..., le Juge de Paix de Sauveterre,
faisant état des clauses du contrat de travail et de la res-

ponsabilité encourue par le second employeur, condamna ce dernier à 200 francs de dommages-intérêts, mais décida aussi, et c'est ce qui fait l'intérêt et l'originalité de son jugement, que le contrat de travail ayant été rompu aux torts et griefs de Anna S..., celle-ci serait condamnée à payer au sieur G... une somme de 200 francs si elle ne reprenait pas son service chez lui dans les trois jours. La deuxième Chambre du tribunal de Rodez confirma ce jugement avec des considérants qui font état de la carte d'identité obligatoire et des dispositions du décret, alors en vigueur, du 6 juin 1922, réglant la situation particulière des ouvriers introduits en France avec contrat.

Il aurait été fâcheux que la seule sanction efficace, applicable aux ouvriers en rupture de contrat et aux employeurs complices, résida en une condamnation à des dommages-intérêts résultant d'une action judiciaire aux formalités longues et coûteuses. C'est pourquoi plusieurs propositions de loi furent déposées ces dernières années, établissant la répression du débauchage de la main-d'œuvre étrangère, considéré comme délit particulier (proposition de M. Niveaux, de MM. Conte et Lesaché, de M. Marin-Quilliard et vingt-trois autres députés, de M. Flandrin).

De son côté, le gouvernement présenta un projet qui, après avoir reçu l'approbation de la Commission interministérielle de l'Immigration et du Conseil National de la Main-d'Œuvre, a été voté par les deux Chambres. Il est devenu la loi du 11 août 1926 « modifiant les art. 64, « 98 et 172 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale en vue d'assurer la protection du « marché du travail national. »

Nous avons dit plus haut que le nouvel art. 64 interdit à toute personne d'employer un étranger non muni de la carte d'identité portant la mention « travailleur ». Il confirme de plus, que lorsque cette carte est délivrée pour la première fois, elle doit porter l'indication et la

date du contrat de travail sur le vu duquel elle a été délivrée, mais surtout il interdit :

1° « D'embaucher, directement ou par intermédiaire, « un travailleur étranger introduit en France, avant « l'expiration du contrat de travail en vertu duquel il a « été introduit;

2° « D'occuper dans une autre profession le travailleur étranger auquel la carte d'identité, prévue à l'article 64 aura été délivrée, en vue de son emploi dans « une profession déterminée. »

Cependant, des exceptions sont prévues. La première interdiction n'est pas applicable :

a) Si le travailleur est porteur d'un certificat du précédent employeur attestant que le contrat de travail dont il s'agit a été résilié, d'accord avec ce dernier, ou par décision de justice;

b) Si une année s'est écoulée depuis l'introduction du travailleur intéressé;

c) Si le travailleur est porteur d'une carte de présentation délivrée par un office public de placement, après enquête auprès du précédent employeur, dont les droits vis-à-vis de l'ouvrier et du nouvel employeur sont réservés.

Quant à la deuxième interdiction, elle ne s'applique pas non plus :

a) S'il s'est écoulé une année depuis la délivrance de la carte d'identité;

b) Si le travailleur est porteur d'un certificat de l'office public de placement autorisant le changement de profession, compte tenu de l'état du marché du travail et de la qualification professionnelle dudit travailleur.

Ces exceptions s'imposaient, car il est bien certain qu'on ne pouvait, sans restreindre d'une manière abusive la liberté de travail reconnue aux étrangers, les forcer à rester toujours dans la profession pour laquelle ils avaient été introduits. Le délai d'une année représente, d'ailleurs, la durée maximum de tous leurs contrats d'embauchage. Il convenait aussi de prévoir le cas

où le contrat serait rompu soit à l'amiable, soit par application d'une des clauses de résiliation insérées dans son texte. De même il fallait laisser les offices publics de placement libres de régler les cas exceptionnels par la délivrance d'un certificat permettant au travailleur de se replacer sans que son nouveau patron tombe sous le coup de la pénalité fixée par le nouvel article 172 : amende de 500 à 1.000 francs pour chaque infraction constatée (1).

Le nouvel art. 98 du Livre II du Code du Travail précise que l'application des dispositions précédentes est confiée non seulement, comme avant, aux officiers de police judiciaire, mais aussi, concurremment avec eux, aux inspecteurs du travail dans les établissements industriels et commerciaux (2).

Il est certain que les nouvelles prescriptions dont nous venons de parler permettront une répression efficace du débauchage, surtout dans l'industrie où les inspecteurs du travail sont bien qualifiés pour s'occuper de la question. Elles sont indépendantes des actions en dommages-intérêts que peut toujours intenter soit à l'ouvrier, soit au nouvel employeur, le patron lésé par l'embauchage irrégulier d'un salarié étranger introduit à ses frais.

Protection particulière des travailleurs étrangers.

Ayant vu de quelle façon sont assurés le contrôle et la surveillance des immigrants ouvriers, nous allons examiner rapidement comment ces derniers sont protégés, en ce qui concerne le salaire, les accidents du travail et les principaux risques des assurances sociales.

(1) Ce même article 172 punit d'une amende de 5 à 15 fr. les employeurs qui n'auront pas tenu régulièrement le registre spécial du mouvement de leur main-d'œuvre étrangère, imposé par le nouvel article 64 c.

(2) Les officiers de police judiciaire continuent à être seuls chargés de faire respecter le nouvel article 64 dans les établissements agricoles.

La protection du salaire est assurée par l'application rigoureuse du principe de l'égale rétribution, placé à la base de nos conventions d'immigration et clairement stipulé dans tous les contrats-types, qu'ils s'appliquent ou non à des ouvriers provenant de pays ayant signé avec le nôtre un traité de travail. L'ouvrier étranger est donc certain de recevoir « le même salaire que les ouvriers français de même catégorie », sous la même forme. Il jouit enfin de toutes les garanties accordées par la loi aux salaires (limitation de la partie saisissable, créance privilégiée en cas de déconfiture de l'employeur, etc...).

La protection de l'épargne est assurée, non seulement par la possibilité d'utiliser les caisses d'épargne françaises au même titre que les nationales, mais encore par celle de faire transmettre par elles, sans frais, les économies au pays d'origine, tout au moins lorsque celui-ci a signé avec la France une convention spéciale dont le type est la convention franco-italienne du 15 avril 1904, complétée par l'arrangement du 20 janvier 1906.

En ce qui concerne la protection du travail proprement dite, nous avons déjà noté que les lois relatives au régime et à la durée du travail dans différentes industries, s'appliquent intégralement aux étrangers.

Pour les accidents du travail, l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905, établit une différence entre les ouvriers français et étrangers. Ces derniers sont soumis à la règle commune, en ce qui concerne l'indemnité journalière et le paiement des frais médicaux pour incapacité temporaire ainsi que pour le montant de la rente s'il s'agit d'incapacité permanente, mais la différence s'établit, dans ce dernier cas, s'ils cessent de résider sur le territoire français. Ils reçoivent alors pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. Quant à leurs ayants-droit, ils ne reçoivent aucune indemnité, si au moment de l'accident, ils ne résidaient pas en

France. Si résidant à ce moment sur le territoire français, ils viennent à le quitter ultérieurement, il leur est versé aussi pour toute indemnité un capital triple de la rente annuelle.

L'alinéa 18, ajouté par la loi du 31 mars 1905 à l'article 3 de la loi de 1898, précise que les dispositions ci-dessus « pourront, toutefois, être modifiées par traités » dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont le pays d'origine garantissait à nos nationaux des avantages équivalents. » Depuis, plusieurs traités spéciaux sont effectivement intervenus entre la France et divers Etats européens pour assurer, sous le régime de la réciprocité aux nationaux de ces pays employés en France, la protection complète de notre loi sur les accidents du travail.

Citons par exemple :

La convention franco-belge du 21 février 1906 ;

La convention franco-italienne du 9 juin 1906,
confirmée par l'art. 8 du traité du 30 septembre 1919 ;

La convention franco-luxembourgeoise du 27 juin 1906 ;

La convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 ;
etc...

La convention franco-polonaise de 1919 précise dans son art. 3 :

« En ce qui concerne les accidents du travail et conformément au dernier paragraphe de l'art. 3 de la loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et dans les conditions indiquées par ce paragraphe, les restrictions prévues en ce qui concerne les travailleurs polonais, victimes d'accidents, ainsi que leurs ayants-droit ou leurs représentants ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire français, sont levées de plein droit en raison de la réciprocité assurée aux ouvriers français par la législation polonaise reconnue équivalente.

« Un accord conclu sous forme d'entente entre les ad-

« ministrations françaises et polonaises compétentes,
« précisera les dispositions nécessaires au paiement des
« rentes et pensions en Pologne et en France. »

Ces dispositions sont reproduites dans la convention de 1920 avec la Tchécoslovaquie.

Donc, à l'heure actuelle, la plupart des immigrants ouvriers en France jouissent en matière d'accidents de droits identiques à ceux des travailleurs nationaux, puisque leurs pays ont signé avec nous des conventions qui écartent les restrictions de l'art. 3 de la loi de 1898.

En ce qui concerne le chômage, l'on sait qu'il n'existe pas en France de textes législatifs fixant les règles de distribution des allocations de chômage. La situation est d'ailleurs à peu près la même dans les autres pays d'Europe. Aussi, bien qu'il soit question d'arrangements spéciaux à ce sujet dans divers traités de travail (notamment dans les traités franco-italiens du 15 avril 1904 et du 30 septembre 1919), il semble bien que cette disposition soit restée d'ordre théorique jusqu'à présent. Mais, en pratique, les diverses mesures prises par voie de décrets, circulaires ministérielles ou initiatives municipales en périodes de crise ont été étendues très libéralement aux ouvriers étrangers mis en chômage involontaire. Ceci est particulièrement juste et nécessaire quand il s'agit d'ouvriers venus se fixer en France avec leur famille, tandis que les célibataires, plus mobiles, peuvent être aisément dirigés vers d'autres régions susceptibles de leur fournir du travail.

Les étrangers résidant en France sont admis à opérer des versements à la Caisse Nationale des Retraites dans les mêmes conditions que les Français, mais ils ne profitent en aucun cas des bonifications accordées par le budget (1).

La loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes (amendée par diverses lois ultérieures de

(1) Loi du 20 juillet 1886, art. 14.

1912, 1915, 1918 et 1920), s'applique aux ouvriers étrangers astreints, par conséquent, aux versements prévus pour les salariés français, mais leur retraite sera plus faible car elle n'est grossie ni de la contribution patronale (qui va dans ce cas au fonds de réserve), ni des majorations versées par l'Etat.

Toutefois, ce régime a été modifié pour les nationaux de certains pays par des traités établissant la réciprocité des droits. Il en est ainsi, à l'heure actuelle, pour les Italiens, les Belges, les Luxembourgeois et les Polonais. L'art. 7 du traité de travail franco-italien donne les précisions suivantes sur la manière dont s'opère la liquidation et dont devront être décomptées les bonifications de l'Etat. En voici le texte, qui se retrouve à peu près tel quel dans la convention franco-polonaise de 1920 :

« Le régime des retraites ouvrières et paysannes (.
« compris les retraites spéciales des ouvriers mineurs)
« en vigueur dans chacun des deux pays, doit être ap-
« pliqué aux ressortissants de l'autre, sans exclusion ou
« réduction des droits accordés aux ressortissants du
« pays, réserve faite de ce qui est prévu ci-après tou-
« chant le mode de calcul et le paiement des bonifica-
« tions et allocations à la charge de l'Etat.

« Les avantages prévus au présent article seront ac-
« quis aux assurés qui demanderont et obtiendront leur
« retraite après la date d'entrée en vigueur du présent
« traité. Ils seront acquis aux veuves et aux orphelins
« dont les droits naîtront après ladite date.

« En ce qui concerne les allocations complémentaires
« et bonifications de l'Etat, les règles suivantes sont ap-
« plicables :

« a) Les périodes de versement et les périodes assi-
« milées entrant légalement en compte, tant en France,
« qu'en Italie, se totalisent pour déterminer le droit à la
« bonification ;

« b) Chacun des deux Etats établit pour ordre le
« montant de la bonification à laquelle l'assuré aurait

« droit, à son tarif et sous sa propre loi et dans les conditions de cette loi, pour le temps total calculé comme il est dit au paragraphe précédent. Il détermine ensuite la part de cette bonification qui est à sa charge en réduisant le montant total précédemment établi en proportion de la période de temps qui le concerne.

« La bonification de l'assuré est le total des parts de bonification incombant à chaque Etat.

« Toutefois, dans le cas où la bonification totale ainsi calculée est inférieure à la bonification qui serait due par l'un des deux pays, d'après sa propre loi et en raison des seules périodes de versement ou de périodes des assimilées accomplies sur son territoire, la part de bonification à la charge de ce pays sera augmentée de la différence.

« Les règles ci-dessus sont applicables aux bonifications des pensions d'invalidité.

« Les allocations en cas de décès sont dues aux ayants-droit des assurés décédés, sous réserve que ces ayants-droit auront formé leur demande, dans un délai de six mois, à dater dudit décès. Elles sont supportées, concurremment par les deux pays, en se référant aux principes ci-dessus exposés pour les bonifications.

« Les accords prévus à l'art. 24 préciseront les conditions d'application des principes relatifs aux bonifications et allocations.

« Les relations entre les organismes français et italiens de retraite, les informations qu'ils devront se fournir réciproquement pour rendre possible l'établissement des comptes des assurés de l'autre nationalité, tant au cours de l'acquisition qu'à l'époque de la liquidation de la retraite, les mesures à prendre pour faciliter, conformément à la convention franco-italienne du 15 avril 1904, le paiement en France par les caisses françaises ou l'Administration postale, des pensions acquises aux caisses italiennes, et récipro-

« quement, seront déterminées par les accords prévus à
« l'art. 24. »

La réalisation pratique de ces dispositions a soulevé diverses difficultés de détail pour lesquelles il semble cependant que l'on ait abouti à des arrangements satisfaisants (1).

C'est l'application aux étrangers de nos lois d'assistance qui soulève, en matière de protection, les questions les plus épineuses.

Ces lois entraînant des frais considérables pour l'Etat, les départements et les communes, l'on conçoit que l'application n'en ait pas été stipulée identique pour les étrangers et pour les nationaux, d'autant que ces derniers supportent des servitudes d'ordre fiscal ou militaire que le pays ne demande pas aux étrangers.

Différentes conventions d'assistance, distinctes ou non de traités de travail, ont été conclues cependant avec plusieurs nations :

Italie (Traité de travail du 30 septembre 1919) ;

Pologne (Convention d'assistance du 14 octobre 1920) ;

Belgique (Convention d'assistance du 30 novembre 1921) ;

Luxembourg (Convention d'assistance du 4 janvier 1923 (2),

qui accordent, à charge de réciprocité, aux sujets de ces quatre pays, le bénéfice de toutes les modalités d'assistance existant en France, y compris celles aux familles nombreuses (loi du 14 juillet 1913), celle aux femmes en couches (lois de 1913 et 1917) et les primes d'allaitement (loi du 30 septembre 1912). Les primes à la natalité et les allocations de la loi du 22 juillet 1923, sur l'encouragement national aux familles nombreuses, leur sont seules refusées.

(1) Voir notamment à ce sujet Y. Rodet. *L'Immigration des travailleurs étrangers en France*, p. 167-175.

(2) Ces traités ont paru respectivement au *Journal Officiel* des 29 mai 1921, 5 avril 1923, 26 décembre 1923 et 31 août 1924.

Voici, en ce qui concerne les principales formes d'assistance, la mesure dans laquelle elles sont appliquées aux étrangers :

Assistance aux malades. — Elle est réglée par la loi du 15 juillet 1893, complétant celle du 7 août 1851. Elle a pour objet d'accorder à tout Français, malade et dénué de ressources, les soins médicaux ou l'hospitalisation, à titre gratuit, aux frais de la commune dans la plupart des cas, du département ou de l'Etat quand le secouru n'a pas résidé assez longtemps dans une commune pour être assisté par elle. L'article premier de la loi du 15 juillet 1893 précise que « les étrangers malades, privés de ressources, sont assimilés aux Français, toutes les fois que le gouvernement aura passé un traité d'assistance réciproque avec la nation d'origine ». Mais, d'autre part, l'art. 25 de cette même loi confirme l'article premier de la loi du 7 août 1851, d'après lequel, lorsqu'un individu privé de ressources (il n'est pas question de citoyen français ou non) tombe malade dans une commune, aucune condition de domicile ne peut être exigée pour son admission dans l'hôpital de la commune. Il y a une certaine opposition entre ces textes. Le Conseil d'Etat, consulté, a bien répondu, le 25 février 1897, que les étrangers malades, privés de ressources, ne seraient obligatoirement admis dans les hôpitaux que sous condition de réciprocité ; mais, en fait, la nécessité et des considérations d'humanité, imposent l'admission des étrangers malades dans les hôpitaux de leur commune de résidence, même s'ils ne peuvent exciper de convention d'assistance réciproque. Donc, en fait, l'assistance en cas de maladie est assurée à tous les étrangers indigents en France.

Qui en supporte les frais ? Lorsqu'il s'agit de nationaux des quatre pays avec lesquels nous avons signé un traité d'assistance, ces derniers laissent à la charge de la France (c'est-à-dire de l'Etat), la totalité des frais d'assistance aux malades ayant cinq ans de résidence

continue chez nous (1). Pour ceux qui ont un temps moindre de résidence, l'Etat continue à supporter les frais d'assistance nécessités par toute maladie aiguë. Dans les autres cas, y compris les rechutes, il supporte encore les frais des 45 premiers jours d'assistance, s'il s'agit d'un Belge, Luxembourgeois ou Italien, ou des 60 premiers jours s'il s'agit d'un Polonais. Les frais au delà de cette période sont remboursés par l'Etat d'origine (2) En fait, les pays étrangers, signataires de ces conventions se montrent assez peu empressés d'opérer des remboursements, à tel point que cette attitude a obligé l'administration française à certaines mesures de rétorsion. C'est ainsi que, sauf dans les cas exceptionnels, les allocations d'assistance à domicile cessent d'être versées après 45 jours aux Italiens, chaque fois que l'Italie se refuse à remplir ses obligations contractuelles.

Assistance aux aliénés. — Elle est établie par la loi du 30 juin 1838, dans le cadre départemental. L'aliéné étranger ne peut, théoriquement, être hospitalisé que si le pays d'origine a signé un traité d'assistance réciproque, mais des raisons d'ordre public obligent pratiquement à l'interner dans tous les cas où l'on ne peut le rapatrier. Les frais d'internement des aliénés des quatre pays signataires d'une convention d'assistance restent à notre charge, s'ils ont au moins cinq ans de résidence continue en France. Sinon l'Etat d'origine doit supporter ces frais à moins qu'il ne préfère rapatrier ces incurables. C'est ainsi qu'il y avait au 1^{er} janvier 1926, dans les asiles d'aliénés du département de la Seine, 178 étran-

(1) Le travailleur qui, pendant la période susdite, a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs chaque année devra être considéré comme ayant la résidence continue.

En ce qui concerne les enfants mineurs de 16 ans, il suffira que le père, la mère, le tuteur ou la personne qui en a la garde remplisse les conditions de séjour.

(2) Le remboursement dans les cas prévus doit être demandé par la commune au préfet et par le préfet au consul de l'Etat d'origine.

gers dont 38 seulement étaient au compte de leur pays (1 Belge, 17 Italiens, 20 Polonais (1).

Assistance aux vieillards infirmes et incurables. — Organisée par la loi du 14 juillet 1905, elle ne vise également que les Français. Cependant, en bénéficient aussi les Italiens, Belges, Polonais et Luxembourgeois, en vertu des traités d'assistance dont nous avons parlé, sous condition de remboursement par l'Etat d'origine des frais engagés pour leur hospitalisation en France, à moins que ces vieillards infirmes et incurables aient un minimum de quinze ans de présence continue en France, auquel cas notre pays ne peut exiger ni remboursement ni rapatriement. Ce délai est réduit à cinq ans pour les infirmes ou incurables dont l'invalidité est consécutive à une maladie professionnelle.

Assistance aux indigents valides. — Elle est accordée aux étrangers bénéficiaires de traités d'assistance réciproque au même titre qu'aux Français. Pour les autres, les bureaux de bienfaisance sont libres de leur donner des secours dans la limite de leurs disponibilités. Toutefois, l'Assistance publique de Paris n'est autorisée à leur allouer que des secours temporaires et des secours d'urgence, à l'exclusion des secours annuels (décret du 15 novembre 1895, art. 21).

Assistance aux enfants abandonnés. — Elle est accordée au même titre que toutes les autres assistances et par application des lois du 5 mai 1869, 27 juin 1904 (modifiée par celles du 22 avril 1905 et du 18 décembre 1906), et 28 juin 1904, aux seuls Italiens, Polonais, Belges et Luxembourgeois. Cependant, en fait, tous les enfants abandonnés sont recueillis par les services d'Assistance publique à la charge de l'Etat, sans distinction de nationalité.

(1) Statistique citée par le Docteur J. Bercovici. *Le Contrôle Sanitaire des Emigrants en France*, p. 70.

Assistances diverses. — (Aux femmes en couches, aux familles nombreuses, etc...). N'en bénéficient que les étrangers dont les pays ont conclu avec la France un traité d'assistance réciproque. Mais, même pour ces derniers, comme nous l'avons déjà fait observer, le droit aux allocations ayant le caractère d'encouragement direct à la natalité est formellement exclu. Remarquons à ce sujet que les caisses de compensation accordent le sur-salaire familial aux ouvriers étrangers que leur famille a accompagnés en France, mais non aux autres, malgré les instances réitérées des autorités italiennes et polonaises. Ceci est bien compréhensible, ces allocations ayant un caractère d'encouragement à la natalité dans notre pays et non à l'étranger.

Telle est la situation actuelle des étrangers en France au point de vue de l'assistance. Elle est assez rationnelle, mais elle n'en a pas moins suscité quelques difficultés et de nombreuses protestations en raison des frais élevés qu'elle laisse à la charge des établissements hospitaliers communaux et départementaux, chaque fois qu'il n'y a pas remboursement par l'Etat d'origine.

Bien que figure au budget du ministère du Travail une somme de 500.000 francs destinée à parer aux situations déficitaires, l'Etat n'apporte pas un appui suffisant aux communes dont certaines ont été fort embarrassées par les problèmes d'assistance que posait le développement parfois très rapide de leur population étrangère.

D'autre part, la simple humanité aussi bien que le désir d'accoutumer nos immigrants, ne permet pas de restreindre, outre mesure, à leur égard l'application des lois d'assistance. Peut-être même a-t-on exagéré, ces derniers temps les récriminations qui se sont élevées dans la presse au sujet des charges imposées de ce fait à la collectivité.

Il faut bien voir, en effet, à ne considérer la question qu'au point de vue purement économique, que l'assis-

tance fait en quelque sorte partie du passif de l'immigrant étranger. Ce qu'il nous apporte comme force de production et supplément de richesse est à son actif. Il est bien difficile d'établir, en pareille matière, un véritable bilan, mais il est certain qu'il ferait apparaître un solde bénéficiaire, car, en réalité, la proportion moyenne des étrangers dans nos principaux hôpitaux n'est pas supérieure au pourcentage de la population étrangère de chaque région (1). Cette proportion serait-elle un peu plus forte, qu'il n'y aurait rien là d'extraordinaire car, si l'on prenait en France, au hasard, cent étrangers, le nombre d'indigents que l'on trouverait parmi eux serait beaucoup plus élevé que celui donné par le même prélèvement moyen de cent Français de toutes catégories. Enfin, les étrangers vivent souvent isolés donc sont obligés d'aller plus fréquemment à l'hôpital puisqu'il leur est à peu près impossible de se faire soigner à domicile.

Il n'en reste pas moins qu'il serait désirable d'alléger la charge qui pèse lourdement sur certains départements et communes. Nous ne voyons guère d'autres moyens pour cela que de généraliser l'insertion dans les contrats-types d'ouvriers étrangers de clauses mettant à la charge de l'employeur le logement, l'alimentation, les soins médicaux et pharmaceutiques, en cas de maladie, le tout moyennant une retenue proportionnelle à la durée des soins garantis.

L'Association Nationale Française pour la Protection Légale des Travailleurs a adopté un vœu dans ce sens, le 26 avril 1923, à la suite d'un rapport de M. Ouallid, et il semble bien que l'administration en ait tenu compte dans l'établissement des plus récents contrats-types tchécoslovaques, lithuaniens, yougoslaves, etc...

Sous ces réserves, la France a intérêt à se montrer

(1) Il convient de remarquer que les statistiques d'étrangers dans les hôpitaux comprennent les « coloniaux », nord-africains, indochinois, etc... », qui, sujets ou protégés français, ont le droit d'être soignés au même titre que les Français.

aussi large que possible vis-à-vis de ses travailleurs étrangers en matière d'assistance, car, plus elle sera humaine et accueillante, plus elle aura de chances de se faire aimer, puis adopter par eux, comme nouvelle patrie. Doit-elle aller jusqu'à accorder, par voie de législation interne, à tous les travailleurs salariés l'égalité de traitement en matière d'assistance et d'assurances sociales, quel que soit leur nationalité ? Nous ne le croyons pas, car elle risquerait alors vraiment trop, avec notre sélection sanitaire, si imparfaite aux frontières, de devenir un véritable « hôpital du monde », pour le plus grand dommage de notre santé et de nos finances. Le principe de la subordination de l'assistance à des traités de réciprocité est plus prudent. Comme l'a écrit M. Oualid (1) :

« Dans un pays à économie complexe comme la France, à population raffinée, à législation sociale avancée et comportant un effort financier important de l'Etat, c'est-à-dire des contribuables, on comprend que la réciprocité soit pour elle à la fois la sauvegarde d'un principe de justice nominale et surtout une mesure de sauvegarde contre une immigration non sélectionnée. »

Cette réciprocité, bien qu'elle soit en quelque sorte fictive (2), nous permettra, en outre, de doser, comme nous l'entendrons, les avantages accordés à telle ou telle nationalité, sans que nous puissions, en toute justice, être critiqués de ce fait par les autres pays d'émigration, car, ainsi que nous venons de le voir, même à défaut de pareilles conventions, la France s'est toujours montrée soucieuse d'assurer à ses travailleurs étrangers des garanties et une protection très libérales.

(1) *L'aspect juridique de l'immigration ouvrière*. Rapport à l'Association Nationale Française pour la Protection Légale des Travailleurs, 1923.

(2) En raison du petit nombre des émigrants français comme nous l'avons noté plus haut (I^{re} Partie, chap. II).

BIBLIOGRAPHIE

- B. I. T. — *Emigration et Immigration. Législation et Traités*. Genève, 1922.
- DALLOZ. — *Dictionnaire pratique de droit*. 8 édition. Dalloz, édit. Paris, article « *Etrangers* ».
- Paul PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*, 5^e édition. 1922. Rousseau, éditeur. Paris.
- W. OUALID. — *L'aspect juridique de l'immigration ouvrière*. Rapport à l'Association Nationale Française pour la Protection Légale des Travailleurs. Alcan, éditeur. Paris, 1923.
- Marcel PAON. — *L'Immigration en France*. Payot, éditeur. Paris. 1926.
- Albert BLANC. — *L'Immigration en France et le Travail National*. Thèse, Lyon, 1901. Rey, éditeur. Lyon.
- Charles-Louis LUCE. — *La situation des Travailleurs Etrangers en France (en ce qui concerne les lois et règlements de police)*. Thèse, Paris, 1924. Imprimerie Paul Dupont.
- Maurice DIDION. — *Les Salariés Etrangers en France*. Thèse, Nancy, 1911. Giard et Brière, éditeurs, Paris.
- Pierre PIGANIOL. — *Le Traité de Travail franco-italien du 30 septembre 1919*. Thèse, Toulouse, 1919. Marqueste-Guitard, éditeurs. Toulouse.
- Joseph LUGAND. — *L'Immigration des Ouvriers Etrangers en France et les Enseignements de la Guerre*. Thèse, Paris, 1919.
- Justin GODARD. — *Proposition de loi tendant à établir une taxe de contrôle sanitaire et une taxe d'assistance sur les étrangers*. Doc. parlam. Chambre des Députés, session ordinaire de 1926. Annexe N° 2.385 (J. O. du 20 mai 1926).
- R. ALLUSSON. — *La Main-d'Œuvre Etrangère. Le Débauchage*. Etude publiée par la Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux publics, 9, avenue Victoria, Paris.
- Pierre POUILLOT. — *Le Débauchage de la Main-d'Œuvre Etrangère*. Conférence faite à la Société d'Economie Sociale, Paris. Mars 1925.

Comité Central des Houillères de France. — Notes de Jurisprudence. N° 692 du 23 août 1923, N° 701 du 5 décembre 1923, N° 709 d'avril 1924, N° 714 de juin 1924.

« *L'Assistance aux Etrangers en France* », article paru dans le numéro de janvier 1926, de *La Correspondance des Œuvres*, organe de la Société de Saint Vincent-de-Paul, 9, rue Furstenberg, Paris.

« *La Main-d'Œuvre Etrangère spécialement Agricole et la Rupture des Contrats de Travail* », article paru dans le numéro du 28 juillet 1926 du *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques*.

Divers articles du *Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole*, années 1923, 1924 et 1925 et de *La Main-d'Œuvre Agricole*, mêmes années.

CHAPITRE II

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE DANS L'INDUSTRIE

De tout temps notre industrie a fait appel à la main-d'œuvre étrangère. Nous avons rappelé, au début de cette étude, comment la création des manufactures royales, au XVII^e siècle, a été grandement facilitée par le recrutement de nombreux spécialistes étrangers. Le XIX^e siècle, qui a vu l'essor prodigieux de la grande industrie en France, fut aussi une époque d'immigration ouvrière, sans cesse grandissante, le nombre des étrangers chez nous passant de 380.000 à 1.040.000 entre les années 1851 et 1901.

Il y a d'ailleurs une corrélation bien établie entre le développement industriel d'un pays et ses besoins de main-d'œuvre, par suite, entre le progrès de ses industries et l'immigration (1).

Avant la guerre, de nombreuses industries avaient un pourcentage appréciable, élevé parfois, d'ouvriers étrangers. C'est ainsi que l'on en comptait 8,6 % dans les industries extractives, et près de 16 % dans le bâtiment et les travaux publics.

Sur les 600.000 travailleurs étrangers, recensés en France en 1911, 68 % exerçaient une profession industrielle (2).

Pendant la guerre, sur un total d'environ 400.000 travailleurs étrangers ou coloniaux introduits en France, 50 % furent affectés à l'industrie.

(1) Tout au moins dans un pays à population sensiblement stationnaire comme la France.

(2) Des 32 % restant, 13 % étaient employés par l'agriculture, 13 % exerçaient une profession commerciale et 6 % occupaient des emplois divers ne rentrant pas dans les trois catégories ci-dessus.

Depuis l'armistice jusqu'au 1^{er} janvier 1926, nous avons introduit officiellement environ 650.000 ouvriers d'industrie contre 490.000 ouvriers agricoles (1). Une grande partie des ouvriers introduits pour l'agriculture (plus de la moitié dans certains départements, comme l'Aisne), ayant abandonné les travaux des champs pour l'usine ou le chantier, l'on peut dire sans exagération que les trois quarts des travailleurs étrangers, actuellement en France, sont employés dans l'industrie.

Mais « industrie » est un mot bien vague et le qualificatif d'étranger s'applique à des travailleurs de nationalités les plus diverses. Il est donc bon d'essayer de préciser comment se répartissent les ouvriers de chaque origine dans nos principales branches industrielles.

Comme nous le verrons, cette spécialisation par nationalité n'a rien de très absolu. Si, par exemple, les Italiens sont particulièrement nombreux dans les entreprises du bâtiment ou de travaux publics, on en rencontre aussi dans les mines de fer ou de charbon, la grosse métallurgie, les usines de produits chimiques, etc... Il est, dès lors, intéressant de comparer le rendement des ouvriers étrangers et d'examiner ce qui a été fait pour l'améliorer. Enfin, il est utile de rappeler ce que l'industrie a obtenu et doit attendre encore de la main-d'œuvre étrangère.

Les diverses nationalités dans nos principales industries.

Il existe, pour chaque nationalité représentée en France, une ou deux industries qui emploient à elles seules la grosse majorité des travailleurs de cette race et assez peu, au contraire, d'autres étrangers. C'est ainsi que, d'après une récente statistique de l'Office Po-

(1, On peut estimer que 75 % environ de ces travailleurs sont demeurés en France.

lonais d'Emigration (1), sur les 165.403 ouvriers masculins de cette nationalité, employés par l'industrie française au 1^{er} juillet 1925, 99.215, soit près des deux tiers, travaillaient dans les mines de charbon ou de fer (2).

Les Italiens se rencontrent surtout dans le bâtiment, où ils sont cimentiers, maçons, plâtriers, et dans les travaux de terrassement, mais aussi dans l'industrie extractive, surtout dans les mines de fer du bassin de Briey.

Les Espagnols fournissent principalement à l'industrie des manœuvres pour les tâches pénibles (terrassement, gros travaux des usines de produits chimiques, etc...).

Les Belges sont particulièrement nombreux dans les industries métallurgiques et dans l'industrie textile, qui emploient certainement à elles seules les deux tiers de la main-d'œuvre belge en France.

Les Yougoslaves et les Roumains sont recherchés, semble-t-il, par les manufactures de chaussures ; les Arméniens et les Grecs par les tissages de soie et les Autrichiens par la grosse métallurgie.

Si l'on veut serrer de plus près la question, il faut recourir aux statistiques établies par les principales entreprises industrielles. Nous avons pu en recueillir un certain nombre — dont nous citerons seulement les plus caractéristiques — qui permettent de mieux se rendre compte de l'extrême diversité d'origine de nos ouvriers d'industrie, en même temps que des nationalités dominantes dans les principales branches.

Voici d'abord, pour les mines de houille, quelques chiffres relatifs à des exploitations de divers bassins, prises parmi celles qui possèdent le plus grand nombre d'ouvriers étrangers.

(1) Reproduite par le *Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère* d'après le *Słowo Polskie* de Lwow, numéro du 12.4.26.

(2) A ce chiffre il y a lieu d'ajouter un nombre de 3.000 enfants de 13 à 16 ans travaillant dans les mines (au jour).

La Compagnie des Mines d'Anzin (Nord) employait, le 1^{er} septembre 1926, 9.397 ouvriers étrangers représentant 35 % environ de son personnel.

La répartition par nationalité était la suivante :

Polonais	7.096
Belges	1.389
Italiens	305
Espagnols	264
Tchèques	125
Hongrois	94
Marocains	72
Serbes	11
Russes	8
Anglais et Somalis anglais.....	18
Divers (Américains, Autrichiens, Hollandais, Lithuaniens, Por- tugais, Sarrois, Suisses).....	15

Total..... 9.397

La plupart de ces ouvriers habitant avec leur famille, la population étrangère totale installée sur la concession pouvait être évaluée à 45.000 âmes environ.

La Compagnie des Mines d'Ostricourt (Pas-de-Calais), avait, au 1^{er} octobre 1926, 3.830 ouvriers étrangers (plus 23 Nord-Africains), représentant 62 % de son personnel. La proportion de travailleurs étrangers du fond était même de 75 %. Ces étrangers appartenaient aux 11 nationalités suivantes :

Polonais	3.620
Belges	95
Italiens	45
Tchèques et Hongrois.....	45
Espagnols	6
Divers (Américains, Anglais, Au- trichiens, Espagnols, Yougosla- ves)	19

Total..... 3.830

La Compagnie des Mines de Bruay (Pas-de-Calais), possédait, au 15 octobre 1925, 7.598 travailleurs étrangers, représentant 41,5 % du nombre total d'ouvriers (49,9 % des ouvriers du fond et 8,1 % des ouvriers du jour).

La répartition par nationalité était la suivante :

Polonais	6.768
Serbes, Croates, Slovènes.....	308
Belges	251
Tchèques	210
Divers	61

Total..... 7.598

La Compagnie des Mines de Blanzy (Saône-et-Loire), employait, au début de 1926, 3.000 ouvriers étrangers environ, sur un total de 10.000, soit 30 %.

De ces ouvriers, 2.200 étaient Polonais, 600 Italiens et 200 de nationalités diverses (Tchèques, Grecs, Russes, etc...).

La Compagnie Houillère de Bessèges (Gard), comptait au 15 décembre 1925, 635 ouvriers étrangers sur un personnel total de 4.600 unités, soit 13,2 %, comprenant :

Polonais	265
Espagnols	161
Italiens	116
Tchécoslovaques	35
Africains	23
Yougoslaves	16
Autrichiens	8
Grecs	7
Divers (Belges, Portugais, Russes, Suisses)	4

Total..... 635

Dans le même bassin du Gard, la Compagnie des Mi-

nes de Rochebelle avait, au 18 décembre 1925, 603 étrangers sur 2.413 ouvriers, soit 24 %. La répartition par nationalité était la suivante :

Espagnols	301
Polonais	86
Italiens	74
Tchécoslovaques	53
Arabes	38
Russes	16
Yougoslaves	8
Bulgares	6
Allemands	5
Divers (Arméniens, Belges, Grecs, Hongrois, Marocains, Suisses).	16
Total.....	603

Les Mines de Tréllys (de la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais), occupaient, au 1^{er} octobre 1926, 456 étrangers sur 1.436 ouvriers, soit 31,7 %. répartis comme suit :

Polonais	353
Espagnols	52
Marocains	30
Italiens	11
Tchécoslovaques	6
Grecs	4
Total.....	456

auxquels on peut ajouter 67 Arabes d'Algérie, sujets français.

Les mines comprises dans l'arrondissement minéralogique de la Loire employaient, au total, à la fin de 1924 : 3.798 Algériens et Marocains et 4.188 étrangers qui se répartissaient comme suit, par nationalités (1).

(1) Conseil général de la Loire 2^e session ordinaire de 1925.
Rapport de l'Ingénieur en chef des mines.

Polonais	1.396
Italiens	1.076
Espagnols	837
Grecs	485
Portugais	251
Divers	143

Total..... 4.188

Depuis cette date, le nombre des Polonais s'est certainement accru.

L'une des plus importantes Compagnies houillères de ce bassin, celle des mines de la Roche-la-Molière et Firminy, employait, au 7 octobre 1926, 1.847 étrangers, représentant 27 % du personnel total et se répartissant comme suit, par nationalités :

Marocains et Algériens.....	750
(Ces derniers ne constituant qu'une infime minorité par rapport aux Marocains).	
Polonais	515
Italiens	320
Grecs	100
Albanais	85
Espagnols	40
Portugais	15
Divers (7 nationalités).....	22

Total..... 1.847

Les Mines de Carmaux (Tarn), employaient, au 25 septembre 1926, 773 étrangers sur un effectif total de 3.875, soit une proportion de 20 %. Ces étrangers comprenaient :

446 Polonais,
234 Espagnols,
65 Italiens,
28 de nationalités diverses (Belges, Tchèques,
Portugais, Serbes, Russes, Hongrois, Autrichiens, Grecs).

Les trois mines de houille du département de la Moselle, affiliées à l'Association Minière d'Alsace et de Lorraine, employaient, au 31 décembre 1925, 18.777 étrangers, sur un total de 32.456 mineurs, soit 58 %. La répartition par nationalité était la suivante :

Allemands (1)	11.477
Polonais	4.335
Italiens	834
Divers	2.131
Total.....	18.777

Il résulte nettement de ces statistiques, que nous n'avons pas voulu multiplier à l'excès, que sauf pour le bassin de la Loire, c'est l'élément polonais qui domine dans la main-d'œuvre étrangère des charbonnages, suivi de très loin par les Allemands, les Espagnols et les Belges (2).

Les mines de fer sont nombreuses en France dans les régions les plus diverses. Cependant, les plus importantes se trouvent dans les Pyrénées, en Normandie et dans l'Est (bassin de Lorraine).

Celles des Pyrénées emploient presque exclusivement comme étrangers des Espagnols et des Kabyles.

La Société des Mines de la Têt (3) avait au 1^{er} août 1926, 75 Espagnols et 37 Kabyles, sur un total de 275 ouvriers, soit 40,7 % d'étrangers et Nord-Africains.

La Compagnie Minière Franco-Africaine (4) comp-

(1) Résidant pour la plupart en Moselle depuis leur naissance.

(2) Il est intéressant de noter à ce sujet que les mines du département du Nord employaient au total, en juin 1926, 25.000 étrangers dont environ 80 % de Polonais, alors qu'en 1913 elles n'en occupaient que 3.500 dont les 2/3 de Belges (*Echo des Mines et de la Métallurgie*, numéro du 1^{er} juillet 1926).

(3) Qui exploite les gisements de Sahorre, Escaro-Sud et Corneilla.

(4) Qui exploite les gisements de Vernet et Escaro-Nord.

taut, au 1^{er} août 1926, 61 Espagnols, 3 Italiens et 1 Grec, soit 65 étrangers pour 222 ouvriers, c'est-à-dire une proportion de 29,2 %.

Dans les mines de Normandie, il y a surtout des Polonais, des Espagnols et des Italiens.

Ce sont ces derniers qui dominent dans le bassin de Briey, bien que le pourcentage des ouvriers de cette nationalité se soit bien abaissé depuis un an, par suite de nombreux départs et d'une sensible diminution du recrutement italien due au redressement économique de l'Italie. On y remédie par l'introduction de polonais. Alors, qu'il y avait encore 60 % de mineurs italiens dans ce bassin au 1^{er} juin 1925, il n'y en avait plus que 44 % au 1^{er} juin 1926.

La statistique suivante de la main-d'œuvre employée par une des plus importantes sociétés minières de la région, au 1^{er} juillet 1926, est assez typique : Effectif étranger, 639 ouvriers représentant 77,7 % de l'effectif total.

Polonais	302
Italiens	267
Autrichiens	14
Allemands	9
Nationalités diverses.....	47
Total.....	639

Le rapport de l'Ingénieur en Chef des Mines, sur l'ensemble du service dans le département de Meurthe-et-Moselle, en 1925, donne les chiffres suivants des ouvriers étrangers employés dans les mines de fer de ce département :

1° Par bassin, au 31 décembre 1925 :

	Briey- Longwy	%	Nancy	%	Total	%
Français	3.078	22,1	1.200	86,00	4.278	28,0
Italiens	7.550	56,4	25	1,55	7.575	51,0
Belges	183	1,3	8	0,63	191	1,3
Luxembourgeois .	86	0,6	4	0,32	90	0,65
Polonais	1.662	12,1	108	7,64	1.770	11,8
Russes	63	0,4	»	»	63	0,45
Allemands	41	0,3	»	»	41	0,3
Divers	1.000	6,8	56	3,86	1.056	6,5
	13.663	100,00	1.401	100,00	15.064	100,00

2° Dans l'ensemble et en pour cent :

	1913	1924	1925
Français	30,7	30,3	28
Italiens	60,0	58,0	51
Divers	9,3	11,7	21

Les trente-cinq mines de fer du département de la Moselle, affiliées à l'Association Minière d'Alsace et de Lorraine, employaient, au 31 décembre 1925, 9.176 étrangers, sur un personnel total de 13.128 travailleurs, soit une proportion de 69 %. La répartition était la suivante :

Italiens	4.705
Polonais	1.433
Allemands	1.093
Luxembourgeois	797
Belges	107
Divers	1.041
Total	9.176

Depuis, la proportion des Polonais s'est quelque peu accrue.

Si donc pour le Midi l'élément espagnol domine dans

les mines de fer, partout ailleurs ce sont les Italiens et les Polonais qui sont de beaucoup les plus nombreux.

Dans les carrières réparties sur les points les plus variés de la France, on rencontre une forte proportion d'ouvriers étrangers. L'élément dominant varie suivant les régions : Espagnols dans le Sud-Ouest, Italiens presque partout ailleurs.

Dans les Mines de Potasse d'Alsace, il y avait, au 31 décembre 1925, 1.869 étrangers sur un total de 7.868 ouvriers, soit 24 %. Les Polonais formaient le noyau le plus important avec 1.278 ouvriers, suivis de très loin par les Italiens (159).

La proportion d'ouvriers étrangers dans une importante Société de mines de pétrole du Bas-Rhin, était, la même date, remarquablement faible; 184 sur 3.471 ouvriers, soit 5,3 % seulement. De ces 184 étrangers, 8 étaient Polonais, 47 Allemands, le reste appartenait à nationalités les plus diverses.

La grosse métallurgie, qui est une des principales industries françaises, surtout depuis le rattachement de la Lorraine désannexée (qui a sensiblement doublé notre capacité de production en fonte et en acier), présente un remarquable échantillonnage de nationalités différentes parmi les ouvriers qu'elle emploie.

La plupart des grandes usines sidérurgiques de l'Est, du Centre ou du Littoral, ont parmi leur personnel des éléments appartenant à 10, 15, 18 ou même 21 nationalités diverses, comme le Creusot, dans des proportions relatives qui varient beaucoup selon la région. Aussi ne peut-on guère parler pour elles de spécialisation par nationalité.

Voici cependant, à titre d'exemple, la statistique des étrangers employés à l'usine de Tamaris (Gard), de la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais, le 5 octobre 1926 :

Espagnols	403
Russes	204
Italiens	72
Polonais	39
Arméniens	7
Greco	9
Tchécoslovaques	8
Belges	6
Divers (Allemands, Anglais, Hongrois, Persans, Roumains, Suisses, Turcs, Yougoslaves)	19

Soit au total..... 767

étrangers qui, avec 157 Nord-Africains, représentent 55,5 % de l'effectif.

Au début de juillet 1926, les Usines Jacob Holtzer d'Unieux (Loire), employaient 434 étrangers et 70 Algériens, sur un total de 2.414 ouvriers. Ces étrangers se répartissaient ainsi :

Italiens	242
Polonais	50
Espagnols	31
Albanais	22
Tchécoslovaques	21
Greco	20
Portugais	15
Marocains	13
Autrichiens	10
Divers (Bulgares, Arméniens, Chinois, Roumains, Russes, Suisses, Yougoslaves)	10

Total..... 434

Nous n'avons pas de statistiques particulières concernant des usines du Nord et de l'Est ; mais il résulte des renseignements que nous avons recueillis, que dans le

Nord (région de Valenciennes, de Denain et des Ardennes), ce sont les Belges qui dominent.

En Lorraine, ils sont également nombreux dans la grosse métallurgie, mais beaucoup moins que les Italiens, Polonais et Allemands.

Les neuf importantes usines sidérurgiques affiliées à l'Association Minière d'Alsace et de Lorraine (1), occupaient, au 31 décembre 1925, 12.777 étrangers sur un effectif total de 33.336, soit 38 %. Près de la moitié de ces étrangers (4.866) étaient Italiens. Le reste comprenait 2.741 Polonais, 1.541 Luxembourgeois, 1.020 Allemands et 2.609 ouvriers de diverses nationalités (dont un assez grand nombre de Belges).

Dans les usines métallurgiques de la région parisienne, on trouve une variété extraordinaire d'étrangers. Une importante Société, qui possède six usines ou ateliers à Paris et en banlieue, ne compte pas moins de 23 nationalités représentées.

La raison de cette diversité extrême que nous constatons dans notre industrie lourde, réside dans ce fait que la plupart de ces étrangers étant utilisés comme manœuvres n'ont besoin d'aucune qualité particulière, si bien que l'on n'a pas de raison de rechercher de préférence telle ou telle race pourvu que l'on ait des hommes suffisamment robustes.

Ceci a été mis en évidence par les résultats d'une enquête menée au début de 1924 dans 258 grands établissements métallurgiques (grosse métallurgie et construction mécanique) éparpillés dans toute la France.

Ces 258 établissements employaient alors au total 61.139 ouvriers étrangers dont 47.276 appartenaient à des usines ayant chacune plus de 100 étrangers.

En se bornant à celles-ci, qui pouvaient donner plus facilement des renseignements d'ensemble, l'on a pu dresser le tableau suivant relatif à la répartition par

(1) Usines de MM. de Wendel et Cie, de la Société Nord et Lorraine, de la Société Lorraine Minière et Métallurgique, etc...

nationalité et à la proportion moyenne de spécialistes et de manœuvres :

NATIONALITES	TOTAL		PROPORTION par nationalité des	
	Manœuvres	Spécialistes	manœuvres	spécialistes
Italiens	10.007	4.507	68,90%	31,10%
Nord-Africains	5.648	1.065	84,13%	15,87%
Polonais	4.352	1.510	74,24%	25,76%
Espagnols	2.867	1.104	72,19%	27,81%
Belges	2.052	3.999	33,91%	66,09%
Russes	1.487	1.160	56,17%	43,83%
Portugais	1.009	175	85,36%	14,64%
Tchèques	396	313	55,85%	44,15%
Britanniques	7	134	4,86%	95,14%
Divers	2.477	3.007	45,10%	54,90%
	30.302	16.972		

D'où il résulte que les Italiens étaient, à ce moment, de beaucoup les plus nombreux dans la grosse métallurgie.

Comme depuis deux ans l'on a introduit moins d'Italiens et que l'on cherche à peu près partout à se débarrasser de la main-d'œuvre nord-africaine, d'assez mauvaise qualité (1), il est probable qu'à l'heure présente une enquête analogue ferait ressortir une proportion de Polonais, de Belges et de Russes sensiblement plus importante.

Pour les mêmes motifs généraux et aussi grâce à la généralisation de l'emploi dans les ateliers, de machines-outils dont la conduite est facile à apprendre, les usines de constructions mécaniques possèdent des étrangers de toute provenance. Voici, par exemple, quelle était, au 5 février 1926, la répartition en pourcentage, par nationalité, des travailleurs étrangers dans trois usines de construction automobile de la région parisienne, appartenant à la même société et possédant respectivement :

1) Sauf la main-d'œuvre marocaine qui est très appréciée, au contraire, surtout dans les mines de fer.

L'usine A : 9.803 ouvriers; l'usine B : 2.629 et l'usine C : 1.094.

NATIONALITÉS	A	B	C
—	—	—	—
	%	%	%
Anglais	0,12	0,26	0,09
Espagnols et Portugais.....	1,08	2,05	0,64
Belges et Luxembourgeois..	1,48	2,13	1,09
Allemands et Autrichiens...	0,001	0,91	0,27
Suisses	0,59	0,83	0,91
Italiens	2,15	3,11	2,74
Tchécoslovaques	0,35	0,57	0,36
Yougoslaves	0,14	0,91	0,54
Polonais	1,33	1,10	2,19
Hongrois	0,43	»	1,00
Roumains	0,41	0,38	0,73
Balkaniques divers.....	0,21	0,15	0,27
Grecs	0,72	1,33	0,73
Russes	5,25	10,22	13,07
Turcs	0,12	0,57	0,45
Arméniens	2,16	3,38	2,10
Chinois	0,66	4,86	1,64
Arabes	9,08	14,37	6,94
Divers (Baltes, Scandinaves, Asiatiques, etc.).....	0,13	0,40	0,27
Pourcentage total..	26,40	47,53	36,03

Les industries du bâtiment et des travaux publics employaient à elles seules, avant la guerre, un peu plus du quart de la population ouvrière étrangère en France, représentant environ 16 % du total des ouvriers de la corporation. Les deux tiers de ces étrangers étaient Italiens, et le dernier tiers presque exclusivement composé de Belges et d'Espagnols (1).

(1) Au sujet du nombre d'étrangers dans diverses professions du bâtiment avant la guerre, voir Jean Perrin : *La Main-d'Œuvre Etrangère dans les Entreprises du Bâtiment et des Travaux publics*, p. 14.

C'est au sujet des travaux publics effectués pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes, que les décrets Millerand du 10 août 1899 avaient décidé que les cahiers des charges devraient ou pourraient — selon qu'il s'agissait de l'Etat ou des départements et communes — contenir une clause assujettissant l'entrepreneur à « n'employer d'ouvriers étrangers que dans « une proportion fixée par l'administration, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ». Cette proportion était généralement arrêtée à 10 %.

Lorsqu'il fallut, après la guerre, entreprendre de reconstruire les régions dévastées, l'appel à la main-d'œuvre étrangère pour le bâtiment se fit particulièrement intense.

Un rapport, en date du 28 février 1923, de M. Pierre Pouillot, alors chef du Service des questions ouvrières au ministère des Régions Libérées, nous apprend qu'au mois de septembre 1922, époque de pleine activité dans les chantiers de reconstitution, ces derniers employaient au total 307.615 ouvriers du bâtiment dont 135.044 étrangers, soit une proportion de 43,9 %. C'est dans le département de la Meuse que l'on rencontrait la plus forte proportion, 64 %. De ces étrangers, 57 % étaient des ouvriers qualifiés et 43 % des manœuvres. Le tableau ci-après, extrait du même rapport, donne la répartition par nationalité, pour chacun des dix départements dévastés, de ces 135.000 étrangers :

RÉPARTITION PAR NATIONALITÉS DES OUVRIERS ÉTRANGERS DU BATIMENT DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES EN SEPTEMBRE 1922

DEPARTEMENTS	Italiens	Belges	Polonais	Tchéco-slovaques	Espagnols	Anglais	Portugais	Autres nationales	TOTAUX
Aisne	13.843	2.689	960	118	1.466	16	2.571	670	22.333
Ardennes	5.986	681	388	214	1.207	29	1.037	414	9.956
Marne	10.825	905	596	99	1.466	22	2.612	557	17.082
Meurthe-et-Moselle	11.221	245	341	55	80	»	232	709	12.883
Meuse	12.858	298	572	159	704	26	535	783	15.935
Nord	6.183	11.277	676	558	229	61	651	154	19.789
Oise	812	1.066	106	8	69	10	153	8	2.232
Pas-de-Calais	10.486	6.800	1.960	336	762	78	1.329	352	22.303
Somme	6.119	2.700	595	84	487	37	1.107	200	11.329
Vosges	1.160	4	11	3	»	»	4	20	1.202
Ensemble	79.493	26.665	6.205	1.634	6.470	279	10.431	3.867	135.044

C'est également dans les régions dévastées que l'on essaya d'encourager l'introduction de coopératives de main-d'œuvre italienne.

Alors qu'en France, cette modalité de travail coopératif par équipes auxquelles est confiée telle ou telle tâche bien déterminée, est assez peu répandue, il n'en est pas de même en Italie (1). On voulut, pour développer le recrutement italien, donner toutes facilités à la venue d'équipes coopératives de terrassiers ou de maçons. C'est M. Pierre Pouillot qui s'attacha particulièrement à la réalisation de cette idée et réussit à mettre à l'œuvre nombre d'entre elles. La question délicate était de faire agréer officiellement ces coopératives comme entrepreneurs, car elles ne constituaient pas des sociétés françaises et ne pouvaient non plus fournir toutes les références et garanties exigées habituellement des entreprises ordinaires.

En ce qui concerne le statut juridique de ces associations, on put leur reconnaître les mêmes droits qu'à nos entreprises en s'appuyant sur un ancien texte, rappelé à la lumière pour cette occasion : celui d'une convention signée en 1863 entre Napoléon III et le roi de Sardaigne accordant en France, aux sociétés italiennes régulièrement constituées en Italie, les mêmes droits qu'aux sociétés françaises. Pour les références, on se montra moins sévère, et il fut ainsi possible de faire exécuter divers travaux par ces coopératives italiennes.

Elles ne constituèrent cependant que des exceptions, et il ne doit plus guère en exister en France, à l'heure actuelle.

Dans les départements autres que ceux des régions libérées, la proportion d'ouvriers étrangers du bâtiment s'est aussi considérablement accrue. Ce sont les Italiens qui dominent. Ils sont le plus souvent très appréciés.

Nous ne pouvons passer en revue toutes les indus-

(1) Le plus grand nombre de ces coopératives sont groupées en consortium disposant de crédits et de conseils techniques.

tries françaises. Signalons seulement que les filatures et tissages de la région du Nord emploient un nombre considérable de Belges qui représentent plus de la moitié de l'effectif de certaines usines.

Les moulînages de soie de la vallée du Rhône ont recruté utilement depuis deux ans des Grecs et des Arméniens qui ont l'habitude de ce genre de travail.

Les sucreries et raffineries emploient un peu partout de nombreux étrangers particulièrement des Belges et des Polonais.

Les usines de produits chimiques possèdent un très grand nombre d'ouvriers italiens et espagnols, qui arrivent à former la majorité du personnel dans certaines usines du Midi ainsi que dans les savonneries et huileries de Marseille.

L'industrie de la chaussure, si importante dans la région parisienne, fait travailler beaucoup de Tchécoslovaques, de Serbes, de Roumains et d'Italiens.

Dans certaines industries secondaires (la pelleterie, les fabriques de casquettes), la quasi totalité des ouvriers (jusqu'à 98 % dans certains établissements) est étrangère.

Ce sont des Italiens mais aussi de très nombreux Espagnols et Suisses que nous trouvons dans l'industrie hôtelière.

Les transports en commun par voie ferrée ou maritime comptent relativement peu d'étrangers. En ce qui concerne les bateaux, l'on sait, d'ailleurs, que le nombre des étrangers à embaucher est limité par le décret législatif du 21 septembre 1793, toujours en vigueur, en vertu duquel un navire n'a le droit de porter pavillon français que si, entre autres conditions, tous les officiers et les trois quarts de l'équipage sont français (1).

(1) Des exceptions ont été apportées à cette règle :

1° Pour tenir compte des conditions techniques particulières dans lesquelles se pratiquent la pêche au corail et la pêche à l'éponge, pour lesquelles différents décrets ou décisions ministérielles ont autorisé l'emploi d'équipages comprenant plus de 25 % d'étrangers.

De cet aperçu de la répartition de la main-d'œuvre étrangère dans nos principales industries, il résulte que l'on ne peut guère parler à l'heure actuelle de spécialisation par nationalité. L'on trouve souvent dans une même usine, voire dans un même atelier, des ouvriers d'une dizaine ou d'une vingtaine de races adaptés à des tâches sensiblement voisines. Inversement, l'on rencontre des ouvriers de même origine, italienne par exemple, dans les emplois les plus divers.

Tout au plus peut-on noter pour les travailleurs de chaque nationalité, comme nous l'avons fait au début de ce chapitre, deux ou trois industries qui les attirent parce qu'ils y réussissent le mieux.

Cela tient à ce que l'industrie emploie de plus en plus des manœuvres spécialisés, que l'on met vite au courant de la conduite d'une machine ou de l'exécution d'une tâche élémentaire ; mais surtout à ce qu'avec la multiplication énorme des étrangers de toute origine, leur infiltration et leur brassage dans la masse sont tels que l'on en trouve partout.

Rendement et valeur professionnelle.

Cependant, le rendement de chacun, dans les industries où ils travaillent côte à côte, est loin d'être le même.

Dans les mines de charbon ce sont les Belges, les Allemands et les Polonais qui se classent nettement en tête à peu près ex-æquo. Après une période d'acclimatation de 3 à 4 mois (un peu plus pour les Polonais), ces ouvriers sont tout à fait assimilables comme rendement aux bons mineurs français. Ils leur seraient même plu-

2° En raison des conditions climatériques de la navigation dans certains parages ; c'est ainsi que la Compagnie des Messageries Maritimes est autorisée à remplacer une partie du personnel de chauffe français de ses bateaux par des étrangers (Arabes d'Aden, en général), dans les mers au delà de Suez.

Au sujet de cette législation particulière, voir l'exposé des motifs du projet de loi concernant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère à bord des navires français, déposé sur le bureau de la Chambre, le 19 janvier 1926. (Doc. Parl., N° 2.423. J. O. du 20 mai 1926.)

tôt supérieurs dans certaines mines du Midi, parce que plus robustes, plus méthodiques et plus disciplinés. Les Tchécoslovaques, les Italiens, les Marocains et les Espagnols viennent ensuite ; puis les Grecs et les Arabes, les rendements des ouvriers de ces deux dernières origines étant souvent de 25 à 50 % inférieurs à celui des bons éléments français.

Dans les mines de fer, l'Italien est très apprécié et c'est lui qu'il faut classer en tête avec l'Allemand et le Polonais, la plupart des ouvriers d'autres nationalité (sauf les Espagnols dans le Midi) donnant moindre satisfaction.

Dans la métallurgie et la construction mécanique, l'extrême diversité des tâches à exécuter et des nationalités qui s'y emploient permettent difficilement d'établir un classement précis des ouvriers selon leur valeur professionnelle.

Seuls des chiffres d'ensemble, portant sur un grand nombre d'usines, peuvent fournir quelques indications. L'enquête menée en 1924, dans 258 établissements, dont nous avons déjà fait état plus haut, demandait aux usines questionnées de classer pour chaque nationalité les spécialistes et les manœuvres en trois catégories : les bons (B), les moyens (M), les insuffisants (I). Le tableau suivant donne en pourcentage le résultat du dépouillement des réponses :

	SPÉCIALISTES			MANŒUVRES		
	B	M	I	B	M	I
	%			%		
Britanniques	90	10	0	0	0	0
Belges	85	15	0	85	15	0
Italiens	65	30	5	75	20	5
Polonais	70	30	0	65	30	5
Espagnols	50	50	0	65	30	5
Portugais	50	50	0	60	35	5
Russes	50	50	0	50	50	0
Tchèques	40	60	0	50	50	0
Nord-Africains . . .	15	85	0	30	45	25
Divers	40	40	20	45	45	10

Nous estimons que ce tableau, particulièrement précieux puisqu'il résume les appréciations de 258 employeurs, sur plus de 60.000 ouvriers étrangers, garde encore toute sa valeur.

Dans la plupart des usines métallurgiques que nous connaissons, si l'on excepte les britanniques en raison de leur nombre minime, ce sont certainement, par ordre de classement, les Belges, puis les Italiens, les Polonais et les Espagnols que l'on préfère. Il faut ajouter cependant que depuis la date à laquelle a été poursuivie cette enquête, nos entreprises métallurgiques ont reçu un certain nombre d'Autrichiens dont elles paraissent satisfaites et qu'il faudrait assimiler au moins aux Polonais comme valeur professionnelle.

En ce qui concerne plus spécialement l'industrie mécanique, une importante société de construction automobile a bien voulu nous communiquer les résultats du classement par valeur respective des principales nationalités employées dans ses usines de la région parisienne, usines qui comptaient au total, le 5 février 1926, 17.229 ouvriers dont 5.074 étrangers ou nord-africains. En raison de l'importance de ces effectifs et du soin apporté à l'établissement du tableau reproduit ci-après (pour lequel huit chefs de service ont été appelés à donner sept notes à chaque nationalité, note dont on a pris ensuite la moyenne), il peut être considéré comme tout à fait typique en ce qui concerne cette branche d'industrie (1).

(1) Les notations ont été faites sur 10, ce maximum s'appliquant aux très bons ouvriers français.

[illegible]

Dans le bâtiment ce sont les Italiens qui fournissent les spécialistes de beaucoup les plus appréciés. Il en est de même dans certaines industries secondaires, comme celle de la fabrication des chapeaux. Un grand nombre de ces Italiens sont d'excellents manœuvres, sobres, robustes, disciplinés et prêts à accomplir dans l'industrie chimique ou les huileries certaines besognes pénibles pour lesquelles il est quasi impossible de recruter des Français.

Cette même remarque s'applique aux Espagnols et aux Portugais qui sont des manœuvres d'industrie de tout premier ordre.

Les Belges que nous avons vu classer en tête dans la grosse industrie, le sont aussi dans le textile et nos filatures et tissages du Nord ne font aucune différence entre eux et leurs ouvriers français.

Les Grecs et les Arméniens réussissent surtout dans les travaux qui demandent plus d'habileté que de force. Ils donnent satisfaction dans les manufactures de soieries qui s'en contentent, bien que cette main-d'œuvre ne vaille pas en général la française.

Ces indications ne constituent naturellement que des appréciations d'ensemble, les exceptions individuelles sont nombreuses qui pourraient les infirmer dans telle ou telle usine prise en particulier.

Ce qu'il faut dire aussi c'est que toutes nos usines visent avec persévérance à améliorer le rendement de leur main-d'œuvre étrangère, en cherchant à la stabiliser et à l'accoutumer à la vie française.

Pour stabiliser, nos industriels ont favorisé dans toute la mesure du possible l'introduction des ouvriers mariés accompagnés de leur famille. Plus sérieux, s'attachant à leur foyer, ayant souvent de nombreux enfants qui sont autant de futurs apprentis, ils constituent, sans aucun doute, la partie la plus saine et la plus intéressante de l'immigration ouvrière.

Mais, s'il est très désirable, pour toutes ces raisons,

de favoriser l'immigration de familles entières, la grosse difficulté est de les loger. Cinquante ou cent célibataires sont faciles à installer dans des baraquements, convenablement aménagés à cet effet, ou dans un petit nombre de maisons, à raison de deux ou trois par pièce. Pour le même nombre d'ouvriers avec famille, il faut cinquante ou cent pavillons séparés qui représentent une immobilisation de fonds considérables.

Néanmoins, la plupart de nos grandes sociétés industrielles ont fait un réel effort dans ce sens et les compagnies houillères du Nord, en particulier, ont abouti à des résultats remarquables. La Compagnie des Mines d'Anzin, par exemple, a construit de fin 1920 au 31 août 1926, 4.249 maisons ouvrières (1).

Pour l'ensemble des bassins du Nord et du Pas-de-Calais le nombre des maisons ouvrières est passé de 44.500 en 1913 à 72.000 fin 1924 (2), c'est-à-dire que 27.500 maisons nouvelles ont été construites. Les constructions neuves ont nécessité, à elles seules, une dépense d'environ 675 millions de francs. Quant à la reconstruction des habitations endommagées, il a été nécessaire de relever 16.000 maisons. Les dépenses engagées de ce chef ont été de l'ordre de 500 millions. C'est dire qu'à la fin de 1924, à une époque où le programme d'urbanisme ouvrier n'était pas encore totalement réalisé dans l'important bassin du Nord et du Pas-de-Calais, une somme globale de plus d'un milliard avait déjà été consacrée par les Compagnies à leurs cités.

On peut ajouter que la proportion du personnel logé dans les maisons ouvrières des Charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais est passée de 49 % en 1913 à 74 % en 1924.

La plupart des pavillons mis à la disposition des familles ouvrières n'ont rien de commun avec les anciens

(1) Qui se sont ajoutées à ses 4.008 maisons ouvrières existant en 1914 et réparées après la guerre.

(2) D'après une récente note du Comité Central des Houillères sur la construction de maisons ouvrières.

corons tristes et laids dans leur monotone alignement. Ce sont au contraire de coquettes constructions, entourées chacune d'un jardin de quelques ares et agréablement groupées en cités ouvrières, pourvues de salles de fêtes, écoles, églises, et desservies par une excellente voirie. Le nombre de pièces n'est pas le même pour toutes les maisons. Le modèle courant pour une famille comprend presque partout dans le Nord cinq pièces, plus quelques dépendances (buanderie, petit hangar et souvent poulailler, clapier ou porcherie).

Ces habitations sont louées en général 5 à 10 francs par pièce et par mois. Pour les meubler, on met le plus souvent à la disposition des arrivants des lits avec literie, des tables, chaises, batterie de cuisine, vaisselle, etc... qu'ils peuvent payer de suite, louer ou acheter à tempérament. Le jardin de chaque maison, qui peut être complété par d'autres parcelles de terrain, fournit une bonne partie des légumes du ménage. Des conseils donnés par un jardinier chef et des prix attribués aux jardins les mieux entretenus, encouragent de la façon la plus heureuse les ouvriers d'usine ou de mines à occuper leurs loisirs à la culture potagère.

Grâce à ces efforts, la proportion des familles s'est accrue beaucoup dans les noyaux étrangers de nos cités ouvrières. Aux mines de Bruay, par exemple, il y avait à la fin de 1925, 61 % de travailleurs étrangers vivant avec leur famille contre 39 % de célibataires. La proportion était sensiblement la même aux mines d'Ostricourt. Aux mines de Rochebelle (Gard), on comptait, en décembre 1925, 65 % d'ouvriers étrangers avec famille.

Dans tous les établissements possédant beaucoup d'étrangers, la proportion des mariés avec femme et enfants varie en fonction directe de ce qui a pu être fait pour résoudre la question du logement. Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que la stabilité du personnel varie aussi dans le même sens, à tel point que dans certaines mines du Nord, les éléments étrangers sont aussi sta-



Cliché Mines de Saint-Pierremont

LES CITÉS ET JARDINS POTAGERS
Mines de Saint-Pierremont, à Mancieulles (M.-et-M.)



Cliché de la Cie des mines d'Anzin.

UNE CITÉ OUVRIÈRE DE LA COMPAGNIE DES MINES D'ANZIN
Cité Taffin, à Vieux-Condé.



Cliché de la Société des Acières de Firminy.

SOCIÉTÉS AMICALE ET MUSICALE "PILSUDZKI", A FIRMINY

bles que les indigènes et que les ruptures de contrat deviennent l'exception (1).

Toujours pour favoriser la stabilisation des étrangers, les employeurs se sont attachés à faciliter leur adaptation au nouveau milieu par l'organisation et la subvention de sociétés amicales diverses ; sociétés de sports, de chant, de musique, associations religieuses, etc... (2). Ils veillent aussi, comme nous le verrons (3), à donner de légitimes satisfactions aux besoins moraux de leurs collaborateurs étrangers en organisant les secours religieux et en facilitant l'instruction des enfants. Certaines compagnies souscrivent des abonnements à des journaux étrangers et s'intéressent à la création et au fonctionnement de bibliothèques composées d'ouvrages polonais, italiens, etc...

Afin que ces efforts pour stabiliser et accoutumer soient pas annihilés par des manœuvres de débauchage, les industriels ont très rapidement entrepris de le combattre, soit en se donnant dans chaque bassin minier, par exemple, la mutuelle assurance de ne pas embaucher un ouvrier en rupture de contrat, soit en réclamant l'intervention de l'administration et du législateur, soit enfin en n'hésitant pas à actionner en dommages-intérêts l'entreprise responsable du débauchage de l'ouvrier infidèle à ses engagements.

Résultats

Cette main-d'œuvre étrangère, dont nous avons essayé de préciser la répartition et la valeur professionnelle, a-t-elle permis à notre industrie d'atteindre des résultats en rapport avec l'importance des moyens mis en

(1) 3 à 4 % à peine à Anzin.

(2) Les Polonais aiment particulièrement se grouper en de multiples associations, ayant chacune président, vice-président, secrétaire et dignitaires divers.

Il n'est guère de cité de mineurs polonais qui ne possède avec sa section de Sokols et sa confrérie religieuse de Sainte-Barbe, quatre ou cinq autres groupements aux buts les plus variés.

(3) Ci-après chapitre V.

action pour l'introduire et l'accoutumer ? Il suffit pour répondre de rappeler d'abord que le déblaiement et la reconstruction des régions libérées a employé à peu près constamment cent à cent cinquante mille étrangers dans les seules entreprises du bâtiment, soit près de la moitié de l'effectif total de ces chantiers. Il n'est donc pas exagéré de dire que sans eux le relèvement de nos usines eût demandé un temps presque double et entraîné par suite une perte sensible pour la nation.

Ensuite comme nous l'avons vu plus haut, la plupart de nos grandes industries emploient à l'heure actuelle des travailleurs étrangers dans une proportion qui atteint fréquemment 30 ou 40 %, et même plus, de leur personnel. Il est hors de doute que sans cet appoint de forces productives, elles ne seraient pas en mesure de marcher dans des conditions normales. Elles n'auraient certainement pas été en tout cas à même d'opérer le magnifique redressement mis en évidence par l'accroissement de certaines productions depuis la guerre.

L'exemple de l'industrie houillère est particulièrement typique. Alors que notre extraction totale de charbon n'avait atteint que 22.341.000 tonnes (1) en 1919, elle passait à 31.940.000 tonnes en 1922, 44.950.000 tonnes en 1924, et elle dépassera 50.000.000 de tonnes en 1926. Mais le nombre des ouvriers est passé concurremment dans cette industrie de 188.000 au 31 décembre 1919 à 239.000 fin 1922, 300.000 fin 1924 et 315.000 environ à l'heure actuelle.

Le magnifique essor de notre industrie houillère n'a donc été possible qu'au prix d'un accroissement continu de sa main-d'œuvre. Or, jamais celui-ci n'aurait pu être réalisé sans l'appel aux travailleurs étrangers, puisque ces 125.000 unités nouvelles recrutées depuis 1919 comprennent à peu près exclusivement des Polonais.

(1) Soit guère plus de la moitié de notre production d'avant-guerre (40.844.000 tonnes en 1913), en raison des dévastations opérées par les Allemands dans le Nord et le Pas-de-Calais au cours de leur retraite d'octobre 1918.

On pourrait établir des parallèles analogues entre les progrès de la production de nos mines de fer (1), des carrières, de la grosse métallurgie (2) et la proportion croissante du nombre d'étrangers travaillant dans ces établissements.

Il est donc indéniable que l'immigration ouvrière de ces dernières années a été un secours de très grande valeur pour l'industrie française et une des causes les plus certaines de sa prospérité.

L'éventualité d'une crise industrielle que les débuts d'une période de stabilisation monétaire entraîneront à peu près fatalement, fait cependant redouter à quelques-uns la présence de cette masse étrangère, d'autant que les éléments qui sont en cours de contrat protégés par les termes mêmes de celui-ci, devraient conserver leur travail, aux dépens d'une partie des ouvriers français mis en chômage. Nous ne croyons pas pour notre part qu'il faille exagérer ce danger. Si la crise est probable, nul ne peut savoir quelle en sera l'importance et la durée. Il est possible et même probable qu'elle sera, en définitive, moins cruelle chez nous que dans d'autres pays, pour de multiples raisons que nous ne pouvons entreprendre de développer ici. S'il y a chômage, l'on peut être assuré que le gouvernement français pourra arrêter d'abord à peu près complètement à la frontière le flot des immigrants, faciliter ensuite le départ vers d'autres contrées, et en particulier vers nos colonies, des éléments qui ne trouveront plus à s'employer chez nous. Comme ce sera certainement les moins intéressants et les plus instables qui partiront les premiers, une telle crise aurait pratiquement pour effet de nous permettre d'épurer notre population industrielle étrangère. Quand à la protection du contrat, elle ne jouera que

(1) La production de minerai de fer marchand en France est passée de 9.413.000 tonnes en 1919 à 35.741.000 tonnes en 1925.

(2) Dont la production est passée pour la fonte de 2.447.000 tonnes en 1919 à 8.494.000 tonnes en 1925 et pour l'acier de 2.156.000 tonnes en 1919 à 7.446.000 tonnes en 1925.

faiblement. Si l'on peut estimer à un chiffre compris entre un million et un million et demi environ le nombre des travailleurs étrangers actuellement occupés dans nos industries, il n'y en a guère à l'heure présente que cent cinquante mille, soit 15 % au maximum, qui, introduits en France depuis moins d'un an, sont liés par contrat (1). La majorité de ces étrangers ne serait donc pas spécialement garantie contre le chômage.

Que la crise prévue soit évitée ou surmontée, il arrivera toujours un moment où notre industrie devra accentuer à nouveau son appel à la main-d'œuvre étrangère, ce sera lorsque nous arriverons aux années dans lesquelles se feront le plus durement sentir le déficit de natalité des années 1914 à 1918. Il faut donc s'habituer à cette idée que l'introduction massive d'ouvriers étrangers dans nos usines ne constitue pas, hélas, une solution de fortune imposée par nos pertes de guerre, les nécessités de la reconstruction des régions libérées et de la réadaptation de toute notre économie nationale aux industries de paix. A moins que notre natalité ne se relève sensiblement, phénomène dont les effets ne pourraient se faire sentir, en tout état de cause, que dans une vingtaine d'années (2), le développement nécessaire de notre industrie nous obligera, sauf dans certaines périodes passagères de crise, à importer de l'étranger celui des trois facteurs économiques de la production qui nous manquera toujours le plus : la main-d'œuvre.

Il appartiendra à l'Etat et aux groupements d'employeurs de faire en sorte que par le perfectionnement

(1) La plupart des ouvriers étrangers ne cherchent pas, à l'expiration de leur premier contrat d'embauchage, à en obtenir le renouvellement, préférant jouir, comme les ouvriers français, de la faculté de quitter leur employeur avec un simple préavis de quelques jours.

(2) Ou que le perfectionnement de l'outillage et des méthodes de travail n'élève le rendement individuel du travailleur chez nous à un taux voisin du rendement de l'ouvrier américain, par exemple.

de nos méthodes de sélection professionnelle et sanitaire, il n'entre chez nous que de bons éléments, dont l'accoutumance et l'assimilation seront grandement facilitées par un harmonieux développement de toutes nos institutions sociales.

BIBLIOGRAPHIE

- Pierre POUILLOT. — *Emploi de la Main-d'Œuvre Etrangère dans les Etablissements Industriels situés dans les Régions Libérées*. Note pour l'Office de Reconstitution Industrielle. Mars 1920.
- Pierre POUILLOT. — *Rapport sur la Main-d'Œuvre du Bâtiment ayant participé à la Reconstitution des Régions Dévastées en 1922*. Ministère des Régions Libérées. Février 1923.
- DE CANISY. — *La Question Ouvrière dans le bassin de Briey*. Payot, éditeur. Paris, 1919.
- Jean PERRIN. — *La Main-d'Œuvre Etrangère dans les Entreprises du Bâtiment et des Travaux publics*. Thèse. Paris, 1925. « Les Presses Universitaires », éditeur.
- Mlle SCHIRMACHER. — *La spécialisation du travail par nationalité à Paris*. A. Rousseau, éditeur, Paris, 1908.
- Rapports aux Assemblées générales du Comité Central des Houillères et de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

Informations Sociales. Genève;
Revue Internationale du Travail. Genève;
Chronique Mensuelle des Migrations. Genève.

CHAPITRE III

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE DANS L'AGRICULTURE

La crise de la main-d'œuvre agricole et l'appel aux ouvriers étrangers

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'agriculture française manque d'ouvriers.

Voici près de trois quarts de siècle qu'économistes et spécialistes des questions agricoles ne cessent de souligner les progrès d'un mal que les statistiques mettent facilement en évidence. Notre population rurale, qui représentait en 1851 : 74,5 % de l'ensemble de la population totale n'en était plus, en 1891, que les 62,6 centièmes, et la proportion est tombée à 53,6 % au recensement de 1921 (1).

Les causes de cet appauvrissement en hommes de nos campagnes ont été exposées bien souvent : développement considérable de l'industrie et du commerce amenant un grand nombre de familles à quitter les champs pour la cité industrielle ou la grande ville ; décroissance continue de la natalité, depuis le milieu du XIX^e siècle ; enfin différence de plus en plus marquée, surtout pour la classe ouvrière, entre le confort et les distractions que peuvent procurer respectivement l'existence urbaine et la vie aux champs.

(1) L'on sait que les statistiques quinquennales considèrent comme « population rurale » celle des communes de moins de 2.000 habitants. Il n'y a certes pas que des agriculteurs dans ces petites communes, mais comme, en revanche, il s'en trouve dans celles de plus de 2.000 habitants, ces statistiques peuvent renseigner d'une manière suffisante quant à la proportion approximative des Français adonnés aux choses de l'agriculture.

La guerre est venue aggraver encore cette situation. L'agriculture, qui a fourni 3 millions de mobilisés, compte 540.000 tués et plus d'un million de blessés et mutilés. Le déficit de main-d'œuvre agricole, que l'on estimait voisin d'un million d'hommes avant la guerre, s'est donc accru de ces pertes et de l'exode rural qui paraît s'être intensifié ces toutes dernières années. n'est pas étonnant, dans ces conditions, que malgré la transformation en prés ou herbages de nombreux hectares primitivement emblavés en céréales et betteraves (1), l'agriculture ait dû chercher, coûte que coûte, à l'étranger les travailleurs de la terre qui faisaient défaut chez nous.

Cet appel à la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture ne date pas cependant de la guerre. Nous avons déjà eu l'occasion de dire (2), comment l'appoint de main-d'œuvre saisonnière que fournissaient depuis un temps immémorial les Espagnols à nos départements viticoles du Midi et les Belges aux cultivateurs de blé et

(1) Ces transformations sont mises en évidence par la statistique suivante du ministère de l'Agriculture (reproduite par le « Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole », numéro du 1^{er} janvier 1926), qui donne les superficies en hectares des terres affectées aux différentes cultures, pour 1913 et 1924 (régions dévastées non comprises) :

	1913	1924	DIFFÉRENCE	
			en plus	en moins
Terres labourables.....	23.651.100	22.056.530	»	1.594.570
Prés, herbages, pâturages et pacages	10.074.680	10.930.400	855.720	»
Vignes	1.616.620	1.574.210	»	42.410
Cultures maraîchères....	266.845	288.430	21.585	»
Cultures diverses (ose- raie, roseraie, cultures)	960.410	846.410	»	114.000
Bois et forêts.....	9.886.700	9.721.510	»	165.190
Terres incultes	3.793.450	4.668.280	874.830	»
Territoires non compris dans les catégories ci- dessus	2.729.764	2.966.459	236.695	»

(2) Première Partie. Chapitre Premier.

de betteraves du Nord, ne suffisant plus, l'on avait tenté, dès 1907, avec un succès relatif, d'introduire, de forts contingents d'ouvriers agricoles polonais. D'autre part, des essais avaient été faits pour acclimater en France, des équipes de travailleurs kabyles, sujets français, recrutés en Algérie (1).

Pendant les hostilités, la situation critique de l'agriculture, privée par la mobilisation de 52 % de sa population professionnelle masculine, suscita la création de l'Office National de la Main-d'Œuvre Agricole, dont les bureaux départementaux et les postes d'immigration aux frontières permirent de répartir, après embauchage contrôlé, près de 150.000 espagnols, portugais et italiens.

Lorsqu'au lendemain de la guerre, il fut évident que seule la main-d'œuvre étrangère permettrait à nos agriculteurs de continuer à exploiter leurs domaines dans des conditions à peu près normales, les initiatives régionales se multiplièrent. Les principales furent celles de MM. Schæffer et Couzinet, qui cherchèrent respectivement avec succès à intensifier l'immigration agricole italienne dans les départements du Gers et de la Haute-Garonne, puis dans toute la région de Gascogne. On sait combien ce mouvement s'est développé, puisqu'à l'heure actuelle l'on estime à 150.000 le nombre des ouvriers ou colons agricoles italiens dans les 18 départements du Sud-Ouest.

Rappelons aussi quelle œuvre remarquable fut accomplie par la Confédération Générale des Associations Agricoles des Régions Dévastées (C.A.R.D.), puis par l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole, qui entreprirent dès 1921 d'introduire des ouvriers polonais célibataires ou avec famille et réussirent à fournir à l'agriculture :

(1) Au sujet de l'introduction de cette main-d'œuvre kabyle et des résultats obtenus, voir L. Chassevent : *Appel à la Main-d'Œuvre Étrangère dans l'Agriculture*, chapitre II.

en 1921 aux régions dévastées..	179 étrangers (1)
en 1922 — — ..	6.296 —
et aux régions non dévastées.	2.809 — (2)
en 1923 aux régions dévastées..	13.992 —
et aux régions non dévastées.	12.026 — (3)

A partir de 1924, l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole, grâce à ses accords avec la Société Générale d'Immigration (4), a pu donner à l'agriculture non seulement des Polonais, mais des Tchécoslovaques, des Russes et des Yougoslaves.

Cette année-là, elle introduisit pour les régions dévastées 7.305 étrangers et 12.075 pour le reste de la France (5).

Enfin, en 1925, elle a procuré aux régions libérées 5.849 et au reste de la France 10.367 étrangers (6).

D'après les statistiques officielles du ministère de l'Agriculture, le nombre total des travailleurs étrangers recrutés par nos missions ou les bureaux frontières pour l'agriculture a été depuis la guerre de :

62.123 en 1919
69.112 en 1920
55.822 en 1921
72.996 en 1922
77.071 en 1923
87.927 en 1924
71.784 en 1925 (7)

De ces travailleurs, les uns — et ce sont les plus nom-

(1) 120 hommes, 45 femmes, 14 enfants.

(2) Soit au total 9.105 personnes comprenant 6.331 hommes, 2.138 femmes et 636 enfants.

(3) Soit au total 26.018 unités dont 15.621 hommes, 8.641 femmes et 1.756 enfants.

(4) Fondée, comme nous l'avons vu, par elle et le Comité des Houillères.

(5) Soit, au total, 19.380 personnes dont 10.063 hommes, 7.270 femmes et 2.047 enfants, comprenant 16.855 Polonais, 2.141 Tchécoslovaques et 384 nationalités diverses.

(6) Dont 10.419 hommes, 4.554 femmes et 1.243 enfants, Polonais pour la plupart.

(7) Jusqu'en 1924 inclus, ces chiffres comprennent à la fois les travailleurs et les membres de leur famille.

breux — ont été introduits comme simples valets de ferme, « hommes à toute main », d'autres sont des spécialistes : bouviers, jardiniers, bûcherons, etc... d'autres enfin, particulièrement parmi les Italiens, sont venus comme métayers ou colons partiaires après avoir signé un contrat spécial (1).

Ce dernier type d'immigrant est surtout répandu dans les provinces du Languedoc où le nombre des métayers étrangers s'est rapidement multiplié depuis trois ans.

A l'heure actuelle, les trois ou quatre cent mille étrangers qu'emploient nos agriculteurs, soit à titre permanent, soit comme personnel saisonnier, appartiennent, sauf quelques très rares exceptions, à cinq ou six nationalités principales réparties très inégalement dans nos différentes régions et dont chacune a ses caractéristiques propres.

Il est intéressant de préciser cette répartition et ces caractéristiques ainsi que la nature des travaux auxquels sont employés les ouvriers de chaque provenance.

Les diverses races étrangères dans nos campagnes

Outre quelques éléments Nord-africains introduits dans certaines régions, l'on ne rencontrait guère jusqu'à ces toutes dernières années, comme étrangers dans nos exploitations agricoles, que des Belges, des Espagnols, des Portugais et des Italiens, puis quelques familles suisses et des Polonais recrutés collectivement par les différents organismes corporatifs dont nous avons parlé.

Ces divers éléments se concentraient dans des zones géographiques mieux déterminées que pour les ouvriers d'industrie ; départements de la région du Nord jusqu'à la Somme, l'Oise et la Marne inclusivement pour les Belges ; départements du Doubs, du Jura et de l'Ain pour les Suisses ; provinces du Languedoc et de la Gas-

(1) Nous reproduisons en Annexe un modèle de contrat de métayage pour agriculteurs étrangers.

cogne pour les Espagnols et les Portugais ; région méditerranéenne pour les Italiens.

Depuis la guerre et l'accroissement corrélatif de l'immigration agricole, l'on constate une extension des zones de pénétration. C'est ainsi que l'on trouve à l'heure actuelle des métayers belges jusque dans l'Orne et la Seine-et-Marne, des Espagnols dans le Gard et la Drôme, alors que les Italiens se sont répandus au contraire vers l'Ouest jusque dans le Lot-et-Garonne.

De plus, aux principaux éléments étrangers énumérés, sont venus s'ajouter d'autres Polonais, des Tchécoslovaques, des Yougoslaves et même tout récemment, mais en petit nombre, des Lithuaniens Suédois et Norvégiens qui ont été envoyés un peu partout.

Il en résulte que la répartition des nationalités par grandes zones géographiques n'est plus aussi nette que jadis.

Par contre, chaque nationalité garde son caractère et ses aptitudes particulières, dont nous allons dire quelques mots.

Les Belges. — La plupart des ouvriers agricoles de cette nationalité, fixés en France ou qui viennent y travailler passagèrement, soit pour les moissons, soit pour le binage ou l'arrachage des betteraves, sont des Flamands.

L'immigration saisonnière est d'ailleurs la plus importante. Elle a cependant diminué sensiblement, et cet exode temporaire ne comprendrait plus à l'heure actuelle qu'environ 20 ou 25.000 Belges au lieu de 40.000 avant la guerre.

L'ouvrier agricole belge est généralement très apprécié. Robuste, sobre et travailleur, il a un gros rendement que stimule son âpreté au gain. Il est propre et n'aime pas habiter dans un logement délabré ou malsain comme le sont trop souvent ceux des ouvriers agricoles dans nos fermes. Il est gros mangeur ; la bière est

sa boisson préférée ; mais il consomme aussi le vin ou le cidre.

La plupart des agriculteurs flamands installés à demeure en France y sont venus avec une nombreuse famille, et, qui plus est, un esprit de famille très marqué qui permet souvent à des frères, sœurs, ou même parents plus éloignés, de vivre sous le même toit que la descendance directe du colon. Le rendement d'un tel groupe est tout à fait remarquable, surtout lorsqu'il est directement intéressé au rendement du domaine qu'il cultive. Catholique pratiquant, le Flamand observe rigoureusement le repos du dimanche et donne souvent un bel exemple de valeur morale et de vertus familiales.

En ce qui concerne les connaissances agricoles, les Belges, Flamands ou Wallons, possèdent à peu près les mêmes que les agriculteurs français du Nord, c'est-à-dire qu'ils s'entendent à la culture des plantes sarclées, des céréales diverses, des pommes de terre et plus encore à celle de la betterave, du lin et du colza. Lorsqu'ils sont originaires de la Flandre Orientale, ils connaissent en outre la culture du houblon. Enfin, la région de Gand fournit de très bons horticulteurs. Si presque tous sont charretiers, on rencontre très peu de vachers et aucun berger parmi eux, car ces derniers étant des plus rares en Belgique, ne s'expatrient pas.

L'ouvrier belge manie habituellement les mêmes outils que ceux que l'on emploie en France. Mais de même que pour la moisson il se sert de sa sape ou de son crochet, de même pour les travaux de betterave il utilise de préférence sa rasette, sa fourche et son couteau à décoller (1).

Excellent travailleur dans la région du Nord, le Belge ne « rend » pas dans le Midi, comme l'ont montré très nettement les quelques essais tentés dans le Sud-Ouest. Il s'adapte mal au climat plus chaud ainsi qu'aux nouvelles conditions de culture, et la consommation trop

(1) *La Main-d'Œuvre Agricole*, numéro de janvier 1923.

facile du vin, abondant dans ces régions, nuit à son activité.

Les Espagnols et les Portugais. — C'est d'abord comme ouvriers saisonniers que les espagnols et les portugais sont employés depuis fort longtemps dans nos départements viticoles du Midi : Pyrénées-Orientales, Aude et Hérault principalement (1). Cependant, l'installation définitive dans ces régions et même dans tout le Sud-Ouest, d'ouvriers agricoles ibériques, tend à se développer. Ces agriculteurs proviennent des régions les plus diverses ; ce sont cependant, pour l'Espagne, les provinces de Valence, Alicante, Barcelone, et, pour Portugal, les districts de Bragance, Coïmbra, Vidna de Castello qui fournissent les plus forts contingents.

La ressemblance est grande entre les ouvriers de ces deux nationalités. Peut-être cependant le portugais est-il plus robuste, plus actif mais moins intelligent.

Tous deux sont d'une sobriété légendaire, qui devient fréquemment de la sous-alimentation, se contentant pour toute nourriture de pois chiches, d'oignons, tomates, concombres et d'un peu de lard ou de morue salée, avec de l'eau claire pour tout breuvage. Si l'employeur prend à sa charge la nourriture, cette sobriété s'atténue et il obtient un meilleur rendement individuel, à condition toutefois qu'il n'y ait pas d'excès en sens contraire, surtout pour la boisson. L'Espagnol comme le Portugais est à peu près apte à tous les travaux agricoles qui exigent peu d'aptitudes particulières ou d'apprentissage préalable. Ils s'adaptent avec facilité aux différents procédés de culture du Midi, d'autant qu'ils sont de caractère souple et docile, mais ils ne peuvent guère fournir de spécialistes.

Si le Portugais est assez stable, l'on se plaint presque

(1) Ils y viennent au moment des vendanges par groupes de familles appelées « coyas ». Chaque équipe est placée sous la direction d'un « chef de Coya » dont l'autorité est librement et docilement acceptée.

partout de ce que l'Espagnol est nomade, aimant beaucoup à changer pour changer. On lui reproche aussi d'être flâneur et de ne pas se prêter pour cette raison aux travaux à la tâche.

L'immigration agricole espagnole ou portugaise étant surtout saisonnière, comme nous l'avons dit, la plupart de ces immigrants temporaires vivent très économiquement en France et rapportent chez eux la quasi totalité des salaires qu'ils ont gagnés pendant les mois de gros travail.

Peu cultivés (la proportion d'illettrés parmi les ouvriers agricoles atteint souvent 80 %), méprisant la plupart du temps les règles d'hygiène les plus élémentaires, le Portugais et l'Espagnol ne sont pas des éléments de première valeur. Ils constituent néanmoins une précieuse ressource pour nos provinces du Sud et du Sud-Ouest, dont le climat se prête mal à l'acclimatation de la plupart des races du Nord.

Les Italiens. — L'immigration rurale italienne dans les départements du Sud-Est est très ancienne, mais ce n'est que depuis la guerre que l'établissement de familles ouvrières ou de métayers et colons italiens s'est étendue jusqu'aux régions de la Gascogne, si durement éprouvées par la dépopulation et la désertion des campagnes. Il en résulte que ces deux immigrations n'ont pas tout à fait le même caractère : les éléments du Sud-Ouest introduits de fraîche date, souvent groupés en véritables petites colonies dans une région dont les cultures diffèrent plus des cultures italiennes que celles de la Provence, sont moins assimilés à ce jour que leurs très nombreux compatriotes éparpillés dans le Sud-Est.

Les ouvriers agricoles les plus appréciés sont ceux de l'Italie du Nord : Piémontais, Lombards, Emiliens, Toscans, plus robustes et surtout plus actifs que les Italiens du Sud. Plus économe encore que l'Espagnol, l'ouvrier agricole italien vit d'une façon très sobre lorsqu'il doit

pourvoir lui-même à sa nourriture. Il est docile, peu lettré, mais sincèrement religieux et courageux au travail.

D'une manière générale, la main-d'œuvre italienne est propre surtout aux gros travaux agricoles (terrassements, défoncements à la bêche, vendanges, etc...) en ce qui concerne les hommes, et à la cueillette des fruits ou des fleurs pour les femmes et les enfants. Les colons italiens sont au courant de la plupart des cultures du Midi : vigne, maïs, céréales. Certains savent conduire les chevaux et labourer. On trouve encore parmi eux, mais en petit nombre, des bergers, des vachers, des bûcherons et charbonniers (1). L'Italien du Nord, particulièrement ingénieux et débrouillard, est capable d'exécuter aux bâtiments de ferme de multiples réparations. Beaucoup d'Italiens viennent comme travailleurs saisonniers, mais le nombre de familles établies à demeure s'est sensiblement accru depuis la guerre et, dans Sud-Ouest notamment, l'afflux italien, comprend une forte proportion de métayers et de petits propriétaires. Ces familles, qui ont des enfants nombreux et sains, donnent pour la plupart un bel exemple de courage au travail et de mœurs patriarcales. Comme les familles flamandes du Nord, elles constituent un appoint de tout premier ordre pour notre population rurale.

Les Polonais. — L'immigration agricole polonaise est beaucoup plus récente que celle des Belges, des Espagnols ou Portugais et des Italiens, puisqu'il y a à peine une vingtaine d'années que les premiers sujets de cette nationalité ont fait leur apparition dans nos campagnes.

La plupart d'entre eux viennent de Galicie, province qui a fourni de tout temps de nombreux travailleurs sai-

(1) Ces derniers spécialistes préfèrent en général le travail à la tâche. Ils l'exécutent en équipe, sous la direction d'un chef : « le Caporal », qui sert d'intermédiaire entre ses camarades et l'employeur avec lequel il règle les salaires, répartis ensuite par ses soins aux différents ouvriers de l'équipe.

sonniers aux exploitations agricoles des pays voisins, surtout de la Prusse.

Les résultats obtenus avec cette main-d'œuvre sont très différents ; aussi les avis des employeurs sont-ils partagés. Ils s'accordent cependant, en général, à reconnaître que la femme polonaise est remarquablement robuste et courageuse au travail. Elle rend de grands services au jardin et à la basse-cour ; elle sait en général traire les vaches et ne recule pas devant les gros travaux des champs : épandage de fumier, fenaison, moisson, arrachage des betteraves.

Les ouvriers masculins sont aptes à tous les travaux agricoles ; aussi en rencontre-t-on dans les régions les plus diverses de la France ; cependant ils s'acclimatent un peu moins bien dans le Midi. On trouve parmi eux de bons ouvriers et charretiers ainsi que des ouvriers de sucrerie et de distillerie, mais fort peu de vachers, bergers et bûcherons. Gros mangeurs, comme les Flamands et aussi robustes qu'eux, ils sont pourtant dans l'ensemble moins laborieux, même quand il s'agit d'exécuter des travaux à la tâche. Dociles et habitués à la discipline, ils s'adaptent assez bien à nos méthodes ; mais susceptibles, surtout en ce qui concerne leurs pratiques religieuses et leur sentiment national, ils demandent à être traités sans brusquerie quoique avec fermeté.

En raison de la différence de langue qui rend ardue la moindre explication (1), ce n'est généralement qu'au bout de quelques mois qu'ils arrivent à travailler à plein rendement, à condition toutefois qu'ils ne quittent pas auparavant l'employeur qui les a embauchés, ce qui est hélas très fréquent. De tous les ouvriers agricoles étrangers, le Polonais est en effet le plus instable et n'hésite pas à rompre son contrat pour les prétextes les plus futiles.

L'immigrant italien ayant tendance à se raréfier, sur-

(1) Alors qu'Italiens et Espagnols comprennent généralement de suite nos patois provençaux et catalans et apprennent vite le français.

tout depuis que le gouvernement italien se refuse à donner satisfaction aux demandes nominatives d'ouvriers agricoles, l'immigration belge ne pouvant être sensiblement accrue non plus que le nombre des Espagnols et des Portugais, que la faiblesse de notre change tend à écarter, c'est l'immigration polonaise qui est appelée sans doute à se développer le plus dans nos campagnes. Jusqu'à présent, elle s'est composée à peu près uniquement de famille ouvrières, mais de nombreux échanges de vue ont eu lieu entre la Société Générale d'Immigration et l'Office d'Emigration Polonais pour réaliser l'introduction de métayers susceptibles d'exploiter dans de bonnes conditions certaines fermes françaises. Cette installation de métayers polonais se heurte à une double difficulté : la méconnaissance de la langue et des habitudes françaises auxquelles le Polonais s'accoutume moins vite que l'Italien et la pauvreté de beaucoup de familles agricoles polonaises qui pourraient difficilement réunir la somme nécessaire pour faire face aux frais élevés du voyage, au versement du petit capital généralement exigé du fermier en France (à titre de caution en même temps que de contribution à l'achat du cheptel) et aux diverses dépenses à engager en attendant la première récolte (1).

Le système envisagé consiste à engager d'abord le colon et les membres travaillants de sa famille avec un contrat de travail agricole conforme au contrat-type ordinaire. Le salaire de ce groupe se composera toutefois non seulement d'une partie en espèces et d'une partie en nature (prestation de légumes, œufs, volailles, bois, vin, etc...), mais d'une participation aux bénéfices de l'exploitation à laquelle il sera affecté. Le total serait supérieur à ce que gagneraient normalement les différents membres de la famille s'ils travaillaient comme salariés ordinaires. Par contre, le colon devra payer ses frais de

(1) Pour pallier à cette dernière difficulté, la Société Générale d'Immigration étudie actuellement de nouvelles formules pratiques de crédit à l'immigrant agricole.

voyage et ceux de sa famille jusqu'au lieu d'emploi, mais ce sera là sa seule dépense initiale.

Pendant la durée de ce contrat, le candidat métayer, travaillant sous la surveillance directe de l'employeur, pourra faire quelques économies, apprendre la langue et se mettre bien au courant des modes de culture et des habitudes régionales. Il se trouvera donc, à l'expiration de son engagement, dans de bien meilleures conditions qu'à son départ de Pologne pour prendre une métairie. Le propriétaire se montrera de son côté d'autant plus disposé à consentir une réduction de la participation au capital que le candidat lui offrira plus de garanties par les résultats obtenus au cours du premier contrat de colonat partiaire.

Ce système n'a pu encore être généralisé sur une grande échelle mais on fonde sur lui de légitimes espoirs d'après les quelques expériences tentées (1).

La main-d'œuvre agricole polonaise, si intéressante par la réserve qu'elle constitue pour l'avenir, sera malheureusement plus coûteuse à introduire (sauf en ce qui concerne bien entendu les familles de colons payant leur voyage), que la main-d'œuvre italienne, belge ou espagnole dont une notable partie se rend par ses propres moyens jusqu'à pied d'œuvre.

Les Suisses. — Bien que peu important par le nombre, l'élément suisse est avec le belge celui qui a le plus de valeur par ses grandes qualités de travail méthodique, de propreté, de fidélité et par ses connaissances professionnelles.

Les Suisses sont particulièrement idoines en matière d'élevage et les vachers de cette nationalité, très appréciés par les éleveurs et laitiers de nos campagnes de l'Est — notamment du Jura — sont embauchés à des salaires très élevés.

(1) Depuis le début de 1926, quatre-vingt cinq familles de colons partiaires polonais ont été introduites qui seront bientôt aptes à prendre des métairies dans le Sud-Ouest.

Les colons suisses, nombreux dans les départements frontière de l'Est (1), ont en général plus d'initiative que le paysan français. Ils aiment le progrès et perfectionnent sans cesse leur matériel en même temps qu'ils améliorent le confortable de leur habitation.

Tchécoslovaques, Lithuaniens, Yougoslaves. — En dehors des cinq nationalités dont nous venons de parler, l'on commence à rencontrer de plus en plus dans nos campagnes des ouvriers recrutés en Tchécoslovaquie, en Lithuanie et en Yougoslavie par les missions du ministère de l'Agriculture et de la S.G.I. agréées, comme nous l'avons vu, dans ces divers pays.

Ces ouvriers encore en assez petit nombre sont, pour la plupart, depuis trop peu de temps chez nous pour que l'on puisse porter, en toute connaissance de cause, un jugement sur leurs valeurs respectives. Signalons seulement que l'on trouve parmi les Slovaques (2) de bons spécialistes ruraux, charretiers, bouviers et vachers, mais rarement des bergers. Les femmes sont habituées aux travaux des champs et notamment à ceux que nécessite la culture de la betterave.

L'on compte sur la Lithuanie, malgré les déceptions causées par les premiers convois, pour fournir des « hommes à toute main », un nombre important de filles de ferme isolées que l'on recrute avec peine dans les autres pays et qui sont pourtant si nécessaires à nos petites exploitations à culture mixte (champs et prairies) particulièrement nombreuses dans le Nord.

Parmi les Yougoslaves, l'on trouvera des spécialistes d'une espèce rare : les bûcherons, ainsi que des bergers et des porchers, car la Yougoslavie est un pays de forêts et d'élevage.

(1) Il y avait, en 1921, 1.568 colons suisses en France, dont 711 propriétaires et 857 fermiers ou métayers, dont plus des 2/3 dans les quatre départements du Doubs, de la Haute-Savoie, de l'Ain et du Jura.

(2) Car c'est de Slovaquie que viennent les ouvriers agricoles, le pays tchèque fournissant presque exclusivement des ouvriers d'industrie.

Difficultés et résultats de l'immigration agricole

L'introduction massive dans nos exploitations agricoles d'étrangers dont nous venons de caractériser les principaux éléments, n'est pas allée, comme bien l'on pense, sans soulever de nombreuses difficultés de tous ordres ; mais elle a permis et permettra encore d'obtenir certains résultats intéressants pour notre économie générale.

Les difficultés proviennent toutes de la différence de langue et de coutumes et surtout de l'instabilité de cette main-d'œuvre étrangère. La connaissance de notre langue s'acquiert petit à petit. L'accoutumance est aussi, en partie, mais non exclusivement, l'œuvre du temps ; de sages mesures d'ordre matériel et d'ordre moral peuvent la faciliter beaucoup. Or, c'est elle qu'il faut viser à tout prix, car sans accoutumance pas de stabilité et sans stabilité mauvais rendement et assimilation impossible.

Le nombre des ouvriers étrangers qui ne font que passer dans nos exploitations agricoles pour s'embaucher ensuite dans l'industrie, souvent même avant l'expiration de leur contrat, est considérable. Dans la plupart des départements où nous avons eu l'occasion d'étudier la question, l'on constate que 30 à 40 % à peine des ouvriers introduits pour l'agriculture depuis la guerre y sont demeurés. Ceci est assez décourageant pour les employeurs qui ont payé les frais d'introduction. Cependant l'immigration saisonnière, si précieuse qu'elle soit, ne peut suffire. Il faut que nos campagnes arrivent à fixer chez elles définitivement de bons éléments étrangers.

La première condition est d'obtenir que les contrats soient respectés, c'est-à-dire de supprimer le débauchage. Celui-ci cause un trop réel préjudice à l'agriculteur, même s'il s'assure contre les risques de débauchage à la caisse mutuelle de l'Office Central (1), pour que la ré-

(1) Le principe de cette caisse d'assurance, fondée par l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole, en 1922, est très simple : en échange du paiement d'une prime assez faible, la caisse ga-

pression n'en soit pas poursuivie avec énergie. Nous avons dit plus haut (1) de quelles armes disposaient actuellement, à cette fin, les employeurs, mieux protégés depuis le vote de la loi du 11 août 1926.

Mais le simple respect des contrats n'assurera pas l'accoutumance. Il faudrait que l'agriculture puisse donner à ses ouvriers étrangers l'impression qu'ils ne sont pas tout à fait perdus dans leur isolement, alors que leurs camarades de l'industrie arrivent à reconstituer de petits groupes auxquels les appuis moraux et les distractions ne manquent pas. Ce qui est facile pour les usines ou les mines qui emploient de gros effectifs, l'est beaucoup moins pour l'agriculture; néanmoins, en introduisant des familles au lieu de célibataires isolés, on réalise déjà une ambiance, un cadre, dans lequel le travailleur se sent bien moins déraciné. Par ailleurs en se montrant, en l'égard pour les sentiments religieux si propre à ces familles agricoles flamandes, polonaises et italiennes, en favorisant la venue de préférence de leur nationalité et la fréquentation scolaire des enfants, on donnera à ces familles ce bien-être moral qui est le facteur de toute accoutumance (2).

Il ne saurait cependant suffire : le bien être matériel doit l'accompagner et nous touchons ici à tout cet ensemble de mesures qui constitue « la politique sociale » de l'Etat. Elle est la même pour les étrangers que pour les Français puisque il s'agit pour les uns et pour les autres de rendre moins sévère et moins inconfortable les conditions de vie des travailleurs ruraux. Tout ce

qu'il faut à l'employeur, en cas de départ de l'ouvrier, le remboursement des frais d'introduction proportionnellement au temps qui reste à courir pour aller jusqu'au terme du contrat. Dès la deuxième année de son fonctionnement, en 1923, elle a remboursé à ses participants irrégulièrement abandonnés par des immigrants, 583.078 francs, pour 3.265 débruchages.

(1) 2^e Partie. Chapitre Premier.

(2) Faire à ce sujet, dans le numéro du 15 septembre 1925 des *Travaux de l'Action Populaire*, ce qui est dit de l'activité remarquable du *Peuple « Onieka Polska »*, d'Amiens, qui a justement pour but le soutien moral et le réconfort des ouvriers agricoles polonais de France.

que l'on fera dans ce sens et avant tout pour l'amélioration du logement, aura pour effet direct de garder à l'agriculture et les familles étrangères introduites à grands frais et les jeunes foyers français sur lesquels la ville exerce une telle attirance (1). Or, il faut bien avouer que la plupart de nos campagnes sont en retard à ce sujet ; un effort nouveau s'impose sans lequel il est vain de vouloir attacher d'une manière durable à la terre les meilleurs éléments que peut nous fournir l'immigration.

La réalisation d'une politique sociale rurale devra aussi avoir pour objet d'accorder aux ouvriers agricoles des garanties ou avantages pour lesquels notre législation actuelle les traite trop en parents pauvres des travailleurs de l'industrie et du commerce. La Société Française de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole, qui s'est attachée à l'étude de cette question, n'a pas relevé moins d'une dizaine de textes législatifs, visant la protection du travail industriel, du bénéfice desquels sont exclus les ouvriers agricoles (2). Sans doute la plupart d'entre eux ne sont pas applicables tels quels à l'agriculture, mais il ne faut pas exagérer non plus l'esprit particulariste et on est en droit d'espérer, qu'en cherchant à réduire la différence entre la protection dont jouit le travailleur à la campagne et à la ville, on luttera utilement contre l'exode rural des français aussi bien que des étrangers.

Il semble bien enfin qu'un excellent moyen de stabili-

(1) Nous en avons constaté des exemples frappants, dans l'Aisne en particulier, où certains agriculteurs, soucieux d'assurer, aux familles polonaises qu'ils ont introduites, un logement sain et agréable, s'en voient récompensés par la stabilité de ces familles dont certaines sont depuis quatre ans dans la même ferme alors que les exploitants voisins n'arrivent pas à conserver leur personnel étranger.

(2) Ce sont les textes concernant notamment : l'hygiène et la sécurité des travailleurs ; l'inspection du travail ; le paiement des salaires ; le repos hebdomadaire et des jours fériés ; la durée du travail ; l'âge d'admission au travail ; le contrat d'apprentissage ; le repos des apprentis ; le travail de nuit des enfants et des femmes ; le repos des femmes en couches allaitant leurs enfants. (*La Main-d'Œuvre Agricole*, numéro de juin 1924.)

ser est de faciliter l'accession au métayage et même à la petite propriété agricole des meilleures familles étrangères. L'on a bien fait remarquer que des aliénations immobilières, consenties en trop grand nombre, et toutes dans une même région à des étrangers, constitueraient un danger ; mais donner à bail ou vendre de petits domaines à certaines familles étrangères, soigneusement choisies et présentant toutes garanties, ne pourrait que faciliter leur incorporation définitive à notre population rurale pour le plus grand bien du pays (1).

Il ne faut pas perdre de vue enfin que la perspective de pouvoir devenir un jour propriétaire, est l'élément le plus propre à encourager la venue en France et l'ardeur au travail des meilleurs ouvriers étrangers. Remarquons seulement que si l'on veut s'engager résolument dans cette voie, il faudra s'attacher à développer et à perfectionner nos institutions de crédit agricole. Cette difficulté d'obtenir en France du crédit pour les achats de semences, engrais, machines agricoles, a été une des plus grosses difficultés à laquelle s'est heurté le développement de la colonisation italienne dans le Sud-Ouest (2).

L'agriculture peut-elle attendre de la main-d'œuvre étrangère des résultats proportionnels aux efforts et aux

(1) Dans certains cas, des familles particulièrement nombreuses et unies peuvent même prendre en main l'exploitation de grands domaines et l'importance de leurs nouveaux intérêts les fixera, plus sûrement que toute autre raison, chez nous. L'exemple le plus typique que nous connaissions est celui d'une famille du Frioul italien ne comptant pas moins de 195 membres au total, vivant dans l'indivis depuis plusieurs générations, qui a acheté dans le Gers une superbe propriété dont elle a assuré le lotissement entre ses membres. Arrivée avec huit wagons de meubles et de matériel agricole et 300.000 francs d'argent, cette véritable petite tribu s'est admirablement adaptée au nouveau milieu. Elle a même entrepris de faire revivre dans le Gers l'élevage du ver à soie, pour lequel elle s'est fait accorder le droit de cueillette des feuilles des nombreux mûriers bordant les routes du département et jusqu'ici tout à fait inutilisées.

(2) Elle a entraîné finalement l'installation à Toulouse d'une Banque italienne : le Crédit Franco-Italien, qui a des succursales à Agen, Condom, Mont-de-Marsan et qui envoie des agents dans les principaux centres les jours de foire. Elle avait même un bureau à la Foire de Paris en 1925.

sacrifices qu'elle s'imposera pour la stabiliser et l'assimiler ? Cela ne fait aucun doute, si l'on en juge par ce que donnent dans certains départements, particulièrement frappés par la désertion des campagnes, les familles étrangères qui s'y sont fixées. Dans le Gers et le Lot-et-Garonne en particulier, l'arrivée de nombreux colons italiens opère une véritable renaissance semblable à celle que peut donner la transfusion d'un sang nouveau dans un organisme anémié. Dans certains cantons montagneux des Pyrénées-Orientales, la plupart des fermes seraient abandonnées si elles n'avaient pas été prises à bail par de robustes familles catalanes que n'effraie point la rigueur du climat.

D'autre part, quel que puisse être le développement souhaitable du machinisme agricole et de l'emploi des engrais chimiques, le chiffre de notre production agricole sera toujours étroitement lié à celui de notre main-d'œuvre rurale (1). Le rendement dépend en effet beaucoup des procédés de culture et les procédés les meilleurs nécessitent de nombreuses « façons » pour lesquelles il faut une main-d'œuvre abondante (2).

Nous bornant à ne considérer que la culture du blé, de toute première importance pour la France, nous cons-

(1) D'autant qu'il y a en agriculture, beaucoup plus que dans l'industrie, de nombreuses opérations qu'on ne pourra jamais arriver à traiter mécaniquement; exemple : les soins à donner aux animaux et la cueillette des fruits.

(2) En ce qui concerne la culture du blé, le professeur Brétignère, de l'Ecole de Grignon, a écrit ceci :

« Dans une localité déterminée, une terre bien préparée peut « fournir, par exemple, 20 quintaux de blé à l'hectare. Au moment du semis, le sol reste creux, un croskillage manque faute « de main-d'œuvre; de ce fait, des plantes disparaissent, d'autres « souffrent; conséquence : 2 quintaux de moins à 100 francs le « quintal, 200 francs pour une dépense de 40 francs. »

« Une autre fois, la terre est battue au printemps. Un coup « de herse donné en temps opportun remettrait les choses dans un « état satisfaisant. Le matériel est insuffisant, la main-d'œuvre « manque, le hersage n'a pas lieu; conséquence : 1 quintal de « moins : 100 francs pour une dépense de 25 francs. » (Cité par le *Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole*, numéro du 1^{er} janvier 1926.)

Le prix du quintal de blé étant beaucoup plus élevé à l'heure actuelle, le raisonnement ci-dessus n'en est qu'un plus frappant.

tatons, d'après les statistiques officielles, que le rendement moyen à l'hectare se maintient entre 12 et 14 quintaux (1). Or, il est en moyenne de 20 en Allemagne, 20 à 22 en Suisse et en Angleterre, 23 aux Pays-Bas, 24 en Belgique, 28 à 29 au Danemark. Comme la consommation des engrais a plutôt augmentée ces dernières années, que la réduction sensible des emblavements de 1913 à 1925 (neuf cent mille hectares environ) a certainement porté sur les terres les moins propres à la culture du blé et que les surfaces herbagères s'étant accrues ainsi que la quantité du bétail, il est produit un fumier plus abondant qui permet de mieux nourrir la terre, le rendement à l'hectare ne s'accroît pas, uniquement parce que le blé ne reçoit plus les soins élémentaires que réclame sa culture rationnelle. Pourquoi ce manque de soins ? Parce qu'il n'y a pas d'ouvriers agricoles en nombre suffisant.

Supposons que ce déficit de main-d'œuvre soit comblé, nos terres pourraient, d'après les avis les plus autorisés, donner elles aussi des rendements supérieurs à 20 quintaux à l'hectare, soit au moins 7 quintaux de plus que le rendement actuel. Comme il y a chez nous, en chiffres ronds, 5.500.000 hectares ensemencés en blé, l'accroissement de la production serait ainsi au minimum de $7 \times 5.500.000 = 38.500.000$ quintaux.

Si nous arrivions de plus à avoir la main-d'œuvre suffisante pour ramener le total des surfaces emblavées au chiffre d'avant-guerre, supérieur de neuf cent mille hectares au chiffre actuel, nous pourrions encore accroître notre production de plus de 18.000.000 de quintaux. En ajoutant ces 18.000.000 aux 38.500.000 précédents, nous voyons que la France, de pays importateur, deviendrait largement exportatrice de blé. Quelle heureuse influence aurait sur notre balance commerciale, par suite sur notre change, ce renversement de situation !

(1) Il a été de 16,35 en 1921, mais c'était une année exceptionnelle, les années suivantes donnent : 1922-12,51; 1923-13,55; 1924-13,88; 1925-16,03; 1926-12,38.

Mais quel appoint de main-d'œuvre faudrait-il pour arriver à ce résultat ? Il est bien difficile de le préciser. Tout ce que l'on peut dire, c'est que notre agriculture peut certainement utiliser, de la manière la plus efficace, quelques centaines de mille nouveaux travailleurs des champs. En attendant qu'un relèvement sensible de la natalité française, que nous ne croyons pas impossible, mais dont les effets ne peuvent se faire sentir avant longtemps, les lui fournisse, elle devra intensifier son appel à la main-d'œuvre étrangère, sous peine de voir se multiplier les terres incultes. Pour elle d'ailleurs, plus encore que pour l'industrie qui attire davantage la main-d'œuvre, il y a lieu de se préoccuper du fléchissement de la production qui ne saurait manquer de se manifester dans quelques années, lorsque n'arriveront à l'âge d'homme, pour remplacer les disparus, que le très petit nombre des enfants nés pendant la guerre.

Il ne faut donc pas que les difficultés particulières auxquelles se heurtent les employeurs agricoles les découragent de recourir aux travailleurs étrangers. Leurs organismes corporatifs sont outillés pour leur en fournir des provenances les plus diverses, après une sélection appropriée. Il est seulement nécessaire qu'ils s'attachent à les stabiliser, en développant l'immigration familiale et en poursuivant l'amélioration de toutes les conditions d'existence de leur personnel.

BIBLIOGRAPHIE

- SOUCHON. — *La Crise de la Main-d'Œuvre Agricole*, Paris, 1914.
- BLANCHARD. — *La Main-d'Œuvre Etrangère dans l'Agriculture Française*. Thèse. Aix, 1913.
- L. CHASSEVENT. — *Appel à la Main-d'Œuvre Etrangère pour l'Agriculture Française*. Thèse. Paris, 1919. Rousseau et Cie, éditeurs.
- Compte rendu des leçons données à la XVI^e session (1924) des Semaines Sociales de France sur *Le Problème de la Terre dans l'Economie Nationale* et particulièrement de la leçon de M. Boissard sur *Le Problème de la Main-d'Œuvre Agricole*. Gabalda, éditeur. Paris, 1924.
- G. MAUCO. — *Les Etrangers dans les campagnes françaises*. Annales de Géographie, numéro du 15 mars 1926.
- G. TOURNOUX. — *La Main-d'Œuvre Agricole Etrangère dans le Nord*. Rapport au 5^e Congrès national de la Natalité. Marseille, 1925.
- R. DE BOYER MONTÉGUT. — *L'Immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France*. Collection de l'Action Populaire. Editions Spes. Paris, 1926.
- Dossiers de l'Action Populaire :*
- N^o du 15 septembre 1925 : « Pour les ouvriers agricoles polonais de la Somme; l'Opieka Polska d'Amiens ».
- N^o du 25 octobre 1925 : « Un noyau polonais dans une commune rurale de l'Aisne ».
- N^o du 25 mars 1926 : « L'Immigration agricole dans le département de l'Aisne ».
- Divers articles de :
- La Main-d'Œuvre Agricole* (organe de la Société Française de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole), particulièrement numéros de janvier 1923 et juin 1924, et du *Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole*, particulièrement numéros de novembre 1924, avril 1925, novembre 1925 et janvier 1926.
- Informations et extraits de presse de
- la *Chronique Mensuelle des Migrations*, Genève,
- et du *Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère*, Paris.

CHAPITRE IV

LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE ET LES SYNDICATS OUVRIERS

Immigration ouvrière et organisation syndicale

Lorsqu'un ouvrier émigre, il perd en s'expatriant l'appui et la protection du syndicat auquel il pouvait être inscrit dans son pays.

Au terme de son voyage, il arrive dans une contrée nouvelle dont il ne connaît ni la langue, ni les usages, ni surtout les organisations ouvrières dont il se défie souvent d'ailleurs parce qu'il craint leur esprit protectionniste. Il se trouve donc isolé pour la défense de ses intérêts professionnels.

Telle a été la situation de milliers d'ouvriers étrangers immigrés en France, et c'est ainsi que se sont constituées assez vite, dans certaines régions industrielles, des masses importantes de travailleurs complètement inorganisées au point de vue syndical. Ceci devait, naturellement, attirer l'attention inquiète des syndicats ouvriers français, des grandes « Centrales » ouvrières des pays d'émigration et des fédérations internationales. Il était logique aussi que les ouvriers étrangers, étant donné leur densité et leur pourcentage élevé, par rapport aux français dans certaines exploitations, cherchent (appuyés même souvent par leurs autorités nationales) à fonder des associations professionnelles autonomes.

C'est bien ce qui s'est produit ; aussi les questions d'organisation syndicale ont-elles pris, ces dernières années, une importance croissante.

Avant la guerre, l'introduction de la main-d'œuvre étrangère n'avait pas été pratiquée sur une assez grande échelle pour que ces problèmes se posent avec la même acuité. Les ouvriers étrangers avaient le droit, comme maintenant encore d'ailleurs, de s'inscrire librement à nos syndicats ; mais ils ne pouvaient, aux termes de l'article 4 de la loi du 24 mars 1884, être chargés de leur administration ou de leur direction. Une très faible partie d'entre eux seulement usait de ce droit, et cette abstention fut une des principales causes des conflits qui s'élevèrent parfois entre travailleurs français et étrangers. La plupart de nos syndicats, en effet, ne se montraient pas xénophobes ; ils accueillaient les étrangers au même titre que les français, les considérant tous comme membres de « la solidarité prolétarienne » ; ils les appelaient même, et s'ils les combattaient parfois, c'était en tant qu' « avilisseurs de salaires », en tant que « jaunes » et non à cause de leur nationalité (1).

A Marseille, le journal de la Bourse du Travail : *L'Ouvrier Syndiqué*, publiait des articles en plusieurs langues pour les syndiqués étrangers (2). Dans l'Est, (à Longwy en particulier, en 1905) on avait vu des Italiens prendre la tête des mouvements syndicaux et soutenir d'importantes grèves. A Paris s'étaient constituées plusieurs sections étrangères dans les syndicats suivants de la C. G. T. : métaux, portefeuellistes, selliers, ébénistes, garçons de café et employés d'hôtel (3).

Aussi M. Gemähling pouvait écrire en 1910 (4) :
« Le tempérament même du syndicalisme français sem-
ble l'éloigner de toute mesure d'exclusion radicale et

(1) Maxime Leroy : *La coutume ouvrière*. T. I, p. 74.

(2) Paul Gemähling : *Travailleurs au rabais*, p. 237.

(3) Maxime Leroy qui donne ces précisions dans son ouvrage *La Coutume Ouvrière* (T. I, p. 75), d'après un article de Paul Riebke dans *La Vie Ouvrière*, numéro 23 de 1910, ajoute que ces sections, fondées sur l'initiative du « Club de lecture socialiste allemand », n'étaient composées que d'ouvriers de langue allemande (Allemands, Autrichiens, Suisses, etc...), et s'étaient unies en un cartel : *Gewerkschaftskartell*, où n'étaient admis que des groupements adhérents à un syndicat confédéré.

(4) *Travailleurs au rabais*, p. 219.

« dans les quelques circonstances où il a été amené à
« préconiser des mesures pour protéger l'ouvrier fran-
« çais contre l'éviction et l'avalissement des salaires ré-
« sultant du travail étranger, c'est dans la voie d'une
« simple proportion entre le nombre des ouvriers étran-
« gers et celui des ouvriers français et d'un minimum
« de salaire qu'il s'est surtout engagé ». Dans cette voie,
il avait obtenu d'ailleurs satisfaction au moins partielle
par les décrets Millerand du 10 août 1899, dont nous
avons déjà parlé.

Pendant la guerre, la plupart des travailleurs étran-
gers embauchés pour les usines de guerre ou l'agricul-
ture étaient protégés par leur contrat et l'inspection des
contrôleurs de la main-d'œuvre étrangère. Ils ne sem-
blent pas s'être mêlés aux syndicats français, ni les
avoir spécialement inquiétés.

Après l'armistice, nos conventions d'immigration sont
à peu près muettes sur la question des droits de défense
professionnelle des travailleurs étrangers. L'article 18
du traité italien, l'article 6 du traité belge et l'article 12
de la convention d'assistance avec la Pologne reconnais-
sent seulement aux ouvriers de ces trois nationalités,
qui se trouvent intéressés dans des conflits collectifs du
travail, le droit de faire partie des Comités de concilia-
tion et d'arbitrage saisis de ces conflits (par dérogation
à l'article 15 de la loi du 27 décembre 1892). L'article 12
de l'accord polonais spécifie en outre que « les ressor-
« tissants de chacun des deux pays jouiront sur le terri-
« toire de l'autre de la liberté d'adhérer ou de ne pas
« adhérer à des syndicats ou groupements profession-
« nels ou corporatifs accordés aux ressortissants du
« pays sous réserve des dispositions légales touchant
« l'administration de ces syndicats ou groupements ».

Enfin, il précise (et un paragraphe identique se re-
trouve dans l'article 18 du traité italien) :

« Lorsque les ouvriers polonais d'une exploitation mi-

« nière auront désigné parmi leurs camarades de la
« même entreprise, un mandataire pour exposer leurs
« demandes relatives aux conditions du travail, soit
« aux patrons, soit aux délégués mineurs, soit aux auto-
« rités chargées de la surveillance du travail, les auto-
« rités françaises susdites lui faciliteront l'exercice de
« la mission qui lui est confiée par ses camarades. Et
« de même pour les ouvriers mineurs français en Po-
« logne ».

De fin 1918 à 1921, l'immigration fut assez réduite, surtout dans l'industrie, aussi n'est-ce guère qu'à partir de 1922 que nos trois grandes fédérations ouvrières :

Confédération Générale du Travail (C. G. T.),

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C. F. T. C.),

Confédération Générale du Travail Unitaire (C. G. T. U.),

se préoccupèrent d'une façon toute particulière de la main-d'œuvre étrangère.

Il est intéressant d'examiner leurs attitudes respectives et leurs initiatives en la matière.

C. G. T.

La C. G. T. a traité à maintes reprises de la question dans ses publications et ses congrès. Ses délégués aux différents organismes nationaux et internationaux où elle est représentée ont souvent aussi développé et expliqué sa politique qui peut se résumer ainsi :

Son internationalisme doctrinal lui interdit de faire mauvais accueil aux travailleurs étrangers et de s'opposer à la liberté des mouvements migratoires. Mais la devise de la F. S. I. (1) étant « Bien-être et Liberté », il est logique de chercher à ce que cette liberté d'immigration ne nuise pas au bien-être des travailleurs.

Pour cela, il n'est qu'un moyen : empêcher la concurrence au rabais sur le marché du travail :

1° en réclamant pour l'ouvrier étranger le même sa-

(1) Désignation abrégée de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam dont la C. G. T. est la branche française.

laire et la même protection sociale que pour l'ouvrier français ;

2° en faisant entrer le travailleur étranger dans les syndicats français de sa profession affiliés à la C. G. T. qui le défendront au même titre que tous ses membres et développeront les bonnes relations de solidarité ouvrière qui doivent exister entre lui et ses compagnons français ;

3° en réglant et contrôlant enfin l'immigration, de telle sorte que les contingents introduits dans chaque profession aient pour unique effet de remédier aux manques certains de main-d'œuvre et ne puissent créer de chômage ni servir à briser une grève.

Sur le principe même de l'égalité de salaire, la C. G. T. ne pouvait rencontrer et n'a pas rencontré en fait d'opposition. Dès avant la guerre, on s'était aperçu que le respect absolu de ce principe était nécessaire pour protéger à la fois l'ouvrier français et l'ouvrier étranger. Il est inscrit en tout premier lieu dans nos contrats-types de guerre et d'après-guerre, et nous avons vu qu'il a été solennellement confirmé dans les traités de travail passés avec différents pays d'émigration.

Dans la pratique cependant, soit que certains patrons se soient pliés de mauvaise grâce à cette règle, désireux, par exemple, de récupérer une partie des frais d'introduction de leurs ouvriers étrangers, soit que l'inexpérience des premiers jours ait entraîné le classement professionnel et, par suite, la rémunération de ces derniers dans des conditions différentes de la normale, il s'est produit d'assez nombreuses réclamations à ce sujet. Lorsque des enquêtes officielles ont suivi, il a presque toujours été démontré que c'est à tort que le patronat était accusé de vouloir sous-rémunérer la main-d'œuvre étrangère et qu'il s'agissait le plus souvent de situations exceptionnelles ou passagères.

En ce qui concerne l'application des lois sociales, nous

avons vu (1) que la question est plus délicate en raison des participations que certaines d'entre elles mettent à la charge de l'Etat, mais qu'en fait, les traités de travail passés avec nos quatre plus importants fournisseurs de main-d'œuvre accordent à leurs nationaux l'intégralité de la protection résultant de ces lois pour les ouvriers français. Aux travailleurs des autres pays, l'application est moins complète, moins absolue, mais pour le patron, les différences sont peu sensibles (2). Il est donc impossible que des motifs mesquins de cet ordre puissent les pousser à préférer la main-d'œuvre étrangère à la main-d'œuvre nationale.

L'effort de la C. G. T. pour recruter des adhérents à ses syndicats parmi les travailleurs étrangers venus en France et prendre en main la défense effective de leurs intérêts a été considérable et se poursuit tenace. Deux conventions spéciales ont même été conclues à cet effet par elle en 1924 : l'une avec la Confédération Générale Italienne du Travail, l'autre avec la Centrale Syndicale Polonaise, en exécution desquelles il a été constitué au siège de la C. G. T. un « Comité pour la main-d'œuvre étrangère » et un service spécial de propagande polonaise.

Les buts de ce Comité, son fonctionnement, l'établissement de son budget sont précisés par la convention syndicale franco-italienne. Nous ne pouvons mieux faire que d'en reproduire le texte (3).

« Entre les deux C. G. T. Française et Italienne, au « nom aussi des Fédérations intéressées, a été institué « à Paris, 211, rue Lafayette, un « Comité pour la « main-d'œuvre étrangère » dont les buts sont les suivants :

(1) 2^e Partie. Chapitre Premier.

(2) Rappelons que la plupart des articles du Code du Travail et des lois complémentaires relatives à l'hygiène, à la durée du travail, au repos hebdomadaire, etc..., obligent l'employeur vis-à-vis de ses ouvriers et employés, quelle qu'en soit la nationalité.

(3) D'après celui qui a été publié par la C. G. T. dans sa brochure *Les Problèmes de la Main-d'Œuvre Française et Etrangère et du Placement*. Editions de la C. G. T., Paris, 1925.

« a) Développer, en plein accord avec les organisa-
« tions syndicales françaises locales et nationales, une
« action active de propagande parmi la classe ouvrière
« italienne émigrée en France pour obtenir des adhé-
« sions aux syndicats respectifs. Cette action sera pré-
« cisée par le Comité dans ses réunions périodiques, et
« cela, en rapport avec les ressources financières à sa
« disposition; les nécessités et les possibilités de tous
« genres qui seront soumises à son examen.

« b) Etablir une liaison étroite entre tous les orga-
« nismes locaux (Bourses du Travail, Unions départe-
« mentales, Unions locales, Syndicats et par eux avec
« les Conseils judiciaires, etc...) et le Bureau central à
« Paris, en vue de pourvoir, par les moyens appropriés,
« à l'assistance aux travailleurs émigrés et à la défense
« des intérêts de la main-d'œuvre étrangère, vis-à-vis
« de la législation sociale française et vis-à-vis du pa-
« tronat. Cette action d'assistance ne devra jamais ex-
« clure la propagande syndicale, qui doit être pour-
« suivie dans toute son extension, afin de grouper les
« travailleurs dans un puissant mouvement syndical,
« au-dessus et en dehors de toutes nationalités et opi-
« nions politiques ou religieuses des adhérents.

« c) Instituer, là où les conditions le rendront pos-
« sible et nécessaire, des permanences dont le rôle sera
« de développer l'action d'assistance et de propagande
« parmi les émigrants italiens. Ces sous-comités fonc-
« tionneront sous l'égide des organismes syndicaux lo-
« caux, et ils ne prendront des initiatives qu'en accord
« avec le Bureau central.

« d) Exercer une surveillance active, soit directe-
« ment, soit par le moyen des organismes correspon-
« dants, sur les conditions de salaires, d'horaires et con-
« ditions générales de travail des émigrants afin d'em-
« pêcher et de prévenir les conflits éventuels qui pour-
« raient surgir entre la main-d'œuvre locale et étran-
« gère.

« e) Rédiger périodiquement des communiqués et ar-

« ticles de propagande concernant l'émigration et les
« questions qui s'y rattachent, pour leur publication
« dans la presse ouvrière française et italienne, locale
« et nationale.

« f) Convoquer et participer aux réunions entre tra-
« vailleurs italiens pour développer le programme du
« Comité et pour faire du recrutement syndical.

« g) Prendre toutes initiatives qui pourraient être
« susceptibles d'aider le programme de solidarité entre
« travailleurs français et étrangers, en entrant en rela-
« tion, s'il y a lieu, avec tous les organismes qui peu-
« vent faciliter la tâche du Comité.

« Fonctionnement :

« 1° Pour constituer le Comité, sont délégués : trois
« membres italiens et trois membres français nommés
« par les Commissions Administratives des deux C.G.T.
« qui pourront se faire suppléer.

« Ce Comité devra se réunir au moins une fois par
« mois pour examiner la situation et tracer le travail
« à accomplir pour l'avenir. Il aura l'administration des
« fonds mis à sa disposition et il contrôlera leur em-
« ploi, dans les formes d'usage ; ces fonds seront tenus
« par le trésorier de la Confédération Générale du Tra-
« vail.

« 2° Pour la direction du Bureau central de la main-
« d'œuvre étrangère, le Comité pourvoira à la nomina-
« tion d'un secrétaire dont les attributions seront
« les suivantes :

« a) Assurer l'exécution des délibérations du Comité

« b) Rédiger les communiqués et les articles pour la
« presse ;

« c) Répondre à la correspondance et tenir la comp-
« tabilité du bureau ;

« d) Faire les enquêtes décidées par le Comité, assis-
« ter aux réunions, représenter le Comité dans les di-
« vers endroits où il sera délégué.

« Il sera responsable de toute l'activité du Bureau

« central de la main-d'œuvre étrangère devant le
« Comité.

« Budget.

« 3° Pour le fonctionnement du Bureau, les deux
« C. G. T. française et italienne y pourvoiront en par-
« ties égales.

« Chaque trimestre, le secrétaire rédigera un rap-
« port sur l'activité du Bureau, lequel sera adressé aux
« organismes intéressés.

« 4° La surveillance du Bureau est déléguée au Bu-
« reau de la C. G. T. française. »

Ce Comité devait donc s'occuper initialement des seuls immigrants italiens ; mais son action était destinée à s'étendre — et s'est étendue en fait ultérieurement — aux travailleurs des autres nationalités. Il est bien difficile de porter une appréciation exacte sur les résultats de sa propagande surtout auprès des ouvriers italiens. Un nombre appréciable de ces derniers est certainement inscrit aux syndicats affiliés à la C. G. T. ; un nombre beaucoup plus important est allé à la C. G. T. U. ou ne s'est inscrit à aucun syndicat (surtout dans l'agriculture).

L'accord syndical franco-polonais, après une déclaration de principe qui définit l'attitude générale de la C. G. T. vis-à-vis des problèmes de la main-d'œuvre étrangère (1), précise :

(1) La Confédération Générale du Travail française, proclame
« que tout travailleur, quelle que soit sa nationalité, a le droit de
« travailler là où il peut occuper son activité. Que tout travailleur
« doit jouir, dans le pays où il exerce cette activité, de toutes les
« garanties d'ordre syndical et de toutes les libertés qui s'y ratta-
« chent.

« La Confédération Générale du Travail déclare que les travail-
« leurs étrangers doivent recevoir les mêmes salaires et jouir des
« mêmes conditions de temps de travail, d'hygiène et de garantie
« que les ouvriers de la profession ou de la spécialité à laquelle
« ils appartiennent.

« Par ces déclarations, la Confédération Générale du Travail
« estime qu'en tout état de cause, le respect des nationalités dont
« ressortissent les travailleurs étrangers, doit être à l'abri de

« En application de ces principes, la Confédération
« Générale du Travail française et la Confédération
« Générale du Travail polonaise décident ce qui suit :

« Les travailleurs polonais doivent adhérer aux orga-
« nisations syndicales de la Confédération Générale du
« Travail française ; ils recevront de ces organisations
« syndicales l'aide nécessaire à la défense de leurs inté-
« rêts et de leur liberté.

« A cet effet, la Confédération Générale du Travail
« développera, dans toute la mesure du possible, le
« journal syndicaliste « *Pravó Ludw* », en langue polo-
« naise, existant déjà pour la région minière du Pas-
« de-Calais et du Nord.

« Partout où la concentration polonaise le permettra,
« des sections spéciales seront créées à l'intérieur des
« syndicats français.

« En ce qui concerne l'agriculture, il sera créé une
« section polonaise de la Fédération française des tra-
« vailleurs agricoles. Les travailleurs agricoles polo-
« nais, comme les autres travailleurs agricoles, seront
« groupés par département.

« Un propagandiste de langue polonaise sera mis à
« la disposition de la Confédération Générale du Tra-
« vail pour l'organisation des travailleurs polonais et
« pour les rapports avec les sections syndicales polo-
« naises, par l'intermédiaire des fédérations.

« Ce propagandiste sera payé, pour une part, par la
« Confédération Générale du Travail polonaise, et pour

« toute pression du Gouvernement du pays dans lequel ils sont
« employés. Qu'il ne saurait, en aucun cas, être question de faire
« obligation à qui que ce soit de changer sa nationalité pour con-
« server son travail.

« C'est un principe de droit international que les organisations
« ouvrières doivent faire respecter dans tous les pays.

« La Confédération Générale du Travail demande que les mi-
« grations ouvrières soient organisées et placées sous le contrôle
« d'organismes où seront représentées, à côté des gouvernements,
« les organisations syndicales ouvrières.

« Le recrutement des émigrants et l'exécution des contrats du
« travail doivent être placés sous le contrôle des organisations
« ouvrières des pays intéressés. »

« l'autre part, par la Confédération Générale du Travail française ».

Il est certain que le « *Pravo Ludu* » est assez lu dans les noyaux polonais de la région minière du Nord. Il est non moins certain que les mineurs polonais « suivent le mouvement » et respectent les mots d'ordre de la Fédération du sous-sol en matière de revendications relatives aux salaires. Nous ne croyons pas, d'après les renseignements recueillis sur place, que, ni dans le Nord et le Pas-de-Calais, ni dans le bassin de Bourgogne, ni dans ceux de la Loire et du Gard, il y ait un nombre appréciable de cotisants effectifs aux syndicats rattachés à la Fédération du sous-sol cégétiste (1).

Dans l'agriculture, le nombre des syndiqués est encore beaucoup moindre.

Pour la défense et la protection des travailleurs étrangers eux-mêmes, il ne semble pas que les syndicats de la rue Lafayette aient eu fréquemment à intervenir. Ces travailleurs préfèrent souvent d'ailleurs présenter eux-mêmes leurs réclamations ou s'adresser à leurs conseils (2) plutôt qu'aux syndicats français.

(1) Cela tient probablement à ce qu'en Pologne, il existe trois grandes organisations ouvrières : celle des socialistes nationaux (N. P. R.), celle des chrétiens sociaux (Ch. D.), et, enfin, la Confédération Générale du Travail adhérente à la F. S. I. d'Amsterdam et inspirée par le parti socialiste polonais (P. P. S.). Or, d'après MM. Jouhaux et Lenoir eux-mêmes (C. R. du Comité Confédéral de septembre 1924), les neuf dixièmes des émigrés polonais appartiennent aux deux premières organisations, que la C. G. T. française veut ignorer pour ne traiter qu'avec la C. G. T. polonaise. De ce fait, son influence est assez restreinte sur les mineurs polonais.

Le nombre total de Polonais inscrits à la C. G. T., était de 4.300 au début de 1926 (d'après *Le Catholique Etranger*, numéro de mars 1926, p. 18).

(2) Les Consuls polonais en particulier, veillent jalousement à ce que leurs nationaux puissent agir par eux-mêmes, témoin la lettre suivante adressée le 15 octobre 1925 à plusieurs Compagnies houillères du Nord par le Consul de Lille :

« J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le 3^e alinéa de l'article 12 de la convention franco-polonaise du 14 octobre 1920, qui dit : lorsque les ouvriers polonais d'une exploitation minière auront désigné parmi leurs camarades de la même entreprise, un mandataire pour exposer leurs demandes relatives

En ce qui concerne le droit refusé aux étrangers de faire partie des conseils d'administration des syndicats et de participer ainsi effectivement à leur direction, la C. G. T., qui le revendiquait d'abord très nettement pour eux en 1918, ne semble plus aussi catégorique à ce sujet. Elle se contente de créer, lorsqu'il y a lieu, à l'intérieur de ses organisations, des sections de nationalités jouissant d'une certaine autonomie.

Pour la réglementation de l'immigration et son contrôle sévère, la C. G. T. a pris position dès le début à côté de ceux qui réclament l'institution d'un organisme officiel unique chargé de contrôler ou d'exécuter lui-même toutes les opérations de recrutement, répartition et surveillance de la main-d'œuvre étrangère.

Pour elle d'ailleurs, ainsi qu'elle l'a maintes fois déclaré, il n'y a qu'un problème de main-d'œuvre ; elle préconise donc l'institution « d'une organisation générale du recrutement et de la répartition de la main-d'œuvre sans distinction entre la main-d'œuvre nationale ou la main-d'œuvre étrangère », possédant des statistiques « assez complètes, assez précises et assez actuelles pour recruter et placer d'abord toute la main-d'œuvre disponible en France, donc la main-d'œuvre nationale, afin de ne faire appel à la main-d'œuvre étrangère que seulement dans les cas d'insuffisance nettement constatée de main-d'œuvre nationale » (1). C'est pourquoi elle a combattu les projets d'Office d'immigration et d'Office national de la main-d'œuvre étrangère successivement présentés à la Cham-

« aux conditions du travail, soit aux patrons, soit aux délégués mineurs, soit aux autorités chargées de la surveillance du travail, les autorités françaises susdites lui faciliteront l'exercice de la mission qui lui est confiée par ses camarades. Et de même pour les ouvriers mineurs français en Pologne.

« J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire informer en quelle mesure ledit article est appliqué chez vous et quels en sont les résultats pratiques. »

On peut se demander dans quelle mesure une pareille « enquête » rentre dans les attributions consulaires !

(1) C. G. T. *Les Problèmes de la Main-d'Œuvre Française et Étrangère et du Placement*, p. 28.

bre, alors qu'elle a appuyé fortement, au contraire, création d'un Conseil national de la main-d'œuvre (1).

Le contrat individuel dont est muni le plus souvent l'ouvrier étranger arrivant en France n'a pas l'approbation de la C. G. T. Le Comité confédéral en a demandé la suppression dans une résolution adoptée le 20 septembre 1924 (2), sous prétexte que ces contrats ne tiennent aucun compte des conditions normales de travail dans la région pour laquelle les travailleurs étrangers sont engagés. Ces titres d'embauchage doivent cependant être visés par l'administration, mais la C. G. T. juge ce contrôle insuffisant, notamment en ce qui concerne les salaires moyens réellement pratiqués pour lesquels les offices départementaux ne sont pas toujours assez bien informés.

Enfin, la C. G. T., comme on pouvait s'y attendre, n'est pas animée des sentiments les plus tendres pour les organisations patronales qui assurent le fonctionnement pratique de notre recrutement sélectionné à l'étranger. Les congrès ont souvent retenti des anathèmes lancés entre ces « officines douteuses » et « leur véritable industrie de racolage ». On les a accusés de nombreux méfaits, et notamment de vouloir procéder à des introductions massives d'étrangers afin de briser certaines résistances ouvrières, de faire baisser les salaires et d'empêcher l'accomplissement des réformes sociales. Accusations outrées et partant fort injustes causées par le dépit de voir de grandes organisations patronales réaliser seules un immense effort d'immigration contrôlée dont nous avons pu cependant, dans les précédents chapitres, apprécier les résultats pratiques.

C. F. T. C.

La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, bien que groupant des effectifs moindres que la C. G. T., suit avec beaucoup de continuité et d'attention les problèmes de l'immigration.

(1) Réalisée définitivement par décret du 7 avril 1925.

(2) *Le Peuple*, 22 septembre 1924 et *Chronique mensuelle de l'Emigration*. Déc. 1926, pp. 669-671.

Son internationalisme chrétien lui fait accueillir amicalement l'étranger venu librement en France. Mais liberté ne veut pas dire incohérence ni désordre ; elle préconise donc l'établissement d'une série « d'ententes » internationales fixant les conditions d'immigration de « la main-d'œuvre étrangère et le régime de réciprocité » dans l'application de la législation du travail » (1), c'est-à-dire, en somme, le développement du régime des traités de travail et conventions d'émigration.

Au sujet de notre politique d'immigration, le Congrès de 1925 donnait mission au Bureau Confédéral et au Comité National « d'étudier et de poursuivre la réalisation de toutes mesures législatives ou de toutes réglementations publiques destinées :

« A organiser le régime, la surveillance, et à équilibrer la répartition de la main-d'œuvre immigrée en tenant compte des nécessités économiques réelles, des justes intérêts du travail national et des charges que les organismes nationaux, départementaux et communaux supportent du fait de cette main-d'œuvre ;

« A prendre toutes mesures utiles pour faciliter l'assimilation progressive de cette main-d'œuvre et à envisager les conditions dans lesquelles cette assimilation pourra être régularisée. »

Ce sont là des directives dont on ne saurait nier la pondération, ni le sens compréhensif des nécessités économiques, sociales et nationales. Les représentants autorisés de la C.F.T.C. semblent bien d'ailleurs s'en inspirer dans les occasions où ils ont à intervenir.

Vis-à-vis des groupements patronaux et de la Société Générale d'Immigration, aucune hostilité de principe, mais peut-être cependant un certain sentiment de méfiance, dû à la crainte de voir ces organismes s'affranchir par trop d'un contrôle nécessaire (2).

(1) Vœu du 6^e Congrès National, juin 1925, d'après la circulaire mensuelle, n° 53, de la C. F. T. C.

(2) A propos de la Société Générale d'Immigration, M. Ch. Broutin disait dans son rapport au 3^e Congrès de la C. I. S. C.

Vis-à-vis des travailleurs étrangers syndiqués chrétiens, attitude franchement amicale et concours assuré en leur faveur des syndicats français.

Signalons à ce sujet une initiative très intéressante qui a vu le jour en 1924 à Lille : « Le Comité d'Action Franco-Belge ». Avec Paris, le Nord est la région où le syndicalisme chrétien est le plus développé. C'est aussi la région dans laquelle la main-d'œuvre étrangère, surtout belge, est particulièrement abondante. Le document de la C.F.T.C. dans lequel nous puisons ces renseignements (1) signale qu'au 1^{er} janvier 1924, sur les 240.000 étrangers de ce département, il y avait 182.000 Belges ; l'arrondissement de Lille comptait à lui seul 121.893 étrangers dont 109.740 Belges. D'autre part, il estime à 25 ou 30.000 le nombre des Belges passant alors chaque jour la frontière pour venir travailler en France, à Roubaix, Tourcoing, Halluin, Lannoy, Maubeuge, etc. Parmi ces Belges se trouvent de nombreux ouvriers inscrits aux syndicats chrétiens de Belgique avec lesquels il était particulièrement intéressant d'établir le contact. L'occasion déterminante en fut fournie par un conflit qui éclata en 1923, dans une papeterie de Bousbecque (Nord), employant un millier d'ouvriers dont 75 % de belges. Le conflit se termina sans grand succès après une grève d'une mois mais il apparut alors aux dirigeants du syndicat chrétien belge de Werwicq-Sud et du syndicat libre français d'Halluin, qui avaient mené le mouvement, qu'il était nécessaire d'établir une

(Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens), Lucerne, 16-19 septembre 1925 :

« Cette Société étend son activité partout et à d'importantes agences de recrutement.

« On prête aux grands groupements patronaux français l'idée d'organiser eux-mêmes le recrutement de la main-d'œuvre, en écartant le plus possible le contrôle officiel et celui des organisations ouvrières.

« Il y a là un gros danger vis-à-vis duquel les Confédérations Nationales, d'accord avec la C. I. S. C., auront des mesures à prendre ».

(1) Rapport de M. Broutin au 3^e Congrès de la C. I. S. C., Lucerne 1925.

entente pour l'avenir afin d'aboutir à une action plus efficace. A la suite de plusieurs réunions, dont les travaux et les conclusions furent soumis aux Confédérations belges et françaises, était fondé à Lille, le 7 mai 1924, un « Comité d'Action Franco-Belge » réunissant une vingtaine de délégués belges et français des principaux syndicats intéressés.

A la tête de ce Comité est un bureau exécutif qui veille à l'exécution d'un programme dont voici les grandes lignes (1) :

1° Enquête pour l'établissement d'une statistique générale des ouvriers belges travaillant dans le nord de la France, statistique qui donnera

- a) le nombre par profession ;
- b) le pourcentage des ouvriers syndiqués ;
- c) les effectifs des différents syndicats.

2° Etablissement de listes des propagandistes français et belges avec fonctions et adresses.

3° Entente entre les syndicats chrétiens français et belges au sujet :

- a) des conflits professionnels ;
- b) de l'application de la législation ;
- c) des rapports avec les Pouvoirs publics.

4° Etude des moyens à prendre pour assurer l'exercice des services syndicaux (placement, accidents de travail, chômage, etc...).

5° Echange des journaux syndicaux et professionnels.

Le comité et le bureau se réunissent périodiquement et semblent poursuivre avec continuité la réalisation des buts qu'ils se sont fixés (2).

La C.F.T.C. a-t-elle attiré dans ses syndicats un nombre important d'étrangers ? Il semble que non malgré

(1) Broutin, loc. cit.

(2) A Arras, la section régionale de la C. F. T. C. a établi une permanence au « Foyer Belge » de cette ville, qui aide beaucoup les ouvriers belges en les conseillant, les dirigeant, les renseignant de mille façons.

la foi chrétienne vivace de beaucoup d'ouvriers étrangers, et cela pour deux causes différentes :

1° Parce que le syndicalisme chrétien touche surtout des professions dans lesquelles, à part les Belges, il y a peu d'étrangers. C'est ainsi, par exemple, qu'il est quasi inexistant dans les mines et le bâtiment.

2° Parce que les mêmes sentiments de particularisme, trop souvent entretenus par différents cadres nationaux, empêchent les ouvriers catholiques polonais ou italiens, par exemple, d'aller franchement aux syndicats français qu'ils soient chrétiens ou neutres-socialistes.

C. G. T. U.

La Confédération Générale du Travail Unitaire, fondée en 1921 par les éléments révolutionnaires extrêmes de la C. G. T., a pris sur le terrain que nous étudions une attitude qui diffère sensiblement sur plusieurs points de celles des deux autres fédérations. Comme elles cependant elle pose en principe que « les courants migratoire constituent un phénomène naturel » et que « nul ne peut nier le droit à l'émigration pour les hommes chassés du sol natal par le chômage, la misère ou les convulsions politiques ».

Le rapport (1), auquel nous empruntons ces lignes, ajoute « Il ne peut être question, même en période de chômage, d'interdire aux victimes des bouleversements politiques de trouver en France un droit d'asile, droit justifié par un souci naturel de solidarité », ce qui laisse voir combien la C. G. T. U. est préoccupée de permettre aux révolutionnaires de tous pays de trouver asile en France, dussent même en pâtir les travailleurs nationaux. Elle juge néanmoins indispensable, dans l'intérêt commun de l'immigrant et du travailleur français, d'aboutir à une certaine réglementation de l'immigration, qui aura pour effet de ne laisser entrer en France, en dehors des réfugiés politiques, que la quantité d'ouvriers nécessaire et justifiée au moyen d'un contrôle des

(1) Rapport sur la Main-d'Œuvre Etrangère présenté au Congrès Confédéral Unitaire de Paris du 26-31 août 1925. Texte *in extenso* dans *La Vie Syndicale*, n° 18.

syndicats intéressés. Seul, ce contrôle ouvrier peut être efficace, prétend-elle, en raison de la diversité des organismes gouvernementaux qui suivent la question, de « la « latitude illimitée laissée au patronat » et de l'insuffisance du Conseil national de la main-d'œuvre « où six « représentants ouvriers sont en présence de dix-neuf « représentants des gouvernement et patrons » (1). Donc « les syndicats ouvriers doivent réclamer le contrôle effectif et permanent de l'immigration, et conséquemment, le contrôle des courants migratoires par « les organisations syndicales internationales ».

Tels sont les principes de la C. G. T. U. en matière d'immigration organisée. Pour les répandre et les appliquer, elle s'est efforcée d'attirer à elle le plus grand nombre possible d'ouvriers étrangers. A cette fin, elle a organisé, elle aussi, un « Bureau central de la main-d'œuvre étrangère (2) qui mène, dans les milieux de travailleurs étrangers, une propagande active et continue. La propagande orale est assurée par un délégué permanent du bureau central unitaire de la main-d'œuvre étrangère et par un propagandiste de nationalité polonaise (3) qui circule dans la région minière. Elle est étendue par leurs éléments les plus actifs aux groupements intersyndicaux de différentes nationalités dont nous parlerons plus loin. Enfin, la Fédération du Bâtiment unitaire a créé un poste de « délégué permanent de langue italienne » qui travaille en accord avec le bureau central de la main-d'œuvre étrangère.

Pour appuyer cette propagande, la C.G.T.U. répand

(1) Même rapport.

(2) Un bureau régional unitaire de M.O.E. fonctionne à Marseille pour le Sud de la France depuis le 15 mai 1925, et il a été recommandé aux fédérations et aux unions départementales, plus particulièrement intéressées, de constituer des services spéciaux de main-d'œuvre étrangère.

(3) La C. G. T. U. a utilisé également beaucoup l'an dernier, dans le Nord et le Pas-de-Calais, un propagandiste polonais naturalisé français. Signalé en maints endroits comme ayant tenu des propos incendiaires, il ne put cependant être inquiété car si on tentait de l'arrêter ou, à plus forte raison de lui signifier un arrêté d'expulsion, il arguait de suite de sa qualité de citoyen français.

par milliers les affiches et les tracts en langues diverses ; elle participe à la rédaction des pages en langue étrangère des journaux corporatifs ; elle édite enfin trois journaux bi-mensuels :

« *L'Emigrante* », en italien.

« *El Proletario* », en espagnol.

« *Zwiazkowiec Polski* » (Le syndiqué polonais), en polonais.

Pour la diffusion des ces journaux, une circulaire du 6 février 1925 prescrivait aux fédérations intéressées de livrer gratuitement à leurs adhérents étrangers le premier des deux numéros bi-mensuels du journal de leur langue, le second numéro devant être payé et fourni par les syndicats eux-mêmes. Mais au congrès de 1925, on s'est plaint que ce programme n'était pas appliqué, la plupart des fédérations et les syndicats n'acceptant pas de couvrir les frais entraînés par cette distribution de journaux.

Toute cette propagande a donné des résultats. Nous ne connaissons pas le nombre exact des étrangers inscrits aux syndicats unitaires ; il paraît certain qu'il ne représente qu'un très faible pourcentage des ouvriers étrangers présents en France, mais les « sympathisants » sont beaucoup plus nombreux. Les slaves de Russie et de Pologne semblent, en particulier, beaucoup plus attirés par la C.G.T.U. que par la C.G.T., et il est indéniable que cette propagande, à façade syndicale, mais directement inspirée par le parti communiste, constitue un réel danger pour la paix sociale chez nous. On s'en rend encore mieux compte en étudiant la façon dont la C.G.T.U. comprend et poursuit « l'organisation des ouvriers étrangers ».

Sachant que la constitution de syndicats autonomes d'étrangers se heurterait à une opposition très ferme des Pouvoirs publics armés pour les dissoudre par la loi de 1884, elle demande à ce que les étrangers entrent dans ses syndicats. Mais, et c'est là le point important, ils ne sont pas appelés à s'y fondre avec tous les autres

membres sous une administration commune comme dans les syndicats réformistes ou chrétiens. Dans chaque syndicat, dit le rapport que nous avons cité plus haut, les ouvriers étrangers de chaque nationalité constituent une *section ethnique*, représentée au conseil d'administration. Elle se réunit pour la discussion des questions intéressant la main-d'œuvre étrangère, pour sa propagande, pour son recrutement. Ses propositions ou décisions sont applicables après approbation du conseil ou de l'assemblée générale. Pour toutes les questions d'ordre général, la discussion et les votes ont lieu dans les assemblées régulières des syndicats groupant les ouvriers de toutes nationalités qui y adhèrent. Dans chaque union locale ou départementale, les ouvriers étrangers d'une même nationalité constituent un *Comité intersyndical* représenté à la commission exécutive de l'U.L. ou de l'U.R. (1) selon le cas. Pour éviter que ces sections et ces comités intersyndicaux s'affranchissent par trop, des délégués français y représentant le syndicat, l'U.L., ou l'U.R., selon le cas, sont chargés de « renforcer la liaison entre les éléments de diverse nationalité et l'organisation syndicale » (2). En fait, par ce système ingénieux, la C.G. T. U., tout en intégrant les étrangers dans ses cadres, arrive à constituer des groupements nationaux que leur cohérence plus grande et leur absence d'attachement naturel au pays où ils demeurent désignera sans doute tout particulièrement pour agir lorsque elle croira le moment venu d'instaurer par la violence la dictature du prolétariat (3).

(1) Abréviations de « Union locale » et « Union régionale ».

(2) A la fin de 1924, la C. G. T. U. annonçait déjà la création dans la région parisienne de 34 Comités intersyndicaux étrangers (24 italiens, 5 espagnols, 1 hongrois, 1 polonais, 1 juif, 1 roumain, 1 tchécoslovaque). Depuis, le nombre s'en est sans doute accru.

(3) Cette politique n'a pas cependant réuni un concert unanime d'approbation au sein même de la C. G. T. U. Cette création, en dehors des syndicats professionnels d'organisations groupant par nationalités les travailleurs immigrés, a été une des principales causes qui amenèrent la scission entre la C. G. T. U. et la Fédération unitaire du Bâtiment. Voir notamment à ce sujet un article de *l'Information Sociale*, n° du 18 septembre 1924, p. 2.

D'ailleurs, pour entretenir et développer l'esprit combatif de ces éléments, on leur propose une longue liste de revendications spéciales qui doivent constituer le « programme d'agitation au sein des masses immigrées ». Ces revendications présentent de nombreux points communs avec celles des autres organisations ouvrières (garantie de l'égalité de salaire et de la protection des lois sociales, respect des contrats, meilleure installation matérielle, etc...), mais comprennent aussi quelques articles nouveaux. C'est ainsi que pour les salaires, la C.G.T.U. demande que leur taux pour les ouvriers étrangers, soit fixé, à leur arrivée sur le lieu du travail conformément aux salaires homologués pour les contrats signés entre syndicats ouvriers et patronaux ou, à défaut, par les paiements antérieurs effectués aux autres ouvriers de l'entreprise. Elle demande aussi pour les étrangers des « droits égaux à ceux des travailleurs français dans les élections relatives aux délégués d'usine et de mine, la gestion des caisses de secours, des caisses de retraites autonomes des mines, les élections aux Conseils des prudhommes », qu'il nous paraîtrait des plus risqués d'accorder à l'heure actuelle. Ce programme de revendications comprend également la « création d'écoles gratuites de la langue nationale du pays d'immigration et de la langue du pays d'origine » ; ces dernières ne sont pas autorisées actuellement, comme on le sait, et leur seul effet serait de retarder indéfiniment l'assimilation des immigrés.

Mais ce que la C.G.T.U. réclame le plus énergiquement, c'est le droit, pour les ouvriers étrangers, d'administrer des syndicats, de faire partie officiellement de leur personnel dirigeant, droit qui leur est refusé par l'article 4 de la loi de 1884. Elle justifie cette revendication par l'état d'infériorité dans lequel se trouveraient les ouvriers étrangers pour la défense de leurs intérêts, par suite de l'impossibilité où ils sont d'administrer des syndicats ou d'en être les actifs secrétaires. Elle dit aussi que dans les centres à forte densité étrangère, il

est parfois impossible de trouver les cadres français légalement nécessaires à la constitution d'un syndicat. Ce cas peut se présenter, mais l'on aperçoit vite le danger très grand qu'il y aurait à autoriser en France la création de syndicats uniquement composés d'étrangers. Il en résulterait à coup sûr des rivalités et de graves difficultés avec les syndicats nationaux, et certainement aussi avec les employeurs. En période de crise, surtout avec la mentalité particulière de certains noyaux d'immigrés, l'on pourrait redouter de les voir marcher sur un mot d'ordre venu de l'étranger, quelles que soient les conditions particulières du moment.

C'est d'ailleurs sans doute pour cette même raison que le parti communiste français, qui suit aveuglément les ordres de Moscou, tient essentiellement à organiser de petites troupes d'étrangers groupés et encadrés par nationalités (1).

Les principes d'action et le programme de réalisation de la C. G. T. U., en ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère, sont donc nettement dangereux pour l'ordre social en France ; il serait nécessaire de combattre, plus qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, sa propagande néfaste.

Les Syndicats libres.

En dehors des organisations ouvrières rattachées aux trois grandes confédérations dont nous venons de parler, il existe aussi en France de nombreux syndicats indépendants qui ne groupent chacun, le plus souvent, que des spécialistes de professions très particulières.

Leur attitude vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère est variable, elle paraît cependant être assez défiante,

(1) Les chefs de la 3^e Internationale ne cachent pas les espoirs qu'ils fondent sur l'élément ouvrier étranger en France pour hâter dans ce pays l'avènement de la révolution prolétarienne. « Ces deux millions d'étrangers — écrivait Zinovieff, au début de « 1926 — peuvent devenir pour nous 2 millions d'agitateurs. » De fait, de nombreux agitateurs communistes en France sont étrangers ou d'origine étrangère.

ce qui s'explique par le caractère plus fermé, plus conservateur, de ces corporations.

C'est ainsi qu'à Paris, le syndicat libre des ouvriers imprimeurs en papier peint (qui compte une centaine de membres), est arrivé à interdire pratiquement l'accès de cette profession aux étrangers qu'avaient tenté de recruter certaines maisons. Ces spécialistes, qui par leur valeur professionnelle et leur cohésion, sont arrivés à un niveau de salaire supérieur à la moyenne, veulent éviter avant tout d'être concurrencés par des étrangers qui, loin de les valoir, risqueraient de « gâcher le métier » à tous les points de vue.

Dans le même ordre d'idées, la « Société des chauffeurs français », qui compte quarante mille membres, a élevé ces derniers mois de véhémentes protestations contre l'accroissement exagéré du nombre des chauffeurs d'autos étrangers dans les grandes villes (1).

*Attitudes des Confédérations étrangères
et des Fédérations internationales.*

Les questions syndicales qu'a posées en France l'importante immigration ouvrière de ces dernières années n'ont pas été sans retenir aussi l'attention des principales organisations ouvrières des pays d'émigration.

Nous avons déjà vu comment la Confédération polonaise et la Confédération italienne, affiliées à la Fédération d'Amsterdam, avaient conclu des accords spéciaux avec notre C.G.T. et collaboraient au fonctionnement de son Bureau de main-d'œuvre étrangère et à sa propagande auprès des travailleurs étrangers. D'autres grandes organisations ouvrières de ces deux pays se sont occupées aussi de la protection de leurs émigrants, mais dans un sens plus particulariste et plus national.

En Italie, les syndicats fascistes ne paraissent pas

(1) A Paris, elle a obtenu satisfaction et l'on se montre beaucoup plus sévère pour la délivrance aux étrangers du permis de conduire des taxis.

être entrés en contact avec nos syndicats, dont il sont fort mal vus. Ils agissent sans doute directement auprès de leurs compatriotes émigrés chez nous, mais sans grand résultat, semble-t-il.

En Pologne, le parti ouvrier national (parti N.P.R.) désirerait assurer, par des organisations ouvrières purement nationales, la protection de ses émigrés en France, et il a été de ceux qui ont poussé le plus à la création de syndicats polonais dans le Nord. Il publie à Lille le journal *Wiarus Polski*, qui est assez lu dans tout le Nord.

Les syndicats chrétiens belges, qui sont très puissants, collaborent avec les nôtres, depuis la fondation du Comité franco-belge, à la protection de leurs compatriotes travaillant dans nos départements frontières (1). Dans le même ordre d'idées, l'Union Centrale Belge des Travailleurs du Bâtiment s'est entendue en 1922 avec la Fédération Française du Bâtiment (2) pour que cette dernière délivre à ses membres travaillant en France des cartes fédérales et y appose les timbres fédéraux (cartes et timbres remboursés par l'Union Centrale Belge).

Les Centrales ouvrières des autres pays d'émigration (Espagne, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc..) n'ont manifesté, à notre connaissance, aucune activité particulière en faveur de leurs membres travaillant en France; mais bon nombre d'entre elles entretiennent, soit directement, soit par les fédérations internationales, des relations

(1) Signalons aussi l'existence d'une « Ligue des Emigrés Belges », organisation chrétienne et sociale, qui groupe 98 syndicats locaux composés en plus grande partie d'ouvriers allant travailler temporairement en France (notamment d'ouvriers agricoles saisonniers). Cette Ligue, subventionnée par le gouvernement belge, publie un organe hebdomadaire en flamand, qui donne des informations d'ordre social et professionnel utiles à ses membres. Elle s'occupe de la défense de leurs intérêts professionnels et tout spécialement de la défense en justice de leurs droits lorsqu'ils sont victimes d'un accident du travail pendant leur séjour à l'étranger. C'est ainsi qu'en 1924, elle s'est intéressée à 251 affaires judiciaires (*Chronique mensuelle de l'Emigration*, n° 3, 9 décembre 1925, p. 599).

(2) Affiliée à la C. G. T.

suivies avec celles de nos confédérations qui correspondent à leur nuance sociale et politique.

De leur côté, les fédérations internationales se sont fréquemment occupées des questions migratoires, et il n'est guère de récents congrès ouvriers internationaux qui n'aient mis quelques-unes d'entre elles à l'ordre du jour de ses travaux (1). Nous sortirions du cadre de cette étude si nous voulions résumer les sens des multiples résolutions et vœux auxquels ils ont abouti et qui ne présentent d'ailleurs le plus souvent qu'un caractère très général. Leur attitude concorde, dans ses grandes lignes, avec celle de nos organisations nationales correspondantes, dont les délégués ont souvent été écoutés et suivis en cette matière.

Elles servent surtout à l'heure actuelle d'organes de liaison entre les fédérations des différents pays (2).

Les tentatives de constitution de syndicats étrangers autonomes

C'est surtout l'élément polonais qui a multiplié les tentatives pour arriver à constituer en France des syndicats autonomes.

Les Belges, comme nous avons eu l'occasion de le dire, s'inscrivent assez volontiers à nos syndicats ouvriers.

(1) Il s'est même tenu à Londres du 18 au 21 mai 1926, sur l'initiative de la F. S. I. d'Amsterdam, un « Congrès International Ouvrier des Migrations » qui a consacré uniquement ses réunions à l'étude approfondie des divers aspects des questions migratoires. Voir le compte rendu de ses travaux dans la *Chronique Mensuelle des Migrations*, numéro de juillet 1926.

(2) En 1922, à la suite d'une conférence internationale des Fédérations des travailleurs du Bâtiment, il avait été pris une initiative plus large : création en France d'un « Bureau international de la main-d'œuvre étrangère », qui aurait été chargé d'exécuter le recrutement syndical de toute la main-d'œuvre étrangère nécessaire en France et de sa protection. Le Comité exécutif de ce bureau, qui fonctionnait à Paris au siège de la Fédération française, sous le contrôle de l'Internationale du Bâtiment, se contenta d'essayer de constituer un vaste syndicat des ouvriers du Bâtiment des régions dévastées comprenant diverses sections nationales autonomes, syndicat qui ne paraît pas avoir eu une existence très active. (*Revue Internationale du Travail*, N° 4, de janvier et avril 1923).

Les Espagnols, également, bien qu'en proportion moindre. Si les uns et les autres aiment à se grouper entre nationaux, c'est au sein d'associations mutuelles ou de « foyers » d'aide aux émigrants dont l'activité et les initiatives ne semblent pas avoir débordé leur cadre normal.

Il en est à peu près de même pour les Italiens, bien que le nombre de ceux-ci inscrit à la C.G.T.U. étant élevé, il existe actuellement de nombreux comités intersyndicaux de langue italienne, surtout dans la région parisienne. Il semble cependant qu'ils cherchent de plus en plus, eux aussi, à créer des syndicats indépendants (1).

Quant aux autres nationalités représentées en France, elles ne forment de groupes ouvriers autonomes qu'avec ceux de leurs éléments inscrits à la C.G.T.U.

Ce qui a donné de l'importance aux exigences polonaises, c'est qu'elles ont été et continuent à être plus ou moins ouvertement soutenues par les autorités nationales. L'attitude de nos délégués dans les conférences officielles ou officieuses ayant toujours été nettement opposée à ces prétentions, il a été fondé, à défaut de syndicats, de nombreuses associations ouvrières polonaises à caractère souvent religieux et corporatif tout à la fois, et au-dessus d'elles, une « Association des Ouvriers Polonais en France », dont le siège est à Lille, et qui a pour organe le journal *Sila* (La Force). Comme son nom l'indique, cette société n'est qu'une association, placée par conséquent sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901. En fait, elle s'occupe surtout des intérêts spécifiquement professionnels des ouvriers polonais en

(1) C'est ainsi que des paysans italiens des départements du Gers, de la Haute-Garonne, etc..., se sont réunis en avril dernier à Toulouse, pour décider de constituer un syndicat régional de travailleurs agricoles italiens, syndicat adhérent à la C. G. T. et de créer dans chaque département un syndicat fonctionnant sous l'égide de l'Union Départementale des Syndicats et uni au syndicat régional (*Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère*, Paris, numéro du 25 juin 1926).

France, ainsi que le prouvent les vœux émis à ses assemblées et congrès et ses nombreuses interventions auprès des autorités polonaises et françaises ou même des employeurs français. Elle n'est en somme qu'une **fédération** syndicale déguisée en association déclarée et qui recherche toutes les occasions de manifester une activité souvent mal orientée. Le « Bureau polonais de correspondance » de Paris est en quelque sorte son secrétariat social. Il rend de nombreux services aux ouvriers polonais qui s'adressent à lui pour obtenir certaines pièces d'identité ou des conseils d'ordre juridique.

De cette façon, la loi de 1884 a été plus ou moins tournée. Il est regrettable qu'en dénommant association une organisation professionnelle étrangère, on puisse lui assurer une existence légale qui lui donne des possibilités d'action moindres sans doute que celles des syndicats, mais encore très importantes. Il serait donc nécessaire à l'heure actuelle de retoucher notre loi de 1901, de façon à rendre plus étroit le contrôle des associations étrangères, d'autant que celles-ci se multiplient tous les jours. Sans doute, beaucoup d'entre elles sont parfaitement inoffensives ; mais d'autres ne sont pas autre chose, en réalité, que des syndicats menant souvent de front une action professionnelle, religieuse et politique (1), qui ne doit pas être tenue pour négligeable.

*Nécessité d'une meilleure orientation syndicale
des ouvriers étrangers en France*

De ce rapide examen de la situation syndicale des ouvriers étrangers en France, nous concluons d'abord qu'il n'est pas souhaitable, surtout dans la grande industrie, que les masses ouvrières immigrées demeurent

(1) C'est, par exemple, le cas des différentes sociétés de travailleurs russes en France : « Association des Ouvriers Russes » à tendances monarchistes. « Association Ouvrière Russe en France », d'inspiration bolcheviste. « Secrétariat Russe » de la C. G. T., etc...

complètement inorganisées au point de vue syndical. Cela constitue un réel danger pour la classe ouvrière française, dont l'impression est que ces étrangers, qu'elle accueillerait volontiers dans ses syndicats, se tiennent méfiants à l'écart. Il est également fâcheux, à un point de vue plus général, qu'il existe d'importants noyaux hétérogènes sur lesquels il est presque impossible d'exercer une heureuse influence assimilatrice et qui, se groupant autour de certaines personnalités nationales, intéressées à garder sur eux une emprise puissante, ne voudraient agir que par elles. La plupart des principales Compagnies industrielles qui emploient de gros effectifs d'ouvriers étrangers paraissent s'en rendre bien compte maintenant. Si quelques-unes se sont peut-être réjouies au début d'avoir affaibli le syndicalisme chez elles par l'immigration étrangère, nombreuses sont maintenant celles qui voient d'un bon œil leurs polonais et leurs italiens s'inscrire aux syndicats français.

Il est ensuite regrettable que la propagande la plus active soit exercée par les organismes syndicaux les plus révolutionnaires, comme il est dommage de constater que de nombreux étrangers catholiques, qui ne veulent aller ni à la C.G.T.U. ni même à la C.G.T., se tiennent à l'écart de la C.F.T.C. parce qu'ils la connaissent peu et mal. Ils constituent en restant isolés de la sorte, des proies convoitées par les meneurs extrémistes et les fauteurs de troubles (1).

Enfin si la main-d'œuvre étrangère doit s'organiser au point de vue professionnel, c'est uniquement dans les cadres existants et suffisants de nos syndicats français qu'elle doit le faire. Il est inadmissible, parce que trop risqué, pour notre économie interne, que se constituent

(1) Mentionnons sous toute réserve cette affirmation, qui nous a été faite cependant, par plusieurs personnes dignes de foi, que certaines importantes Compagnies contrecarrent de parti pris la propagande de la C. F. T. C., afin d'éviter des rivalités ouvrières locales et de garder le contact avec le seul syndicat réformiste déjà existant. On redouterait aussi, paraît-il, la rigueur de conscience et de principes des chefs syndicalistes chrétiens.

des syndicats purement étrangers et ni la propagande communiste, ni l'action de certains pays d'émigration, ne doivent entamer la résistance très ferme, jusqu'à ce jour, du gouvernement, du patronat et des syndicats français autres que les unitaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Paul GEMAHLING. — *Travailleurs au rabais. La lutte syndicale contre les sous-concurrences ouvrières.* (Chapitre III). — Bloud, éditeur, Paris, 1910.
- Maxime LEROY. — *La Coutume Ouvrière. Doctrines et Institutions* (Tome I, chapitre II). — Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1913.
- Henri RIPERT. — *Le Contrat de Travail et la Main-d'Œuvre Etrangère en France.* — (II^e partie, chapitre III). — Thèse Marseille, 1921. Imprimerie Jules Vin.
- C. G. T. — *Les Problèmes de la Main-d'Œuvre Française et Etrangère et du Placement.* — Editions de la Confédération Générale du Travail, Paris, 1925.
- Comptes rendus des récents Congrès de la C. G. T., de la C. F. T. C., de la C. G. T. U. et des Fédérations ouvrières internationales.
- Articles et comptes rendus des journaux :
- Le Peuple*, quotidien de la C. G. T., Paris.
 - L'Information Sociale*, hebdomadaire socialiste, Paris.
 - L'Humanité*, quotidien du parti communiste, Paris.
 - La Vie Syndicale*, revue mensuelle communiste, Paris.
 - L'Etranger Catholique*, revue bimensuelle, éditions Spes, Paris.
 - La Main-d'Œuvre Agricole*, revue mensuelle publiée par la Société Française de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole, Paris.
 - Chronique Mensuelle des Migrations*, éditée par le Bureau International du Travail, Genève.
 - Circulaires Mensuelles de la C. F. T. C.*, Paris.
- Informations diverses et extraits de presse étrangère donnés par le *Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère*, 35, rue Saint-Dominique, Paris.

CHAPITRE V

LA VIE MORALE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE, QUESTION RELIGIEUSE ET QUESTION SCOLAIRE

L'Assistance morale aux Immigrés

Ce sont des hommes et non des entités purement matérielles — monnaies ou marchandises — que déplacent à travers le monde les grands mouvements migratoires.

Telle est, en réalité, la cause profonde de la complexité extrême, de l'exceptionnel intérêt aussi, que présentent leurs diverses répercussions. Car l'homme possède avec un corps qui réclame des soins attentifs, une âme intelligente et sensible dont la vie propre, même chez les individualités les plus frustes, soulève des questions délicates d'assistance spirituelle et intellectuelle. Nous croyons donc indispensable, dans cette étude, de noter quels problèmes particuliers de cet ordre se posent chez nous à propos de l'immigration ouvrière et ce qui a déjà été fait pour les résoudre.

Sur ce terrain, il est nécessaire de préciser tout d'abord les traits généraux qui caractérisent et expliquent l'attitude morale de ces immigrants. Nous l'aurons fait en disant qu'ils sont peu cultivés, qu'ils restent plus ou moins intensément — mais tous — attachés à leurs traditions nationales, qu'ils ont presque tous enfin des sentiments religieux aussi sincères que profonds.

Il en résulte tout naturellement qu'ils désirent trouver, dans le pays qui les accueille, les moyens de pratiquer leur religion et la possibilité de donner à leurs enfants une formation première, de nature à conserver et à développer en eux la foi, et aussi la connaissance de

la langue, de l'histoire, des traditions du pays d'origine, seule culture qui les intéresse.

C'est pourquoi s'est posée très vite, surtout pour les éléments ethniques les plus jalousement conservateurs, une double question de protection morale et spirituelle : question religieuse ; et d'éducation des jeunes enfants ; question scolaire.

La question religieuse

La quasi totalité des Belges, des Luxembourgeois, des Italiens, des Espagnols, des Polonais, des Lithuaniens, des Hongrois et des Slovaques qui viennent chez nous, appartient à la religion romaine catholique, ainsi qu'une forte proportion des immigrés tchèques, autrichiens et allemands et un tiers environ des Suisses.

Nous recevons cependant aussi des juifs, qui arrivent principalement de Pologne, de Russie et du proche Orient ; des Russes, et des Grecs de diverses églises schismatiques, et des protestants suisses, autrichiens et allemands ; mais il ne représentent qu'un très faible pourcentage de la population ouvrière étrangère en France.

Tous les étrangers appartenant à la religion catholique n'en suivent pas les préceptes avec une égale ferveur. Néanmoins, beaucoup sont réellement pratiquants, surtout parmi les Polonais et les Italiens. Or, chez nous, cette pratique religieuse leur est rendue le plus souvent difficile du fait :

— de leur ignorance de la langue française employée par notre clergé et de la méconnaissance parallèle de leur langue maternelle par ce dernier ;

— de l'incompréhension mutuelle des habitudes, du caractère propre et des réactions psychologiques particulières.

De plus, l'immigrant se défie instinctivement des autorités, même religieuse, du pays qui le reçoit et cette défiance est parfois entretenue à dessein par ses cadres nationaux. Enfin, il arrive souvent qu'il tombe dans

une campagne privée de secours religieux par manque de prêtre, ou dans un bassin minier où un trop brusque afflux de population ouvrière a quelque peu débordé l'organisation des secours religieux.

Toutes ces difficultés ne sont pas faciles à vaincre. Cependant, on ne peut renoncer à les surmonter, car ce serait provoquer à coup sûr un très réel malaise et de légitimes protestations des immigrés catholiques. Ce serait également condamner les plus faibles d'entre eux, ceux qui sont le moins assurés dans leur foi à la perdre plus ou moins vite. Or, comme pour ces mêmes éléments, cette foi et les pratiques qui en découlent, constituent la meilleure, sinon la seule, sauvegarde contre les entraînements funestes, l'on accepterait de gaieté de cœur leur déchéance morale et toutes ses conséquences si dangereuses pour l'ordre social.

La question de l'organisation de l'assistance religieuse aux immigrés est donc importante, et fort heureusement cela a été compris de longue date par le clergé français et par beaucoup d'employeurs.

Pour supprimer la difficulté linguistique, et parce qu'il leur appartenait de faire les premiers pas vers leurs nouvelles ouailles, plusieurs prêtres français se mirent résolument à l'étude de l'italien, de l'espagnol et même ces derniers temps du polonais. C'est dans le même ordre d'idées que les élèves du petit séminaire du diocèse de Paris sont poussés à choisir les langues italienne et espagnole pour les épreuves du baccalauréat, et que l'on encourage beaucoup à Saint-Sulpice, ainsi que dans divers grands séminaires de province, l'étude des langues vivantes les plus employées par les étrangers de chaque région. Enfin, pour faciliter au clergé français la confession des étrangers, plusieurs manuels par questions et réponses furent préparés avec soin, qui permettent à la rigueur à un prêtre français de pouvoir comprendre et absoudre un étranger dont il ne connaît pas la langue (1).

(1) Citons en particulier le manuel de Mgr Michel d'Herbigny, *Prudens sexdecim linguarum confessarius*. Beauchêne, éditeur,

Mais bien que ces efforts soient loin d'être inutiles et infructueux (1), ils sont insuffisants, étant donnée la masse grandissante des immigrés et leur défiance naturelle, d'autant que la connaissance d'une langue ne suffit pas à donner celle de l'âme et du caractère psychologique de ceux qui la parlent. Les prêtres français qui réussissent le mieux auprès des étrangers sont, pour cette dernière raison, ceux qui ont eu l'occasion d'exercer leur ministère ou même simplement de résider hors de France. Ils sont malheureusement en trop petit nombre (2).

Etant donné l'ampleur de la question et la faiblesse de nos propres ressources, il n'y avait pas d'autre moyen, pour peu attrayant qu'il fût à priori, que de faire appel à des prêtres étrangers des principaux pays d'émigration. Il y a en a sans doute toujours eu en France, en qualité de desservants des églises ou chapelles étrangères qui existent depuis longtemps à Paris et dans certaines grandes villes ; mais ce clergé urbain, peu nombreux, ne pouvait suffire. C'est pourquoi l'on s'est préoccupé depuis la guerre d'introduire en France, soit comme missionnaires temporaires, soit comme prêtres définitivement attachés à un diocèse, des membres du clergé italien, espagnol et polonais (3).

Il vient sans doute aussi des prêtres belges, mais étant données les facilités que l'identité de langue donne

Paris, et *Le Confesseur Polonais*, spécial pour la langue polonaise, édité par la Mission polonaise, 263 bis, rue Saint-Honoré, Paris.

(1) Lire notamment à ce sujet la série d'articles publiés cette année 1926 par *L'Etranger Catholique en France*, sur la façon dont certains curés français réussissent à attirer les étrangers de leurs paroisses.

(2) Signalons que c'est à l'un d'eux, devenu évêque auxiliaire de Paris : S. G. Mgr Chaptal, qu'est confié, depuis quatre ans, le soin de pourvoir aux besoins religieux des quelques centaines de mille étrangers catholiques du diocèse de Paris, en coordonnant et stimulant tous les efforts. L'action de « l'Evêque des étrangers » s'étend même en fait actuellement à de très nombreux diocèses.

(3) Mentionnons aussi, bien qu'il soit de moindre importance, le rôle de quelques prêtres appartenant à d'autres nationalités (arménienne et hongroise notamment), que les diocèses ont souvent été heureux de voir se dépenser auprès de leurs compatriotes catholiques.

aux Wallons pour s'acclimater en France, il ne s'est posé de question religieuse particulière que pour les Flamands du Nord. C'est pour eux que s'était installée à Paris, avant la guerre, la mission flamande de la rue de Charonne. Elle n'administre plus à présent une église spéciale, mais elle multiplie ses efforts pour secourir spirituellement ses compatriotes et surtout les nombreuses et belles familles flamandes employées dans nos exploitations agricoles du Nord.

Dans les milieux italiens, les premiers secours religieux ont été assurés avec quelques prêtres français d'origine italienne ou capables de parler couramment la langue, par les missionnaires de « l'Opera Bonomelli ». L'Opera Bonomelli est une œuvre catholique d'assistance aux émigrés italiens d'Europe, fondée en 1901 par Mgr Bonomelli, dont elle a pris le nom. C'est une œuvre essentiellement charitable, s'occupant beaucoup des intérêts matériels des émigrants qui s'adressent à ses bureaux, sans distinction de religion, mais, comme les directeurs des agences qu'elle a fondées en de nombreuses villes étrangères sont des prêtres, elle ne néglige pas, tant s'en faut, le secours spirituel et moral. C'est ainsi que dans les villes où existe une agence Bonomelli, il est presque toujours assuré le dimanche un service religieux avec sermon en italien.

A ces ecclésiastiques, extrêmement occupés, se sont joints d'abord quelques prêtres envoyés d'Italie sur les vives instances de l'épiscopat français, soit par les diocèses ayant adressé beaucoup d'émigrants en France, soit par la Congrégation consistoriale à Rome dont dépend le séminaire de l'émigration (1).

Leur action passagère étant par trop discontinuë, l'on s'orienta vers la solution consistant à attacher en permanence un ou plusieurs prêtres italiens à certains diocèse français. C'est l'archidiocèse d'Auch, qui reçut vers le milieu de 1926, le premier prêtre italien venant

(1) A la tête duquel est placé Mgr Beltrami, prélat, pour l'émigration italienne.

se mettre complètement et définitivement à la disposition de l'Archevêque. Après lui, les diocèses d'Agen et de Toulouse en furent aussi pourvus, et il est probable que tous les diocèses du sud-ouest ayant beaucoup d'Italiens, posséderont bientôt un prêtre italien chargé de parcourir le diocèse pour seconder les curés français dans leur rude tâche d'assistance morale aux immigrés.

Tous ces prêtres dépendent directement et exclusivement de l'ordinaire du diocèse où ils opèrent. Leur action va être développée et puissamment soutenue par l'« Opera Cardinal Ferrari », œuvre de soutien moral des émigrés italiens, qui a beaucoup intensifié son activité en France cette année (1).

Pour les Espagnols, rien de semblable n'a été organisé encore. De temps à autre cependant, des missionnaires de cette nationalité parcourent les principaux centres (2). L'Espagnol s'assimile d'ailleurs plus vite que l'Italien et surtout que le Polonais. Il peut donc avoir recours assez facilement aux prêtres français. Peut-être aussi est-il moins fervent.

C'est pour les Polonais, dont le nombre dans notre pays s'est accru si vite ces dernières années, que la question religieuse s'est posée avec le plus d'acuité. Au point de vue linguistique et ethnique, ils sont, en effet, bien moins proches de nous que les Italiens ou les Espagnols et les contacts confiants sont, de ce fait, plus difficiles à établir. Puis le Polonais a été soumis, pendant deux siècles, à la domination oppressive du Russe, de l'Autrichien ou de l'Allemand ; il en a gardé une susceptibilité nationale très vive, qui le rend défiant à l'excès vis-à-vis des autorités étrangères. Il a trouvé, à cette

(1) Au sujet de cette œuvre, de son organisation, de ses buts, voir *L'Etranger Catholique*, numéro de septembre 1926.

(2) Ce sont les chapelains de la Mission espagnole, 51 bis, rue de la Pompe, à Paris, qui s'occupent des Espagnols et des Sud-Américains de la région parisienne et assurent certaines missions en province. De même, la Mission espagnole de Marseille, a organisé quelques tournées dans les départements du Midi (dans le Gard notamment). Une troisième Mission espagnole existe à Bordeaux et suit ses compatriotes de la région du Sud-Ouest.

époque, dans son clergé local, et dans lui seul, les cadres nationaux qui ont maintenu intactes sa foi et ses traditions ; il n'est donc pas étonnant qu'il lui ait gardé un attachement tout particulier, et que celui-ci conserve sur les fidèles un grand ascendant, même en des matières étrangères au domaine purement religieux.

Pour toutes ces raisons, les importants contingents polonais immigrés en France ont réclamé très vite, et avec âpreté, des prêtres de leur nationalité. Or, il était, la plupart du temps, quasi impossible au clergé français de leur assurer convenablement les secours religieux, et faire la sourde oreille à ces réclamations aurait été inhumain et dangereux. Etant donnée l'importance de la question, on aurait créé ainsi un réel mécontentement, de nature à entraver notre embauchage en Pologne, et beaucoup de ces travailleurs, privés de leur meilleur soutien moral, s'en seraient trouvés fort désorientés. Plus rien ne les aurait empêchés de céder aux pires tentations et à se transformer en éléments de corruption et de désordre.

Tout ceci n'échappa pas aux autorités ecclésiastiques non plus qu'aux employeurs des régions du Nord où la main-d'œuvre polonaise est particulièrement abondante. Très vite, l'on donna des facilités à quelques rares prêtres polonais venus en France, afin qu'ils puissent visiter les principaux groupes de leurs compatriotes. Mais c'était trop peu, et l'on sentait le besoin de coordonner les efforts afin d'arriver à une organisation susceptible de répondre aux besoins nouveaux, tout en s'accordant avec les légitimes exigences des autorités diocésaines et l'intérêt du pays. L'on chercha d'abord à faire venir des religieux polonais d'une congrégation représentée en France ; ils auraient pu ainsi bénéficier de l'appui moral et matériel de leurs frères en religion, ce qui aurait grandement facilité leur apostolat. Des démarches tentées dans ce sens auprès des Dominicains et des Franciscains de Pologne n'aboutirent pas. C'est alors que l'épiscopat français reprit l'examen de

la question, et au cours du voyage que quelques-uns de ces représentants les plus autorisés (1) firent en Pologne en juin 1924, furent arrêtées avec le cardinal Dalbor, primat de Pologne, parlant au nom de l'épiscopat polonais tout entier, les grandes lignes d'un accord réglant l'organisation et le fonctionnement en France d'une mission polonaise permanente.

En exécution de cet accord, le R. P. Szymbor, prêtre Lazariste (2), placé à la tête de la nouvelle mission, dont le siège est à Paris, 263 bis, rue Saint-Honoré (Eglise de l'Assomption), dès le printemps de 1922, fut définitivement chargé d'organiser, avec la protection et le concours des évêques français, les secours religieux dans les milieux polonais. Depuis quatre ans, son action se poursuit persévérante. Il dispose actuellement de 60 prêtres polonais, répartis dans toute la France, nombre qui s'accroîtra sans doute prochainement, les 17 diocèses polonais ayant décidé de faire un effort supplémentaire pour leurs émigrants et d'envoyer chacun un nouveau prêtre en France.

De ces prêtres, la moitié à peu près est établie à poste fixe dans les centres polonais les plus importants. Les autres sont, pour la plupart, de jeunes ecclésiastiques qui achèvent leurs études aux Facultés de Théologie catholique de Strasbourg, Paris, Lille et Lyon. Ces derniers ne peuvent agir que d'une manière discontinue. Ils rayonnent à certaines époques dans les campagnes où leur a été signalée la présence d'ouvriers agricoles polonais et utilisent leurs vacances à seconder leurs aînés déjà sur la brèche. Les prêtres établis à poste fixe exercent le ministère paroissial habituel. Souvent ils ont, comme à Bruay, à Oignies et dans bien d'autres cités minières, leurs églises propres construites et entretenues

(1) Le cardinal Dubois, Mgr Chaptal, Mgr Julien et Mgr Chollet.

(2) Qui envoyé en France en mai 1922 par le cardinal Dalbor avait entamé avec l'épiscopat français les premières négociations officielles.



Cliché de la C^{ie} des mines d'Ostricourt.

UNE PRÉDICATION POLONAISE EN PLEIN AIR
Ostricourt 1924.



Cliché de la C^{ie} des mines d'Ostricourt.

UNE PREMIÈRE COMMUNION D'ENFANTS POLONAIS
Ostricourt 1925.

par les soins des Compagnies houillères. Parfois, ils utilisent l'église paroissiale française, et de nombreuses petites difficultés ayant surgi, l'autorité diocésaine a dû régler dans le détail, quels étaient, en pareil cas, les attributions, les charges et les droits respectifs du curé français et du missionnaire polonais. Les uns reçoivent directement des mensualités des Compagnies de mines (c'est le cas, par exemple, dans le diocèse d'Arras) ; les autres sont payés par l'ordinaire du diocèse auquel les employeurs intéressés versent ce que bon leur semble. A ce traitement, s'ajoutent de nombreux avantages en nature (logement, chauffage, éclairage, voiturette automobile même parfois) assurés par les mines et un casuel assez important, les familles polonaises ayant souvent recours à leur prêtre pour divers menus offices. Des subsides sont aussi reçus directement de Pologne par la mission ; il en résulte que le clergé polonais en France est sensiblement mieux rétribué que le nôtre.

Les prêtres polonais ne peuvent exercer dans un diocèse qu'après avoir reçu, bien entendu, les pouvoirs de l'ordinaire, mais celui-ci ne les donne qu'aux prêtres présentés par l'abbé Szymbor, qui garde sur eux un droit de surveillance, peut les déplacer ou les rappeler et les renvoyer en Pologne. Ce dernier visite d'ailleurs fréquemment (au moins deux fois par an), toutes les paroisses polonaises et reste en correspondance suivie avec leurs pasteurs.

Il est secondé par quatre « doyens » :

Un pour le Nord, qui réside à Douai.

Un pour le Midi qui réside à Blanzky.

Un pour Paris.

Un pour l'Est.

Signalons en fin que la Mission catholique polonaise a son journal : l'hebdomadaire *Polak we Frankji*, très lu dans les milieux polonais.

L'action du clergé polonais (1) a été des plus heureuses au point de vue religieux. Il contribue beaucoup à accoutumer et à stabiliser les meilleurs éléments ouvriers polonais dans les centres où réside en permanence un de ses membres. Ce dernier y exerce une grande influence, car il se trouve être non seulement le pasteur des âmes, mais le conseiller écouté en maintes occasions de la vie courante. C'est à lui que l'on s'adresse, par exemple, pour faire venir de Pologne des pièces d'identité ou pour rédiger une demande au consul, aussi bien que pour organiser une société de chants ou une association sportive. C'est lui qui sert encore, dans bien des cas, d'intermédiaire bénévole entre les ouvriers polonais et la Direction de la Compagnie qui les emploie.

Il est seulement regrettable que chez beaucoup de ces prêtres, un sentiment nationaliste trop ardent les pousse à user parfois de cette influence pour des fins politiques. On peut estimer que trente pour cent au moins d'entre eux ne peuvent séparer *polonisme* de *catholicisme*, et se font par suite tout naturellement les agents les plus zélés du conservatisme et du particularisme national. Leur mission n'est plus alors simplement de se pencher sur des âmes qui leur sont doublement attachées par les liens de la foi et du sang, afin leur assurer tous les secours de la religion. Elle arrive à avoir pour fin, presque aussi essentielle que l'apostolat religieux, la lutte acharnée et continue pour la conservation jalouse de la langue et l'exaltation d'un chauvinisme poussé jusqu'à la susceptibilité aiguë.

Trop souvent, et nous avons recueilli à ce sujet bien des témoignages convergents, le prêtre polonais, s'il est un élément indéniable de moralisation et de bonne accoutumance, se croit obligé d'être un obstacle à la

(1) Secondée par celle de religieuses de la même nationalité, appartenant toutes à la Congrégation des Filles de la Charité (Sœurs de Saint-Vincent de Paul), et qui se dépensent avec beaucoup d'abnégation aux côtés de leurs Sœurs françaises, principalement dans nos grands centres miniers (Ostricourt, Blanzzy, etc.).

francisation presque synonyme pour lui de laïcisation irreligieuse. Que l'attitude et les déclarations par trop retentissantes de certaines autorités françaises soient en grande partie responsables de cet état d'esprit, c'est un fait certain, et nous constatons là entre beaucoup d'autres une des malfaisances de l'esprit sectaire qui anime encore trop de nos politiciens ; il n'en reste pas moins qu'une partie du clergé polonais en France a une tendance marquée à lutter contre l'assimilation progressive et naturelle de ses compatriotes. Nous ajouterons d'ailleurs que le même reproche peut être adressé à quelques prêtres italiens, notamment à certains délégués de l'Opera Bonomelli.

Seuls, le temps et l'influence discrète mais ferme de l'épiscopat français pourront adoucir à la longue la vivacité de sentiments par trop chauvins. D'ailleurs, le jeu des forces naturelles pousse fatalement les familles étrangères, qui se sont fixées sur notre territoire, à s'incorporer de plus en plus à notre vie française, et beaucoup, parmi les plus avisés de ces prêtres, admettent qu'il est vain de vouloir entretenir à toute force un esprit de retour quelque peu chimérique. Souhaitons que tous comprennent que leur rôle en France est suffisamment important et respectable pour qu'ils puissent se dispenser d'y ajouter celui d'agent politique bienveillant ou de vice-consul officieux.

Pour l'avenir, un fait autorise bien des espoirs en une solution élégante et facile du problème de l'assistance spirituelle aux immigrés, c'est l'abondance des vocations religieuses parmi les jeunes enfants étrangers.

Le seul diocèse d'Arras compte vingt-trois jeunes Polonais parmi les élèves de son petit séminaire et un au grand séminaire. A Paris, l'école secondaire diocésaine de Conflans a reçu deux enfants de la même nationalité et se propose d'en admettre d'autres. Trois séminaristes polonais sont actuellement à Saint-Sulpice. Comme ils se sont engagés à rester ensuite plusieurs

années à la disposition de la Mission polonaise, celle-ci trouvera en eux des ouvriers apostoliques particulièrement bien préparés à leur tâche délicate. Dans le Midi, plusieurs diocèses comptent de jeunes Italiens et Espagnols parmi leurs petits ou grands séminaristes. La plupart de ces enfants ou jeunes gens sont admis dans nos séminaires avec bourse complète ou demi-bourse, grâce aux généreuses subventions de collectivités françaises.

Ce sont là des vocations particulièrement précieuses. Comme l'écrivait, en effet, Mgr Chaptal (1) « Des millions d'Italiens, d'Espagnols, de Flamands, de Polonais ont besoin de prêtres sachant leur langue. Nous n'avons jusqu'ici à leur donner que des prêtres étrangers qui sont souvent d'admirables apôtres, mais qui ne sont pas tous de ceux que nous aurions choisis, et qui d'ailleurs entrent difficilement dans le cadre de nos paroisses françaises. Au contraire, les enfants étrangers, devenus prêtres, appartiendront à leurs évêques français, seront vicaires ou curés de nos paroisses françaises, resteront soumis aux lois françaises, donc aux lois militaires, et quand ils seront encadrés par un clergé formé dans nos séminaires, nous pourrons envisager avec un sentiment de sécurité, que nous n'avons pas actuellement, la présence de ces catholiques étrangers en France ».

Il ne faut donc pas s'effrayer outre mesure, comme l'ont fait certains, de voir s'établir en France des « missions étrangères » dont l'activité indépendante peut inquiéter parfois. Il s'agit là d'une situation temporaire et transitoire dont il faut bien reconnaître en toute justice que les avantages ont largement dépassé les inconvénients.

Les étrangers qui n'appartiennent pas à la religion catholique sont relativement peu nombreux, comme

(1) *L'Etranger Catholique*, numéro de mars 1926.

nous l'avons indiqué, et aucune importante organisation particulière n'a été fondée à leur intention.

Les quelques popes russes et grecs, qui habitent en France, s'occupent de visiter plus ou moins régulièrement leurs coreligionnaires des églises dites orthodoxes (les popes russes de Marseille et de Paris gardent ainsi le contact avec leurs compatriotes assez nombreux dans certaines régions industrielles). L'on sait d'ailleurs combien les églises russes sont divisées à l'heure actuelle, et à quel assez vague mysticisme, plus ou moins mêlé de superstition, se réduit la religion de beaucoup de Slaves et d'Orientaux, fidèles des diverses églises schismatiques.

Un nationalisme aigu reste cependant vivace aussi chez beaucoup d'entre eux (1).

Sauf dans la région voisine de la frontière suisse, il n'y a parmi la classe ouvrière étrangère que très peu de fidèles des églises réformées, et il semble que rien de spécial n'ait été organisé pour eux.

Les israélites étrangers sont groupés en France par noyaux assez denses, surtout dans les grandes villes (2). Ils sont secourus matériellement et spirituellement par les nombreuses et puissantes associations d'entr'aide israélite et semblent garder fidèlement leurs traditions religieuses.

Nous avons enfin un assez grand nombre de musulmans, mais, sauf à Paris où il existe une mosquée, ils doivent se contenter de pratiquer individuellement leur religion.

La question scolaire

Elle est presque aussi délicate que la question religieuse, parce qu'il s'agit de concilier d'une part, le droit

(1) Comme l'a prouvé la lettre venimeuse et orgueilleuse que M. Kartachoff (qui fait autorité au point de vue religieux parmi les réfugiés russes) a adressée à Mgr Chaptal au début de cette année et qui fut publiée dans la presse.

(2) Ils se comptent par milliers dans certains quartiers de Paris, notamment dans les 4^e et 9^e arrondissements.

indiscutable des parents à réclamer pour leurs enfants une éducation conforme à leurs opinions et à leurs sentiments les plus chers ; d'autre part, notre désir bien légitime de voir ces jeunes étrangers apprendre à connaître notre langue, notre culture, nos institutions, ne serait-ce que dans leur propre intérêt.

Si respectueux que nous soyons des prérogatives familiales, nous ne pouvons en effet admettre que des enfants nourris par notre sol et dont un bon nombre seront appelés à acquérir la nationalité française par le bénéfice de la loi, grandissent et soient instruits dans notre pays, comme s'ils n'avaient à peu près rien de commun avec lui. Il serait donc contraire à toute logique et surtout à toute prudence politique d'autoriser l'ouverture d'écoles privées spécifiquement étrangères, dont l'enseignement, malgré les dispositions de la loi de 1882, serait à peu près impossible à contrôler.

Cependant, notre législation ne prohibe pas absolument la création de telles écoles. La loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire précise même (art. IV in fine) que « dans le cas particulier
« d'écoles exclusivement destinées à des enfants étran-
« gers résidant en France, des dispenses de brevets de
« capacité pourront être accordées par le ministre de
« l'Instruction publique, après avis du Conseil supé-
« rieur, aux étrangers admis à jouir des droits civils en
« France, qui demanderaient à les diriger ou à y ensei-
« gner ».

Ce paragraphe, au moment où il fut voté, avait pour objet de faciliter l'ouverture d'écoles étrangères dans les centres climatiques ou balnéaires où l'on désirait attirer beaucoup de touristes étrangers. De là cette possibilité pour les instituteurs étrangers d'obtenir certaines dispenses de diplômes et d'assurer même la direction d'une école, en dérogation aux dispositions générales de la loi de 1886.

Aux termes du même article IV, § 1 de cette loi, il est impossible, en effet, à un étranger de devenir directeur

d'une école primaire ordinaire, et il ne peut y enseigner que si :

1° Il est admis à jouir de ses droits civils en France ;

2° Il remplit les conditions de capacité fixées par la loi du 16 juin 1881 (1) et les conditions d'âge établies par celle du 30 octobre 1886 ;

3° Il a reçu une autorisation spéciale donnée par le ministre après avis du Conseil départemental.

Les étrangers munis seulement de titres de capacité étrangers, devront obtenir au préalable la déclaration d'équivalence de ces titres avec les brevets français, et c'est un règlement délibéré en Conseil supérieur de l'Instruction publique qui détermine les conditions dans lesquelles cette équivalence peut être prononcée.

Dans la pratique, très peu d'étrangers remplissent les conditions de capacité imposées par la loi de 1881, et comme les dispenses sont tout à fait exceptionnelles ainsi que les déclarations d'équivalence, les étrangers ne peuvent que bien difficilement solliciter l'autorisation d'enseigner dans une école primaire (ou de la diriger, si elle ne comprend que des enfants étrangers). Pour cette raison, aucune école primaire purement étrangère n'a jamais fonctionné en France.

Des divers traités de travail et conventions complémentaires d'assistance que nous avons signés après la guerre, seul le traité franco-italien de 1919 contient un article concernant les questions scolaires. C'est l'article 22 ainsi conçu :

« L'égalité de traitement entre les ressortissants
« des deux pays, en ce qui concerne l'admission aux
« écoles primaires publiques et l'institution des écoles
« privées étant déjà suffisamment établie en principe
« dans chacun des deux pays par les lois scolaires
« respectives, les deux gouvernements se réservent de
« négocier une convention générale relative à l'ensei-

(1) Aux termes de l'art. 1^{er} de cette loi, nul ne peut exercer les fonctions d'instituteur ou d'institutrice titulaire, d'instituteur adjoint ou d'institutrice adjointe chargés d'une classe, dans une école primaire publique ou libre, sans être pourvu du brevet de capacité pour l'enseignement primaire.

« gnement et d'y inclure les mesures nécessaires pour
« faciliter l'instruction primaire et l'instruction profes-
« sionnelle des travailleurs immigrés et de leurs fa-
« milles. » (1)

Il ne modifie donc en rien nos dispositions législatives.

D'ailleurs, l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910, relatif à la protection des jeunes ouvriers italiens en France et français en Italie, avait abordé précédemment la question de l'enseignement primaire et précisé, dans son article 9, que l'on appliquerait en France aux jeunes ouvriers italiens et à leurs parents les dispositions de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire (2). Cette précision n'était pas inutile, car beaucoup étaient d'avis avant la guerre que cette dernière loi, n'étant pas une loi de police ou de sûreté, l'obligation qu'elle édictait ne s'imposait pas aux étrangers. Cette opinion, malgré quelques rares décisions en sens contraire, était celle de la jurisprudence.

Depuis la guerre et le développement considérable de l'immigration étrangère, l'administration française a fait sienne la thèse de l'obligation égale pour tous les enfants français ou étrangers. Elle l'a même nettement affirmée dans un texte diplomatique : le protocole franco-polonais du 17 avril 1924, « relatif au régime de l'immigration des travailleurs polonais en France », dont l'article 4 est ainsi conçu :

« La délégation française confirme à la délégation
« polonaise que l'obligation scolaire prescrite par la
« loi du 28 mars 1882 s'impose aux enfants des ou-
« vriers polonais, comme à tous les enfants habitant
« le territoire français ; l'administration française

(1) Aucune « convention générale » de ce genre n'a été négociée depuis.

(2) Une convention semblable avait été conclue avec la Suisse le 14 décembre 1887. Les deux nations consentaient à l'assimilation des jeunes Français en Suisse et des jeunes Suisses en France aux enfants indigènes, en ce qui concerne l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire. Les mêmes sanctions étaient applicables en France aux parents d'enfants suisses et d'enfants français ne fréquentant pas régulièrement l'école.

« veillera tout particulièrement à l'application de cette loi en ce qui concerne les enfants polonais.

« La délégation polonaise déclare que les représentants qualifiés des employeurs français, eu égard à « rôle des délégations professionnelles en Pologne, lui « ont donné spontanément les assurances propres à « établir le concours de ceux-ci en vue de l'exécution « pratique de l'obligation scolaire ; ces assurances sont « précisées par une lettre émanant des dits représentants et dont la délégation française a eu connaissance. »

Nous dirons plus loin quelles assurances particulières ont été données par les représentants de certains employeurs français. Soulignons seulement l'importance du premier paragraphe de cet article qui définit sans ambiguïté l'attitude de l'administration française et tranche par là même la question controversée.

Dans la pratique de très nombreux enfants étrangers fréquentent nos écoles publiques et privées. Mêlés aux écoliers français, ils reçoivent le même enseignement qu'ils suivent le plus souvent avec profit. Voici d'ailleurs quelques statistiques intéressantes à ce sujet :

Dans le département de la Seine, le nombre des enfants étrangers fréquentant les écoles publiques était, en 1925, de 23.318, se décomposant ainsi :

Enfants de 6 à 13 ans : Paris, 10.432 ; banlieue, 6.508 ; total : 16.940.

Enfants des écoles maternelles publiques : Paris, 4.091 ; banlieue, 1.913 ; total : 6.004.

Enfants de plus de 13 ans fréquentant les écoles primaires publiques : Paris, 302 ; banlieue, 72 ; total : 374.

Total pour Paris 14.825

Total pour la banlieue..... 8.493

Dans le bassin minier de Briey, une enquête, menée en mars 1925 pour le ministère du Travail, a permis de recueillir les chiffres ci-après concernant la fréquentation scolaire dans les principaux centres industriels :

Hauts Fourneaux Forges et Acéries de	Nombre d'ouvriers italiens	Nombre de familles logées par la Société	Nombre d'enfants jusqu'à 13 ans	Ecoles communales enfants de 6 à 13 ans	Ecoles privées enfants de 6 à 13 ans	Enfants au-dessous de 6 ans
Pont-à-Mousson	227	60	93	42	»	51
Homécourt	1.200	590	1.053	378	140	535
Jœuf	1.323	124	724	126	466	132
Villerupt-Micheville	1.451	820	1.236	480	»	756
Tucquegnieux	557	227	151	115	»	36
Longwy	1.300	60	761	222	»	539
Moulaine	481	73	144	»	87	57
				1.363	693	
	6.539	1.954	4.162	2.056		2.106

La totalité des enfants italiens âgés de plus de 6 ans fréquentent donc régulièrement, dans cette région, les écoles françaises. Ils se distinguent d'ailleurs par leur application et leur intelligence. Ils apprennent très vite le français et remportent de brillants succès au certificat d'études. (1)

Dans le Nord et le Pas-de-Calais où se sont développées si rapidement d'importantes colonies étrangères (polonaises surtout), les rapports aux sessions de 1925 des Conseils généraux donnent les chiffres suivants relatifs au nombre d'enfants étrangers fréquentant les seules écoles publiques :

Pour le Pas-de-Calais, au 5 janvier 1925, 7.749 enfants étrangers, dont 3.832 polonais, pour une population scolaire totale de 117.574 enfants (écoles élémentaires et écoles **maternelles**).

Pour le Nord, au 15 juin 1925, 7.988 enfants étrangers, dont 3.958 polonais, pour une population scolaire totale de 169.887, écoles **maternelles comprises**.

Nous n'avons pas de statistique d'ensemble pour écoles privées, très florissantes dans cette région ; mais il est certain qu'elles recueillent un nombre proportionnellement plus considérable d'étrangers. C'est ainsi que si les écoles publiques de la circonscription de Douai-Nord comptaient en 1925, 1.128 polonais, les trois écoles des mines d'Aniche en avaient à elles seules au même moment un nombre presque égal. Cela tient d'abord à ce qu'elles sont plus faciles à fréquenter étant construites au cœur même des nouvelles cités. De plus, les écoles privées sont souvent préférées par les étrangers et surtout par les polonais, parce qu'elles sont pour la plupart des écoles confessionnelles, où l'on donne l'instruction religieuse aux enfants. Les polonais les préfèrent aussi parce qu'un grand nombre d'entre elles ont créé des classes spéciales de langue polonaise, en faisant appel à des « moniteurs » ou « monitrices » de cette

(1) C'est ainsi qu'en 1925 à Pont-à-Mousson la première place du canton a été enlevée par un Italien.

nationalité, alors que la plupart des écoles publiques répugnent à établir un enseignement complémentaire en polonais.

Ceci nous amène à parler des revendications polonaises qui ont entraîné la création de ces cours. Elles se sont élevées dès le début de l'immigration polonaise et en même temps que celles relatives aux secours religieux. Toujours pour les mêmes raisons profondes (différence ethnique plus accentuée que pour les autres émigrants, défiance des autorités françaises et crainte d'une francisation imposée, attachement profond à la religion catholique que l'école publique en France se contente d'ignorer quand elle ne la combat pas), le Polonais ne se sentait guère attiré à confier ses enfants à l'école publique communale. Il consentait plus facilement à les envoyer aux écoles privées des Compagnies minières ; mais ce qu'il aurait voulu, c'est une école vraiment polonaise où des maîtres polonais donnent à ses enfants une formation strictement polonaise. Ces exigences ont été, bien entendu, soutenues et attisées par certaines autorités nationales ; de nombreuses campagnes de presse ont été menées à maintes reprises, souvent même sur un ton d'une agressivité bien fâcheuse, dans la plupart des organes officieux polonais édités en France ou en Pologne ; enfin, l'administration française aussi bien que les employeurs ont été assaillis de réclamations multipliées.

Leur opposer une fin de non recevoir absolue n'était pas possible en raison de l'importance que nos amis polonais attachent à la question et de l'intérêt certain que nous avons à faciliter, autant qu'il est en notre pouvoir, la bonne accoutumance sur notre sol des travailleurs dont nous avons un si grand besoin. Les usines possédant les plus nombreuses colonies polonaises organisèrent donc, dès 1921 ou 1922, quelques cours complémentaires en langue polonaise avec le concours d'instituteurs de cette nationalité ou plus souvent de quel-

ques-uns de leurs ouvriers, supérieurs au niveau moyen par leur intelligence et leur culture.

L'immigration polonaise devenant de jour en jour plus importante, ces solutions partielles ne suffisaient pas et les réclamations se multipliaient. C'est alors qu'après de nombreux échanges de vues entre l'administration française, les délégués du gouvernement polonais et ceux des principaux employeurs, M. de Peyerimhoff (1), agissant au nom de ces derniers, adressa, le 17 avril 1924, au président de la délégation polonaise, venue en France pour conclure le protocole officiel qui porte la même date, la lettre suivante (2) :

Monsieur le Président,

« A la suite des entretiens que nous avons eu l'honneur d'avoir avec vous et les membres de votre délégation, et eu égard aux fonctions matérielles et au rôle moral, dévolus à la délégation des employeurs français en Pologne, commune au Comité Central des Houillères de France et à la Confédération Agricole des Régions Dévastées, nous avons satisfaction à vous marquer la communauté de vues qui s'est dégagée de nos conversations au sujet de l'enseignement des enfants polonais en France.

« Cette question soulève de légitimes préoccupations, dont nous entendons ne pas nous désintéresser, et à l'apaisement desquelles nous apportons volontiers notre concours.

« Nous nous déclarons donc prêts à inviter, de la manière la plus pressante, les employeurs, ressortissant à nos groupements, à inaugurer et à poursuivre la réalisation du programme visant, dans le cadre et dans les délais variables selon les professions, les régions et les moyens, à l'institution de l'enseignement ci-après défini :

(1) Président du Comité Central des Houillères de France.

(2) Nous la reproduisons *in extenso* en raison de son importance car c'est elle seule qui règle toute la question de l'organisation des classes polonaises.

« a) Soit, en ce qui concerne les écoles publiques, en supportant les frais de l'enseignement complémentaire qui pourrait être institué, de la langue, de l'histoire et de la géographie polonaises ;

« b) Soit, lorsque l'effectif des enfants polonais le justifiera, c'est-à-dire plus généralement dans la grande industrie et, en particulier, à plus brève échéance, dans l'industrie houillère, à raison de l'importance et de la densité de ces effectifs polonais, en ouvrant, au fur et à mesure des besoins, des écoles privées où sera assuré, sous la surveillance des autorités académiques françaises, et dans le cadre du programme scolaire normal, le même enseignement, complété, s'il y a lieu, pour les jeunes enfants qui n'auraient pas encore de notions suffisantes de la langue française par l'enseignement d'autres matières en polonais.

« Les candidats destinés à assurer la part polonaise de l'enseignement ci-dessus prévu seront présentés par l'administration polonaise (ministère de l'Instruction publique et des Cultes) à l'agrément d'une Commission privée d'examen, qui recommandera aux employeurs pour engagement les candidats reconnus par elle pourvus des aptitudes pédagogiques nécessaires.

« Nous considérons que la présence dans une exploitation d'un nombre d'enfants polonais d'âge scolaire, supérieur à 65, devra appeler de notre part l'invitation pressante, à laquelle il est fait allusion plus haut, tendant à l'engagement par les soins de cette exploitation de personnel enseignant polonais.

« Le traitement de ce personnel sera fixé d'après les mêmes règles que pour les instituteurs et institutrices français des mêmes écoles privées.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre haute considération. »

« Signé : De Peyerimhoff ».

C'est elle que vise l'article 4 du protocole du 17 avril que nous avons cité plus haut.

Ainsi donc, depuis deux ans, la situation est la suivante :

L'administration française considère que les enfants polonais sont astreints à la fréquentation scolaire au même titre que tous les enfants étrangers ou français habitant notre pays et n'a rien changé aux programmes ni au caractère de l'enseignement donné par les écoles publiques. Elle ne s'oppose pas cependant à ce que, dans un esprit d'apaisement et pour faciliter cette fréquentation, les employeurs français se chargent d'organiser des cours complémentaires en langue polonaise dans les écoles privées ou même, exceptionnellement, dans quelques écoles publiques (1) (solution autorisée, nous l'avons vu, par notre législation). Le personnel nécessaire est recruté par une commission privée choisissant parmi les candidats présentés par l'administration polonaise. Il doit être agréé par l'autorité scolaire française et payé par les employeurs. Ces auxiliaires que l'on a dénommés « moniteurs » ou « monitrices », afin de bien marquer le caractère accessoire et complémentaire de leur collaboration, ne font pas partie aux yeux de notre administration du corps enseignant à proprement parler ; mais elle s'est engagée à en autoriser l'emploi en donnant à la lettre de M. de Peyerimhoff l'approbation contenue dans la dernière phrase de l'article 4 du protocole du 17 avril.

Depuis deux ans, la Commission privée d'examen fonctionne régulièrement ; mais, chose curieuse, l'administration polonaise n'a jamais pu lui présenter un nombre de candidats suffisant pour répondre aux de-

(1) Mais il est regrettable que l'administration départementale fasse souvent tant de difficultés pour faire délivrer les autorisations nécessaires aux moniteurs engagés par les Compagnies, qui les appointent ainsi quelquefois durant plusieurs mois avant de pouvoir les utiliser.

mandes (1). Néanmoins, à l'heure actuelle, toutes les compagnies houillères, employant un contingent suffisamment nombreux de Polonais, ont des moniteurs et des monitrices de cette nationalité.

Les sociétés industrielles, autres que les compagnies houillères (2), ne sont pas liées par l'engagement moral que constitue la lettre de M. de Peyerimhoff ; la plupart cependant, organisent à leur tour des classes polonaises pour apaiser les revendications continuelles de leurs ouvriers de cette nationalité (3).

D'après un récent rapport de l'Office d'Emigration polonais, il y avait en France, au 1^{er} janvier 1926, 11.773 enfants polonais, d'âge scolaire, répartis entre 206 écoles où enseignaient 86 moniteurs et monitrices. Depuis le début de cette année 1926, une quinzaine de nouveaux auxiliaires ont été agréés par la commission d'examen, si bien, qu'au 1^{er} octobre 1926, leur nombre total doit être très voisin de 100.

Presque partout ils assurent aux enfants qui leur sont confiés trois heures par jour d'enseignement en langue

(1) Ce qui n'empêche pas d'ailleurs la presse polonaise de continuer à attaquer fréquemment les employeurs français à propos du nombre insuffisant de leurs moniteurs polonais.

(2) La Compagnie Nationale des Radiateurs, par exemple, qui emploie 500 Polonais à son usine de Dôle (Jura).

(3) Revendications énergiquement soutenues par les consuls polonais qui ne craignent pas, là encore, de dépasser plus qu'il ne conviendrait les limites normales des attributions consulaires. C'est ainsi qu'au mois de juin 1926 le consul de Strasbourg écrivait à un directeur :

« Je tiens à attirer votre attention sur le fait que les ouvriers « réclament, et vont continuer à réclamer, la création d'une école « ou de cours en langue polonaise pour leurs enfants, car de tels « cours leur ont été promis et garantis par une lettre du Comité Central des Houillères de France.

« Dans les locaux scolaires de les enfants reçoivent l'enseignement général en langue française, mais il n'est pas tenu « compte de l'enseignement polonais et vous comprenez bien que « les ouvriers polonais s'ils ont consenti à venir en France, c'est « parce qu'ils ont compté sur la promesse qui leur a été faite « que leurs enfants pourraient continuer ici à s'instruire en « langue polonaise également... »

polonaise (les trois autres heures de travail étant consacrées aux classes en français). En principe, ils n'enseignent que la langue, l'histoire et la géographie polonaises, mais souvent, aux enfants qui arrivent ne sachant pas un mot de français, ils apprennent aussi le calcul et d'autres matières en attendant que ces « nouveaux » puissent suivre utilement les classes françaises. La plupart des moniteurs et monitrices polonais enseignent aussi le catéchisme et l'histoire sainte sous le contrôle des prêtres polonais.

Dans l'ensemble, ces instituteurs et institutrices sont bien choisis et se dévouent avec ardeur à leur tâche. On n'aurait donc qu'à se louer de leur collaboration, si eux aussi — à un degré plus accentué encore que le clergé polonais — ne se croyaient le plus souvent obligés d'être les agents actifs d'une propagande nationaliste opposée à l'assimilation française.

Nous aurions mauvaise grâce à leur reprocher leur ardent amour d'une patrie qui a tant souffert et pour laquelle nous éprouvons en France une si réelle sympathie ; mais nous pouvons difficilement admettre qu'il ait pour effet de chercher à retarder toute fusion de l'élément polonais dans la nation française. Or, nous croyons pouvoir affirmer que tel est bien le résultat consciemment poursuivi par la plupart d'entre eux. Tout ce qui peut exalter un sentiment national dont nous avons noté la susceptibilité ombrageuse, tout ce qui peut tendre à conserver aux noyaux polonais leur homogénéité et par suite leur différenciation avec le reste de la population française, fait l'objet de leurs efforts continus. Introduits en qualité de collaborateurs auxiliaires des instituteurs français, ces moniteurs tendent parfois à devenir leurs rivaux et à jouer de plus, dans les agglomérations polonaises, un rôle qui n'est pas le leur : celui d'agent de liaison et de renseignements des consulats polonais. Ces derniers gardent effectivement un contact très étroit avec les moniteurs et monitrices. Ils les convoquent, leur donnent des instructions, les blâment ou les

forcent même à retourner en Pologne, si leur activité politique paraît insuffisante, s'arrangent pour réaliser les permutations susceptibles de servir leurs desseins, ajoutent enfin quelquefois aux traitements, pourtant fort convenables que leur assurent les employeurs français, des rémunérations supplémentaires qui constituent de précieux stimulants (1).

Tout cela n'a rien à voir avec le rôle d'éducateur dans lequel ces moniteurs devraient se confiner et ne peut que créer des malentendus et d'inutiles agitations.

Fort heureusement, les polonais sont les seuls à posséder en France un corps enseignant particulier. Ni les Belges, ni les Espagnols, ni même les Italiens, si nombreux chez nous, n'ont de tels privilèges, et leurs enfants suivent (parfois seulement avec trop d'irrégularité) les cours ordinaires de nos écoles publiques et privées.

Signalons cependant qu'à Chambéry, à Hayange (Moselle), à Jœuf (Meurthe-et-Moselle), à Moyeuvre-Grande (Moselle), à Reims, à Saint-Claude et à Vernon, l'œuvre Bonomelli a fondé des asiles pour jeunes enfants et des cours complémentaires de langue italienne, ainsi que des cours de religion et d'économie domestique professés en italien. Ce ne sont là, à vrai dire, que des créations de peu d'envergure, puisqu'elles ne rassemblent au total qu'un millier d'élèves, occupés seulement un petit nombre d'heures par semaine.

Des cours complémentaires pour adultes ont été organisés d'une manière analogue dans plusieurs centres polonais par les soins de la « Société pour le développement social et intellectuel des ouvriers » (2), ainsi que par diverses sections des très nombreuses sociétés d'entraide, d'union ou d'assistance polonaise en France (3).

(1) Il nous est impossible, on le comprendra, d'insister davantage sur les renseignements et les faits précis notés au cours de notre enquête personnelle ; mais nous pouvons affirmer que nous n'exagérons rien.

(2) Dont le siège est à Paris, 8, avenue Montaigne.

(3) Il existe même à Lille une « Université polonaise ouvrière » et l'an dernier a été fondé un « Conseil directeur pour l'enseignement des Polonais émigrés en France », dont le but est de coor-

Telle est dans ses grandes lignes la situation actuelle de la question de l'école pour les immigrés ouvriers. Elle est loin d'être définitivement au point. D'une part, en effet, toute la partie polonaise de la main-d'œuvre étrangère n'est pas complètement satisfaite par les concessions, cependant très larges et toutes particulières, qui lui ont été accordées dans ce domaine (1). D'autre part, nous ne pouvons nous engager plus avant dans cette voie des concessions. Ces dernières constituent des précédents dangereux et il n'y a pas de raison pour qu'après avoir introduit en France quelques dizaines (et bientôt peut-être quelques centaines) d'instituteurs polonais, nous ne soyons pas obligés d'entretenir de nos deniers des équipes de « moniteurs » italiens, espagnols, tchèques ou russes.

C'est dans un large et généreux esprit de conciliation et pour faciliter la bonne accoutumance de leurs colonies polonaises que les Compagnies houillères ont embauché des moniteurs et monitrices, de même qu'elles ont facilité l'installation de prêtres de cette nationalité. Il n'y aura pas lieu de regretter cette initiative, si tous ces cadres intellectuels savent se tenir à leur place et si les premières satisfactions accordées ne sont pas un encouragement à en réclamer sans cesse d'autres.

Malheureusement toutes les exigences ne semblent pas s'apaiser encore et c'est ce qui doit nous rendre circonspects pour l'avenir.

C'est de l'école française, à condition qu'elle soit fréquentée régulièrement, que nous pouvons attendre le plus pour l'assimilation progressive des jeunes étran-

donner les efforts pour arriver à perfectionner chez les immigrés polonais dans notre pays la connaissance de la langue, de l'histoire, de la géographie polonaises, ainsi qu'à améliorer le niveau intellectuel des jeunes Polonais en France. Ce Conseil est composé des délégués élus par les « Associations de parents » existant dans chaque localité où l'élément polonais est assez important, ainsi que des représentants des divers groupements polonais. (*Chronique Mensuelle des Migrations*, mai 1926.)

(1) Nous n'en voulons pour preuve que les articles qui ne cessent de paraître à ce sujet dans la presse polonaise et qui font montre d'exigences toujours accrues.

gers. C'est par elle, en effet, qu'ils apprendront à connaître notre langue, notre histoire, le fonctionnement de nos institutions. C'est à l'école surtout que se noueront entre eux et des camarades français du même âge ces amitiés précieuses qui leur permettront de sentir qu'ils ne sont pas tenus à l'écart dans le pays où ils ont été transplantés. Soit dans nos écoles publiques, soit dans les écoles privées qu'ont multipliées dans les cités ouvrières nos grandes compagnies industrielles, les enfants étrangers sont assurés d'être bien accueillis et bien instruits. Elles doivent par conséquent leur suffire. Ecoles publiques et écoles privées auront à résister aux assauts de certains éléments étrangers ; mais il est nécessaire qu'elles continuent, sans bouleverser leurs programmes, à donner à tous une éducation et une instruction essentiellement française.

De toute façon, l'administration française a été sagement inspirée de confirmer, dans un texte diplomatique, le principe de l'obligation scolaire pour tous les enfants étrangers. Il ne lui reste plus qu'à le faire respecter, ce qui serait sans doute plus facile si ce même principe était formulé dans notre législation interne, avec sanctions à l'appui.

Enfin, puisque nous sommes résolus pour d'excellentes raisons à ne pas autoriser en France la création d'écoles ne groupant que des enfants étrangers sous l'autorité de maîtres, étrangers eux-aussi, il nous paraît qu'il y aurait tout avantage à abroger le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 30 octobre 1886 cité plus haut. Sans doute il l'est dans la pratique, et l'administration peut dresser tous les obstacles voulus pour empêcher la création de telles écoles ; mais raison de plus pour modifier en conséquence un texte qui laisse la porte ouverte à ces concessions dangereuses.

BIBLIOGRAPHIE

Yves RODET. — *L'Immigration des Travailleurs Etrangers en France*. Thèse, Paris 1924 (Editions et Publications contemporaines).

Marcel PAON. — *L'Immigration en France*. Payot, éditeur, Paris 1924.

Divers articles de :

L'Etranger Catholique, Paris.

La Vie Catholique, Paris.

Les Nouvelles Religieuses, Paris,

et de différentes *Semaines religieuses* diocésaines.

Informations et extraits de presse étrangère donnés par :

La Revue Internationale du Travail, Genève.

La Chronique Mensuelle des Migrations, Genève.

Le Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère, Paris.

La Pologne, Paris.

III^e PARTIE

POLITIQUE D'IMMIGRATION

CHAPITRE PREMIER

MIGRATIONS ET POLITIQUES NATIONALES

Les répercussions politiques des mouvements migratoires.

Le déplacement de masses humaines d'un pays vers un autre n'a pas seulement pour ces deux contrées des conséquences économiques et sociales.

L'arrivée dans un milieu déterminé d'éléments différents des autochtones par la langue, les mœurs, les traditions, est un fait qui peut avoir de graves répercussions sur le caractère propre et les destinées de ce groupement.

Par ailleurs, les pays d'origine des émigrants ont une tendance naturelle à considérer qu'ils perdent ou gagnent à l'établissement de leurs fils à l'étranger selon le degré d'attachement que ceux-ci conservent à leur patrie.

Nous touchons ici à l'aspect politique des phénomènes migratoires, aspect sous lequel il nous paraît utile de les considérer maintenant, si nous voulons posséder une vue d'ensemble de la question afin d'en tirer ultérieurement quelques leçons quant à notre propre ligne de conduite en matière d'immigration.

Si l'immigration est susceptible de prendre une telle importance politique, c'est parce qu'elle est de nature

(tout au moins à partir du moment où elle dépasse un certain volume) à porter atteinte aux deux conditions vitales de l'existence de n'importe quel Etat, à savoir : le maintien de l'unité nationale et la garantie de la sécurité vis-à-vis des pays voisins. C'est ce qui arrivera fatalement, en particulier, si cette immigration n'est pas contrôlée et si les éléments introduits restent les sujets trop fidèles d'un pays étranger aux visées ambitieuses.

L'unité nationale n'est en effet que la résultante d'une communauté de sentiments, de traditions, d'histoire, qui s'extériorise dans un même langage. Les immigrés, qui ne puisèrent pas à ce fond commun et connaissent mal la langue du pays qui les reçoit, ne peuvent sentir, ni exprimer comme les indigènes, ni par suite, vibrer et réagir à leur unisson. Sans doute, l'ambiance du milieu agira sur eux petit à petit pour les intégrer, les informer dans la masse environnante : c'est le phénomène de l'assimilation ; mais outre que l'évolution en est assez lente, elle peut être contrariée par les réactions contraires des allogènes, lorsque leur densité, sur certains points, leur permet de constituer des blocs moins perméables aux influences extérieures.

Ce sont ces mêmes blocs, susceptibles de conserver beaucoup plus longtemps que des individus éparpillés sur tout le territoire leur caractère d'extranéité, qui risquent de constituer un réel danger pour la sécurité nationale, pour peu surtout que le pays d'origine nourrisse des vues d'expansion colonisatrice.

Sans doute doit-on se défier aussi de certaines individualités isolées. Leur infiltration dans des postes favorables à la notation de renseignements confidentiels peut réaliser, comme nous en avons fait la triste expérience en France, une véritable préparation des hostilités, mais ce n'est heureusement pas le cas général ; et c'est bien surtout les agglomérations denses et inassimilées d'étrangers, en tels points particulièrement convoités, qui sont le plus à craindre.

Nous avons dit que le danger représenté par une importante immigration étrangère est fonction de l'attitude adoptée par le pays d'origine vis-à-vis de ses fils établis au dehors, autrement dit de sa politique d'émigration. C'est qu'en effet la poursuite d'une telle politique prend une importance croissante dans l'orientation générale des pays exportateurs de main-d'œuvre. Variable avec les hommes et les opportunités du moment, elle n'en possède pas moins quelques traits caractéristiques : à peine ébauchés pour les uns, fortement accentués chez les autres, ils permettent de définir cette « politique des pays d'émigration » qu'il nous faut bien connaître, si nous voulons en mesurer toutes les conséquences possibles.

La politique des pays d'émigration.

Si pendant longtemps l'émigrant a été considéré par sa nation comme à peu près définitivement perdu, il n'en est plus de même aujourd'hui. L'idée fondamentale que l'on trouve, au contraire, à l'origine de toute l'activité politique des pays d'émigration, est que le citoyen, obligé par les circonstances économiques à s'expatrier pour un temps plus ou moins long, ne doit pas relâcher, de ce fait, le lien qui l'unit à sa patrie.

Celle-ci d'ailleurs se préoccupe de plus en plus de le protéger, non seulement en contrôlant sévèrement les conditions dans lesquelles il peut être recruté sur son propre territoire, et transporté par mer ou par voie ferrée, mais encore en lui assurant des appuis efficaces au dehors. Cette protection aura pour effet de rendre sensible à l'émigrant la réalité abstraite de la patrie lointaine, mais toujours présente et permettra de maintenir l'allégeance nationale par l'entretien de l'esprit d'attachement au pays natal. A cette fin, l'on veillera aussi à ce que les groupements à l'étranger conservent leur langue et leurs traditions nationales et religieuses par la création ou la subvention d'œuvres de patronage, d'édu-

cation et d'aide matérielle : écoles, mutualités, sociétés sportives ou amicales, etc...

La seconde idée maîtresse de cette politique, plus neuve encore que la première pour les pays d'émigration, est que l'émigrant n'est pas une bouche inutile, dont le départ débarrasse la collectivité, mais qu'il représente, par sa force de production et d'épargne, une véritable richesse. De cette valeur humaine, il convient que le pays profite de deux manières : d'abord en le décidant à faire rentrer au fur et mesure dans les caisses nationales le fruit de ses économies, ensuite en monnayant cette force productive fournie à d'autres Etats. Ceux-ci consisteront par exemple, en prestations en nature à des conditions avantageuses de matières premières qui manquent au pays d'émigration ou en concessions de garanties politiques exceptionnelles.

Rien ne peut mettre davantage en évidence ces buts et la façon méthodique dont ils sont poursuivis qu'un aperçu de la politique italienne d'émigration considérée par tous comme la politique type d'émigration.

L'Italie est un pays pauvre en ressources naturelles, mais riche en hommes. Cette situation en a fait la plus importante nation exportatrice d'hommes puisqu'à ne considérer que ces sept dernières années, 2.400.000 de ses enfants se sont expatriés (1). Même alors qu'elle ne songeait pas à faire de cette émigration un instrument politique d'expansion colonisatrice, elle en retirait de

(1) Le chiffre exact résultant de statistiques officielles citées dans un rapport présenté au Sénat et à la Chambre des députés italiens, par le ministre des Affaires Etrangères, le 15 mai 1926, est de 2.385.048, se décomposant comme suit :

Pour 1919.....	253.224
» 1920.....	614.611
» 1921.....	201.291
» 1922.....	281.270
» 1923.....	389.957
» 1924.....	364.614
» 1925.....	280.081
Total.....	2.385.048

grands profits du fait de l'importance des fonds qu'adressaient chez eux les émigrants. Seule d'ailleurs cette exportation invisible permettait l'équilibre de sa balance des comptes.

Depuis le début du XIX^e siècle, l'on a vu s'organiser petit à petit la direction et la surveillance de l'émigration, l'instrument essentiel de toute cette politique étant le « Commissariat Royal de l'Emigration ». Rattaché au ministère des Affaires Etrangères, il a la haute main sur tout ce qui touche de près ou de loin au contrôle de l'émigration et à la protection des colonies italiennes établies à l'étranger. A sa tête est placé un Commissaire général, assisté de trois Commissaires adjoints et d'un corps important d'Inspecteurs d'Emigration (1). Il a qualité pour correspondre directement avec toutes les autorités nationales en Italie ou à l'extérieur, avec les services d'Immigration des Etats étrangers et toutes les institutions, nationales ou non, s'occupant de la protection des émigrants italiens (2). Sa remarquable activité s'est étendue aux questions les plus diverses. On peut cependant les ramener à trois chefs principaux :

— Contrôle des départs et valorisation du futur émigrant, afin qu'il soit mieux armé pour la lutte économique en même temps que plus réfractaire à l'assimilation étrangère.

(1) Dépendent également du Commissariat Général de l'Emigration des Comités d'arrondissement et des Comités communaux de l'Emigration qui s'occupent de répandre toutes les informations utiles aux émigrants.

(2) C'est lui qui gère (sous le contrôle d'une Commission permanente composée de trois sénateurs et trois députés), le « fonds d'émigration » destiné à faire face aux dépenses occasionnées par la diffusion de renseignements, la distribution de secours, et l'organisation de la protection des émigrants à l'étranger.

Ce fonds est alimenté surtout par le produit de différentes taxes (taxes sur les patentes, taxes d'embarquement, taxes de recrutement, etc...), des amendes infligées pour contraventions aux lois et règlements sur l'immigration et par le remboursement effectué par les employeurs et Compagnies de navigation, de certains frais engagés par le Commissariat royal (frais d'hébergement et de voyage, traitement des médecins chargés du service sanitaire sur les bateaux d'émigrants, etc...).

— Protection de l'émigrant en cours de voyage par l'exercice d'un contrôle sévère sur les entreprises de transport.

— Protection de l'émigrant à l'étranger en obtenant pour lui le maximum de garanties légales ou contractuelles dont la fidèle observance sera surveillée par les inspecteurs d'émigration, les consuls ou les « attachés d'émigration » (1).

Pour éviter que l'émigrant italien ne devienne la proie de recruteurs clandestins, la législation italienne sur l'émigration, dont la pièce maîtresse est la loi du 13 novembre 1919, donne au seul Commissariat Royal le droit d'autoriser en Italie les opérations, fussent-elles simplement préliminaires, de recrutement d'ouvriers en vue de l'émigration. Les autorisations de ce genre ne peuvent être données qu'à des sujets italiens ; toute entreprise établie à l'étranger doit donc, pour recruter les travailleurs italiens, désigner sur place un mandataire de cette nationalité. Les licences de recrutement ne sont accordées que si la demande donne des indications précises quant au nombre des ouvriers embauchés, à la nature, au lieu d'exécution et à la durée du travail qui leur sera demandé. L'employeur doit également s'engager à donner à l'ouvrier l'assistance médicale, à l'assurer contre les accidents du travail et à le rapatrier dans certains cas déterminés.

Enfin, il doit s'engager à ne pas refuser les bons offices que le consul italien de la circonscription ou les inspecteurs d'émigration offriraient pour régler les litiges survenant entre lui et ses ouvriers. Consuls et inspecteurs seront autorisés à visiter les ateliers et chantiers, les logements des ouvriers et leurs cantines.

Lorsqu'il s'agit d'embauchage pour la France, avec

(1) Les « attachés d'émigration » sont de hauts fonctionnaires attachés à l'ambassade d'Italie dans chacun des pays où ont immigré un nombre important d'Italiens et chargés de suivre toutes les questions relatives à l'installation et à la protection de leurs immigrants dans ces pays.

laquelle l'Italie a signé un traité de travail, les contrats doivent être conformes au modèle fixé par les autorités des deux pays, et visés par elles.

Cet ensemble de mesures de défense, en quelque sorte préventives, du futur émigrant est complété par un effort remarquable de préparation individuelle destinée à valoriser celui-ci. On cherche d'abord à augmenter les connaissances techniques de l'ouvrier qui, émigrant comme manœuvre, gagnerait des salaires sensiblement moins élevés que ceux qu'il peut espérer comme spécialiste, et risquerait partout d'être le premier refoulé en cas d'encombrement du marché du travail. Cet enseignement vise aussi à accroître sa culture générale et notamment la connaissance des principales dispositions des législations étrangères concernant l'émigrant, de façon à ce que ce dernier sache mieux se débrouiller et se défendre une fois parti.

D'après un récent article du *Bolletino della emigrazione* (1), organe du Commissariat Royal, le nombre des cours professionnels pour émigrants, qui ont fonctionné pendant l'année scolaire 1925-26, s'élève à 288, auquel il convient d'ajouter 20 cours spéciaux populaires du soir. La plupart des cours professionnels étaient destinés aux travailleurs du bâtiment. D'autres s'adressaient spécialement aux femmes ; leur programme portait sur les travaux du tissage, les questions d'hygiène, ainsi que sur l'économie rurale et domestique. Tous ces cours ont un caractère essentiellement pratique et la durée en est très variable. Enfin, l'enseignement qu'on y donne est conditionné d'une façon étroite par l'évolution de la demande de main-d'œuvre de diverses catégories sur les marchés du travail à l'étranger. Aussi, le Commissariat Général d'Emigration, constamment tenu au courant des conditions de ces marchés dans les divers pays, a-t-il insisté pour que tous les cours spéciaux fussent organisés directement par lui ou tout au moins placés sous son contrôle immédiat et exclusif.

(1) Analysé par la *Chronique Mensuelle des Migrations* de juillet 1926.

La protection des émigrants en cours de route est assurée, surtout en ce qui concerne les émigrants transocéaniques, par une série de prescriptions auxquelles doivent se conformer les Compagnies de navigation. Ne peuvent être autorisés à délivrer des billets de passage et à assurer le transport des émigrants italiens que les armateurs ayant obtenu une patente spéciale accordée seulement si les bateaux destinés au transport remplissent certaines conditions (1). Afin de réserver le plus possible au pavillon national le transport des émigrants, la loi oblige les Compagnies étrangères, désireuses d'obtenir la patente, à désigner comme mandataire un citoyen italien domicilié en Italie ou une Société italienne légalement constituée.

Des inspecteurs spéciaux accompagnent les émigrants aux frais des Compagnies de transport afin de veiller à ce que toutes les prescriptions de police et d'hygiène soient respectées en cours de route.

Arrivé à destination, le travailleur italien n'est pas abandonné par ses autorités nationales. Comme celles-ci ne sont représentées que par un petit nombre d'agents : consuls, attachés d'émigration, chargés d'affaires, astreints par leurs fonctions diplomatiques à observer une certaine réserve sur le territoire étranger, l'action est menée en grande partie par l'intermédiaire de diverses associations privées dont les deux principales sont l'« Opera Bonomelli » et l'« Umanitaria » (2). La première fondée, comme nous l'avons dit (3), il y a vingt-cinq ans par un prélat italien, est une œuvre catholique

(1) Ils doivent verser pour cette patente 1.000 liras par an et par navire inscrit. On exige de plus d'eux une caution minimum de 30.000 liras.

(2) Auxquels il convient d'ajouter l'« Italica Gens » analogue à l'Opera Bonomelli, mais se consacrant uniquement à la protection des émigrants transocéaniques, alors que l'œuvre Bonomelli ne s'occupe que de l'émigration continentale, et « l'Opera Cardinal Ferrari » qui, de fondation beaucoup plus récente, se préoccupe surtout d'action purement religieuse.

(3) II^e partie, Chapitre V.

qui possède en Italie, mais surtout à l'étranger, de nombreux secrétariats (une trentaine), six hospices et quinze bureaux de correspondance. Les agents de l'œuvre à l'étranger sont des prêtres italiens, qui se consacrent presque exclusivement à la protection matérielle de leurs nationaux et au maintien, dans les petits groupes italiens, dont ils sont l'âme, de l'esprit d'attachement à la patrie (1). L'organe de l'œuvre Bonomelli s'appelle d'un titre significatif *La Patria*.

Signalons, puisque cela nous touche particulièrement, que c'est à l'émigration vers la France que l'Opera Bonomelli consacre la majeure partie de son activité par l'intermédiaire de onze secrétariats (2). A la dernière Assemblée générale de l'œuvre, le rapport de gestion pour 1924-1925 signalait même, avec complaisance, que cette activité en France « a lutté efficacement contre les efforts déployés de plus en plus souvent dans ce pays dans le sens de la dénationalisation et de l'assimilation des immigrés » (3). Bien que ces rapports avec le gouvernement fasciste se soient quelque peu tendus et que la subvention gouvernementale annuelle de 200.000 liras lui ait été supprimée depuis l'année dernière, l'œuvre Bonomelli est encore une entreprise puissante aux fins hautement philanthropiques. Il est seulement regrettable que ses agents apportent à la défense de « l'italianité » de leurs ouailles « une ardeur dont la véhémence leur fait parfois oublier l'intérêt bien compris de ceux-là même qu'ils prennent à cœur de préserver » (4).

Fondée en 1893 à Milan, par le philanthrope israélite

(1) Par la parole, la diffusion de journaux et livres italiens bien choisis, la création de cours de langue italienne, etc...

(2) A Marseille, Chambéry, Annecy, Reims, Lyon, Agen, Lille, etc...

(3) *Opera Bonomelli Rivista mensile dell' Emigrazione*, décembre 1925 et janvier 1926, Milan, citée par la *Chronique Mensuelle des Migrations*, avril 1926.

(4) Maurice Vaussard : *Un Jubilé, le Passé et l'Avenir de l'Œuvre d'Assistance aux Emigrants italiens d'Europe* (Œuvre Bonomelli). *Le Correspondant*, numéro du 25 décembre 1925.

Loria, qui la dota généreusement, l'œuvre « Umanitaria » poursuit des buts voisins de ceux de la « Bonomelli », mais dans un esprit nettement socialiste. Ses initiatives et ses réalisations en France n'ont jamais eu l'importance de celles de l'Opera Bonomelli. Elle y possède cependant plusieurs sections » ; les principales sont celle de Marseille (dont dépendent deux sous-sections locales) et celle de Nancy. Elle se spécialise plutôt dans la préparation de l'émigrant et son assistance pendant les diverses phases du voyage.

Comme autre forme de soutien que l'Italie cherche à donner à ses enfants établis au loin, il faut signaler la création d'organismes financiers ayant pour objet de seconder les entreprises italiennes à l'étranger et de les garder ainsi sous sa dépendance. Le gouvernement italien actuel semble même attacher une importance toute particulière à cette forme d'appui aux émigrés. Par le décret-loi, n° 3.148, du 15 décembre 1923, a été constitué l'« Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro italiano all Estero » (1) (par abréviation l'I.C.L.E.). Cet institut qui a pris la forme de société anonyme par action, au capital de 100 millions de liras, est dirigé par un Conseil de 25 membres dont 21 sont élus par l'Assemblée des actionnaires et 4 sont nommés pour deux ans, par le ministre des Affaires Etrangères sur les propositions respectives des ministres de l'Economie Nationale, des Finances et des Colonies, ainsi que du Commissaire général de l'Emigration (2). Une propagande active et couronnée de succès a été faite auprès des banques populaires, coopératives, monts-de-piété, caisses d'épargne, ainsi que dans les colonies italiennes à l'étranger, pour le placement des actions et obligations de cet institut.

(1) Institut national de crédit pour le travail italien à l'étranger.

(2) Le Conseil élit dans son sein un président, deux vice-présidents et un Comité exécutif de cinq membres, dont celui nommé par le ministre des Affaires étrangères sur la proposition du Commissaire général de l'Emigration.

Le décret-loi dont nous avons parlé, fixe au nouvel organisme les buts suivants :

a) Financer, intégralement ou partiellement, les entreprises de travail ou de colonisation à l'étranger qui emploient uniquement ou en majorité des travailleurs italiens ;

b) Accorder, soit à des sociétés commerciales, soit à des collectivités et à des coopératives italiennes de production, soit encore, mais exceptionnellement, à des colons ou artisans italiens émigrés, des avances pour les cautions ou l'achat de matériel nécessaires pour l'obtention de concessions ou l'exécution de travaux ou de projets de colonisation ;

c) Rassembler des données et renseignements sur les travaux de colonisation à exécuter à l'étranger et procéder à des études d'ensemble ou détaillées sur les entreprises projetées ; encourager les études entreprises à ce sujet et recueillir de la documentation sur le mouvement commercial ainsi que sur la situation des marchés du travail considérée dans ses rapports avec l'emploi de la main-d'œuvre italienne ;

d) Stimuler, intensifier et recueillir les épargnes des italiens émigrés.

A l'occasion de la signature du décret-loi du 15 décembre 1923, M. Mussolini, envoyait au Commissaire Général de l'Emigration une lettre où il précisait qu'en créant l'I.C.L.E., le gouvernement entendait substituer à l'ancienne émigration de forme chaotique, une émigration de travailleurs conscients de leur propre valeur, encadrés de techniciens et de chefs italiens, dont le labeur ne servirait pas uniquement à augmenter les revenus de capitaux étrangers, mais deviendrait un élément actif de la pacifique expansion morale et économique de la patrie italienne, et dont les épargnes seraient complètement protégées. Le président du Conseil ajoutait que tout bon Italien devait avoir à cœur d'apporter sa contribution au nouvel institut étant donnée « l'importance » que présente pour la propagande des idées et des pro-

« duits italiens la constitution de centres d'italianité
« hors du royaume, centres compacts, conscients et
« doués d'une organisation économique » (1).

Tels sont les buts poursuivis par l'Italie et les moyens de réalisation qu'elle développe avec une continuité remarquable.

Non contente d'affirmer de plus en plus les visées ambitieuses, voire conquérantes (2) de cette politique, elle tend à entraîner dans son sillage tous les autres pays d'émigration. C'est à cette fin qu'elle a convoqué en 1922, une « Conférence des pays d'émigration » qui groupa les représentants de toutes les nations exportatrices de main-d'œuvre : Espagne, Pologne, Autriche, Bulgarie, Grèce, etc... Cette conférence s'est séparée après avoir établi un programme général de collaboration des pays intéressés et décidé la création d'un « Comité permanent », qui se réunit régulièrement à Rome, sous la présidence du délégué italien. La constitution de ce Comité est un fait politique de la plus haute importance ; elle vise à réaliser le front unique de tous les pays d'émigration contre ce qu'ils appellent la domination pesante et la force ploutocratique des pays riches en capitaux et matières premières, mais pauvres en hommes.

En fait, l'Espagne et la Pologne pour ne citer que ces deux grands pays à forte émigration, ont calqué sur beaucoup de points l'organisation et les méthodes du Commissariat de l'Emigration italien. C'est ainsi qu'en Pologne, existe un « Office d'Emigration » complété par un « Conseil National d'Emigration ». Ce dernier n'a que voix consultative et c'est l'Office qui est chargé de toutes les questions relatives à l'émigration, au rapatriement et à la protection des émigrants polonais à

(1) *Chronique mensuelle de l'Emigration*, mars 1924 (Informations Sociales, vol. IX, n° 13), p. 518.

(2) Si l'on en juge tout au moins par de nombreux articles de la presse fasciste visant particulièrement quelques territoires de la France métropolitaine ou coloniale et les allusions transparentes de certains discours ou interviews de M. Mussolini.

l'étranger. Comme l'Italie, la Pologne possède à l'étranger ses « attachés d'émigration ». Avec moins d'adresse diplomatique que les italiens, ses consuls, ses instituteurs et même une partie de son clergé, poursuivent les mêmes fins : conservation du sentiment national chez les émigrés et création de véritables colonies polonaises réfractaires à toute assimilation.

Jusqu'à présent d'ailleurs, la Pologne s'est montrée l'élève la plus docile de l'Italie et jamais en France l'action de l'Espagne, de la Tchécoslovaquie et de nos autres pays fournisseurs de main-d'œuvre, ne s'est fait sentir avec la même intensité.

La réaction des pays d'immigration

Intéressés au premier chef par l'afflux de masses étrangères susceptibles, non seulement de désorganiser le marché intérieur du travail, mais encore de mettre en danger l'unité et la sécurité nationales, les pays d'immigration ont été presque tous amenés à contrôler sévèrement l'arrivée chez eux des travailleurs étrangers. Cette surveillance, que l'activité politique des pays d'émigration rend de plus en plus nécessaire a abouti, à des mesures assez différentes, mais que l'on peut classer sommairement en trois groupes :

— Celles qui visent à sélectionner l'émigration en mettant diverses conditions à l'admission de l'étranger à la frontière.

— Celles qui limitent numériquement l'immigration à un taux considéré comme le maximum absorbable chaque année.

— Celles enfin qui ont pour but de combattre la constitution de colonies, d'îlots hétérogènes dans la masse du pays et de poursuivre au contraire l'assimilation et la nationalisation aussi rapide que possible, des étrangers installés à demeure.

Les premières mesures restrictives ont eu pour motif des considérations d'ordre sanitaire et, dans le cours

du XIX^e siècle, la plupart des pays ont été amenés à soumettre à certaines conditions d'ordre médical l'introduction d'étrangers provenant de pays où régnaient à l'état endémique quelques-uns de ces grands fléaux comme la peste ou la lèpre, dont les pays civilisés ont réussi à se débarrasser. Cette sélection sanitaire va sans cesse se perfectionnant ; la liste des maladies ou infirmités qui interdisent aux immigrants l'accès du territoire national est arrêtée d'une façon précise par presque tous les grands pays d'immigration (1), et l'examen médical que doivent subir les nouveaux arrivants, permet de refouler de suite ceux qui ne peuvent être admis. Nous avons eu l'occasion de dire (2) combien la France était en retard sur ce point de la sélection sanitaire, d'une importance première cependant pour l'avenir de la race à laquelle s'amalgameront, tôt ou tard, les nouveaux venus ou leurs descendants.

Signalons que les pays d'immigration ont de plus en plus tendance à pratiquer l'examen médical des émigrants, non plus à l'arrivée, mais au départ du pays d'origine. Cette façon d'opérer, qui présente de gros avantages puisqu'elle supprime à peu près tous risques de refoulement, nécessite l'accord des pays d'émigration. La plupart de ceux-ci comprennent qu'un tel examen préventif, qui ne porte en rien atteinte à leur souveraineté nationale, est conforme à l'intérêt du candidat émigrant, et c'est ainsi que dans de nombreux pays d'Eu-

(1) Ne peuvent entrer au Canada, par exemple les personnes atteintes de tuberculose, sous quelque forme que ce soit, ou de maladie contagieuse ou infectieuse, non plus que celles atteintes d'alcoolisme chronique, de névropathie organique, celles que le médecin certifie atteintes d'infirmité mentale, à un degré tel que leur capacité à gagner leur vie en est réduite; les individus idiots, imbéciles ou faibles d'esprit, les épileptiques, les muets, aveugles ou atteints d'autres infirmités physiques (à moins qu'il soit établi qu'ils ont des ressources garantissant qu'ils ne tomberont pas ultérieurement à la charge de la collectivité), enfin, les personnes souffrant ou ayant souffert d'aliénation mentale. (*Emigration et Immigration*, publication du B. I. T., II^e Partie, chapitre II, § 5.)

(2) I^{re} Partie, chapitre V.

rope, des médecins attachés aux consulats américains donnent un avis favorable ou non aux demandes de visa présentées par ceux qui désirent se rendre aux Etats-Unis (1). Nous savons, d'autre part, que les délégations de la Société Générale d'Immigration attachent la plus grande importance à la sélection sanitaire lorsqu'elles embauchent en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, etc... les nombreux travailleurs qu'elles fournissent à l'industrie et à l'agriculture françaises.

Aux conditions sanitaires, la plupart des pays ont été amenés à en ajouter d'autres relatives soit à la protection des travailleurs nationaux, soit à la sélection morale, soit à la sécurité nationale. Le remarquable ouvrage sur les différentes législations d'émigration et d'immigration que le Bureau International du Travail a publié il y a quatre ans (2) donne pour chaque Etat l'énumération de ces prescriptions restrictives. Nous ne saurions les énumérer toutes ici ; signalons cependant que la plupart des pays d'immigration refusent l'accès de leur territoire aux criminels de droit commun, aux prostituées ou personnes vivant de la prostitution, à celles qui n'ont pas de moyens légitimes d'existence. Beaucoup le refusent aussi aux anarchistes, aux personnes qui « troublent ou cherchent à bouleverser » l'ordre social ou politique par la violence », à celles « qui préconisent l'assassinat des fonctionnaires publics » ou « la destruction illégale de la propriété » (Etats-Unis). Enfin, certains pays n'admettent que les immigrants présentant un minimum d'instruction. C'est ainsi

(1) Des médecins du Service de l'Hygiène Publique des Etats-Unis ont été ainsi attachés en qualité de conseillers techniques à différents consulats américains en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège et en Pologne.

On estime que par suite de la généralisation de ce système, 71 % du nombre total annuel des émigrants d'Europe vers les Etats-Unis, tombant sous le coup de la loi du 2 % dont nous parlerons plus loin, feront l'objet d'un examen médical approfondi avant leur départ pour l'Amérique.

(2) *Emigration et Immigration. Législation et traités*. B. I. T., Genève 1922.

que, conformément à une loi de 1919, ne peuvent débarquer au Canada les étrangers ayant plus de quinze ans, physiquement capables de lire et qui pourtant ne savent lire ni l'anglais, ni le français, ni aucune autre langue ou dialecte. De même aux Etats-Unis, où cette condition s'applique à tous les immigrants âgés de plus de seize ans.

Nous n'avons rien en France dans nos textes législatifs, qui nous permette d'opérer une sélection morale ou intellectuelle, mais en période de crise industrielle ou de chômage, l'application des décrets et de certaines dispositions des traités internationaux que nous avons analysés plus haut nous permettrait de refuser la délivrance du sauf-conduit et de la carte d'identité et, par suite, de refouler ceux des travailleurs étrangers auxquels nous ne pourrions plus fournir un emploi.

La sévérité croissante des conditions restrictives ne suffisant pas à endiguer le flot par trop important de l'immigration dans certaines régions, les pays intéressés ont été conduits à compléter ces premières mesures par d'autres aboutissant à la limitation du nombre des immigrants à admettre chaque année.

Brutale, parce qu'elle ne peut tenir compte de la multiplicité des cas particuliers et qu'elle aboutit parfois à des solutions inhumaines, moins rationnelle que la subordination de l'admission à un choix qu'il est toujours possible de rendre aussi restrictif qu'on le veut, la limitation numérique n'a été franchement adoptée jusqu'à ce jour que par les Etats-Unis. Il est vrai qu'ils se trouvaient dans une situation exceptionnelle, puisqu'ils recevaient au lendemain de la guerre plus de la moitié des émigrants transocéaniques des autres pays du monde.

C'est l'Act du 19 mai 1921, dit « Bill Dillingham », qui a posé la première restriction de ce genre en spécifiant que le nombre d'immigrants de chaque nationalité admis dans une année aux Etats-Unis ne pourrait dé-

passer 3 % du nombre d'étrangers de cette nationalité y résidant lors du dernier recensement fait avant la guerre : celui de 1910. On devine l'émoi soulevé dans les pays d'émigration par une telle mesure et les nombreuses réclamations qu'elle suscita. Mais, loin de revenir sur ce bill, et trouvant au contraire que la limitation n'était pas assez accentuée, le Sénat et la Chambre des représentants américains votèrent un nouveau texte : la loi du 26 mai 1924, qui limite le contingent annuel d'immigrants de chaque nationalité à 2 % du nombre des personnes de même origine résidant sur la partie continentale du territoire des Etats-Unis d'après le recensement de 1890 (1).

Diminution du pourcentage et application de celui-ci aux chiffres de recensement de 1890, date à laquelle le nombre des étrangers résidant aux Etats-Unis était bien moindre qu'en 1910, ont abaissé beaucoup le contingent total des émigrants admissibles chaque année aux U.S.A. Mais surtout, certaines nationalités sont bien plus touchées que d'autres, car la proportion du nombre de ce que l'on appelle aux Etats-Unis les « nouveaux immigrants », c'est-à-dire ceux provenant de l'Europe méridionale et orientale (2) était bien moindre en 1890 qu'en 1910. C'est d'ailleurs à cause de cela que le recensement de 1890 a été pris comme base (3). La théorie — l'on pourrait presque dire le dogme — de la supériorité des races nordiques, est très généralement admise aux Etats-Unis (4), et c'est pour assurer aux émigrants de

(1) Si, à une époque quelconque, après l'entrée d'un immigrant aux Etats-Unis, il est établi qu'il n'aurait pas dû être admis parce qu'il ne remplissait pas toutes les conditions requises, cet immigrant devra être expulsé.

(2) Par opposition aux « anciens immigrants », anglo-saxons, bataves et scandinaves.

(3) C'est ainsi que, depuis 1924, le contingent annuel de l'Italie est réduit à 3.912, alors qu'il était de 42.057 d'après la loi de 1921. Ceux de la Russie, de la Roumanie et de la Grèce passent respectivement de : 21.613 à 1.992, de 7.419 à 638 et de 5.786 à 880.

(4) Voir notamment à ce sujet dans la *Revue Internationale du Travail*, volume VIII, n° 4, octobre 1923, page 624, l'analyse de plusieurs ouvrages américains relatifs à cette question.

ces races un traitement de faveur par des voies détournées que l'on a imaginé de se référer à un dénombrement qui date de près de quarante ans.

C'est donc une véritable sélection ethnique, que les Etats-Unis opèrent par l'application de ce texte, qui semble ne viser que la restriction numérique. Ceci est d'autant plus marqué, qu'aux termes de cette même loi, ne sont admissibles aux Etats-Unis que les immigrants susceptibles d'acquérir ultérieurement la qualité de citoyens américains, ce qui a pour effet d'interdire complètement l'immigration des Japonais, seuls Asiatiques, dont l'introduction en Amérique n'avait pas été prohibée par des textes législatifs précédents, mais seulement limitée par l'accord américano-japonais de 1908, connu sous le nom de « Gentlemen's Agreement ».

Si la loi de 1924 est très sévère, il convient cependant de noter que certaines catégories d'immigrants échappent à la règle du pourcentage. On les appelle les « non-quota immigrants » ; ils comprennent les femmes et enfants mineurs de citoyens américains, les étrangers retournant aux Etats-Unis après un court voyage à l'extérieur ; les immigrants nés sur les territoires du continent américain ; enfin les ecclésiastiques, professeurs et étudiants. Ces derniers toutefois ne sont autorisés à séjourner que temporairement aux Etats-Unis, surtout s'ils n'appartiennent pas à la race blanche.

Signalons enfin qu'à partir du 1^{er} juillet 1927, le décompte du contingent annuel d'immigrants admissibles pour chaque nationalité se fera d'une autre façon : il sera égal au « nombre qui est à 150.000 ce que le nombre d'habitants de même nationalité résidant sur le territoire continental des Etats-Unis en 1920 est au nombre d'habitants qui résidaient sur le même territoire en 1920 » (1), mais le contingent minimum d'immigrants

(1) La nationalité continuera à être déterminée par la considération du pays de naissance.

L'origine nationale sera établie, précise la section 11 de la loi en question, en déterminant aussi exactement que possible pour chaque région qui doit être traitée comme un pays séparé « le

d'une nationalité quelconque ne sera pas inférieur à cent (1).

C'est aux Etats-Unis encore qu'il nous faut aller chercher les exemples les plus frappants d'une politique méthodique d'assimilation. Lorsque l'immigration y prit dans la deuxième moitié du XIX^e siècle l'essor formidable qui eut pour effet d'introduire sur le territoire de cet état vingt-deux millions d'étrangers de 1860 à 1910, les Américains de vieille souche comprirent qu'ils seraient débordés s'ils ne mettaient pas au premier rang de leurs préoccupations nationales celle de « l'américanisation » de ces millions d'éléments ethniques les plus divers. C'est donc vers l'assimilation rapide, devant normalement aboutir à la complète nationalisation, qu'ils tendirent leurs efforts.

Le premier objectif visé fut l'élimination aussi complète que possible des races que l'expérience prouvait devoir être réfractaires à l'assimilation, c'est-à-dire les races jaunes auxquelles fut interdit l'accès du sol américain. Cependant, jusqu'à la loi de 1924, les Japonais n'étaient pas mis tout à fait au même rang que les autres Asiatiques ; mais, à l'heure actuelle, tous sont privés du droit de se fixer à demeure aux Etats-Unis.

Si, aux Etats-Unis, tout enfant né sur le territoire national est de ce fait citoyen américain, ne peuvent être naturalisés que les étrangers appartenant à la race blanche ou de naissance africaine (2). De plus, la plu-

« nombre d'habitants dont l'origine de par la naissance ou l'ascendance peut être attribuée à cette région ». « Cette détermination se fera non pas en recherchant les ascendants ou les descendants d'individus particuliers, mais sera basée sur les statistiques d'immigration et d'émigration combinées avec les taux d'augmentation de la population déterminés par les recensements décennaux des Etats-Unis et toutes autres données jugées dignes de confiance. »

(1) Ce minimum de 100 est déjà celui au-dessous duquel ne peut descendre le contingent déterminé par la règle du 2 %.

(2) La Constitution de 1790 limitait le privilège de la naturalisation aux « blancs libres » ; mais en 1870, ce privilège a été étendu « aux étrangers de naissance africaine et aux personnes « de descendance africaine ».

part des Etats de la fédération américaine ont voté depuis quelques années des « alien land laws » stipulant que, seuls les étrangers éligibles à la naturalisation pouvaient acquérir une propriété foncière, prendre des intérêts dans des exploitations agricoles ou louer des propriétés à bail pour une fin agricole (1).

Se rendant compte que c'est par l'école que peut surtout se réaliser l'assimilation qui est essentiellement une question de communauté de langue et de culture générale, les Etats-Unis ont rendu obligatoire pour les enfants étrangers la fréquentation des écoles publiques (2). Il existe de plus, dans ce pays, un « service d'information des personnes de langue étrangère », dont le but est de familiariser ces personnes avec les lois et les institutions des Etats-Unis, en les leur expliquant par des conférences ou des articles en différentes langues.

Les Etats-Unis ont pris soin aussi de toujours limiter l'intervention des consuls étrangers aux seules questions auxquelles les usages internationaux leur donnent le droit de se mêler. Enfin, le clergé national a eu, à certains moments (surtout en 1890 et 1891) à combattre énergiquement les prétentions de certains noyaux étran-

(1) La première loi de ce genre fut promulguée en 1913 par l'Etat de Californie. Elle a été remplacée par une autre plus sévère le 2 novembre 1920. Depuis, l'exemple de la Californie a été suivi par les Etats de l'Arizona, de Delaware, de Nebraska, du Colorado, du Texas, de New-Mexico et de Washington (Prew Savoy. *La question japonaise aux Etats-Unis.*)

(2) Cependant sont autorisées aux Etats-Unis les « language schools », c'est-à-dire les écoles où l'enseignement est fait en langue étrangère, mais elles sont étroitement surveillées. En Californie notamment, une loi de 1921 oblige les personnes qui veulent diriger une telle école à obtenir au préalable l'autorisation du département de l'Instruction publique. Cette autorisation n'est accordée qu'à celles qui ont une connaissance suffisante de l'idéal de l'histoire et des institutions américaines et qui savent parler, lire et écrire l'anglais.

Les directeurs et professeurs sont tenus de s'engager par écrit à essayer de faire de leurs élèves de bons et loyaux citoyens américains. Les programmes et livres scolaires sont fixés par le département de l'Instruction publique. (Wurtz. *La Question de l'Immigration aux Etats-Unis*, Paris 1925.)

gers (colonies allemandes surtout) qui s'agitaient sans trêve pour obtenir du Vatican la nomination d'évêques étrangers. Le nom du cardinal Gibbons restera attaché à cette lutte qui se termina pour lui par un complet triomphe en juillet 1891 (1).

Bref, à l'heure actuelle, les Etats-Unis poursuivent, avec la franchise un peu brutale qui les caractérise, une politique d'assimilation très nette et bien souvent explicitée dans les harangues ou rapports officiels et privés. M. Sydney Gulick, secrétaire du « National Committee for Constructive Immigration Legislation », la définissait par exemple en 1921 en écrivant « nous ne devons « admettre chaque année dans le pays que le nombre « d'immigrants que nous pouvons assimiler et américaniser, et auxquels nous pouvons fournir un travail sain « et régulier, sans abaisser le niveau de vie et de travail « américains (2) ». Plus récemment, comme conclusion d'une enquête sur l'immigration, le ministre du Travail américain parlant des buts de sa politique, déclarait vouloir n'admettre « que ceux — disait-il — qui sont « décidés à se créer un foyer parmi nous, à lier leur sort « au nôtre, dans les bons comme dans les mauvais « jours, à soutenir les institutions américaines et surtout à fonder une famille, car c'est sur la famille que « repose en dernier ressort l'ordre social » (3).

Les mêmes directives s'imposent, par la force même des choses, à la plupart des pays d'immigration, bien qu'il importe de distinguer parmi ceux-ci deux catégories. Les uns n'ayant besoin que d'un appoint de main-d'œuvre représentant un pourcentage assez faible de leur population, se préoccupent de ne laisser entrer que les éléments qui correspondent le mieux à leurs besoins économiques et à leur caractère ethnique. Le

(1) Lire à ce sujet dans le numéro de mars 1926, de *L'Etranger Catholique en France*, l'article intitulé « Comment le Cardinal Gibbons a écarté le danger de la colonisation allemande aux Etats-Unis ».

(2) *The Nation*, New-York, 2 février 1921, citée par la *Revue Internationale du Travail*. Volume V, n° 1, janvier 1922, p. 119.

(3) *Revue Internationale du Travail*, Volume VIII, n° 2, août 1923, p. 277.

autres sont ceux qui, en raison de l'importance considérable de leurs besoins actuels, s'inquiètent moins encore du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif. Les Etats-Unis, le Canada et même l'Argentine et l'Australie se rangent dans la première catégorie. Le Brésil, au contraire, se trouve dans le deuxième cas ; aussi le but essentiel de sa politique est-il jusqu'à présent de faciliter par tous les moyens l'entrée d'hommes valides qui se fixent dans le pays et soient capables de travailler et de produire, quelle que soit la race à laquelle ils appartiennent. Les grands Etats agricoles brésiliens comme ceux de São-Paulo et de Minas-Geraes, donnent par exemple toutes sortes de garanties et de faveurs particulières aux colons et travailleurs agricoles (concessions foncières, crédits, fournitures de cheptel, etc...) .Notons cependant que le président de ce dernier Etat, M. Mello.Vianna, précisait dans son message au Congrès de Minas-Geraes, le 14 juillet 1925, qu'il convenait d'accorder une préférence aux émigrants de race blanche dont les conditions biologiques, sociales et religieuses se rapprochent de celles qui dominent dans la population brésilienne. Il ajoutait que l'on devait prendre des précautions pour éviter que l'immigration ne constitue dans telle ou telle région, des agglomérations étrangères compactes qui créeraient « des kystes dans la nationalité brésilienne » et que l'on pourrait même avoir à envisager dans l'avenir « la limitation ou l'interdiction par un acte de souveraineté nationale de l'immigration de certains éléments ethniques ». Il est probable que ces paroles visaient les Chinois et les Japonais, qui semblent vouloir coloniser certaines régions du Brésil, comme ils ont fait jadis en Californie.

Quant à la France, qui se classe à l'heure actuelle au second rang des grands pays d'immigration, par l'importance du nombre des étrangers qu'elle reçoit chaque année, elle est en train de passer de la catégorie des Etats à immigration quantitative à celle des pays que préoccupe surtout le choix des éléments introduits. Bien

que ses besoins de main-d'œuvre, particulièrement de main-d'œuvre agricole, soient encore très importants, l'afflux d'immigrants pendant ces dernières années a comblé les vides les plus pénibles. De plus en plus donc, elle devra s'attacher à sélectionner qualitativement les immigrants. Nous examinerons plus en détail au chapitre suivant quels peuvent être les principes et les instruments de réalisation de sa politique d'immigration.

*Comment tenter de concilier les diverses politiques
de migrations ?*

Ces deux politiques des pays qui exportent et de ceux qui reçoivent l'émigrant sont-elles irrémédiablement opposées ? Est-il possible au contraire de trouver un terrain de conciliation des différents points de vue nationaux ? C'est une des plus graves questions qui se posent en matière de politique internationale. Si, au-dessus de chacun des intérêts nationaux, on considère l'ensemble de l'émigration dans le monde et ses liens étroits avec l'instauration de la paix, on doit bien reconnaître, en effet, qu'un effort général vers une meilleure organisation des échanges démographiques est un des buts dont la poursuite présente à l'heure actuelle un intérêt de premier plan.

Ce que nous avons dit des visées de la plupart des pays d'émigration et des réactions nécessaires des pays récepteurs pour la défense de leur cohésion nationale et du niveau de vie de leurs travailleurs, nous permet de mesurer la grandeur du fossé qui sépare ces deux positions.

Si les deux groupes de nations devaient continuer à légiférer sur la matière dans la plénitude jalousement défendue de leur souveraineté nationale, la solution serait impossible. Toujours les intérêts continueraient à se heurter, et de cette opposition les migrants « tour « à tour saisis et perdus par toute une série de législations nationales diverses » (1) feraient tous les frais.

(1) W. Oualid. *Les Solutions internationales du problème de l'Emigration*. Semaine de conférences sociales de Madrid, 1924.

C'est donc seulement par la voie de conventions bi ou multi-latérales que pourra s'opérer le règlement de la plupart des questions visant le contingentement des migrants, leur protection et les mesures d'assistance qu'ils peuvent requérir. Les pays intéressés, en particulier le nôtre, semblent entrer résolument dans cette voie, et ceci est un élément rassurant pour l'avenir. De larges traités comme ceux que la France a signés avec l'Italie et la Pologne, montrent tout ce que peut donner de garanties aux deux pays, et plus encore aux migrants eux-mêmes, en ce qui concerne leur recrutement et leurs conditions d'emploi, des textes internationaux de ce genre. Ainsi que nous l'avons vu à propos de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France, de tels accords ne suffisent cependant pas toujours à aplanir toutes les difficultés que créent les exigences excessives de certains immigrants et les charges parfois trop lourdes qu'ils imposent à notre pays.

C'est aussi, et surtout nous semble-t-il, dans une plus saine compréhension, d'abord du caractère essentiellement économique des phénomènes migratoires, ensuite de l'intérêt individuel propre de l'émigrant, qu'il faut chercher la possibilité d'une conciliation, sur le plan international des différentes politiques particulières. Nous avons l'impression que ce caractère économique des migrations tend parfois à être fâcheusement relégué au second plan par ceux-là mêmes qui ont à prendre les décisions les plus importantes et qu'hypnotise l'aspect politique et démographique de ces phénomènes. Pourtant, il n'est guère besoin d'insister sur ce fait que si certaines émigrations sont motivées par des causes étrangères aux nécessités de la lutte pour la vie (lorsqu'elles sont dues, par exemple à des troubles politiques ou sociaux), l'importance de ces mouvements est de second ordre par rapport à ceux qu'entraînent les crises industrielles ou le déséquilibre économique persistant dans certains pays. En tous cas, c'est toujours et uniquement des considérations d'ordre économique qui dé-

terminent les pays d'immigration à se montrer plus c
moins accueillants au flot humain qui déferle à leur
frontières.

Si donc l'unique objet des hommes d'Etat en matière
de politique migratoire était, ce qu'il devrait être, de
chercher à pallier aux répercussions cruelles des désé-
quilibres économiques sur la masse des travailleurs par
une meilleure correspondance des richesses naturelles
et de la force productive, combien leur entente en serait
facilitée ! Ceci n'entraînerait pas d'ailleurs l'abstraction
impossible et indésirable de tous les sentiments d'atta-
chement naturel à la terre natale, mais bien par contre
celle de toutes les petites rivalités politiques et des visées
d'ambitieuse expansion. La sélection professionnelle et
sanitaire des émigrants au départ, afin de leur éviter tout
déboire ultérieur, serait généralisée ; mais par ailleurs
la limitation ou le contingentement des pays d'immigra-
tion, se montrant plus souples, fonction seulement de
l'état du marché du travail et des nécessités supérieures
de la sécurité nationale, n'auraient plus rien de tracas-
sier, ni de vexant pour les migrants.

Et c'est, en définitive, l'intérêt de ceux-ci que l'on de-
vrait toujours prendre en considération plus qu'on ne
le fait de part et d'autre en général, car leur patrie voit
surtout en eux les pionniers dont on espère qu'ils cons-
titueront à l'étranger de véritables colonies au sens
romain du mot, en même temps que les épargnants, dont
les pénibles économies doivent obligatoirement prendre
le chemin des caisses de l'Etat et assurer le succès des
emprunts nationaux. Quant aux pays d'immigration,
beaucoup n'appréciant pas à sa juste valeur l'enrichisse-
ment réel que crée l'afflux d'une abondante main-d'œu-
vre ont peut-être tendance à lui mesurer trop chiche-
ment la protection de leurs lois sociales ou la satisfac-
tion de certains intérêts moraux légitimes.

Cette meilleure compréhension du caractère des mou-
vements migratoires pour aboutir à la conclusion de

conventions internationales ne pourra s'obtenir qu'en multipliant les échanges d'informations et les occasions d'études en commun des problèmes qui nous préoccupent. Seuls, de grands organismes internationaux, comme la Société des Nations et plus encore, le Bureau International du Travail, sont qualifiés pour entreprendre cette tâche. Ils peuvent d'ailleurs être puissamment secondés par des associations privées internationales, comme celle « pour la protection légale des travailleurs » dont l'activité s'est montrée si heureusement novatrice depuis ses débuts.

Est-ce à dire que le Bureau International du Travail, par exemple, doit prendre en mains l'organisation effective des mouvements migratoires ? Nous ne le croyons pas, car il se heurterait tout de suite à l'opposition des principaux intéressés, ne voyant là qu'une menace pour leur indépendance et une atteinte à leur souveraineté. L'expérience de ces dernières années prouve qu'à vouloir trop réglementer dans le domaine international, on provoque infailliblement des réactions allant à l'encontre du but poursuivi. Mais ce que le B.I.T. est admirablement et seul bien placé pour faire avec sa « Section d'émigration » et sa « Commission permanente d'émigration » (1), c'est poursuivre le perfectionnement des échanges réguliers de statistiques et informations de toutes sortes, relatives aux migrations. Cet échange, quoique certains en aient dit, loin de présenter aucun inconvénient, est de nature à permettre l'étude objective et approfondie de phénomènes trop longtemps abandonnés au seul jeu des circonstances. Au B.I.T. également, il appartiendra de coordonner les diverses initiatives et de jeter petit à petit les fondements d'un véritable Code international des Migrations avec les matériaux fournis par l'élaboration contractuelle de conven-

(1) Qui, instituée en 1925, poursuit l'œuvre ébauchée par la « Commission Internationale de l'Emigration », réunie à Genève du 2 au 11 août 1921, et dont les travaux ont guidé la plupart des débats institués au cours des Conférences Internationales du Travail ultérieures sur des questions relatives aux migrations.

tions particulières. Il pourra utilement aussi appuyer de sa haute autorité et de sa documentation exceptionnelle la convocation de conférences internationales relatives aux migrations, telles que celle qui s'est tenue à Rome du 15 au 31 mai 1924 et qui doit se réunir pour la deuxième fois à La Havane (Cuba) en 1927.

Mais si le Bureau International du Travail doit se cantonner dans un rôle, d'ailleurs éminent, de conseiller et d'agent coordinateur, ne pourrait-il être complété par un autre organisme s'occupant de réaliser effectivement cette sorte de compensation démographique entre les différents Etats que représentent les mouvements migratoires ?

C'est cette idée, à peine ébauchée par certains (1) et d'une façon plutôt théorique jusqu'à ce jour, qu'est en train de réaliser la création de la « Société Internationale de Migrations » (par abréviation la S.I.M.). En gestation depuis un an, la S.I.M. a été définitivement constituée sous forme de société anonyme, régie par la loi helvétique en août 1926. Société privée, dont les premiers capitaux sont fournis par des groupes français, allemands, hollandais, belges et suisses, elle a cependant pour objectif de devenir un organisme international de technique migratoire, travaillant en connexion avec les gouvernements des divers Etats, à peu près de la même façon dont fonctionne en France la Société Générale d'Immigration, en liaison avec le gouvernement français et sous son contrôle. C'est d'ailleurs les résultats obtenus par cette dernière avec ses méthodes techniques si nouvelles d'embauchage sélectionné et de placement qui ont inspiré l'idée de transposer cette organisation dans le plan international.

C'est donc l'initiative privée que cherche là encore à

(1) Voir par exemple dans le *Bulletin Mensuel du Comité d'Action pour la Société des Nations*, numéro du 1^{er} avril 1925 (Supplément N° 3), l'avant-projet de M. Joseph Sainz « relatif à la création d'un Bureau International d'Emigration sous les auspices de la Société des Nations » et la critique de ce projet par le professeur W. Oualid.

réaliser une grande œuvre, dont la portée économique et sociale peut être considérable.

Patronnée par d'importants groupements d'employeurs, quelques banques et de puissantes Compagnies maritimes, qui lui fourniront les moyens financiers indispensables, la Société Internationale de Migrations bénéficiera sans doute de la protection ouverte des gouvernements de la plupart des grands pays d'émigration et d'immigration, qui verront avec raison en elle un organisme susceptible de servir à la fois les intérêts des uns et des autres, en se plaçant justement sur le seul terrain de l'échange économique rationnel des forces de travail. Enfin, de même qu'il a utilisé la collaboration de la Société Générale d'Immigration pour le placement des réfugiés russes et arméniens, il est probable que le Bureau International du Travail pourra se servir à l'avenir de la S.I.M. pour faciliter les grands transferts migratoires. Quant à ses cadres d'exécution, la S.I.M. les trouvera dans les services de sélection d'embauchage et de transports que la Société Générale d'Immigration possède, comme nous l'avons vu (1), dans les principaux pays d'Europe (sauf en Italie). Le personnel spécialisé, les traditions existent déjà ; il suffira de les utiliser en les élargissant au besoin.

La Société Internationale de Migrations, dans laquelle nous nous plaçons à reconnaître le développement d'idées et d'institutions françaises, part donc sous les plus heureux auspices et avec les meilleurs instruments de travail. Puisse-t-elle, complétant par un excellent mécanisme technique de réalisation la puissance d'éducation et de progrès social que représente le Bureau International du Travail, aider efficacement, elle aussi, à une meilleure distribution dans le monde, des travailleurs en quête de moyens d'existence.

(1) I^{re} Partie, chapitre IV.

BIBLIOGRAPHIE

- Bureau International du Travail. *Emigration et Immigration. Législation et Traités*. Genève 1922.
- W. OUALID. — *L'Emigration moderne et les solutions internationales des problèmes l'Emigration*. Semaine de conférences sociales de Madrid, 1924. (Publication de la Sociedad para el Progreso de la Legislacion del Trabajo, série II, N° 2, Madrid)
- W. OUALID. — *La Première Session de la Commission Internationale de l'Emigration*. Bulletin N° 54, d'octobre 1921, de l'Association française pour la Lutte contre le Chômage et pour l'Organisation du Marché du Travail.
- W. OUALID. — Examen critique de l'avant-projet de M. J. Sainz « relatif à la création d'un Bureau International d'Emigration et d'Immigration sous les auspices de la Société des Nations ». Supplément au *Bulletin Mensuel du Comité d'Action pour la Société des Nations*, numéro du 1^{er} avril 1925.
- CHANDÈZE. — *De l'Intervention des Pouvoirs Publics dans l'Emigration et l'Immigration au XIX^e siècle*. Thèse, Paris, 1898. Paul Dupont, imprimeur.
- Yves RODET. — *L'Immigration des Travailleurs Etrangers en France*. (Chapitre I), Thèse, Paris 1924. Editions et publications contemporaines.
- Pierre WURTZ. — *La Question de l'Immigration aux Etats-Unis. Son état actuel*. Thèse, Paris 1925. Dreux et Schneider, éditeurs.
- Prew SAVOY. — *La Question Japonaise aux Etats-Unis*. Thèse, Paris 1924. De Boccard, éditeur.
- Robert F. FOERSTER. — *The Italian Emigration of our Times*. Harvard University Press. Cambridge, 1919.
- H. DU PASSAGE. — *Le Problème de l'Immigration. Etats-Unis et Japon*. Revue *Etudes*, numéro du 20 août 1926.
- Revue Internationale du Travail*, Genève.
Informations sociales, Genève.
L'Etranger Catholique. Editions Spes, Paris.
- Informations et extraits de presse étrangère du *Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère*, Paris.

CHAPITRE II

LES ÉLÉMENTS D'UNE POLITIQUE FRANÇAISE D'IMMIGRATION

Les buts

L'aperçu que nous avons donné des actions et réactions déterminant l'attitude nationale des divers pays en matière migratoire, nous permet de pressentir ce que sera, par la force même des choses, notre politique d'immigration.

Pour concilier les nécessités économiques avec les exigences de la sécurité nationale, que peut-elle être en effet sinon une œuvre méthodique de sélection, de contrôle et d'assimilation ? Qu'on le veuille ou non, tels sont bien les trois axes qui orientent nécessairement toute politique constructive d'immigration. La vie et le développement d'une nation ont leurs lois presque aussi inéluctables que les lois biologiques régissant tous les corps organisés. Nul gouvernement, digne de ce nom, ne peut, sans aller à l'encontre de ces lois, se dispenser d'apporter tous ses soins au choix, à la surveillance, enfin à l'incorporation intime des éléments étrangers introduits dans le corps de la nation.

Mais, selon les conditions particulières de chaque pays, la réalisation de ces fins nécessaires peut varier. Nous voudrions essayer de dégager, comme conclusion de cette étude sur la main-d'œuvre étrangère chez nous, les éléments cardinaux de ce que doit être, à notre sens, une sage politique française d'immigration.

Cette politique est dominée par une double nécessité économique et démographique. Si nous sommes conduits à « importer » tant d'étrangers, c'est que l'obligation

de développer notre production de richesses de toutes sortes s'impose plus impérieuse encore à nous depuis la guerre, puisque seule elle permettra de rétablir un équilibre financier qu'a si profondément bouleversé le renversement de notre situation de pays « banquier du monde » en pays chargé d'une lourde dette extérieure (1). Pour cet essor de la production, nos pertes humaines de guerre et la faiblesse de notre natalité sont un lourd handicap ; l'immigration peut seule y remédier, au moins en partie.

Cependant, parce que cet aspect démographique de l'immigration semble retenir davantage l'attention de beaucoup de nos compatriotes, peut-être n'est-il pas inutile de se mettre en garde contre certaines illusions dangereuses à ce sujet. Notre politique d'immigration ne peut être, en effet, qu'accessoirement, une politique de repopulation. Ceci résulte de ce que ce sont en réalité les seules conditions de la production qui règlent le nombre, la qualification et même souvent l'origine des immigrants. Ce ne sont pas d'abord des considérations démographiques et ethniques qui ont poussé à la recherche de nouvelles sources de main-d'œuvre, mais bel et bien les nécessités économiques. Malgré que nos pertes de guerre et la diminution inquiétante de notre natalité nous laissent dangereusement anémiés à côté de voisins prolifiques, ce n'est pas dans un but politique et défensif que nous avons réussi à attirer chez nous deux ou trois cent mille travailleurs étrangers par an depuis 1920, mais bien parce que nos ressources naturelles et la reprise de notre industrie offraient aux chômeurs de la plupart des pays d'Europe, un travail assuré et bien rémunéré. Si demain une crise grave se déclanchait qui compromette la situation, nous serions bien obligés, comme en 1921, de réduire au minimum toute immigra-

(1) Lire à ce sujet la leçon magistrale du P. Danset : « Comment la politique de production est dominée par le problème de la main-d'œuvre », à la Semaine Sociale de Grenoble (XV^e Session, 1923).

tion, quelle que puisse être, à ce même moment, la ridicule faiblesse de notre natalité par rapport à celle d'un pays qui nous entourent.

Pourquoi ne pas ajouter d'ailleurs que l'immigration ne peut avoir pour fin première d'écarter le péril national de la dépopulation, d'abord parce qu'elle ne constituerait alors qu'un remède passager et dangereux, ensuite parce que si, moralement et politiquement, il est désirable que la force démographique française s'accroisse, il existe bien d'autres moyens plus naturels, plus efficaces que l'immigration pour revenir à un accroissement de population normal de trois à quatre cent mille âmes par an.

Il est trop vrai, hélas ! que l'état quasi-stationnaire de notre population, sur un territoire qui pourrait en nourrir une beaucoup plus abondante, pose un redoutable point d'interrogation quant à notre avenir national, car « les dépressions démographiques risquent de « déchaîner les guerres, comme les dépressions atmosphériques déchaînent les tempêtes. » (1) Compter cependant sur l'immigration pour assurer l'avenir et enrayer le fléau menaçant de la dépopulation c'est, à notre avis, faire appel à l'une de ces « solutions de paresse » vers lesquelles beaucoup ont une tendance invincible à se tourner dès que surgit quelque grave problème d'ordre politique, financier ou démographique qu'ils voudraient voir résolu par l'application d'une formule magique dispensatrice de l'effort personnel. De 1922 à 1925 inclus, soit en quatre ans, l'excédent des naissances sur les décès n'a été en France que de 300.000 en chiffres ronds. Pendant ce même laps de temps, notre population s'est accrue de plus d'un million d'immigrants, donc de trois à quatre étrangers adultes au minimum pour un Français nouveau-né. Même si l'on n'attache qu'une

(1) B. Nogaro. Le Budget du Travail. — Politique de Natalité. Politique d'Immigration. — Discours à la Chambre des députés le 17 décembre 1924. (Débats parlementaires. *J. O.* du 18 décembre 1924).

importance médiocre à la permanence de la race, permanence toute relative quand il s'agit d'une nation comme la nôtre, où se sont mêlés et continuent à se croiser les sangs les plus divers, l'on ne peut évoquer sans une inquiétude justifiée cette proportion de un à quatre de l'importance relative des éléments français et étrangers dans notre croissance démographique. Si réelles et même si exceptionnelles que soient les vertus assimilatrices de notre pays, un afflux d'immigrants se poursuivant dans de telles conditions ne serait plus, pour reprendre une expression très vivante : un « facteur de renouvellement mais une force de substitution. » (1)

Enfin, il n'est plus permis par ailleurs, après le succès de quelques probantes initiatives, de se montrer sceptique sur les résultats certains que l'on peut obtenir quant au relèvement de la natalité par la mise en œuvre *concomitante* de la multiplicité des moyens moraux et matériels, bien souvent énumérés par ceux qui ont traité de cette question importante entre toutes.

Cependant, l'immigration contrôlée peut et doit trouver sa place, surtout après de terribles saignées comme celles de la guerre, dans une politique générale de population. Mais, cette dernière doit avoir de plus larges horizons et ne pas compter d'abord sur un puissant apport étranger, utile mais combien dangereux et aléatoire, pour opérer seul le redressement démographique qui s'impose sans que l'on paraisse encore bien décidé à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

Il n'en reste pas moins qu'en attendant ce ressaisissement national, l'immigration a joué un rôle considérable dans notre reconstruction démographique d'après-guerre. Ce que nous avons voulu noter dans ce qui précède, c'est simplement que notre politique d'immigration ne peut être en soi autre chose qu'une politique de

(1) Mgr Vanneufville. *La Main-d'Œuvre Etrangère et les Migrations Ouvrières*, cours donné à la Semaine Sociale de Caen (XII^e Session, 1920).

production, et, à titre secondaire seulement, une politique démographique.

Quel que soit d'ailleurs l'aspect principal sous lequel chacun se plaise à la considérer, cette politique postule la sauvegarde de l'unité intérieure et, pour ce faire, de l'homogénéité nationale, donc la recherche systématique de l'assimilation aussi complète et rapide que possible des éléments hétérogènes.

Politique de production et politique d'assimilation, voilà donc ce que doit être, en définitive, une politique française d'immigration.

Les moyens

Comment réalisera-t-elle ce double objectif ? En s'attachant d'abord à choisir puis à accoutumer, tout en les surveillant spécialement, ces éléments étrangers, pour aboutir à l'assimilation complète et même à la naturalisation des meilleurs.

Si tel est le processus selon lequel se développera notre effort rationnel vers les buts définis plus haut, peut-être convient-il d'insister sur sa réalisation pratique.

Choisir, c'est essentiellement sélectionner parmi de nombreux candidats ceux dont les qualités conviennent le mieux. Ce que doit être cette sélection pour nos immigrants, nous l'avons dit tout au début en définissant « le problème de la main-d'œuvre étrangère » : c'est une triple discrimination professionnelle, sanitaire et ethnique.

Nous avons assez longuement parlé des deux premières pour qu'il nous suffise de rappeler, d'une part, l'importance que nos missions de main-d'œuvre attachent à les perfectionner dans les pays à recrutement collectif, d'autre part, les lacunes que nous avons constatées dans l'organisation de cette double sélection et en particulier de l'examen médical à nos frontières.

La sélection ethnique est une question délicate. Pous-

sée à l'extrême elle aboutirait, comme aux Etats-Unis, à interdire l'accès du territoire à certaines races jugées inassimilables ; à doser pour les autres les facilités d'immigration (et surtout les contingents), en fonction de la valeur constatée par expérience des originaires de diverses nations. Dans une Europe où les traditions historiques, les relations séculaires de peuple à peuple, le vif désir, enfin, de respecter les susceptibilités nationales, jouent un rôle très important, aucun pays ne peut instaurer une législation restrictive de l'immigration avec des inégalités de traitement aussi frappantes que celles édictées aux Etats-Unis. Une sélection ethnique doit, par conséquent, être plus nuancée chez nous qu'en Amérique. Ajoutons qu'à ce point de vue, nous sommes favorisés du fait que les immigrants qui pénètrent le plus volontiers et le plus facilement en France, appartiennent à des races assez voisines de la nôtre pour que l'assimilation ne se heurte pas à des obstacles sérieux.

Les Italiens sont des Latins comme nous et se fondent vite dans nos populations du Midi et même parfois du Nord. Les Espagnols sont presque chez eux en Bigorre et dans le Roussillon où ils se font comprendre dès le premier jour et sont familièrement accueillis. Les Belges et particulièrement les Wallons, sont ethniquement bien peu différenciés de nos races du Nord. Il n'est pas jusqu'aux Polonais que l'expérience n'ait prouvé être beaucoup plus proches de nous que n'aurait pu le faire croire a priori leur origine slave. De tous nos voisins, ce sont certainement les Anglo-Saxons et les Germains que nous « absorberions » le moins aisément, mais il se trouve que, par suite de circonstances d'ordre économique et politique, le nombre d'immigrants qu'ils fournissent est quasi nul.

Donc, et ceci est un facteur très intéressant pour notre avenir, le gros de l'immigration en France est constitué par des éléments raciques assez peu différents de ceux qui composent la trame de notre population, et

en tout cas bien assimilables. Il suffira, pour écarter tout danger de ce côté, d'accentuer, si le besoin vient à s'en faire sentir, les mesures de police ou sanitaires visant spécialement les indigènes nord-africains, les asiatiques et quelques autres races qu'il n'y a aucun intérêt à voir se mêler à la nôtre.

Par ailleurs, la sélection suppose le nombre et la diversité. Pour nous assurer le choix, il est nécessaire de posséder le plus possible de sources de recrutement. Ce que nous avons dit (1) de l'effort poursuivi à cette fin depuis la guerre par notre administration aussi bien que par des associations privées, prouve que cette nécessité a été comprise et continue à faire l'objet d'une attention entreprenante. Il faut, pour le jour où l'une de nos principales sources voisines se tarirait pour des raisons d'ordre économique ou politique, que nous arrivions à disposer d'autres réserves dont il suffirait d'accentuer le débit pour n'être pas pris au dépourvu. La recherche de nouvelles sources doit être, bien entendu, subordonnée au souci constant de la sélection ethnique, il serait fou de gâter maintenant notre situation privilégiée à ce point de vue par la création de nouveaux courants peu assimilables, quelle qu'en puisse être la valeur professionnelle.

Après avoir choisi, il faut accoutumer, et accoutumer en stabilisant, car notre situation ne nous permet plus de nous contenter de l'appoint saisonnier d'équipes de moissonneurs ou d'ouvriers du bâtiment. Nous stabiliserons la main-d'œuvre étrangère et ne déterminerons son accoutumance à nos mœurs et institutions qu'en lui donnant l'atmosphère de bien-être moral et matériel qui en est la condition essentielle. Nous avons eu l'occasion de préciser quelques-uns des éléments de ce bien-être ; soulignons une fois de plus l'intérêt primordial de la question du logement et celui non moins

(1) I^e Partie, chapitre IV.

grand, dans l'ordre moral, d'une meilleure organisation de l'assistance spirituelle.

D'autre part, ce sont surtout des familles qu'il est nécessaire d'enraciner en France parce qu'elles sont plus saines, plus stables, et parce que leurs enfants, qui représentent l'avenir, s'acclimatent avec une rapidité très grande. Il faut donc les attirer, et pour cela ne pas hésiter à leur faciliter en particulier l'accès à la petite propriété, surtout à la propriété rurale. Cet espoir de devenir propriétaire d'une terre, d'une maison, est un puissant stimulant au travail, et quand le rêve aura été réalisé, c'est d'une manière définitive que le petit groupe familial sera fixé sur notre terre devenue en partie sienne.

Mais cette action discrète et généreuse pour une rapide accoutumance doit être complétée par une étroite surveillance des étrangers, un contrôle permanent de leur attitude individuelle et plus encore collective. Il ne faut pas, en effet, que l'on abuse de l'accueil bienveillant et cordial de la France. Autant celui-ci s'impose vis-à-vis des travailleurs honnêtes, autant nous devons éliminer sans fausse pitié les fauteurs de troubles et les instigateurs de désordre social. C'est dans ce sens d'ailleurs que nos ministres de l'Intérieur ont toujours donné des instructions à leurs subordonnés. Le 8 décembre 1924, une circulaire rappelait aux préfets que si la République tient à conserver ses traditions de cordiale hospitalité vis-à-vis de tous les étrangers, quelles que soient leurs opinions, elle ne peut admettre par contre que certains d'entre eux se mêlent d'une façon active à notre vie politique en participant à des manifestations ou en faisant une bruyante propagande pour des théories subversives (1).

Cette circulaire a été confirmée par une autre plus

(1) Le 20 octobre 1925, M. Louis Rollin, député, déposait de son côté à la Chambre une proposition de résolution « tendant à inviter le gouvernement à expulser immédiatement et définitivement tout étranger convaincu d'avoir participé à une manifestation de nature à troubler l'ordre public ».

récente (27 avril 1926). Enfin, le 6 octobre 1926, M. Sarraut, ministre de l'Intérieur, adressait à tous les préfets de nouvelles instructions; rappelant d'abord les principes généraux dont s'est toujours inspiré le gouvernement français, il demandait particulièrement aux préfets de sévir contre certains groupements étrangers qui se livrent par la voie de la presse à de vives polémiques propres à susciter des troubles et qui mettent souvent en cause la France dans des termes inadmissibles (1).

(1) Voici le texte de cette circulaire intéressante, tant par les principes qu'elle formule, que par les différentes mesures de détail qu'elle prescrit :

« Des instructions antérieures de mon département ont déterminé les obligations qu'impose aux étrangers résidant sur notre territoire le respect des lois de l'hospitalité française.

Une circulaire du 27 avril 1926 a notamment rappelé que ces étrangers devaient loyalement s'abstenir de toute tentative d'agitation susceptible de troubler la paix publique. Les libertés instituées et garanties par notre législation ne peuvent avoir pour effet de permettre à des étrangers de transporter sur notre territoire les luttes et conflits politiques de leurs pays respectifs et de porter ainsi atteinte à la tranquillité générale par des initiatives de violence ou des manifestations de provocation.

Les étrangers qui reçoivent en France l'accueil le plus bienveillant ont tous l'impérieux devoir de se conformer aux principes de l'ordre public et de respecter scrupuleusement les autorités et les institutions du pays qui leur accorde une si libérale hospitalité.

Ces prescriptions de stricte justice et d'équitable impartialité sont actuellement méconnues par des groupements étrangers et des journaux publiés sur notre territoire en langue étrangère, qui se livrent à des polémiques violentes et dirigent les uns contre les autres des campagnes d'invectives, de menaces et d'injures. Plusieurs d'entre eux n'hésitent même pas à réclamer l'expulsion de certaines personnalités étrangères, ou, au contraire, à protester par avance contre l'éventualité de ces mesures administratives.

Cette agitation ne peut être tolérée et doit prendre fin sans délai.

Le gouvernement de la République garantit aux étrangers la liberté et la sécurité de leur séjour sur notre territoire, mais il exige qu'ils s'abstiennent de toute agitation capable de troubler le bon ordre et la tranquillité publique. Il entend également que tous les étrangers respectent entièrement les droits souverains de l'Etat français.

Je compte sur votre vigilance et votre fermeté pour assurer avec toute l'énergie nécessaire l'application de ces prescriptions dont l'importance ne saurait vous échapper.

Il vous appartiendra de prendre à cet égard les mesures qui vous paraîtront s'imposer et notamment d'avertir, s'il y a lieu, les dirigeants responsables des groupements étrangers et des jour-

Le choix, la création d'une ambiance favorable à l'accoutumance, le contrôle vigilant des éléments douteux, la répression de toutes les manœuvres de débauchage, rendue plus facile, comme nous l'avons vu, par la loi du 11 août 1926, tels sont donc les moyens à mettre en œuvre pour préparer l'assimilation.

Assimilation : voilà un mot qui ne plaît guère aux pays d'émigration. Il est synonyme pour eux de désaffection du pays natal. Chercher à assimiler un étranger, c'est le pousser à un véritable reniement, couronné tôt ou tard par la trahison complète que constitue à leur sens la naturalisation.

Il y a là un malentendu pénible. Il provient de cette conception erronée que l'amour de la terre natale, pour être profond et sincère, doit être exclusif, alors qu'en fait il est naturel que, sans renier ses origines, un étranger s'attache au pays dans lequel résident ses nouveaux intérêts, surtout si cette nation a tout fait pour se faire aimer. C'est une nécessité vitale pour un pays d'immigration d'obtenir, non par la force, ni par les dispositions législatives, d'ailleurs inopérantes, mais par l'intérêt et le sentiment, cette assimilation sans laquelle il

naux publiés en langue étrangère sur notre territoire que toute agitation, toute polémique violente ou manifestation de provocation, ainsi que toute tentative d'immixtion dans l'exercice du droit d'expulsion sont formellement interdites sous peine de sévères sanctions administratives.

Vous voudrez bien organiser un contrôle attentif de ces journaux et, d'autre part, prescrire que tous les placards ou affiches rédigés en langue étrangère devront porter en regard du texte étranger une traduction en français.

Au surplus, vous interdirez formellement aux étrangers de porter sur la voie publique des insignes ou emblèmes susceptibles de provoquer des contre-manifestations et des incidents qui compromettraient la tranquillité.

L'autorité publique, qui observe à l'égard des divers groupements d'étrangers une attitude de stricte impartialité, doit réprimer sans faiblesse les agissements de ceux qui abuseraient de notre hospitalité.

Vous aurez, en conséquence, à m'adresser, le cas échéant, les propositions que vous jugerez nécessaires pour obtenir de tous les étrangers le respect de l'ordre et des droits souverains de l'Etat français. »

SARRAUT.

n'y aurait plus d'unité nationale. S'il ne doit rien faire pour les contraindre, il a le droit, nous dirons même le devoir strict, de chercher à gagner le cœur, l'esprit de ses hôtes, tout en favorisant leurs légitimes intérêts matériels. S'il agit de la sorte, que pourra-t-on lui reprocher, puisque les immigrants y gagneront en définitive en bien-être et bon accueil ?

Mais il faut tenir compte des visées politiques des pays d'émigration et ne pas se faire d'illusions sur l'opiniâtreté avec laquelle ils essaieront, comme nous l'avons vu, d'entraver par tous les moyens, l'heureuse action assimilatrice du pays de résidence, même si celle-ci s'exerce conformément aux intérêts de leurs nationaux.

Cette phase capitale de la politique d'immigration devra donc nécessairement comporter une double action : d'une part, gagner l'attachement des étrangers ; d'autre part combattre l'action opposée des pays d'origine.

L'attachement à notre pays sera en grande partie fonction de ce que nous aurons fait pour réaliser l'accoutumance. Il nécessite de plus, cependant, une connaissance, au moins élémentaire, de la langue, des institutions et de l'histoire de la France. Seule, l'école la donnera aux enfants, et les adultes les mieux doués pourront l'acquérir en fréquentant des cours spéciaux du genre de ceux qu'a ouverts, avec tant d'opportunité, l'œuvre du « *Foyer Français* » (1).

La question scolaire, sur laquelle nous avons insisté plus haut, revêt donc une importance capitale, puisque c'est par l'école que l'on ouvrira l'esprit des enfants étrangers à une meilleure compréhension de notre caractère et de notre vie nationale. Mais là aussi, il con-

(1) « Le Foyer Français », créé en février 1924, sous la présidence de M. Paul Painlevé, a pour but de travailler à l'assimilation des étrangers en France, en instituant surtout des cours gratuits de langue française pour les adultes dans les principaux centres d'immigrants, et de favoriser la naturalisation des meilleurs éléments en leur facilitant les démarches et le paiement des droits de chancellerie. Son siège est à Paris, 12, rue de Poitiers.

vient de ne pas brusquer les choses. Redisons-le encore au risque de nous répéter : avant d'assimiler, il faut, accoutumer, et certaines mesures prises dans ce dernier but, qui paraissent aller à l'encontre de l'assimilation ne font, en réalité, que la préparer. Il en est ainsi, par exemple, de la nomination de moniteurs étrangers adjoints dans certains cas aux instituteurs français.

L'on ne gagnerait rien d'ailleurs à vouloir aller trop vite. Il faut laisser au temps le soin d'arranger bien les choses et se pénétrer de cette idée que c'est beaucoup plus sur la deuxième que sur la première génération d'immigrants que doit porter notre effort persuasif et discret d'assimilation.

Quant à l'action opposée des pays d'émigration, nous la combattons en veillant à ce que l'activité de leurs agents officiels ou de leurs différents cadres intellectuels chez nous ne déborde pas son cadre normal. Il faut, en particulier, que les consuls étrangers comprennent que leurs droits sont limités et qu'il ne leur appartient pas de s'immiscer à chaque instant là où leur intervention est déplacée. Il est inadmissible enfin que certains ecclésiastiques, et surtout quelques instituteurs étrangers, soient poussés par eux à exercer une action politique contraire à notre légitime intérêt national. Cette contre-offensive n'aura pas besoin d'être menée avec violence : il suffit qu'employeurs, aussi bien que fonctionnaires fassent clairement sentir en chaque occasion que sur le territoire français, l'autorité française est seule maîtresse.

La naturalisation doit être enfin l'aboutissement normal d'une assimilation complète. Ceci entraîne deux conséquences logiques :

1° Cette naturalisation, qui donne à l'étranger tous les droits civils et politiques du citoyen français, doit être méritée et représenter le terme d'une assimilation déjà effectuée ;

2° Aux étrangers nettement assimilés et stabilisés en France, elle doit, par contre, être accordée sans formalités et dépenses exceptionnelles, puisqu'elle n'est que la consécration officielle d'une « nationalisation » effectivement réalisée.

Donc, l'on devra se garder à la fois d'accorder trop vite la qualité de Français à des individus qui n'en semblent pas dignes et d'en rendre l'obtention trop difficile aux bons éléments. Le premier danger pourra être évité en faisant précéder chaque décret de naturalisation d'une enquête approfondie sur la moralité et les antécédents de l'impétrant, chose relativement facile, puisque, aux termes de la loi du 26 juin 1889, qui règle la naturalisation, celle-ci ne peut être accordée à un étranger qu'au bout de dix ans de séjour en France (délai réduit à trois ans s'il a obtenu l'admission à domicile et à un an dans quelques cas très particuliers). Il y aurait lieu aussi d'exiger une répudiation formelle de la nationalité antérieure, afin d'éviter qu'à la faveur de certaines lois étrangères, comme la fameuse loi Delbrück du 22 juillet 1913, l'étranger naturalisé français ne fasse qu'acquérir de ce fait une deuxième nationalité, son pays d'origine lui conservant, sous certaines conditions, le bénéfice de la première.

Le deuxième écueil serait évité en simplifiant les formalités administratives imposées aux étrangers qui désirent se faire naturaliser, en réduisant surtout le droit de chancellerie de 1.276 francs actuellement exigé pour chacun des membres majeurs d'une même famille étrangère. Il est vrai qu'en fait, la plupart des naturalisés obtiennent la remise partielle ou même totale de cette taxe, mais son taux élevé peut effrayer malgré tout ceux qui en ont connaissance. Dans une récente proposition de loi, M. Charles Lambert, député, demandait aussi de réduire de dix ans à trois ans, pour tous les étrangers, la durée du séjour préalable obligatoire, et de multiplier les cas permettant la naturalisation au bout d'un an. Nous craignons que ce soit aller trop loin ;

en règle générale un étranger ne peut pas être considéré comme assimilé au bout de si peu de temps. A peine d'ordinaire, commence-t-il à s'accoutumer. Or, naturaliser avant d'assimiler serait doter d'une étiquette trompeuse un élément qui ne deviendrait Français que de nom. Par contre, d'autres modifications de détail réclamées par M. Charles Lambert pourraient être très utilement accordées ; il serait bon, par exemple, « que l'étranger naturalisé ait la faculté de changer ou de franciser son nom d'origine » et que le droit de chancellerie que M. Lambert propose de ramener à 100 francs, soit « global pour une famille et supprimé » pour celles comprenant plus de deux enfants vivants, « ainsi que pour les étrangers engagés volontaires dans « l'armée française pour la durée de la guerre 1914-1918 » (1). De même, il serait utile de modifier les dispositions légales qui obligent jusqu'à l'âge de 30 ans tous les étrangers naturalisés Français à accomplir leur temps de service militaire actif, même s'ils ont déjà fait leur service dans leur pays d'origine (2).

Enfin, pour hâter l'instruction des demandes de naturalisation dont plusieurs milliers « dorment » dans les bureaux depuis de longs mois, voire de longues années, on a eu raison de se décider tout récemment à réorganiser le service compétent du ministère de la Justice tout en améliorant son installation matérielle.

Mais, par ailleurs, il est trois cas déterminés par les art. 8 et 9 du Code Civil (3), dans lesquels l'étranger acquiert la nationalité française par le bénéfice de la loi, sans recourir à la naturalisation :

(1) Exposé des motifs de la proposition de loi tendant à faciliter la naturalisation des étrangers présentée par M. Ch. Lambert, député. (Doc. parl. Chambre des Députés, 13^e législature, session extraordinaire de 1925, annexe N° 1991).

(2) M. Ch. Lambert a déposé à ce sujet une proposition de loi le 3 juin 1926 « tendant à modifier l'art. 13 de la loi du 1^{er} avril 1923, relatif aux obligations militaires des étrangers naturalisés en France ».

(3) Tels qu'ils se lisent actuellement après les modifications apportées par les lois du 26 juin 1889 et du 22 juillet 1893.

1° S'il est né en France de parents étrangers dont l'un y est lui-même né, sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner, dans l'année qui suivra sa majorité, sa qualité de Français, en se conformant aux dispositions arrêtées à ce sujet ;

2° Si, né en France de parents étrangers (quel que soit le lieu de naissance de ces derniers), il est domicilié en France à l'époque de sa majorité, à moins que dans l'année qui suit celle-ci, il n'ait décliné la qualité de Français ;

3° Si, né en France de parents étrangers et ayant cessé d'y habiter, il vient y fixer son domicile dans le courant de sa vingt-deuxième année et réclame la qualité de Français par une déclaration enregistrée au ministère de la Justice. Dans ce dernier cas toutefois, l'enregistrement peut être refusé pour cause d'indignité.

La nationalité française peut donc s'acquérir *jure soli* et *jure soli et domicili*. Certains estiment qu'il y aurait lieu de supprimer le droit d'option qui permet aux naturalisés de droit, dans les deux premiers cas, de décliner la nationalité française, droit d'option que possèdent également à leur majorité les enfants mineurs de naturalisés. Il y a effectivement quelque chose d'abusif dans cette latitude laissée à des étrangers, dont la naissance et le long habitat en France sont garants de leur assimilation, de décliner au moment où ils arrivent à l'âge d'homme, les obligations que pourraient entraîner pour eux la nationalité française. Il faut remarquer cependant que les formalités requises pour l'acceptation de ces refus sont sévères ; l'étranger doit notamment prouver qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation de son gouvernement, et établir qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux de son pays d'origine. Le nombre des étrangers qui répudient ainsi à 21 ans la qualité de Français est d'ailleurs très réduit. Il n'en reste pas moins que, comme tous les pays à forte immigration, nous avons intérêt à accentuer l'influence du *jus soli* sur la nationalité des fils d'étrangers.

Les Instruments.

La mise en œuvre de la politique d'immigration, dont nous avons essayé de définir les grandes lignes, dépend étroitement des textes législatifs qui sont la base juridique nécessaire à toute entreprise d'intérêt général et plus encore des organismes chargés d'appliquer ces textes et de résoudre, par leur initiative, toutes les questions de réalisation pratique.

En ce qui concerne les textes, on s'est plaint parfois de ce que le statut de l'étranger en France résulte d'articles de lois et de décrets éparpillés sans cohérence, dont les nombreuses dispositions demanderaient à être revues pour adaptation à l'état actuel du problème de l'immigration. Ce dernier reproche est en partie justifié et nous avons noté à plusieurs reprises quelles modifications il conviendrait d'apporter à certaines de nos lois visant la condition des étrangers. Rappelons que les principales se rapportent

- aux conditions d'admission en France des immigrants et particulièrement aux conditions d'ordre sanitaire ;
- au régime scolaire des enfants étrangers ;
- à celui des associations étrangères ;
- à la naturalisation.

Il est à souhaiter que, malgré les nombreux travaux dont est chargé l'ordre du jour de nos deux Chambres, celles-ci réalisent, à brève échéance, les plus urgentes de ces modifications sur l'opportunité desquelles presque tout le monde est d'accord.

Quant à pousser plus loin la « codification » du statut des étrangers, ceci paraît assez malaisé, car les articles du Code Civil, du Code du Travail, du Code Pénal et des principales lois, dont nous avons eu l'occasion de parler, ont été insérés au fur et à mesure à leur place normale. Comment les en extraire pour les refondre en un seul

texte? Peu y songent (1), mais beaucoup désirent, par contre, qu'une loi, abrogeant celle du 8 août 1893 et reprenant la matière des décrets de 1922, 1924 et 1925, incorpore d'une manière définitive, à notre législation, le système de la carte d'identité en en précisant même avec plus de sévérité les conditions de délivrance.

Ce qui est encore plus important que le perfectionnement de nos dispositions législatives, c'est l'aménagement rationnel des services administratifs ou non chargés de poursuivre la réalisation d'une bonne politique d'immigration. Nous avons exposé sommairement plus haut le rôle des organes officiels et des associations privées qui ont à s'occuper, à divers titres, de l'introduction, de la répartition et du contrôle des émigrants. Les résultats acquis depuis la guerre sont là pour montrer que le système actuel, bien qu'imparfait sans doute, n'est pas aussi défectueux qu'on a bien voulu le répéter souvent.

Le grand reproche qu'on lui adresse est son manque d'unité, qualifié trop aisément de désordre ou d'incohérence. Cependant, il faut bien voir qu'à partir du moment où l'étranger arrivé en France se mêle intimement à notre vie commune, il est naturel que des services bien différents soient appelés à s'occuper de lui en sa qualité d'étranger proprement dit, de travailleur ou de commerçant, de candidat à la naturalisation ou de justiciable des tribunaux, de père dont les enfants sont soumis à l'obligation scolaire, etc.. Dans le cours de son existence, un citoyen français a généralement affaire à de multiples services dépendant d'une douzaine de ministères. Qu'il y a-t-il d'anormal à ce que plusieurs d'entre ces derniers doivent suivre, à des points de vue différents, l'étranger en France ? C'est pourquoi nous ne croyons pas qu'il faille se scandaliser de cette division du travail entre nos administrations.

(1) Cependant M. Missoffe, député, a déposé le 13 novembre 1924, une proposition de loi tendant à réunir tous les textes concernant les étrangers sous le nom de « Code des Etrangers ».

Mais ce qui importe au premier chef, c'est d'éviter le chevauchement des attributions et les divergences de principes quant aux buts ultimes à atteindre. C'est pour réaliser l'unité de doctrine et concentrer les moyens d'exécution que beaucoup ont préconisé en France, ces dernières années, la création d'un organisme spécial d'immigration conçu le plus souvent sous forme d'un office doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, et administré à la fois par des représentants de l'Etat et ceux des associations patronales et ouvrières. Nous ne pouvons entreprendre d'analyser ici les différents avant-projets, propositions ou projets de lois relatifs à la création d'une institution de ce genre qui ont vu le jour depuis six ans (1). Signalons seulement qu'ils différaient surtout en ceci que les uns instauraient un Office d'Immigration indépendant mais rattaché au ministère des Affaires Etrangères ou du Travail, tandis que les autres, partant de ce principe que notre immigration a un caractère essentiellement ouvrier, assuraient qu'il s'agissait avant tout d'un « problème de main-d'œuvre » dont devait connaître un seul « Office National de la Main-d'Œuvre ». Cet office n'aurait eu dès lors à traiter la question de l'immigration que comme une dépendance de celle plus générale de l'organisation du marché du travail en France.

Au premier type se rapporte la proposition de Warren et le projet de loi du 12 octobre 1922. Le deuxième avait inspiré, au contraire, la plupart des autres projets.

(1) Les principaux sont dus à l'initiative parlementaire (proposition de loi déposée en 1921 par M. Ed. de Warren, Député, et 154 de ses collègues), à la Société Française de Protection de la Main-d'Œuvre Agricole (avant-projet Brancher, avril 1923), à la Confédération Générale du Travail (résolution du Comité Confédéral National, 1924), à l'Association amicale des chefs d'offices régionaux et départementaux de placement. Enfin, le gouvernement déposa en octobre 1922 un projet de loi portant création d'un Office National d'Immigration, projet qui ne fut pas rapporté, puis laissa insérer dans le projet de loi de finances de 1925 trois articles réalisant la création d'un Office National de la Main-d'Œuvre Etrangère, articles qui furent disjoints, puis abandonnés.

Aucun n'a abouti et l'on semble s'orienter plutôt, à l'heure actuelle, vers un simple renforcement des principaux services appelés à s'occuper des étrangers, tout en assurant une meilleure coordination entre eux par l'intervention continue de la Commission interministérielle de l'immigration et la consultation régulière du Conseil National de la Main-d'Œuvre. Pour notre part, nous croyons que l'on peut obtenir ainsi d'excellents résultats. Nous ne pensons pas que la création d'un office spécial, quel que soit le nom qu'on lui donne, soit vraiment nécessaire ni même très désirable. Il nous paraît quelque peu chimérique de vouloir rapporter à un même organisme la multiplicité des questions relatives aux étrangers en France, questions dont s'occupent à l'heure actuelle, comme nous l'avons vu, sept ou huit ministères. La plupart entrent très normalement dans les attributions de ces derniers qui disposent de services qualifiés. On risquerait de tout désorganiser en voulant simplifier à l'extrême pour reconstruire sur un plan théorique, attirant peut être par son ordonnance logique, mais en fait bien difficilement réalisable.

Sans doute, l'on oppose toujours à notre action en ordre dispersé celle des pays d'émigration dont les « Commissariats » ou les « Offices » assurent seuls la poursuite continue d'une politique d'émigration très active. On nous donne aussi en exemple certains grands pays d'immigration, comme les Etats-Unis, qui ont confié à un organisme unique le soin de régler la plupart des questions relatives à l'introduction des étrangers. Il faut cependant remarquer que les problèmes qui se posent pour les pays d'émigration sont plus simples que ceux qu'ont à résoudre les nations importatrices d'hommes, puisqu'il s'agit uniquement de préparer les départs, de surveiller les transports et de continuer à demeurer en contact, autant que faire se peut, avec les émigrés. Quant aux pays d'immigration que l'on cite, ils reçoivent presque exclusivement des émigrants transocéaniques dont le contrôle est bien plus aisé que celui de l'immigration

continentale et il serait vain de croire que leurs services spéciaux d'immigration suffisent, à tout, comme l'on peut s'en rendre compte en étudiant de près la mise en œuvre de leur politique d'immigration.

Est-ce à dire que tout est pour le mieux dans notre organisation présente en France ? Ce serait se montrer trop optimiste que de l'affirmer si net. Il est certain que l'on pourrait confier, par exemple, sans grand dommage, au seul ministère du Travail, le soin de contrôler toute la main-d'œuvre étrangère quelle qu'en soit la profession et de viser tous les contrats. Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que le problème de l'immigration ne se résout pas en une simple question de placement, comme M. Nogaro l'a encore mis en évidence dans un récent rapport au Conseil National de la Main-d'Œuvre. Une foule de questions se posent, relatives aux droits des étrangers, aux meilleures méthodes d'assimilation, aux attributions des consuls, etc., qui débordent le problème de l'introduction de la main-d'œuvre étrangère, considéré sous le seul aspect de l'organisation du marché du travail. Ce serait donc une faute certaine que de réduire la question de l'immigration à « une question de main-d'œuvre tout court », d'autant que s'introduisent de plus en plus chez nous, non seulement des salariés mais aussi des petits propriétaires, des fermiers, des commerçants, qu'il y a lieu de surveiller à bien d'autres points de vue.

Quant à la coordination de l'action des différents services, il ne faut pas oublier qu'elle a été en fait obtenue jusqu'à ce jour d'une façon satisfaisante par la Commission interministérielle de l'Immigration qui fonctionne depuis 1920. Un Office d'immigration ferait-il beaucoup plus et beaucoup mieux ? Cela ne paraît nullement prouvé, car cette forme d'office, bien qu'elle connaisse une grande vogue à l'heure présente, n'a pas que des avantages. Le contrôle financier des multiples opérations qu'on est appelé à confier à un tel organisme est particulièrement délicat ; de plus il semble qu'il vaut mieux, comme l'a écrit un spécialiste de ces questions : « Que la responsabilité des décisions reste à l'autorité

« centrale et celle de l'exécution à un service public
« normal ; en cas de difficultés intérieures, il ne suffi-
« rait pas d'invoquer la délibération d'un conseil d'ad-
« ministration d'office irresponsable en fait, il faudrait
agir » (1).

Cette action doit être laissée aux services administratifs déjà constitués, mais aussi aux organismes privés dont nous avons décrit les principales et très heureuses initiatives en matière d'immigration organisée. Il faut seulement que les premiers soient outillés pour contrôler l'action des seconds et la compléter dans ce qui est du domaine propre de la puissance publique. La fonction coordinatrice pourrait très bien continuer à être exercée par la Commission interministérielle de l'Immigration. Par contre, il serait désirable que le Conseil National de la Main-d'Œuvre ne soit plus le seul organe consultatif national qui ait à connaître des questions d'immigration. Pour les mêmes raisons qui font que le problème de l'immigration n'est pas uniquement une question de main-d'œuvre, il devrait y avoir, à notre sens, un « Conseil National de l'Immigration », distinct des autres grands Conseils consultatifs, créés ces dernières années. Seraient appelés à y siéger, selon la formule habituelle, des représentants du gouvernement, des employeurs et des syndicats ouvriers ; mais, parce que l'immigration soulève des problèmes complexes, il serait utile de leur adjoindre quelques juristes, économistes et spécialistes des questions migratoires que leur étude désintéressée de ces phénomènes désignerait d'une manière particulière. Y auraient également leur place les représentants officiels des cultes auxquels appartiennent les immigrants. Nous avons vu combien délicats et importants étaient les problèmes moraux et religieux que pose l'afflux d'étrangers dont presque tous sont croyants et dont notamment les quatre cinquièmes au moins appartiennent à la religion catholique. L'avis sur ces questions, de personnalités aussi qualifiées par exem-

(1) E. Gauthier. *Le Marché du Travail en France*, p. 84.

ple que « l'Evêque des étrangers » de Paris, ne pourrait qu'être utilement entendu. Un tel Conseil devrait, naturellement, se tenir en liaison étroite avec les autres grands organes consultatifs, tels que le Conseil Supérieur du Travail, le Conseil Supérieur de la Natalité, le Conseil National Economique et enfin le Conseil National de la Main-d'Œuvre ramené à ses attributions propres. Il serait facile, d'ailleurs, pour assurer une liaison plus intime avec ce dernier, de spécifier que les délégués ouvriers et patronaux, désignés pour en faire partie, entreraient de droit, et au même titre, au Conseil National de l'Immigration.

Pour que l'action de cette institution soit efficace et continue, nous voudrions même qu'elle possède une Commission permanente, laquelle ne serait autre que l'actuelle Commission interministérielle de l'Immigration augmentée peut-être de deux ou trois unités et rattachée à la Présidence du Conseil comme l'organe consultatif dont elle serait l'expression. Il serait nécessaire enfin, que cette Commission soit dotée d'un secrétariat bien constitué, capable d'ordonner et de centraliser, en vue d'études générales d'ordre économique et démographique, tous les éléments de documentation — statistiques, rapports, enquêtes, etc..., — fournis par l'administration ou les associations privées. Afin d'éviter les doubles emplois, il serait bon de préciser que c'est essentiellement au Service de la Main-d'Œuvre Etrangère du ministère du Travail, seul en fait à posséder un personnel de contrôleurs interprètes idoines, que reviendrait le soin d'assurer l'information générale en liaison avec les Offices départementaux de Placement.

Avec une organisation de ce genre, qui ne bouleverserait pas nos cadres actuels et laisserait aux associations privées la réalisation du plus grand nombre possible d'opérations matérielles de sélection et de transport dont l'Etat n'a aucun intérêt à se charger, nous croyons que notre pays pourrait poursuivre, avec plus de continuité et de fermeté, la sage politique d'immigration qui s'impose.

En attendant, si notre système actuel est perfectible, nous ne devons pas le dénigrer outre mesure. L'exposé que nous avons poursuivi de nos méthodes d'embauchage, de transports et de répartition, des modes de contrôle et des résultats qu'ils ont permis d'acquérir, permettent de ramener à leur juste valeur les accusations portées contre « la parfaite incohérence de notre système d'immigration » ou « le recrutement désordonné de nos employeurs ». Il est intéressant, par opposition, de constater que, tandis que nos traités de travail sont cités comme modèles du genre, notre technique d'embauchage contractuel sélectionné va être transposée dans le domaine international (1).

D'autre part, malgré une législation incomplète et des moyens matériels très insuffisants, nos services de main-d'œuvre étrangère ont accompli discrètement une tâche formidable et ingrate dont il est encore difficile, à l'heure actuelle, de mesurer l'étendue.

Ce qu'il faut rechercher, avec persévérance, c'est le perfectionnement continu des méthodes et des instruments, tâche qui appelle un effort général de toutes les bonnes volontés susceptibles de comprendre l'importance des intérêts mis en jeu.

L'immigration, phénomène utile mais phénomène dangereux pour notre économie nationale, doit retenir l'attention de tous et susciter les nombreuses initiatives qui assureront l'assimilation du flux étranger en attendant que le redressement de notre natalité permette de le réduire à de moindres proportions. A ces conditions seulement, la France pourra envisager avec confiance un avenir de paix, de sécurité et de prospérité.

(1) Par la Société Internationale de Migrations, comme nous l'avons vu au précédent chapitre.

VU :
Le Président,
NOGARO.

VU :
Pour le Doyen :
L'assesseur,
H. TRUCHY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Paul LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

Documents parlementaires :

Chambre des députés, XI^e législature.

N° 6.230. — Projet de loi relatif au séjour et à l'établissement des étrangers en France.

Chambre des députés, XII^e législature.

N° 2.858 et N° 4.710. — Rapports présentés par M. Niveaux au nom de la Commission de l'Administration générale départementale et communale chargée d'examiner le projet de loi relatif au séjour et à l'établissement des étrangers en France. (Annexes aux P. V. des séances du 23 juin 1921 et 6 juillet 1922.)

N° 2.843. — Proposition de loi relative à la création d'un Office National de l'Immigration présentée par M. Ed. de Warren et 154 de ses collègues. (Annexe au P. V. de la séance du 17 mars 1921.)

N° 4.869. — Projet de loi portant création d'un Office National de l'Immigration. (Annexe au P. V. de la séance du 12 octobre 1922.)

Chambre des Députés, XIII^e législature.

N° 517. — Rapport sur le Budget du ministère du Travail pour l'exercice 1925 fait au nom de la Commission des Finances, par M. B. Nogaro. (Annexe au P. V. de la séance du 27 août 1924.)

N° 1.969. — Rapport sur le Budget du ministère du Travail pour l'exercice 1926 fait au nom de la Commission des Finances, par M. B. Nogaro. (Annexe au P. V. de la séance du 12 juillet 1925.)

N° 1.991. — Proposition de loi tendant à faciliter la naturalisation des étrangers, présentée par M. Charles Lambert. (Annexe au P. V. de la séance du 29 octobre 1925.)

N° 2.952. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 1^{er} avril 1923 relatif aux obligations militaires des étrangers naturalisés français, présentée par M. Charles Lambert.

B. NOGARO et Colonel WEIL. — *La Main-d'Œuvre Etrangère et Coloniale pendant la Guerre (Histoire économique et sociale de la guerre mondiale)*. Les Presses Universitaires de France, éditeur, Paris 1926.

- B. NOGARO. — *Politique de Natalité Polique d'Immigration*. Discours prononcé à la Chambre des députés à la 2^e séance du 17 décembre 1924. *Journal officiel* du 18 décembre 1924.
- B. NOGARO. — Rapport au Conseil National de la Main-d'Œuvre (séance du 20 avril 1926) sur la réorganisation des services de main-d'œuvre.
- A. BOISSARD. — Vœux présentés à l'Association Nationale Française pour la Protection Légale des Travailleurs (séance du 24 novembre 1923). — *Le Problème de la Main-d'Œuvre Etrangère*. Alcan, éditeur 1923.
- C. CHABRUN. — Rapport au Conseil National de la Main-d'Œuvre (séance du 19 avril 1926) sur la réorganisation des services de main-d'œuvre.
- Abbé DANSET. — *Comment la politique de production est dominée par le problème de la main-d'œuvre*. Cours à la Semaine Sociale de Grenoble, 1923.
- Mgr VANEUFVILLE. — *La Main-d'Œuvre Etrangère et les Migrations Ouvrières*. Cours à la Semaine Sociale de Caen, 1920.
- Marcel PAON. — *L'Immigration en France*. Payot, éditeur, Paris 1924.
- CATALOGNE. — *La Politique de l'Immigration en France depuis la guerre de 1914*. Thèse Paris 1925. André Tournon, éditeur.
- François FAGNOT. — *Le Problème de la Main-d'Œuvre Etrangère*. — Rapport à l'Association Nationale Française pour la Protection Légale des Travailleurs. Alcan, éditeur, Paris 1923.
- Paul GUÉRIOT. — *Politique d'Immigration*. *Revue Politique et Parlementaire*, numéro du 10 juin 1924.
- Nombreux articles de journaux et revues principalement des suivants :
- La Main-d'Œuvre Agricole*.
Bulletin de l'Office Central de la Main-d'Œuvre Agricole.
La Journée Industrielle.
Le Peuple.
L'Information Sociale.
Bulletin du Comité Central de la Main-d'Œuvre Etrangère.
L'Etranger Catholique.
Revue Internationale du Travail.
Chronique Mensuelle des Migrations.

ANNEXES

Il existe à l'heure actuelle de nombreux textes (bilignes) de contrats et demandes-types. Nous reproduisons ci-après la partie française de ceux qui nous paraissent le plus caractéristiques et le mieux étudiés. Nous y joignons aussi le texte d'une note du Comité Central des Houillères, précisant les conditions d'ordre médical mises à l'acceptation pour les mines de charbon des ouvriers qui se présentent à nos délégations d'embauchage à l'étranger.

1. — Contrat d'Ouvrier Mineur Polonais.
2. — Demande d'Ouvriers d'Industrie Italiens.
3. — Contrat d'Ouvrier d'Industrie Yougoslave.
4. — Contrat d'Ouvrier Agricole Polonais.
5. — Renseignements pour une demande de Métayers ou Fermiers adressée à l'O.C.M.O.A.
6. — Modèle de bail à métayage (O.C.M.O.A.).
7. — Note du Comité des Houillères pour la visite médicale des ouvriers à l'Etranger.

ANNEXE 1

Travail Souterrain

CONTRAT INDIVIDUEL pour Ouvrier Polonais des Mines.

Désignation de l'établissement employeur (raison sociale et adresse)
Lieu d'emploi Gare
Nom et adresse du représentant désigné en vue du recrutement ..
.....
Noms, prénoms, âge et adresse de l'ouvrier et de sa famille en Pologne (1)
Profession
Nature du travail (2)
Indiquer, le cas échéant, les dangers exceptionnels du travail : présence d'obus non éclatés, etc

Article I.

Durée du contrat (3)
L'établissement assurera, pendant cette durée, à dater du lendemain de son arrivée, un travail continu à l'ouvrier signataire du présent contrat.

L'ouvrier, de son côté, s'engage à effectuer, pendant la même durée, le travail prévu au contrat.

Article II.

Le travail normal comporte six jours de travail par semaine avec un horaire normal de huit heures par jour ou de 48 heures par semaine, sous réserve des dérogations prévues par la législation française.

Pour les mines, cette durée est calculée pour chaque poste et chaque catégorie d'ouvriers, conformément aux dispositions de la loi française, depuis l'heure réglementaire d'entrée dans les puits des premiers ouvriers descendants, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

A titre de renseignement, il est signalé que les dimanches, le Nouvel An, le Lundi de Pâques, l'Ascension, le Lundi de la Pentecôte, la Fête nationale française du 14 Juillet, l'Assomption, la Toussaint et Noël sont jours chômés.

En outre, les ouvriers polonais jouiront d'un repos d'une demi-journée, la veille de Noël et d'un repos de l'après-midi, le samedi, veille du dimanche de Pâques.

(1) Si le contrat est signé par un ouvrier désireux de se rendre en France avec sa famille, indiquer s'il est donné un emploi aux femmes et dans quelles conditions.

(2) L'employeur aura intérêt à renseigner l'ouvrier aussi complètement que possible.

(3) Trois, six, neuf ou douze mois.

Le travail normal est fait pendant (indiquer si c'est le jour ou la nuit (1)

Seront rétribués à part :

a) le travail de nuit et des jours fériés, lorsqu'il ne résulte pas de l'organisation normale du travail,

b) les heures supplémentaires, telles qu'elles sont payées aux ouvriers français.

Article III.

L'ouvrier, signataire du présent contrat recevra, à travail égal, une rémunération égale à celle des ouvriers français de même catégorie, accomplissant le même travail dans la même entreprise ou, à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région.

Il aura également droit aux indemnités de cherté de vie qui pourraient être accordées aux ouvriers français, sous réserve, toutefois, qu'il ne bénéficie pas d'avantages particuliers, tels que le logement gratuit, l'alimentation fournie par l'employeur à un taux inférieur au coût normal. Dans ce dernier cas, les indemnités supplémentaires pourront être réduites dans une proportion correspondante aux avantages propres dont il bénéficie en nature.

Le salaire est actuellement fixé de la manière suivante (toute indemnité comprise) :

Ouvriers qualifiés :

1^{re} catégorie frs. par jour, pouvant être porté à frs.

2^e catégorie frs. par jour, pouvant être porté à frs.

Ouvriers non qualifiés :

..... frs. par jour, pouvant être porté à frs.

L'ouvrier subit sur les salaires indiqués ci-dessus, une retenue de 4 1/2 % pour la Caisse autonome des retraites et de 1 1/2 % pour les caisses de secours.

Les prix indiqués sont ceux alloués à l'ouvrier qualifié dans la profession pour laquelle il a été recruté.

Les salaires sont payés exclusivement en argent comptant, périodiquement (au moins deux fois par mois, conformément à la loi française) et suivant les usages de l'établissement (2).

L'ignorance de la langue française ne peut servir de motif pour assigner à l'ouvrier, à travail égal, un salaire inférieur à celui alloué aux ouvriers français de la même catégorie dans l'exploitation ou, à défaut, dans la région.

A capacités professionnelles égales, il sera classé dans la même catégorie que l'ouvrier français.

Article IV.

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-dessus serait modifié, pour les ouvriers français travaillant dans le même établissement, pendant la durée du contrat, cette modification serait étendue, de plein droit, à l'ouvrier étranger signataire du présent contrat.

Article V.

L'établissement fournit le logement

gratuitement

ou moyennant le prix de

(1) En cas d'empêchement pouvant résulter des conditions atmosphériques pour les travaux de plein air et en cas de force majeure, il sera assuré aux ouvriers un traitement identique à celui qui sera fait par l'employeur intéressé aux ouvriers français travaillant dans son entreprise (indiquer le traitement fait aux ouvriers français).

(2) L'employeur s'engage à faciliter à son ouvrier, l'envoi de fonds à sa famille, qui ne serait pas venue en France avec lui.

Si l'ouvrier est embauché avec sa femme ou avec sa famille, il lui sera assuré un logement à part. Ce logement sera sain. Les ouvriers et ouvrières célibataires seront logés dans des locaux séparés selon le sexe, dans les conditions prévues par le Code du Travail français.

Article VI.

L'établissement signale, à titre d'indication, que le prix de la nourriture est d'environ fr. par jour. (Indiquer s'il y a une cantine)

Ou bien :

L'établissement fournit la nourriture moyennant un prix de lequel entraîne une modification correspondante du salaire ci-dessus indiqué à l'article III.

Article VII.

L'établissement assure les soins médicaux et les médicaments dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers français, c'est-à-dire moyennant la retenue de 1 1/2 % prévue à l'article III.

En cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier.

Il fera dresser par le Maire l'acte de décès, et préviendra immédiatement le Juge de Paix, en lui fournissant tous les renseignements qu'il possèdera sur le défunt, la famille et la succession et en le priant d'en aviser le ministère des Affaires Etrangères, à Paris. Il remettra au Juge de Paix le produit de sa succession.

Le Consulat de Pologne adressera, le moment venu, au Juge de Paix, toutes les indications utiles en ce qui concerne la destination à donner aux objets de valeur ayant appartenu au défunt.

Article VIII.

L'ouvrier bénéficiera, en cas d'accident du travail, de la législation française, qui lui assure une indemnité ainsi que les soins médicaux et pharmaceutiques, sans aucun versement de sa part.

Article IX.

a) La sélection, l'hébergement, la mise en route et la nourriture des ouvriers, par les soins de la Mission Française de Main-d'Œuvre ou des Délégations professionnelles accréditées, sont à la charge de l'employeur.

Les frais de chemin de fer ou de bateau sont à la charge de l'ouvrier.

b) L'ouvrier, accepté par la Mission ou les Délégations françaises accréditées, a la faculté d'employer les moyens de transport organisés par ces délégations, moyennant le paiement d'une somme forfaitaire révisible, fixée actuellement à 250 francs, lui permettant de se rendre jusqu'au centre de rassemblement en France (1).

c) Au cas où l'ouvrier ne disposerait pas des ressources suffisantes, l'avance des frais de chemin de fer ou de bateau sera faite par l'employeur ; elle sera remboursée à ce dernier, au moyen de retenues opérées sur le salaire de l'ouvrier, dans les limites admises par la législation française (2) et jusqu'à concurrence d'une somme, fixée forfaitairement et également révisible, d'un montant identique à celle prévue au paragraphe précédent.

En aucun cas, l'avance faite par l'employeur ne pourra servir de prétexte pour allouer, à l'ouvrier polonais, à travail égal, un salaire inférieur à celui des ouvriers français de l'exploitation ou de la région. L'ouvrier, qui a intégralement accompli son contrat, reçoit

(1) Dépôt de Toul, ou port de débarquement.

(2) Actuellement 1/10 du salaire global (argent et nourriture totalisés pour les ouvriers nourris).

une somme, révisible et fixée forfaitairement, égale à celle prévue pour les frais de voyage aux § b et c.

Article X.

Seront rapatriés, aux frais de l'établissement :

1. Les ouvriers qui, à leur arrivée à destination, seraient refusés à l'embauchage pour raison de santé, sauf le cas de fraude de l'ouvrier, lors de l'examen médical dans le pays d'origine.

2. Ceux qui, tombant malades au cours de leur contrat, ne pourraient, d'après le certificat médical, être guéris à temps pour le terminer.

Article XI.

Le contrat peut être résilié par l'employeur :

a) au cas où l'ouvrier, malgré les observations à lui adressées, persisterait à ne pas se conformer aux obligations de son contrat ou aux règlements intérieurs de l'établissement,

b) si sa conduite habituelle est de nature à troubler le bon ordre ou la discipline de l'exploitation,

c) si atteint d'une maladie contagieuse, il refuse d'aller à l'hôpital. Les délais de préavis sont fixés par le règlement intérieur.

Le contrat peut être résilié par l'ouvrier :

a) s'il est l'objet de mauvais traitements,

b) si, malgré ses réclamations, l'employeur refuse de lui remettre les documents personnels (passeport, contrat de travail, carte d'identité, extrait du registre d'immatriculation), qui sont sa propriété personnelle, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels s'exposerait l'employeur, par application de l'article 1382 du Code Civil.

Toutefois, dans le cas du § b, le contrat ne pourra être résilié qu'après un préavis de 15 jours.

Les dispositions qui précèdent ne portent aucune dérogation aux droits de l'une ou de l'autre des parties, de demander des dommages-intérêts en justice, si elles estiment la résiliation injustifiée.

Article XII.

a) S'il y a résiliation à la suite de l'un des cas visés à l'article XI ou rupture de contrat, celui (l'employeur ou l'ouvrier) par la faute de qui le contrat aura été résilié ou rompu, versera à l'autre partie une indemnité égale à autant de fois trois francs qu'il restera de semaines à courir jusqu'à l'expiration du contrat.

b) En outre, s'il y a résiliation ou rupture par la faute de l'ouvrier, ce dernier devra, si l'employeur a avancé les frais de son voyage, rembourser la partie de ces frais dont il ne sera pas encore libéré. Il fait, par le présent contrat, cession au dit employeur, dans les limites prévues par l'article 62 du Livre I du Code du Travail, des sommes visées aux § a et b du présent article.

S'il y a résiliation ou rupture, par la faute de l'employeur, ce dernier devra restituer à l'ouvrier les retenues qui auront été effectuées sur son salaire, aux termes de l'art. IX, § c du présent contrat.

Si l'employeur n'a pas avancé à l'ouvrier les frais de voyage, il devra lui payer la somme, révisible et fixée forfaitairement, égale à celle prévue pour les frais de voyage aux § b et c de l'art. IX.

Les dispositions qui précèdent ne sauraient être interprétées comme conférant à l'employeur ou à l'ouvrier, la faculté de se libérer du contrat en dehors des cas visés aux art. XI et XII, avant la date prévue. Toute rupture anticipée les exposerait, non seulement aux remboursements prévus aux § a et b de l'article XII, mais encore à tous les dommages-intérêts qui pourraient être alloués par les tribunaux.

Article XIII.

Indépendamment des dispositions prévues à l'article XI, le contrat peut être également résilié dans le cas de mort ou de maladie grave d'un conjoint, ascendant ou descendant direct de l'ouvrier, ou si un cas de force majeure l'obligeait à retourner dans son pays d'origine, mais il serait tenu d'appuyer sa demande de libération d'un certificat officiel du Consulat de Pologne.

L'ouvrier remboursera alors intégralement les frais de voyage, calculés conformément à l'article IX, dont il ne se serait pas encore libéré, si ces frais ont été avancés par l'employeur.

Il perdra, toutefois, le droit à l'indemnité de retour prévue au dernier paragraphe de l'article IX.

Article XIV.

Toute difficulté, pouvant surgir entre l'établissement employeur et l'ouvrier signataire du présent contrat, sera immédiatement signalée, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités consulaires, en langue française ou en langue polonaise, au ministère du Travail (Service de la main-d'œuvre étrangère, 2, avenue Rapp, Paris), téléphone : Ségur 21-13 et inter-Ségur 2. Adresse télégraphique : **Travetrang Paris.**

Fait à le 192...

Signature de l'ouvrier

Signature de l'employeur

Visa de l'Administration

Un traitement équivalent est assuré par l'établissement lorsque les travaux qu'il fait exécuter ne sont pas compris parmi ceux visés par la loi contre les accidents du travail (travaux agricoles notamment);

c) Qu'en cas de maladie les soins médicaux et les médicaments leur seront donnés dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers français;

6° L'établissement assure que les ouvriers trouveront à se loger à _____
et que les prix réunis du logement et de la nourriture ne dépasseront pas en moyenne _____ francs
par jour (1).

7° Les frais de voyage du lieu de résidence en Italie au lieu de travail en France sont à la charge de l'employeur ainsi que les frais de nourriture pendant la durée du voyage. S'ils sont avancés par l'ouvrier, ils lui seront remboursés, après une durée de travail de _____ mois, dans les conditions suivantes:

a) Prix du billet au tarif de 3^e classe;

b) Autant d'indemnités de _____ francs qu'il aura fallu de journées de 24 heures pour accomplir le voyage, la dernière fraction comptant pour une journée entière

8° En cas de suspension de travail, par suite de force majeure ou de licenciement avant l'expiration du contrat pour une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier, l'établissement s'engage à rapatrier celui-ci à ses frais.

Aucune retenue ne pourra être faite en vue de cette éventualité.

9° Pour convoier depuis leur résidence les ouvriers italiens dont l'établissement paye directement les frais de voyage, celui-ci délègue M _____
citoyen italien légalement domicilié à _____
province d _____

10° Demandes et déclarations spéciales de l'établissement (2) :

le _____ 19 _____

Signature de l'employeur,

(1) Si l'établissement fournit le logement ou la nourriture lui-même, il le mentionnera en en indiquant le prix

(2) Dans le cas où les ouvriers demandés ou certains d'entre eux seraient des professionnels spécialement qualifiés l'industriel pourra proposer à l'agrément du Commissariat de l'Émigration un délégué chargé de constater la capacité professionnelle d'entre eux.

ANNEXE 3

N° du Contrat

CONTRAT D'EMBAUCHAGE pour ouvrier d'industrie Yougoslave

DEPARTEMENT

M (1).....
Lieu d'emploi.....
Département de.....
Bureau de Poste de.....
Gare de (2).....
engage par le présent contrat pour une durée de..... mois
Comme (3).....
M (4).....

aux conditions ci-après :

Article 1.

L'Etablissement employeur assurera pendant la durée indiquée ci-dessus, à dater du lendemain de son arrivée, un travail continu à l'ouvrier signataire du présent contrat. De même l'ouvrier s'engage à effectuer pendant la même durée à partir du lendemain de son arrivée le travail prévu au contrat.

Il sera interdit à l'employeur de déplacer l'ouvrier, sans le consentement de ce dernier et l'autorisation du Ministère du Travail français. Dans ce cas les frais de déplacement seront à la charge de l'employeur.

L'employeur ne pourra pas envoyer l'ouvrier dans une colonie Française, ou dans un pays placé sous le protectorat de la République Française.

Article 2.

Le travail usuel comporte six jours par semaine avec un horaire normal de huit heures par jour, soit 48 heures par semaine, sous réserve des dérogations prévues par la loi française.

Quant aux arrêts du travail au cours de la journée de travail, jours de fête, travail de nuit et heures supplémentaires de travail, l'ouvrier signataire de ce contrat bénéficiera des mêmes droits que les ouvriers français travaillant dans la même entreprise.

Article 3.

L'ouvrier signataire du présent contrat recevra à travail égal une rémunération égale à celle des ouvriers français, de même catégorie accomplissant le même travail, dans la même entreprise ou à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération

(1) Désignation et adresse de l'établissement employeur.

(2) Indiquer la gare de grand réseau la plus proche du domicile de l'employeur.

(3) Indiquer la catégorie de l'ouvrier.

(4) Nom, prénoms de l'ouvrier, année et lieu de naissance (commune, district, département).

basée sur le taux normal et courant de la région.

L'ignorance de la langue française ne peut servir de motif pour assigner à l'ouvrier à travail égal, un salaire inférieur à celui alloué aux ouvriers français de la même catégorie dans l'exploitation, ou à défaut dans la région.

Il aura également droit aux indemnités de chômage de vie qui pourraient être accordées aux ouvriers français sous réserve toutefois qu'il ne bénéficie pas d'avantages particuliers, tels que le logement gratuit, l'alimentation fournie par l'employeur à un taux inférieur au coût normal. Dans ce dernier cas, les indemnités supplémentaires pourront être réduites dans une proportion correspondante aux avantages propres dont il bénéficie en nature.

En aucun cas l'ouvrier ne pourra être tenu de profiter des avantages particuliers prévus au paragraphe précédent.

Article 4.

Le salaire minimum actuellement garanti à l'ouvrier signataire du présent contrat est de :

à l'heure.....
à la journée.....
à la tâche.....

à la journée.....

à la tâche.....

L'employeur est tenu d'utiliser l'ouvrier signataire du présent contrat dans la profession pour laquelle il a été engagé.

Le classement définitif et le salaire correspondant déterminés dans les conditions fixées à l'art. 3 seront établis au plus tard un mois après l'arrivée de l'ouvrier.

Au cas où le signataire du présent contrat ne réunirait pas au lieu d'emploi les aptitudes professionnelles requises, il accepterait d'être payé au tarif de sa catégorie réelle.

Les salaires sont payés exclusivement en argent comptant périodiquement, au moins deux fois par mois.

Article 5.

L'ouvrier trouvera à se loger à un prix de environ

L'ouvrier trouvera à se nourrir à un prix de environ

ou bien :

L'établissement fournit le logement gratuitement
 moyennant un prix de.....

L'établissement fournit la nourriture gratuitement
 moyennant un prix de.....

Article 6.

En cas de maladie, l'établissement employeur assure, moyennant une retenue de 2 % du salaire global, les soins médicaux, la nourriture et le logement pendant une durée de 45 jours. Cette assurance est valable à partir de l'embarquement en chemin de fer au centre de groupement en Yougoslavie, mais elle ne s'applique pas aux maladies contagieuses, d'origine spécifique, provenant du fait de l'ouvrier.

An cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier. Il fera dresser l'acte de décès par le Maire et préviendra immédiatement le Juge de Paix, en lui fournissant tous les renseignements sur le défunt, la famille et la succession et en le priant d'en aviser le Ministère des Affaires Étrangères à Paris, pour permettre à celui-ci de prévenir la Légation SUE à Paris.

Article 7.

Les ouvriers S. C. S. bénéficieront en cas d'accident du travail, de

la Législation française, qui leur assure une indemnité ainsi que les soins médicaux et pharmaceutiques, sans aucun versement de leur part.

Article 8.

Les frais de voyage, dans les conditions habituelles de transport du lieu d'embauchage dans le Royaume S. C. S. au lieu de travail en France, sont à la charge de l'ouvrier, ainsi que les frais de nourriture pendant la durée du voyage. Ces frais sont avancés par l'employeur et lui seront remboursés au moyen de retenues sur les salaires de l'ouvrier, dans les limites admises par la Législation française (Art. 50 et 51 du Code du Travail) soit 10 % jusqu'à concurrence d'une somme forfaitaire de deux cent cinquante francs.

L'ouvrier ayant intégralement rempli son contrat recevra au moment de l'expiration de ce contrat une somme égale au montant des retenues opérées sur son salaire en vertu des dispositions susvisées.

Article 9.

Au cas où l'ouvrier quitterait son employeur sans cause licite, avant la date d'expiration dudit contrat, il serait tenu de lui rembourser le montant des frais de voyage fixés forfaitairement à l'article 8, au prorata de la durée du contrat restant à courir sans préjudice de tous dommages-intérêts qui pourraient être alloués par les tribunaux français notamment pour brusque rupture du contrat.

Au cas où le contrat serait rompu par la faute de l'employeur avant la date normale de son expiration ledit employeur sera tenu de payer à l'ouvrier les frais de voyage jusqu'au lieu d'embauchage de son pays d'origine sans préjudice de tous dommages-intérêts qui pourraient être alloués par les tribunaux français notamment pour brusque rupture du contrat.

Article 10.

L'employeur aura le droit de résilier le contrat dans les cas suivants :

1. si l'ouvrier n'observe pas les clauses du contrat et notamment refuse d'exécuter les travaux de l'emploi pour lequel il a été engagé sauf en cas de grève où cette disposition ne sera pas valable ;

2. si l'ouvrier injurie ou menace ses représentants ou lui-même ;
3. en cas de vols et de fraudes de la part de l'ouvrier.

L'ouvrier aura le droit de résilier le contrat dans les cas suivants :

1. si l'employeur n'observe pas les clauses du présent contrat, sauf en cas de lock-out, où cette disposition ne sera pas valable ;
2. en cas d'injures et voies de faits de la part de l'employeur ou son représentant ;
3. si malgré ses réclamations, l'employeur conserve et refuse de lui restituer ses documents personnels ;
4. s'il est appelé pour accomplir son service militaire ou en cas de mobilisation.

Article 11.

Toute difficulté pouvant surgir entre l'établissement employeur et l'ouvrier signataire du présent contrat sera immédiatement signalée soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités consulaires, en langue française ou en langue S. C. S. au Ministère du Travail (Service de la main-d'œuvre étrangère, 2, avenue Rapp, à Paris). Tél : Ségur 21-13 et Inter-Ségur 2. Adresse télégraphique : Travefrang, Paris.

Signature de l'ouvrier,

Signature de l'employeur.

ANNEXE 4

N° d'enregistrement..... Catégorie.....
Département de.....

CONTRAT D'EMBAUCHAGE pour ouvrier agricole polonais

M (1).....
Demeurant à.....
Commune de.....
Bureau de poste de.....
Gare de (2).....
engage par le présent contrat en vue de l'exécution des travaux ci-
après indiqués et pour une durée de : (3).....
Conditions de logement (4).....
M (5).....
Situation de famille (6).....

Article premier. — L'employeur assurera, à dater du lendemain de leur arrivée et pendant la durée du contrat, un travail continu aux ouvriers faisant l'objet du présent contrat.

Art. 2. — L'ouvrier est tenu de se conformer aux ordres qui lui seront donnés pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent contrat, de se conduire correctement à l'égard de l'employeur, de sa famille et des autres ouvriers et de ne troubler en aucune façon l'ordre et la discipline de l'exploitation.

L'employeur est tenu de traiter les ouvriers polonais dans les mêmes conditions que les ouvriers français et de faire tout ce qui dépendra de lui pour faire respecter, le cas échéant, leur dignité personnelle ou nationale.

Art. 3. — Le travail sera réglé conformément aux coutumes locales et à la manière dont l'exécutent les ouvriers français de l'exploitation ou, à défaut, de la région.

Les interruptions dans le travail pour les repas sont les mêmes que celles accordées aux ouvriers français. A titre d'indication la durée de ces interruptions est normalement de (7) :

.....
Si le patron demande aux ouvriers français un effort supplémen-

(1) Indiquer nom et prénoms de l'employeur.

(2) Indiquer la gare de grand réseau la plus rapprochée.

(3) En principe la durée du premier contrat devra être de 9 mois au maximum. Les contrats d'une durée de 9 à 12 mois ne devront être souscrits qu'à titre exceptionnel par les employeurs.

(4) Indiquer l'importance du logement réservé aux familles et, s'il s'agit de charretiers, bouviers ou vachers, s'ils doivent coucher dans les écuries ou les étables.

(5) Ne rien mettre ici, ces lignes étant réservées aux noms et prénoms de ou des ouvriers travaillants.

(6) L'employeur devra indiquer ici s'il s'agit d'un célibataire homme ou femme ou d'un ménage, avec ou sans enfants, en mentionnant le nombre d'enfants travaillants désirés et le nombre d'enfants non travaillants qu'il peut loger.

(7) Cette indication devra obligatoirement être donnée par les employeurs n'utilisant que des ouvriers polonais.

taire il pourra réclamer des ouvriers polonais un même effort supplémentaire moyennant le paiement de la même prime.

Au moment de la fenaison et de la moisson, les ouvriers polonais devront travailler le même nombre d'heures que leurs camarades français. Ils devront, à ces époques, travailler même le dimanche, mais en cas d'urgence seulement. Ils participeront aux mêmes avantages ou primes qui seront consentis aux ouvriers français durant ces saisons.

Les jours de fête et les dimanches, les ouvriers polonais devront donner aux animaux de la ferme les soins indispensables, à l'exemple des ouvriers français, mais de telle façon qu'ils soient libres d'assister aux offices religieux.

A titre de renseignement, il est signalé que les dimanches, le Nouvel An, le Lundi de Pâques, l'Ascension, le Lundi de la Pentecôte, la Fête Nationale française du 14 juillet, l'Assomption, la Toussaint et la Noël, sont jours chômés et que les autres fêtes sont remises, selon l'usage, aux dimanches suivants. En outre, les ouvriers polonais jouiront d'un repos d'une demi-journée la veille de Noël et d'un repos de l'après-midi le samedi veille du dimanche de Pâques.

Le calendrier français servira seul à déterminer les fêtes religieuses chômées.

Art. 4. — Les travailleurs recevront à travail égal une rémunération égale à celle des ouvriers français de même catégorie employés dans l'exploitation ou, à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région. L'égalité de traitement s'étend également aux indemnités s'ajoutant au salaire. En cas d'allocations familiales, ces allocations seront allouées conformément aux règlements des Caisses d'allocations.

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-après serait modifié pour les ouvriers français travaillant dans la même exploitation pendant la durée du contrat, cette modification serait étendue de plein droit aux ouvriers faisant l'objet du présent contrat.

L'ignorance de la langue française ne peut servir de motif pour assigner à l'ouvrier, à travail égal, un salaire inférieur à celui alloué aux ouvriers français de même catégorie de l'exploitation ou à défaut de la région.

Le salaire mensuel de base est actuellement fixé comme suit :

1° Avec logement, sans nourriture, sans blanchissage :

Homme .....	.....
Femme .....	.....
Jeune homme de 16 à 18 ans.....	.....
Jeune fille de 16 à 18 ans.....	.....
Primes ou indemnités éventuelles.....	.....

2° Avec la nourriture, logement et blanchissage, le salaire mensuel comprend :

a) La nourriture et le blanchissage qui sont fournis en nature par l'employeur et représentent une valeur de 150 francs par mois (somme révisible et à fixer d'après les statistiques officielles).

b) Le salaire argent qui est :

Homme .....	.....
Femme .....	.....
Jeune homme de 16 à 18 ans.....	.....
Jeune fille de 16 à 18 ans.....	.....
Primes ou indemnités éventuelles.....	.....

La nourriture des ouvriers polonais sera la même que celle assurée aux ouvriers français de l'exploitation.

Au cas où les ouvriers polonais embauchés comme devant être nourris ne seraient pas satisfaits de la table commune, ils auront le droit de demander à passer dans la catégorie des ouvriers non nourris et recevront en outre de leur salaire argent indiqué au paragraphe b la somme représentant la valeur de la nourriture indiquée au paragraphe a.

Dans le cas d'ouvriers non nourris, l'employeur leur donnera tous renseignements utiles pour les aider à se procurer les denrées alimentaires dans les meilleures conditions d'économie.

Si des enfants de moins de 16 ans veulent travailler, ils pourront le faire aux conditions à débattre entre les parties contractantes avec le consentement de leurs parents et à condition d'être en règle avec les prescriptions légales concernant les mineurs, notamment en ce qui concerne l'enseignement primaire obligatoire.

Le salaire au mois pourra être transformé, après accord entre les parties contractantes, en salaire à la tâche pour tous les travaux qu'on a coutume d'effectuer à la tâche, conformément aux conditions générales prévues au début du présent article.

Art. 5. — Les salaires sont payés à la fin de chaque mois, exclusivement en argent comptant. Les salaires, de même que les arrhes et les avances consenties sur le salaire, doivent être portés par l'employeur sur un livret de comptes spécial qui reste pendant toute la durée de l'engagement aux mains du travailleur. L'employeur ne doit sous aucun prétexte retenir le livret de comptes, de même, du reste que les passeport, contrat de travail, carte d'identité, extrait du registre d'immatriculation, qui sont la propriété personnelle de l'ouvrier. Il s'exposerait dans le cas contraire à une action en justice par application de l'article 1382 du Code Civil.

Dans le cas où l'employeur aurait avancé les frais de voyage de l'ouvrier ou des membres non travaillants de la famille, ces avances seront portées sur le livret de comptes à titre d'avance.

Ledit livret, imprimé en français et en polonais d'après le modèle recommandé par les autorités qualifiées françaises et polonaises devra être donné au travailleur au moment de la signature du contrat et restera en sa possession même après l'expiration du contrat.

Toutes les remarques faites par l'employeur devront être paraphées par lui (1).

Art. 6. — a) La sélection, l'hébergement, la mise en route et la nourriture des ouvriers par les soins de la mission française de main-d'œuvre ou des délégations professionnelles accréditées sont à la charge de l'employeur.

Les frais de chemin de fer et de bateau sont à la charge de l'ouvrier.

b) L'ouvrier accepté par la Mission ou les Délégations françaises accréditées, a la faculté d'employer les moyens de transport organisés par ces Délégations moyennant le paiement d'une somme forfaitaire revisible fixée actuellement à 250 francs lui permettant de se rendre jusqu'au centre de rassemblement en France (2).

c) Au cas où l'ouvrier ne disposerait pas de ressources suffisantes, l'avance des frais de chemin de fer et de bateau sera faite par l'employeur ; elle sera remboursée à ce dernier au moyen de retenues opérées sur le salaire de l'ouvrier dans les limites admises par la législation française (3) et jusqu'à concurrence d'une somme fixée forfaitairement et également revisible d'un montant identique à celle prévue au paragraphe précédent.

En aucun cas, l'avance faite par l'employeur ne pourra servir de prétexte pour allouer à l'ouvrier polonais, à travail égal, un salaire inférieur à celui des ouvriers français de l'exploitation ou de la régie.

L'ouvrier qui a intégralement accompli son contrat reçoit une

(1) L'employeur s'engage à faciliter l'envoi de fonds à la famille de l'ouvrier qui ne serait pas venue en France avec ce dernier.

(2) Dépôt de Toul ou port de débarquement.

(3) Actuellement 1/10 du salaire global (argent et nourriture totalisés pour les ouvriers nourris).

somme revisible et fixée forfaitairement, égale à celle prévue pour les frais de voyage aux paragraphes b et c.

Art. 7. — Seuls, les familles et ménages ont le droit d'exiger un logement à part. Ce logement sera salubre. Les ouvriers et ouvrières célibataires seront logés dans des chambres séparées selon les sexes.

Le patron mettra à la disposition de chacun un lit avec pailleasse, traversin, draps et couvertures.

Ils seront chauffés et éclairés dans les mêmes conditions que les travailleurs français.

Au cas où certains ouvriers devraient être logés dans les écuries ou les étables, il devra en être fait spécialement mention dans le contrat (page 1 : *Conditions de logement*).

Art. 8. — Les ouvriers bénéficieront en cas d'accidents du travail de la législation française.

L'employeur s'engage en outre par le présent contrat à les assurer contre les risques d'accidents du travail agricole non couverts par la législation actuellement en vigueur.

Art. 9. — En cas de maladie légère de l'ouvrier et pendant les sept premiers jours, l'employeur devra lui assurer, en plus du logement et de la nourriture, les soins médicaux et pharmaceutiques.

En cas de maladie grave ou d'une durée supérieure à sept jours, la question sera réglée en tenant compte des dispositions de la Convention d'assistance du 14 octobre 1920, conclue entre la France et la Pologne.

L'employeur devra s'occuper de l'hospitalisation de l'ouvrier.

Si la maladie n'a pas duré plus de quatre semaines, le contrat de travail reprendra son cours jusqu'à expiration normale après la guérison de l'ouvrier.

En cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier. Il fera dresser par le Maire l'acte de décès et préviendra immédiatement le Juge de Paix en lui fournissant tous les renseignements qu'il possédera sur le défunt, la famille et la succession en le priant d'en aviser le Ministère des Affaires Étrangères à Paris. Il remettra au Juge de Paix le produit de la succession.

Le Consulat de Pologne adressera le moment venu, au Juge de Paix, toutes indications utiles en ce qui concerne la destination à donner aux objets de valeur appartenant au défunt.

Art. 10. — **Le contrat peut être résilié par l'employeur :**

a) Au cas où l'ouvrier, malgré les observations à lui adressées, persisterait à ne pas se conformer aux obligations de son contrat ;

b) S'il se livrait à des violences ou sévices graves sur la personne de l'employeur, le personnel de l'exploitation et les animaux ;

c) Si, atteint d'une maladie contagieuse, il refuse d'aller à l'hôpital ;

d) Si sa conduite habituelle est de nature à troubler le bon ordre ou la discipline de l'exploitation. Toutefois, dans ce dernier cas, le contrat ne pourra être résilié qu'après un préavis de quinze jours.

Le contrat peut être résilié par l'ouvrier :

a) S'il est l'objet de violences ou de sévices graves de la part de l'employeur ou de ses préposés

b) Si, malgré ses réclamations, l'employeur refuse de lui remettre ses documents personnels (passeport, contrat de travail, carte d'identité, extrait de registre d'immatriculation qui sont sa propriété personnelle sans préjudice des dommages-intérêts auxquels s'exposerait l'employeur par application de l'article 1382 du Code civil.

Toutefois, dans ce dernier cas, le contrat ne pourra être résilié qu'après un préavis de quinze jours.

Dans chacun des cas visés ci-dessus, le contrat ne pourra être

résilié qu'après que l'employeur ou l'ouvrier aura dûment fait constater le fait allégué soit par le maire, soit par le garde-champêtre, soit par deux personnes honorablement connues de la commune.

Art. 11. — a) S'il y a résiliation à la suite de l'un des cas visés à l'article 10 ou rupture de contrat, celui, employeur ou ouvrier, par la faute duquel le contrat aura été résilié ou rompu versera à l'autre partie une indemnité égale à autant de fois 3 francs qu'il restera de semaines à courir jusqu'à l'expiration du contrat.

b) En outre, s'il y a résiliation ou rupture par la faute de l'ouvrier, ce dernier devra, si l'employeur a avancé les frais de son voyage, rembourser la partie de ces frais dont il ne sera pas encore libéré. Il fait par le présent contrat cession au dit employeur dans les limites prévues par l'article 62 du Livre I du Code du Travail des sommes visées aux paragraphes a et b du présent article.

S'il y a résiliation ou rupture par la faute de l'employeur, ce dernier devra restituer à l'ouvrier les retenues qui auront été effectuées sur son salaire aux termes de l'article 6, paragraphe c, du présent contrat.

Si l'employeur n'a pas avancé à l'ouvrier les frais de voyage, il devra lui payer la somme révisible et fixée forfaitairement, égale à celle prévue pour les frais de voyage aux paragraphes b et c de l'article 6.

Les dispositions qui précèdent ne sauraient être interprétées comme conférant à l'employeur ou à l'ouvrier la faculté de se libérer du contrat en dehors des cas visés aux articles 10 et 12 avant la date prévue. Toute rupture anticipée les exposerait non seulement aux remboursements prévus aux paragraphes a et b de l'article 11, mais encore à tous dommages-intérêts qui pourraient être alloués par les Tribunaux.

Art. 12. — Indépendamment des dispositions prévues à l'article 10, le contrat peut être également résilié dans le cas de mort ou de maladie grave d'un conjoint, ascendant ou descendant directs de l'ouvrier ou si un cas de force majeure l'obligeait à retourner dans son pays d'origine mais il serait tenu d'appuyer sa demande de libération d'un certificat officiel du Consulat de Pologne.

L'ouvrier remboursera alors intégralement les frais de voyage calculés conformément à l'article 6 dont il ne serait pas encore libéré, si ces frais ont été avancés par l'employeur.

Il perdra toutefois le droit à l'indemnité de retour, prévue au dernier paragraphe de l'article 6.

Art. 13. — Toutes difficultés pouvant surgir entre l'employeur et les ouvriers signataires du présent contrat seront immédiatement signalées au Ministère de l'Agriculture (Service du Contentieux de la Main-d'Œuvre Agricole, 397 A, rue de Vaugirard (Porte de Versailles) PARIS, soit en langue française, soit en langue polonaise, soit directement, par l'intermédiaire des autorités consulaires.

Fait à le 19

(Signature de l'employeur)

ANNEXE 5

OFFICE CENTRAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Syndicat professionnel régi par les lois de 1884 et 1920

8, Rue d'Athènes — PARIS (9^e)

Renseignements relatifs au domaine de
appartenant à M.....

POUR UNE DEMANDE de : Métayers ou Fermiers ⁽¹⁾

Commune (distance) Canton (distance)

Département Centre d'approvisionnement

Station de chemin de fer (distance)

Composition souhaitée de la famille

Contenance totale de la propriété hectares

Contenance approximative	{	en prés	 hect.	en terres labourables	 hect.
		en vignes	 hect.	en pâtures	 hect.
		en châtaigneraies	 hect.	en bois	 hect.

Relief du sol (plaine, plateau, vallée, coteau, montagne ⁽¹⁾), altitude

L'exploitation forme-t-elle un tout ou est-elle morcelée?

Dans ce cas, combien de parcelles Distance des parcelles les plus éloignées

Nature du sol

Décrire le logement de l'exploitant

Décrire les bâtiments de l'exploitation

Décrire le matériel agricole existant sur la propriété

Indiquer les principales cultures

Composition du cheptel existant

Est-il donné en inventaire

Avances exigées pour contribuer, s'il y a lieu, à l'achat du cheptel

Somme nécessaire au métayer pour s'entretenir une année ⁽²⁾

Prix de ferme — Date d'entrée en jouissance

S'adresser pour visiter

Observations

(1) Biffer le terme qui ne convient pas.

(2) Cette somme est indépendante de celle prévue éventuellement au paragraphe précédent.

ANNEXE 6

BAIL A METAYAGE

M....., demeurant à
département, désire engager en qualité de mé-
tayers une famille composée au maximum de personnes,
dont si possible : hommes ; femmes ;
..... enfants, en état de travailler,
pour une métairie située à, département de.....,
gare de, d'une superficie totale de hec-
tares, dont :
..... hectares prairies ; hectares terres labou-
rables ; hectares pâturages ; hectares
vignes ; hectares bois.

Nature des terres :

Plaines ou coteaux :
Matériel agricole (description) :
Cheptel vif (description) :
Bâtiments d'exploitation (description) :
Logement du métayer (description exacte) :
Ce logement devra être sain et en bon état (signaler les répara-
tions nécessaires)

Entre les soussignés,

Monsieur, demeurant à
et Monsieur, demeurant à
agissant au nom de sa famille, composée de personnes en
état de travailler, il est convenu ce qui suit :

Monsieur donne à bail à colonage partiaire à
Monsieur et à sa famille, qui acceptent et s'enga-
gent solidairement entre eux, aux clauses et conditions suivantes,
la métairie ci-dessus décrite.

Article Premier. — Le métayer devra faire à ses frais tous tra-
vaux de culture et d'exploitation et consacrer à ces travaux tout
son travail et celui de sa famille, s'interdisant pour lui-même et sa
famille le droit de travailler en dehors du domaine, sauf autorisation
du bailleur.

Art. 2. — Il sera établi à l'entrée du métayer un état des lieux
qui indiquera l'état des bâtiments et des terres de la ferme, ainsi
que l'assolement existant. A sa sortie, le métayer devra laisser les
bâtiments et les terres dans le même état et avec le même assole-
ment.

Art. 3. — Il sera dressé à l'entrée du métayer un inventaire des-
criptif et estimatif :

1° Du matériel agricole que le métayer devra représenter à sa
sortie dans le même état.

2° Des animaux de travail et de croît.

A sa sortie, le métayer devra représenter la même valeur en ani-
maux de croît ; s'il représente des animaux de valeur supérieure, il
recevra (1) : de la différence ; dans le cas con-
traire, il payera (1) de la différence.

Quant aux animaux de travail, sans tenir compte des cours com-
merciaux, il rendra des animaux de même race, de même poids et
de même âge.

(1) Indiquer les conditions de partage d'une façon précise.

Si au moment du règlement de sortie il laissait des animaux ayant une valeur intrinsèque supérieure, soit à cause de leur poids, de leur âge ou de leur race, il lui sera fait compte de cette plus-value, sur la base des cours pratiqués au moment du règlement. Dans le cas contraire, il payerait la même valeur d'après les mêmes bases.

3° Des pailles et fourrages trouvés dans la propriété.

Les fourrages et pailles doivent, en principe, être consommés en entier sur la propriété, à moins que, d'accord avec le bailleur, une partie ne soit vendue. Dans ce cas, le métayer toucherait pour sa part la moitié du produit de la vente, avec ou sans emploi ou engrais.

A sa sortie, le métayer devra rendre les mêmes quantités de pailles et fourrages de même qualité. Il recevra la moitié de la valeur des quantités laissées en plus à sa sortie et il payera la moitié des quantités laissées en moins, et cette valeur sera appréciée d'après les cours pratiqués au moment du règlement de sortie.

Art. 4. — Les produits récoltés seront partagés entre le propriétaire et le métayer aux conditions suivantes (1) :

.....
Le métayer devra rendre les récoltes revenant au propriétaire dans les locaux désignés par ce dernier, le propriétaire pouvant se faire représenter dans un partage par tel mandataire qu'il désignera.

Tous les bénéfices et pertes quels qu'ils soient, réalisés sur les animaux de croit, seront partagés comme suit (1) :

.....
Il en est de même de tous les achats de matières nécessaires à l'alimentation des animaux de toute nature et des ingrédients employés dans la propriété.

Les soins vétérinaires, les médicaments, l'entretien du matériel agricole et la ferrure des animaux sont supportés dans les conditions ci-après (1)

En ce qui concerne les animaux de basse-cour, les bénéfices seront partagés par (1) ou abandonnés au métayer, à charge par lui de faire au propriétaire une remise annuelle de :
..... poules ; poulets ; chapons ;
..... œufs.

Art. 5. — Semences et engrais.

Les semences et engrais achetés au dehors seront fournis par (1) :

.....
Art. 6. — Les impôts fonciers sont à la charge exclusive du propriétaire.

Art. 7. — La prime d'assurance contre l'incendie des bâtiments est à la charge du propriétaire ; la prime d'assurance contre l'incendie des animaux, du matériel, des récoltes, la prime d'assurance contre la grêle et les accidents sont payés par moitié (l'assurance grêle étant facultative).

Art. 8. — Frais de battage.

Tous les travaux agricoles à exécuter sur le domaine sont à la charge du métayer. Exceptionnellement, le propriétaire payera la moitié de la location de la machine à battre.

Le métayer devra nourrir tout le personnel employé.

Art. 9. — Les prestations seront faites par le métayer avec les animaux et le matériel du domaine.

Art. 10. — Tous les travaux de curage des fossés, entretien des haies, des prairies, etc., seront à la charge du métayer qui devra les exécuter en temps opportun.

(1) Indiquer les conditions de partage d'une façon précise.

NOTA. — Le présent texte constitue un guide destiné à faciliter la demande de métayers. Le propriétaire conserve la faculté de modifier ce texte type, notamment pour le faire concorder avec les usages locaux, en rayant certains articles et en inscrivant ses conditions à l'article : **Conditions particulières.**

Art. 11. — Les bois seront réservés pour le propriétaire, mais le métayer en fera le nettoyage et sera autorisé à y prendre le bois de chauffage qui lui sera nécessaire et sur indication du propriétaire.

Art. 12. — Les transports de matériaux nécessaires à l'exécution des réparations à faire soit aux bâtiments, soit aux chemins, seront faits par le métayer, avec les animaux et le matériel du propriétaire, sans indemnité de sa part.

Art. 13. — Toutes les opérations seront reportées sur un carnet de métayage tenu en double par le bailleur et le preneur. Les comptes réglés chaque année, le.....

Art. 14. — Le bail à métayage est consenti pour une durée de....
..... années, à compter du.....
au..... et il sera renouvelé par tacite reconduction, à moins que l'une des parties n'avise l'autre, par lettre recommandée, six mois avant le terme, de son intention de ne pas continuer le bail.

Art. 15. — Pour toutes choses non prévues aux présentes, les parties s'en réfèrent aux lois et usages locaux.

Art. 16. — Conditions particulières :

Signature du propriétaire,

Je, soussigné, maire de la commune de.....
..... certifie que
M.....
est bien propriétaire du domaine ci-dessus désigné et que la superficie de l'exploitation indiquée est exacte à ma connaissance.

Signature du Maire :

Je, soussigné, déclare accepter les conditions générales et particulières du présent contrat, pour moi et pour les membres de ma famille.

A....., le 19....
Signature du chef de famille et des membres adultes de la famille :

ANNEXE 7

COMITE CENTRAL DES HOUILLERES DE FRANCE

1^{er} mars 1922.

Note pour la visite médicale des ouvriers à l'étranger

MANŒUVRE DE MINES

1° Les ouvriers doivent présenter un état général satisfaisant et en particulier être doués d'une bonne musculature.

2° Doivent être éliminés : tous les mutilés, les estropiés, les infirmes de toutes natures. Doivent de même être refusés les trépanés.

3° Affections constituant un empêchement absolu à l'exercice de la profession de mineur :

- Tuberculose,
- Emphysème,
- Blessure de guerre des organes intrathoraciques,
- Troubles cardiaques,
- Cicatrices d'anciennes ostéites,
- Grosses varices et ulcères variqueux,
- Déformation importante du squelette,
- Hernies ou prédispositions herniaires.

(Devront être considérés comme prédispositions herniaires les mauvaises parois avec saillies à la toux.)

- Ankylostomiase,
- Epilepsie,
- Surdité,
- Syphilis,
- Blennorragie (complications).

(Éliminer également les cryptorchidies, atrophies testiculaires avec syndrome adipeuse-génital... obèses.)

Infirmités ou troubles de la vue :

- Les borgnes,
- Les ouvriers atteints de nystagmus,
- Ceux dont l'acuité visuelle des yeux est diminuée de 50 %.
- Les sujets qui, tout en présentant une acuité visuelle supérieure à 50 % pour les deux yeux, sont atteints d'une affection inflammatoire en évolution, ou d'une affection du fond de l'œil susceptible de s'aggraver.

MINEURS (catégorie A. B.) comme ci-dessus.

Toutefois, pourront être acceptés les ouvriers atteints des mutilations, infirmités suivantes, à condition qu'ils présentent un excellent état général et surtout une bonne musculature :

a) Mutilation du membre supérieur n'entraînant qu'une incapacité de travail égale ou inférieure à 20 %, intéressant surtout le membre supérieur gauche et ne diminuant que faiblement la force de pression de la main.

- Amputation ou désarticulation partielle des phalanges,
- Désarticulation totale d'un doigt, le pouce excepté, à la rigueur désarticulation de deux doigts, tels que le quatrième ou le cinquième.

(Éliminer les sujets atteints d'ankylose des doigts en flexion ou extension.)

Limitation légère des mouvements de flexion ou d'extension de l'avant-bras sur le bras.

b) Boiterie consécutive à une fracture bien consolidée, sans col vicieux, sans mauvaise cicatrice, distante des articulations;

c) Cicatrice d'ostéite très ancienne, d'origine traumatique.

d) Varices moyennes de la face postérieure de la jambe sans troubles trophiques de la peau (éliminer les varices occupant la face antérieure).

e) Cyphose ou scoliose, peu prononcées, avec intégrité des organes intrathoracique.

f) Faiblesse de la paroi abdominale, avec saillies du trajet, l'orifice inguinal restant solide, peu élargi, n'admettant au plus que l'extrémité du médus.

Hernie directe peu volumineuse.

